RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE -

Séance du 23 mai 2022

www.nievre.fr

NIÈVRE le département

Direction de l'Administration Générale et des Achats
Service Juridique - Assemblées

RÉUNION de la COMMISSION PERMANENTE

SÉANCE DU LUNDI 23 MAI 2022

Le lundi 23 mai 2022 à 9 H 30, les membres de la commission permanente se sont réunis à l'Hôtel du Département à Nevers sous la présidence de Monsieur Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental.

Etaient présents :
Mesdames Maryse AUGENDRE, Laurence BARAO, Séverine BERNARD, Corinne BOUCHARD, Anouck CAMAIN, Anne-Marie CHÊNE, Michèle DARDANT, Blandine DELAPORTE, Pascale DE MAURAIGE, Marie-France DE RIBEROLLES, Eliane DESABRE, Martine GAUDIN, Jocelyne GUÉRIN, Justine GUYOT, Joëlle JULIEN et Véronique KHOURI.

Messieurs Daniel BARBIER, Fabien BAZIN, Patrick BONDEUX, Christophe DENIAUX, Jean-Paul FALLET, Jean-Luc GAUTHIER, Thierry GUYOT, Patrice JOLY (à compter du rapport 3), Lionel LECHER, Jérôme MALUS, Franck MICHOT, Michel MULOT, Frédéric ROY, Wilfrid SÉJEAU, Michel SUET et David VERRON.

Etaient représentés:
Mme Stéphanie BÉZÉ a donné pouvoir à Mme Eliane DESABRE,
M. Alain HERTELOUP a donné pouvoir à Mme Martine GAUDIN.

Etait excusé :
M. Patrice JOLY (jusqu'au rapport 2 inclus)

Mme Anouck CAMAIN est désignée secrétaire de séance.

La séance est close le 23 mai 2022, à 11 H 05.

Nevers, le 23 mai 2022

Pour le Président du Conseil départemental,
La Directrice de l'administration générale
et des achats,

Christèle LEBLANC

REUNION de la COMMISSION PERMANENTE

Séance du 23/05/22

-:-:-:-:-

NOMENCLATURE

	N° du rapport
AIDE A LA SOUSCRIPTION DE PARTS SOCIALES DE CUMA POUR LES JEUNES AGRICULTEURS	1
AIDE AUX ACTIONS DE COMMUNICATION ET MANIFESTATIONS AGRICOLES	2
MARCHÉ PUBLIC "ACCOMPAGNEMENT DES COLLÈGES A UNE ALIMENTATION SAINE ET DURABLE"	3
ABATTOIR DE CORBIGNY - PARTICIPATION AU LANCEMENT DE LA SCIC "LES VIANDES DU NIVERNAIS"	4
COMMISSION DÉPARTEMENTALE DES ESPACES, SITES ET ITINÉRAIRES (CDESI)- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MORVAN, SOMMETS ET GRANDS LACS ET A L'IPAMAC ET AUTORISATION DE PASSAGE SUR UNE PROPRIÉTÉ DÉPARTEMENTALE	5
MISE EN PLACE DE LA TÉLÉTRANSMISSION AVEC INTERFAÇAGE DES LOGICIELS MÉTIERS ET ACHAT D'ÉQUIPEMENTS MOBILES - LANCEMENT D'UN APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT VISANT AU CONVENTIONNEMENT DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (S.A.A.D.)	6
ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS EMPLOYEURS EN SITUATION DE PERTE D'AUTONOMIE ET DE HANDICAP CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA FÉDÉRATION DES PARTICULIERS EMPLOYEURS	7
MISE EN PLACE DE RELAIS D'ASSISTANTS DE VIE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET L'ORGANISME IPERIA	8

DECISIONS CONCERNANT LES DEMANDES DE REMISES DE DETTES : ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE, PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP et AIDE SOCIALE GENERALE 9

TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR - RÈGLEMENT D'INTERVENTION - CONVENTIONS ET SUBVENTIONS RELATIVES AUX COMITÉS LOCAUX POUR L'EMPLOI 10

TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR - CONVENTIONS ET SUBVENTION - EBE58 11

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISÉ AVEC GESTION DES PRESTATIONS - CONVENTIONS TRIENNALES 2022-2024 12

PROJETS PÉDAGOGIQUES 13

FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT - ATTRIBUTION DES PARTICIPATIONS 14

CONVENTIONS DE PARTICIPATION FINANCIÈRE 2021-2022 DES DÉPARTEMENTS DE RÉSIDENCE DES COLLÉGIENS SCOLARISÉS DANS LA NIÈVRE 15

SUBVENTION A 16 ASSOCIATIONS STRUCTURES OU COLLECTIVITES 16

MISE A DISPOSITION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET DE MATERIELS - CONVENTION AVEC LE SIEEEN 17

ACQUISITION D'UNE VITRINE NUMÉRIQUE PITACA POUR LA CITE MUSÉALE DE CHATEAU-CHINON - CONVENTION AVEC NIÈVRE NUMÉRIQUE ET NIÈVRE ATTRACTIVE 18

POLITIQUE SPORTIVE - CONVENTIONS D'OBJECTIFS, MANIFESTATIONS ET ACTIONS DIVERSES 19

PROMOTION DU DEPARTEMENT DE LA NIEVRE LORS DE L'EVENEMENT MAD JACQUES VELO MORVAN 2022 20

ACTUALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DES VÉLOROUTES ET DE L'INTERMODALITÉ VÉLO-TRAIN DE LA NIEVRE (2021-2027) 21

SITE DE LA MAISON DES INGÉNIEURS A BAZOLLES - DÉCLARATION D'INUTILITÉ EN PRÉVISION DE SON DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL 22

CONSTRUCTION DE L'EHPAD DE FOURCHAMBAULT - RENOUVELLEMENT DE LA GARANTIE D'EMPRUNT OCTROYÉE EN 2009 A ADEF RESIDENCES SUITE A RENÉGOCIATION DE PRÊT 23

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC KEREN PRODUCTION - MODIFICATION DE L'IMPUTATION COMPTABLE 24

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Thierry GUYOT

RAPPORT: **AIDE A LA SOUSCRIPTION DE PARTS SOCIALES DE COOPERATIVE D'UTILISATION DE MATERIEL AGRICOLE (CUMA) POUR LES JEUNES AGRICULTEURS**
(- Fonction 9-Développement économique - Politique agriculture)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment ses articles L.1111-9, L.1612-1 et L.3211-1.,
VU la délibération n°1 de la Commission permanente du 16 octobre 2017 autorisant la signature de la convention relative aux conditions d'intervention complémentaire de la Région Bourgogne Franche-Comté et du Département de la Nièvre en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt,
VU le dispositif départemental d'intervention en faveur de l'agriculture qui prévoit notamment d'inciter les jeunes agriculteurs à acquérir du matériel en commun sous forme coopérative afin d'éviter leur suréquipement mais aussi de les inciter à intégrer un groupe structuré.
VU le rapport de Monsieur le Président du conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

– **D'APPROUVER** le principe des subventions suivantes :

– 2 000 €, soit 50 % d'une dépense éligible de 4 075 €, plafonnée à 4 000 €, à Monsieur Anthony SIMON, domicilié Les Desrues, 58390 DORNES, pour son adhésion à la CUMA LE BON GOÛT DU BIO et à la CUMA de LA MOTTE,

– **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toute pièce nécessaire au versement de la dite subvention,

– **DE PRÉLEVER** les crédits sur le chapitre 204 du budget principal.

Adopté à l'unanimité

Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62460-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

DELIBERATION N° 2

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Thierry GUYOT

RAPPORT: **AIDE AUX ACTIONS DE COMMUNICATION ET MANIFESTATIONS AGRICOLES**
(- Fonction 9-Développement économique - Politique agriculture)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment ses articles L.1111-9, L.1612-1 et L.3211-1,
VU la délibération n°1 de la Commission permanente du 16 octobre 2017 autorisant la signature de la convention relative aux conditions d'intervention complémentaire de la Région Bourgogne Franche-Comté et du Département de la Nièvre en matière de développement économique pour les secteurs de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le principe de la subvention suivante :
  - 1 000 € à l'Association des Éleveurs de Trot du Centre Est (AETCE), pour l'organisation de la 54e vente de Yearlings, au Marault, le 29 août 2022,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous les documents nécessaires à l'application de la décision,
- **DE PRÉLEVER** les crédits sur le chapitre 65 du budget principal.

Adopté à l'unanimité
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62498-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

DELIBERATION N° 3

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Thierry GUYOT

RAPPORT: **MARCHÉ PUBLIC "ACCOMPAGNEMENT DES COLLÈGES A UNE ALIMENTATION SAINE ET DURABLE"**
(- Fonction 9-Développement économique - Politique agriculture)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.1111-9 et L.3211-1,
VU le Code de l'Education, notamment son article L.213-2,
VU le Code de la Commande Publique, notamment son article L.2123-1,
VU la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous dite « Egalim », qui impose aux établissements de la restauration collective publique de fournir au 1er janvier 2022, 50 % de produits durables dont 20 % issus de l'agriculture biologique,
VU l'article 94 de la Loi NOTRe,
VU la délibération n°1 de la Commission permanente du 23 novembre 2020 approuvant le Projet Alimentaire Territorial,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le lancement d'un Marché à Procédure Adaptée (MAPA) intitulé « Accompagnement des collèges à une alimentation saine et durable »,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation de cette opération, notamment le contrat et ses éventuels avenants.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0

Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62923-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : M. Fabien BAZIN

RAPPORT: **ABATTOIR DE CORBIGNY - PARTICIPATION AU LANCEMENT DE LA SCIC "LES VIANDES DU NIVERNAIS"**
(- Fonction 0-Services généraux - Politique agriculture)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.1522-4, L.1522-5, L.2253-1 et L.3211-1,
VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, et notamment son article 221,
VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 33,
VU la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, et notamment son article 19 nonies,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- DE VALIDER la participation du Département au capital de la SCIC « les Viandes du Nivernais » à hauteur de 20 000 € dans le collège des fondateurs,

- **DE VALIDER** le principe d'un prêt en compte courant d'associés à hauteur maximum de 40 000 € au profit de la SCIC « les Viandes du Nivernais »,

- **DE DESIGNER** Fabien BAZIN comme titulaire et Thierry GUYOT comme suppléant pour représenter le Département dans le collège des fondateurs de la SCIC « les Viandes du Nivernais »,

- **DE S'ENGAGER** sur le principe de la garantie de l'emprunt étant entendu que l'Assemblée Départementale sera amenée à la valider sur la base de l'offre du partenaire bancaire,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-63329-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

[SCIC Viandes du Nivernais]

Société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable

Siège social : [Corbigny, au Marché, route de Saint-Saulge]

En cours d'immatriculation au RCS de Nevers

STATUTS CONSTITUTIFS

Les soussignés :

1. la société SICA G.E.M.A.C., société civile coopérative d'intérêt collectif agricole à capital variable, ayant son siège social à Corbigny, au Marché, route de Saint-Saulge et immatriculée au RCS de Nevers sous le numéro 381 420 843, représentée par [ ], dûment habilité,

2. Monsieur/Madame [ ], né(e) le [ ] à [ ], demeurant [ ],

3. la société [ ], [ ] au capital de [ ] euros, ayant son siège social au [ ], [ ], et immatriculée au RCS de [ ] sous le numéro [ ], représentée par [ ], dûment habilité,

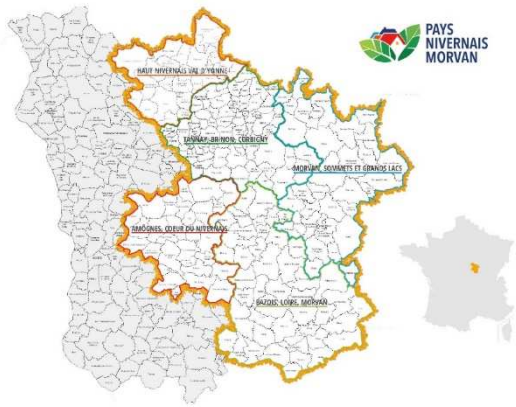
4. l'association loi 1901 [ ], enregistrée à la Préfecture de [ ] sous le [ ], ayant son siège au [ ], représentée par [ ], dûment habilité,

5. [ ]

Ont exposé ce qui suit, partie intégrante des statuts :

PREAMBULE

La Société Coopérative d'intérêt Collectif par actions simplifiée (SCIC-SAS), dénommée [SCIC des Viandes du Nivernais] a pour vocation de favoriser le développement d'une activité économique locale, performante et synergique qui valorise les ressources d'élevage du territoire et qui permette de créer, d'adapter et de pérenniser les outils d'abattage, de découpe et de transformation agro-alimentaire de viandes et de soutenir l'emploi.



Le Pays Nivernais-Morvan regroupe 5 communautés de communes, 196 communes et compte près de 61.000 habitants. Espace rural à dominante agricole où l'élevage est très présent.

Corbigny est une commune qui se trouve en région Bourgogne et plus précisément dans la communauté de communes Tannay-Brinon-Corbigny. Elle est le chef-lieu de canton et regroupe un total de 15 communes et compte près de 1.741 habitants.

La communauté de communes Tannay-Brinon-Corbigny souhaite se mettre en capacité de générer une plus-value en favorisant les initiatives collectives et individuelles de mise en marché, en cherchant à innover dans la transformation des produits, en favorisant la création d'outils locaux de transformation agro-alimentaire de viandes.

Dans ce cadre, l'abattoir de Corbigny et de son atelier de découpe, situé dans un bassin de production « d'élevage », est un maillon indispensable et constitue un véritable levier pour maintenir un tissu social, structurer le marché local et développer de nouveaux débouchés.



3

La volonté du territoire étant de dynamiser la filière viande et d'associer les acteurs économiques concernés au devenir de l'abattoir, il a donc été décidé la création d'une SCIC SAS pour reprendre l'exploitation et la gestion de cet abattoir et de son atelier de découpe.

La communauté de communes de Tannay-Brinon-Corbigny mettra en œuvre toutes les démarches nécessaires pour permettre la reprise de l'outil et l'exploitation de l'abattoir par la SCIC SAS.

Les soussignés choisissent la forme juridique de société par actions simplifiée pour la coopérative créée. Les catégories d'associés représentent les différents intérêts qui concernent cet outil de développement économique local (usagers, collectivités territoriales, établissement public, autres personnes contribuant à l'activité). [Le décompte des voix par collège, pondèrera les votes exprimés par chaque associé dans le but de privilégier l'intérêt collectif.]

Cet intérêt collectif est confirmé par la consolidation d'emplois locaux spécifiques en milieu rural et la préservation d'un savoir-faire local indispensable aux filières économiques constituant les différents usagers (éleveurs, bouchers-charcutiers, grossistes).

La SCIC SAS qui permet d'associer des collectivités publiques avec des acteurs économiques privés et différents partenaires, favorise le partenariat sous forme sociétale.

Cette forme sociétaire présente également l'avantage du multi-sociétariat gouverné par des principes coopératifs adaptés et une gouvernance collégiale démocratique.

La [SCIC Viandes du Nivernais] a pour vocation de mutualiser le risque financier en termes d'investissement.

La présence à terme de différentes collectivités territoriales (municipalités) parmi les associés marque l'importance de cet abattoir pour les filières économiques locales (élevages, grossistes, boucheries-charcuteries de détails...).

La [SCIC Viandes du Nivernais] aura donc pour objet la production et la fourniture de services présentant un caractère d'utilité sociale.

ADHÉSION AUX VALEURS ET PRINCIPES COOPÉRATIFS

Le choix de la forme de société coopérative d'intérêt collectif constitue une adhésion à des valeurs coopératives fondamentales telles que :

- la prééminence de la personne humaine ;
- la démocratie ;
- la solidarité et le partage ;
- un sociétariat multiple ayant pour finalité l'intérêt collectif au-delà de l'intérêt de ses membres, dans un souci d'utilité sociale (spécificité de la SCIC) ;
- l'intégration sociale, économique et culturelle, dans un territoire déterminé par l'objet social.

Ceci exposé, les soussignés ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée devant exister entre eux et toute personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé.

CHAPITRE I
FORME – OBJET – DÉNOMINATION SOCIALE – SIEGE SOCIAL – DURÉE

Article premier Forme

Il est créé entre les soussignés et il existe entre eux, et ceux qui deviendront par la suite associés, une société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée, à capital variable régie par :

- les présents statuts ;
- la Ioi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, notamment le Titre ll ter portant statut des SCIC modifée et le décret n° 2002-241 du 21 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
- les articles L. 231-1 à L. 231-8 du Code de commerce applicables aux sociétés à capital variable ;
- le livre II du Code de commerce et particulièrement les dispositions relatives aux sociétés par actions simplifiée.

Article 2 Dénomination sociale

La dénomination sociale de la Société est :

[SCIC Viandes du Nivernais]

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société coopérative d'intérêt collectif par actions simplifiée à capital variable » ou des initiales « SCIC SAS à capital variable », ainsi que du lieu et du numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 3 Objet

La Société a pour objet :

- l'abattage d'animaux d'élevage, la découpe, le transport, la transformation et le conditionnement, plus particulièrement les bovins, porcins, ovins, gibiers d'élevage, équins et caprins pour le compte de différentes catégories d'usagers telles que éleveurs, bouchers-charcutiers, chevillards, grossistes et particuliers ;

- la valorisation de la viande locale et des produits secondaires au travers de la Société ;

- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création,

d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements,

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, en ce compris, le cas échéant, à titre exceptionnel, l'aliénation sous quelque forme que ce soit de biens ou droits mobiliers ou immobiliers.

L'intérêt collectif défini en préambule se réalisera de manière non limitative, à travers les activités d'utilisé sociale dont l'objectif est de faire fonctionner l'abattoir et l'atelier de découpe, mais surtout de créer une véritable dynamique locale autour de la filière viande de territoire en proposant de nouvelles prestations comme le transport et la valorisation des produits secondaires.

L'objet de la Société rend celle-ci éligible aux conventions, agréments et habilitations mentionnées à l'article 19 quindecies de la loi du 10 septembre 1947.

Article 4 Siège social

Le siège de la Société est situé à [Corbigny, au Marché, route de Saint-Saulge].

Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Conseil Coopératif sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 Durée

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prolongation ou dissolution anticipée.

CHAPITRE II
APPORTS – CAPITAL SOCIAL – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Article 6 Apports et capital social initial

6.1 Capital social initial

Le capital social initial a été fixé à [quatre-vingt mille] euros ([80.000] €) divisé en 160 parts nominatives de [cinq euros (500 €)] chacune, non numérotées en raison de la variabilité du capital social et réparties entre les associés proportionnellement à leurs apports.

6.2 Apports

Le capital est réparti entre les différentes catégories d'associés de la manière suivante :

Éleveurs		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport

Grossistes-Bouchers-Charcutiers-Chevillards		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport

Partenaires Institutionnels		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport

Salariés		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport

Ressources et soutiens		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport

Représentants de la profession		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport
[Syndicats]		

Fondateurs		
Nom, prénom/dénomination, adresse/siège	Nombre de parts	Apport
Département de la Nièvre		
SICA GEMAC		
Commune de Corbigny		
Pays Nivernais Morvan		
Communauté de Communes du Nivernais		

Soit un total de [quatre-vingt mille] euros ([80.000] €) représentant le montant intégralement libéré des parts.

A la constitution, la totalité du capital a été libéré et déposé au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de l'agence du [ ], [ ].

Article 7 Variabilité du capital social

Le capital est variable. Il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés, soit par l'admission de nouveaux associés.

Les associés devront préalablement à la souscription et à la libération de leurs parts sociales obtenir l'autorisation du Conseil Coopératif et signer un bulletin de souscription en deux exemplaires originaux.

Le capital peut diminuer à la suite de retrait, perte de la qualité d'associé, exclusion, décès et remboursement, dans les cas prévus par la Ioi et les statuts sous réserve des limites et conditions prévues ci-après relatives au capital minimum à la présence de trois (3) catégories d'associés ou déterminées par le Conseil Coopératif ou la collectivité des associés.

Article 8 Capital minimum et maximum

Le capital social ne peut être ni inférieur à [ ] euros. Il ne peut être réduit, du fait de remboursements, au-dessous du quart du capital le plus élevé atteint depuis la constitution de la coopérative.

Par application de l'article 7 de la Ioi du 10 septembre 1947, les coopératives constituées sous forme de sociétés à capital variable régies par les articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce ne sont pas tenues de fixer dans Ieurs statuts le montant maximal que peut atteindre leur capital.

Article 9 Parts sociales

9.1 Valeur nominale et souscription

La valeur des parts sociales est uniforme. Si elle vient à être portée à un chiffre supérieur à celui fixé à l'Article 6, il sera procédé au regroupement des parts déjà existantes de façon telle que tous les associés demeurent membres de la Société.

Les parts sociales sont nominatives et indivisibles. La Société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chacune d'elle. Aucun démembrement de la propriété de la part sociale ne peut être effectué.

La responsabilité de chaque associé ou détenteur de parts est limitée à la valeur des parts qu'il a souscrites ou acquises.

9.2 Transmission

Les parts sociales ne sont transmissibles, à titre gracieux ou onéreux, qu'entre associés nul ne pouvant être associé s'il n'a pas été agréé dans les conditions statutairement prévues.

Les conditions d'agrément d'un nouvel associé coopérateur et de souscription de parts sociales supplémentaires sont définies à l'Article 11.3.

Les parts ne peuvent être cédées qu'à d'autres associés, après agrément du Conseil Coopératif.

Aucun usufruit, aucun autre démembrement de la propriété de la part sociale ne peut être effectué, à titre gracieux comme onéreux, à une personne qui ne serait pas préalablement associée, d'une part, qui ne relèverait de la même catégorie, d'autre part, en raison des risques d'appartenance d'une même personne à plusieurs catégories ou plusieurs collèges, que ce démembrement pourrait créer.

Le décès entraîne la perte de la qualité d'associé, les parts ne sont, en conséquence, pas transmissibles par décès.

9.3 Nouvelles souscriptions

Le capital peut augmenter par toutes souscriptions effectuées par des associés qui devront, préalablement à la souscription et à la libération de leur parts, obtenir l'autorisation du Conseil Coopératif et signer le bulletin cumulatif de souscription en deux originaux.

9.4 Annulation des parts sociales

Les parts des associés qui se retirent, qui ont perdus la qualité d'associé, exclus ou décédés sont annulées. Les sommes qu'elles représentent sont assimilées à des créances ordinaires et remboursées dans les conditions prévues à l'Article 14.

Toutefois, aucun retrait ou annulation de parts ne peut être effectué s'il conduit à faire :

- descendre le capital social en deçà du seuil prévu à l'Article 8.

- disparaître l'une des catégories prévues par la loi ou s'il réduit le nombre total de catégories d'associés à moins de trois (3). Dans ce cas, le retrait ou l'annulation des parts est conditionné à la souscription de parts sociales de personnes relevant de la même catégorie.

Article 10 Compte courant

Les sociétaires peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en comptes courants. Les montants et les conditions de mise à disposition et de retrait de ces avances sont déterminés d'un commun accord entre le sociétaire intéressé et le Conseil Coopératif dans le respect des limites légales, et font l'objet d'une convention bipartite déterminant la durée du blocage, les modalités de remboursement et, le cas échéant, la rémunération du compte-courant.

CHAPITRE III
SOCIÉTAIRES
ADMISSION – RETRAIT – EXCLUSION - REMBOURSEMENT

Article 11 Associés et catégories

11.1 Conditions légales

La loi impose que figurent parmi les associés au moins trois (3) personnes ayant respectivement avec la Société le lien de double qualité, à savoir d'être associé et d'être :

- salarié ou, à défaut producteur de biens ou de services de la coopérative ;

- bénéficiaire à titre habituel gratuit ou onéreux des produits ou services de la coopérative ;

- contributeur par tout autre moyen à l'activité de la coopérative.

La troisième catégorie est ouverte et dépend du choix des associés étant précisé que si ce choix se porte sur des collectivités territoriales, Ieurs groupements ou des établissements publics territoriaux, ces dernières ne peuvent pas détenir ensemble plus de 50% du capital de la Société en application de l'article 19 septies de la loi du 10 septembre 1947.

La loi précise que peut être associé d'une société coopérative d'intérêt collectif toute personne physique ou morale qui contribue par tout moyen à l'activité de la coopérative, notamment toute personne productrice de biens ou de services, tout salarié de la coopérative, toute personne qui bénéficie habituellement, à titre gratuit ou onéreux, des activités de la coopérative, toute personne physique souhaitant participer bénévolement à son activité ou toute personne publique.

La Société veillera donc à toujours respecter l'obligation de compter les trois (3) catégories d'associés sus énumérées. La Société répond à ces obligations légales Iors de la signature des statuts. Elle mettra tout en œuvre pour la respecter pendant l'existence de la Société.

Si, au cours de l'existence de la Société, l'un de ces trois catégories d'associés vient à disparaître, le Conseil Coopératif devra convoquer l'assemblée générale extraordinaire afin de décider s'il y a lieu de régulariser la situation ou de poursuivre l'activité sous une autre forme coopérative.

11.2 Catégorie d'associés

Les catégories sont des groupes de sociétaires qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la Société. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Société. Ces catégories prévoient, le cas échéant, des conditions de candidature, de souscription, d'admission et de perte de qualité d'associé pouvant différer.

Les catégories sont exclusives les uns des autres. Aucun associé ne peut relever de plusieurs catégories. Cependant, un associé peut être désigné représentant d'une et une seule personne morale, également associée.

[Sauf mention expresse des statuts, ces catégories ne préfigurent pas les collèges de vote qui sont constitués sur des bases différentes.]

Les catégories d'associés de la Société sont définies comme suit :

N° de catégorie	Catégorie	Définition	Nombre de parts à souscrire
1	Éleveurs	Personne physique ou morale de droit privé, exerçant l'activité d'éleveur, et ayant vocation à utiliser, directement ou indirectement, l'abattoir et l'atelier de découpage dans le cadre de son activité professionnelle.	1
2	Grossistes-Bouchers-Charcutiers-Chevillards	Personne physique ou morale de droit privé ayant vocation à utiliser l'abattoir et l'atelier de découpage dans le cadre de son activité professionnelle.	1
3	Partenaires Institutionnels	Collectivités territoriales et leurs groupement, toutes structures à caractère public ou semi-public tel que les SEM, SPL, EPIC… apportant leur soutien financier et moral à la Société.	1
4	Salariés	Personne physique salariée ayant un contrat de travail avec la Société.	1
5	Ressources et soutien	Personne physique ou morale de droit privé apportant leur soutien financier et moral à la Société.	1
6	Représentants de la profession	Personne physique ou morale de droit privé représentant la profession (Eleveurs, Bouchers,	1

		Charcutiers etc.) et apportant leur soutien financier et moral à la Société et.	
7	Fondateurs	Personne morale de droit privé ou de droit public ayant apporté leur soutien financier et moral à la création de la Société et plus généralement du projet.	1

Le choix d'affectation de chaque associé à une catégorie est du ressort exclusif du Conseil Coopératif, tout comme il est seul compétent pour décider du changement de catégorie. Un associé qui souhaiterait changer de catégorie doit adresser sa demande au Conseil Coopératif en indiquant de quelle catégorie il souhaiterait relever.

Un associé dont le statut évolue ou dont la relation avec la Société évolue devra se conformer aux conséquences du changement de catégorie décidée par le Conseil Coopératif.

La création de nouvelles catégories ainsi que la modification de ces catégories, sont décidées par l'assemblée générale extraordinaire.

11.3 Candidatures et admission

Toutes personnes physiques ou morales qui répond à l'une des catégories définies à l'article 11.2 et respectent les modalités d'admission prévues dans les statuts peut devenir associé.

Une personne physique ou morale souhaitant devenir associée doit présenter sa candidature par écrit au Président qui soumet la candidature au Conseil Coopératif, en indiquant le volume de parts qu'elle souhaite souscrire et la catégorie qu'elle souhaite intégrer.

Le Conseil Coopératif accepte ou refuse la candidature. La décision de rejet n'a pas à être motivée. En cas de rejet, le candidat peut renouveler celle-ci tous les ans. En cas d'acceptation du dossier, le candidat acquiert immédiatement la qualité de sociétaire et reçoit un certificat de part(s), sous réserve de la souscription d'au minimum une (1) part. En cas de rejet, le candidat peut présenter, s'il le souhaite, sa candidature à la plus proche Assemblée Générale. La candidature ne recueillant pas la majorité des suffrages est rejetée. Les sommes souscrites et effectivement libérées sont remboursées conformément à la loi et aux présents statuts.

Le statut d'associé confère la qualité de coopérateur.

Tout nouvel associé s'engage à souscrire et libérer au moins une part sociale Iors de son admission.

Le statut d'associé prend effet après agrément du Conseil Coopératif ou, le cas échéant, de l'Assemblée Générale, sous réserve de la libération de la ou des parts souscrites dans les conditions statutairement prévues. Le montant initial minimum d'actions à souscrire et à libérer est indiqué à

l'Article 11.2 en fonction de la catégorie d'associé. Les parts sociales souscrites lors de l'admission d'un candidat au sociétariat doivent être intégralement libérées lors de la souscription.

Le conjoint d'un associé n'a pas, en tant que conjoint la qualité d'associé. Les mêmes dispositions sont applicables en cas de Pacs.

La candidature au sociétariat emporte acceptation des statuts et, le cas échéant, du règlement intérieur, de la Société.

Article 12 Perte de la qualité d'associé

La qualité d'associé se perd :

- par la démission de cette qualité, notifiée par écrit au [Président] et qui prend effet immédiatement, sous réserve des dispositions de l'Article 11.1 ;
- par le décès de l'associé personne physique ;
- par la décision de liquidation judiciaire de l'associé personne morale ;
- par l'exclusion prononcée dans les conditions de l'Article 13 ;
- par la perte de plein droit de la qualité d'associé.

La perte de qualité d'associé intervient de plein droit :

- lorsqu'un associé cesse de remplir l'une des conditions requises à l'Article 11. La perte de la qualité d'associé intervient dès le constat par le Conseil Coopératif ;
- pour l'associé salarié à la date de la cessation de son contrat de travail, quelle que soit la cause de la rupture de son contrat. Néanmoins, s'il souhaite rester associé et dès lors qu'il remplit les conditions de l'Article 11, le salarié pourra demander un changement de catégorie d'associés au Conseil Coopératif seul compétent pour décider du changement de catégorie et qui devra se prononcer avant la fin du préavis ;
- pour toute association loi 1901 n'ayant plus aucune activité ;
- par la perte de la capacité juridique ;

  Le Comité Coopératif devra avertir l'associé en cause des conséquences de son absence au plus tard lors de l'envoi de la convocation à cette assemblée générale ordinaire. Cet avertissement sera communiqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Sous réserve de cette information préalable, la perte de la qualité d'associé intervient dès la clôture de l'assemblée.

Dans tous les cas, la perte de plein droit de la qualité d'associé est constatée par le Conseil Coopératif qui en informe les intéressés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les dispositions ci-dessus ne font pas échec à celles de l'Article 8 relatives au capital minimum.

Aucune démission ne peut être retenue, ni aucune autre perte de la qualité d'associé ne peut être enregistrée ou constatée si elle a pour effet de réduire le nombre de catégories à moins de trois (3)

ou encore d'entraîner la disparition des catégories d'associés salariés ou bénéficiaires habituels à titre gracieux ou onéreux des produits ou services de la coopérative. La prise d'effet de la perte de qualité d'associé est reportée à la date de l'assemblée agréant un candidat répondant aux conditions requises.

Lors de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice, le Conseil Coopératif communique un état complet du sociétariat indiquant notamment le nombre des associés de chaque catégorie ayant perdu la qualité d'associé.

Article 13 Exclusion

Le Conseil Coopératif peut toujours exclure un associé qui aura causé un préjudice matériel, financier ou moral à la Société.

Le fait qui entraîne l'exclusion est constaté par le Conseil Coopératif qui est habilité à demander toutes justifications à l'intéressé. Le Conseil coopératif apprécie librement l'existence et l'étendue du préjudice. La décision rendue n'aura aucune incidence sur les dommages et intérêts auxquels la Société pourrait prétendre.

Une convocation spécifique doit être préalablement adressée à l'intéressé afin qu'il puisse présenter sa défense. L'absence de l'associé Iors de la réunion du Conseil Coopératif est sans effet sur la délibération du Conseil Coopératif. Le Conseil Coopératif apprécie librement l'existence du préjudice.

La perte de la qualité d'associé intervient dans ce cas à la date de la réunion du Conseil Coopératif qui a prononcé l'exclusion. L'associé exclu peut faire appel de cette décision devant la plus proche Assemblée Générale, qui prendra alors une décision définitive le concernant.

Par ailleurs, sur demande de l'assemblée générale, lorsqu'une exclusion est prononcée, l'assemblée et le Comité Coopératif peuvent engager une analyse du fonctionnement de la Société et mettent en place des actions correctives aux dysfonctionnements éventuellement décelés.

Article 14 Remboursement des parts des anciens associés et remboursements partiels des associés

14.1 Remboursement partiel demandés par les associés

Un associé peut demander le remboursement partiel de ses parts sociales, sous condition de continuer à respecter les minimums indiqués à l'Article 8. Ce remboursement obéit aux mêmes règles que pour les cas mentionnés à l'Article 12.

La demande de remboursement partiel est faite auprès du Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise en main propre contre décharge.

Les remboursements partiels sont soumis à autorisation préalable du Conseil Coopératif.

14.2 Montant des sommes à rembourser

Dans les cas prévus à l'Article 12 et en cas de remboursement partiel, le montant du capital à rembourser aux associés est arrêté à la date de clôture de l'exercice au cours duquel la perte de la qualité d'associé est devenue définitive ou au cours duquel l'associé a demandé un remboursement partiel de son capital social.

Les associés n'ont droit qu'au remboursement du montant nominal de leurs parts, sous déduction des pertes éventuelles apparaissant à la clôture de l'exercice de demande de remboursement.

Pour le calcul de la valeur de remboursement de la part, les pertes s'imputent pour partie sur les réserves statutaires et pour partie sur le capital. Le montant des pertes à imputer sur le capital se calcule selon la formule suivante :

Perte x [(capital / (capital + réserves statutaires)].

- le capital à retenir est celui du dernier jour de l'exercice auquel a été réintégré le capital des associés sortants ;
- les réserves statutaires sont celles inscrites au bilan au dernier jour de l'exercice.

14.3 Pertes survenant dans le délai de deux (2) exercices

S'il survenait dans un délai de deux (2) exercices suivant la perte de la qualité d'associé, des pertes se rapportant aux exercices durant lesquels l'intéressé était associé de la coopérative, la valeur du capital à rembourser serait diminuée proportionnellement à ces pertes. Au cas où tout ou partie des parts de l'ancien associé auraient déjà été remboursées, la Société serait en droit d'exiger le reversement du trop perçu.

14.4 Ordre chronologique des remboursements et suspension des remboursements

Les remboursements ont lieu dans l'ordre chronologique où ont été enregistrées les pertes de la qualité d'associé ou la demande de remboursement partiel.

Ils ne peuvent avoir pour effet de réduire le capital à un montant inférieur au minimum prévu à l'Article 8. Dans ce cas, l'annulation et le remboursement des parts ne sont effectués qu'à concurrence de souscriptions nouvelles permettant de maintenir le capital au moins à ce minimum.

14.5 Délai de remboursement

Le Conseil Coopératif fixe les époques auxquelles les remboursements interviendront. Les sommes à rembourser interviendront au plus tard à l'assemblée approuvant les comptes de l'exercice suivant l'exercice au cours duquel la demande de remboursement a été notifié.

Les anciens associés et leurs ayants droit ne peuvent exiger, avant un délai de deux ans, le règlement des sommes leur restant dues sur le remboursement de leurs parts, sauf décision de remboursement anticipé prise par le Conseil Coopératif. Le délai est précompté à compter de la date de la perte de la qualité d'associé ou de la demande de remboursement partiel.

Le montant dû aux anciens associés ou aux associés ayant demandé un remboursement partiel ne porte pas intérêt.

CHAPITRE IV
ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

Article 15 Président de la Société

15.1 Désignation

Le Président est désigné parmi les membres Fondateurs par décision du Conseil Coopératif.

Le Président est une personne physique, associé de la Société. Le Président est nommé pour une durée de trois (3) ans. Il est rééligible sans limite du nombre de mandats. La limite d'age est fixée à soixante-quinze (75)] ans.

Il peut être révoqué à tout moment par l'assemblée générale des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à deux (2) mois, un président remplaçant est désigné par décision collective des associés pour la durée du mandat restant à courir.

15.2 Fin des fonctions de Président

Le Président est révocable à tout moment par l'assemblée générale des associés, sans juste motif, et ce, même si cette question n'a pas été inscrite à l'ordre du jour, sans indemnisation.

Le Président peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Conseil coopératif, sous réserve de respecter un préavis de [deux (2) mois], lequel pourra être réduit lors de la consultation de l'assemblée générale des associés

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, dans les cas suivants :

- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de Président ne portent atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé.

15.3 Rémunération

Le Président n'est pas rémunéré au titre de ses fonctions.

Toutefois, elle ou il a droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de ses fonctions sur présentation des justificatifs au Conseil Coopératif.

15.4 Pouvoirs

Le Président est le garant d'un fonctionnement coopératif des différentes instances de la Société. Il est investi, par délégation du Conseil Coopératif, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance dans l'intérêt de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi et par les statuts au Conseil Coopératif et à l'assemblée des associés.

Le Président notamment :

- arrête les comptes sociaux et établit le rapport annuel de gestion,
- est en charge du recrutement de nouveau salarié au Conseil Coopératif,
- présente au Conseil Coopératif, aux fins de contrôle, les comptes annuels, ainsi que son rapport destiné à l'assemblée générale annuelle des associés.

La limitation des pouvoirs du Président de la Société décidée par le Conseil Coopératif ou précisé dans les statuts n'est pas opposable aux tiers. La Société est engagée même par les actes du Président de la Société qui ne relèvent pas de l'objet social de la Société, à moins qu'elle ne prouve

que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'elle ou il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Il est membre du Conseil Coopératif. Sa voix est prépondérante au Conseil Coopératif. Il représente notre coopérative à l'égard des tiers. Il assure la coordination de l'ensemble des activités et le fonctionnement régulier de la Société.

Dans le cas où le Président serait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, notamment pour cause d'absence, il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un ou l'autre des Vice-Présidents ou au Directeur Général. Cette délégation doit toujours être donnée pour un périmètre défini et un temps limité. Si le Président est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, le Conseil Coopératif peut y procéder dans les mêmes conditions. Le Président ou le Conseil Coopératif peuvent en outre confier tous mandats spéciaux à toutes personnes, appartenant ou non au Conseil Coopératif, pour un ou plusieurs objets déterminés, sauf objection du Conseil Coopératif.

Article 16 Conseil Coopératif

Dans le respect de l'intérêt collectif et des valeurs et principes coopératifs inscrits dans le préambule des présents statuts, il est créé un Conseil Coopératif, organe d'administration et de contrôle de la Société.

Le Conseil Coopératif est garant de la cohésion entre les différentes catégories d'associés et de la cohésion entre les différentes activités au sein de la Société. Il a pour rôle le suivi du sociétariat. Il administre les différentes activités de la Société en veillant au respect et à la mise en œuvre des orientations déterminées par le Conseil Coopératif.

16.1 Composition

La Société est administrée par un Conseil Coopératif composé de douze (12) membres, associés, nommés par l'assemblée générale.

Les membres du Conseil Coopératif seront désignés de la façon suivante :
- **Deux (2)** membres élus parmi les associés de la catégorie Fondateurs ;
- **Quatre (4)** membres élus parmi les associés de la catégorie Eleveurs ;
- **Quatre (4)** membres élus parmi les associés de la catégorie Grossistes-Bouchers-Charcutiers-Chevillards ;
- **Un (1)** membre élu parmi les associés de la catégorie Partenaires Institutionnels ;
- **Un (1)** membres élus parmi les associés de la catégorie Représentants de la Profession ;

Le Conseil Coopératif est présidé par le Président de la Société, membre de droit.

Toute personne physique ou morale peut faire acte de candidature devant l'Assemblée Générale; la candidature sera soumise au scrutin à main levée à moins qu'au moins un des associés demande un vote à bulletin secret.

Les membres du Conseil Coopératif peuvent être des personnes physiques ou morales. Dans ce dernier cas, la personne morale est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était membre du Conseil Coopératif en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente. A défaut de désignation d'un représentant permanent, la personne morale sera représentée par son représentant légal.

Le nombre des membres du Conseil Coopératif ayant dépassé l'âge de soixante-quinze (75) ans ne peut être supérieur au tiers du nombre total des membres du Conseil Coopératif. Les représentants permanents des personnes morales sont pris en compte dans ce quota. Si cette limite est dépassée, le membre du Conseil Coopératif le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office.

16.2 Durée des fonctions - Indemnités

La durée des fonctions des membres du Conseil Coopératif est de trois (3) ans.

Les fonctions de membre du Conseil Coopératif prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les membres du Conseil Coopératif sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment par l'assemblée générale ordinaire, même si cette question ne figure pas à l'ordre du jour.

En cas de vacance par suite de décès ou de démission, le Conseil Coopératif peut pourvoir au remplacement du membre manquant en cooptant un nouvel associé de la même catégorie pour le temps qui lui restait à courir. Le choix du Conseil Coopératif doit être soumis à la ratification de la prochaine assemblée générale.

Si le nombre des membres du Conseil Coopératif devient inférieur à douze (12), les membres restants doivent réunir immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de procéder à des nominations et de régulariser le nombre des membres du Conseil Coopératif.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions de membre du Conseil Coopératif ne portent atteinte ni au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la Société, ni aux autres relations résultant de la double qualité d'associé.

Les membres du Conseil Coopératif peuvent percevoir à titre d'indemnité une somme fixe annuelle allouée par l'assemblée générale en rémunération de leur activité. L'assemblée générale en détermine le montant et le Conseil Coopératif la répartition entre les membres du Conseil Coopératif.

16.3 Réunion du Conseil Coopératif

Le Conseil Coopératif se réunit au moins quatre (4) fois par an.

La convocation est faite, par tous moyens par le Président ou par au moins [sept (7)] membres de ses membres, et doit intervenir au moins cinq (5) jours à l'avance, sauf en cas d'urgence ou si tous les membres du Conseil Coopératif renoncent à ce délai.

Si le Conseil Coopératif ne s'est pas réuni depuis plus de [six (6) mois], les membres du Conseil Coopératif constituant au moins un tiers des membres du Conseil Coopératif peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, demander au Président de convoquer le Conseil Coopératif.

Le Président préside les réunions du Conseil Coopératif. En cas d'absence du Président, un président de séance est désigné parmi les vice-présidents (ou à défaut de présence parmi les participants) en début de réunion par vote à la majorité des membres présents. Il est tenu un registre de présence qui est signé par les membres du Conseil Coopératif participant à la séance. Chaque séance donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal qui indique le nom des membres du Conseil présents. Le procès-verbal est signé par le président de séance et au moins un membre du Conseil Coopératif. Les procès-verbaux sont conservés et tenus sur un registre spécial.

La présence de (i) la moitié au moins des membres du Conseil Coopératif, et (ii) au moins un membre Fondateur est nécessaire pour la validité de ses délibérations. En cas d'absence de quorum, une deuxième séance du Conseil sera convoquée dans les huit (8) jours calendaires avec le même ordre du jour. Il pourra alors délibérer valablement sans quorum.

Les séances du Conseil Coopératif se tiennent physiquement ou par le biais de modalités telles qu'audio ou vidéoconférence et transmissions.

Un membre du Conseil Coopératif peut se faire représenter par un autre membre. Le nombre de pouvoir pouvant être détenu par un membre du Conseil Coopératif est limité à un.

Les membres du Conseil Coopératif représentés sont pris en compte pour le calcul du quorum.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président de la Société est prépondérante.

En cas de nomination d'un commissaire aux comptes, celui-ci est convoqué à toutes les réunions du Conseil Coopératif qui examinent ou arrêtent les comptes annuels ou intermédiaires.

Sans être membre du Conseil Coopératif et sous réserve de place disponible, toute personne qu'elle soit associé ou non de la coopérative peut être invité ou demander à assister aux réunions. Le Président peut refuser cette possibilité sans juste motif.

Les membres du Conseil Coopératif, ainsi que toute personne participant aux réunions du Conseil Coopératif, sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président de séance.

Les délibérations prises par le Conseil Coopératif obligent l'ensemble des membres du Conseil Coopératif y compris les absents, incapables ou dissidents.

Il est tenu :
- un registre de présence, signé à chaque séance par les membres du Conseil Coopératif présents ;
- un registre des procès-verbaux, lesquels sont signés par le président de séance et au moins un autre membre du Conseil Coopératif.

16.4 Pouvoirs du Conseil Coopératif

Le détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'associés et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Il procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Les membres du Conseil Coopératif peuvent se faire communiquer tous les documents qu'ils estiment utiles. La demande de communication d'informations ou de documents est faite au président.

Le Conseil Coopératif dispose notamment des pouvoirs suivants :

- Présente à l'Assemblée Générale (i) un rapport sur l'exécution de ses missions, et (ii) des observations sur le rapport du Président de la Société ainsi que sur les comptes de l'exercice ;
- agréé et procéder à l'admission de nouveaux associés ;
- constate de la perte de la qualité d'associé, et établit l'état complet du sociétariat ;
- convoque des assemblées générales et établit l'ordre du jour ;
- approuve les conventions passées entre la société et un dirigeant ;
- décide de l'affectation les associés à une catégorie, ou de sa modification, et propose à l'Assemblée Générale extraordinaire une modification des catégories ou collèges de votes ;
- établit, le cas échéant, un règlement intérieur, et procède à sa modification ;
- transfert de siège social ;
- cooptation de membres du Conseil Coopératif ;

- acquisition, cession d'actifs, investissement ou désinvestissement d'un montant supérieur annuel de cinquante mille euros (50.000 €) ;
- prêt ou garantie d'un montant supérieur annuel de cinquante mille euros (50.000 €) ;
- recrutement ou augmentation de salaires ou du Directeur Général d'un montant supérieur annuel brut de cinquante mille euros (50.000 €) ;
- nomination, renouvellement, remplacement ou révocation du Président et du Directeur Général;
- décide le remboursement anticipé des soldes dus aux anciens associés au titre de leur capital. Le Conseil Coopératif donne au Président de la Société un avis conforme pour effectuer des remboursements partiels de capital ;
- autorise au préalable les cautions, avals et garanties.

Article 17 Vice-Président

17.1 Désignation

Le Président désignera par décision deux Vice-Présidents, personne physique, salarié ou non de la Société, parmi les membres du Conseil Coopératif.

Un (1) vice-président sera désigné dans la catégorie des Grossistes-Bouchers-Charcutiers-Chevillards bouchers et un (1) vice-président sera désigné dans la catégorie des éleveurs.

17.2 Fin des fonctions

La durée du mandat des Vice-Présidents est identique à celle de leur mandat au sein du Conseil Coopératif.

Les fonctions de Vice-Présidents prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de leur mandat.

Les Vice-Présidents peuvent démissionner de leurs mandats dans les mêmes conditions que celles du Président.

17.3 Rémunération

Les Vice-Présidents ne sont pas rémunérés au titre de leurs fonctions.

Toutefois, elles ou ils ont droit au remboursement des frais occasionnés dans l'exercice de leurs fonctions sur présentation des justificatifs au Conseil Coopératif.

17.4 Pouvoirs

Les Vice-Présidents n'ont aucun pouvoir sauf en cas de vacances des fonctions du Président par démission, décès, non-renouvellement ou la révocation des fonctions de Président. Dans l'une ou

l'autre de ces hypothèses, les Vice-Présidents auront les mêmes pouvoirs que le Président jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

En tout état de cause, l'un ou l'autre des Vice-Présidents pourront recevoir mandat du Président pour l'exécution de fonctions déterminées.

Article 18 Directeur Général

18.1 Désignation

Un Directeur Général peut être désigné par décision du Président, personne physique, salarié ou non de la Société.

18.2 Fin des fonctions

La durée du mandat du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis d'un (1) mois, lequel pourra être réduit Iors de la consultation du Conseil Coopératif qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur Général démissionnaire.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment sans préavis, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Conseil Coopératif. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :
- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique ;
- Mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale.

La démission, le non-renouvellement ou la révocation des fonctions du Directeurs Général, porte atteinte au contrat de travail éventuellement conclu par l'intéressé avec la Société, et aux autres relations résultant de la double qualité d'associé coopérateur.

18.3 Rémunération

Le Directeur Général sera rémunéré au titre de ses fonctions et seul le Président pourra en fixer le montant.

18.4 Pouvoirs

En application de l'article L. 227-6 du Code de commerce, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs que le Président pour engager la Société vis-à-vis des tiers.

L'étendue des pouvoirs délégués au Directeur Général est déterminée par décision écrite du Président.

A l 'égard de la Société et des associés, le Directeur Général supporte les mêmes limitations que celles qui s'imposent au Président. Le Conseil Coopératif peut limiter ses pouvoirs, mais cette limitation. n'est pas opposable aux tiers.

Le Directeur Général est autorisé à consentir, sous sa responsabilité, des délégations ou substitutions de pouvoirs pour une au plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la Ioi et par les présents statuts. Le Directeur Général en précise par écrit le contenu, les modalités et la durée.

Si le Directeur Général est dans l'incapacité d'effectuer lui-même cette délégation, la collectivité des associés peut y procéder dans les mêmes conditions.

Le Directeur Général de la Société, est responsable envers celle-ci et envers les tiers, des infractions aux dispositions légales et réglementaires régissant les sociétés anonymes et applicables aux sociétés par actions simplifiées, des violations des présents Statuts et des fautes commises dans sa gestion ou attribution respective, dans les conditions et sous peine des sanctions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 19 Commissaires aux comptes

Un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants, dans les conditions de l'article L. 823-1 du Code de commerce, peuvent être désignés par décision collective des actionnaires pour la durée, dans les conditions et aux fins d'accomplir les missions définies par la loi, notamment celle de contrôler les comptes de la Société. Cette faculté devient obligatoire en cas de franchissement des seuils légaux.

Article 20 Révision coopérative

La Société fera procéder tous les cinq (5) ans à la révision coopérative prévue par les dispositions de l'article 19 duodecies de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

En outre, la révision coopérative est de droit lorsqu'elle est demandée par le dixième au moins des associés, un tiers au moins des membres du Conseil Coopératif.

Article 21 Limitation des rémunérations des salaires et dirigeants les mieux rémunérés

La Société s'engage à mener une politique de rémunération des salariés et dirigeants qui satisfait aux deux conditions suivantes, dans l'article L. 3332-17-1 du Code du travail :

- la moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq (5) salariés ou dirigeants les mieux rémunérés ne doit pas excéder, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à quatre (4) fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;

- les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré ne doivent pas excéder, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à quatre (4) fois la rémunération annuelle citée ci-dessus.

Article 22 Conventions entre la Société et ses dirigeants

Le Président de la Société doit aviser les commissaires aux comptes de la Société, s'il en existe, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, son Directeur Général ou les membres du Conseil Coopératif ou l'une des personnes visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes s'il en existe, ou à défaut le Président, présentent aux associés un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de l'assemblée générale d'approbation des comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions courantes conclues à des conditions normales et qui, par leur objet ou leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties ne sont pas soumises à l'obligation de communication au Président de la société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et ses dirigeants.

CHAPITRE IV
COLLÈGES

Article 23 Rôle et fonctionnement

Les collèges ont pour fondement la garantie de la gestion démocratique au sein de la Société. Ils peuvent être institués, notamment, chaque fois que les associés considèrent que l'application du principe « Un associé = Une voix » ne permet pas, immédiatement ou à terme, de maintenir l'équilibre entre les associés.

Si des collèges sont constitués, la loi impose la constitution de trois (3) collèges au moins et de dix (10) au plus, aucun collège ne pouvant détenir moins de 10% des droits de votes, ni plus de 50%.

Un collège n'est pas une organisation juridique titulaire de droits particuliers ou conférant des droits particuliers à ses membres. Il s'agit d'un moyen d'organisation des droits de vote en fonction de l'effectif ou de l'engagement des associés.

Les collèges peuvent désigner un ou plusieurs représentants chargés de rapporter les délibérations et débats qui ont eu lieu en leur sein.

Chaque associé, quelque soit son collège est tenu de participer aux assemblées générales, en étant présent ou représenté.

Les membres des collèges peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le souhaitent pour échanger sur des questions propres à leur collèges. Ces échanges ne constituent pas des assemblées générales au sens des dispositions du Code de commerce, et les frais de ces réunions ne sont pas pris en charge par la SCIC. Les délibérations qui pourraient y être prises n'engagent pas, à ce titre, la Société, ses mandataires sociaux ou les associés.

Article 24 Constitution et composition des collèges

Il est constitué [7] collèges.

Les associés relèvent de l'un des [7] collèges. Aucun associé ne peut relever de plusieurs collèges.

La composition des collèges est la suivante :

- Collège « Eleveurs » : une (1) voix
- Collège « Grossistes-Bouchers-Charcutiers-Chevillards » : une (1) voix
- Collège « Partenaires Institutionnels » : une (1) voix
- Collège « Salariés » : une (1) voix
- Collège « Ressources et soutien » : une (1) voix
- Collège « Représentants de la profession » : une (1) voix

- Collège « Fondateurs » : une (1) voix

Il suffit d'un seul membre pour donner naissance de plein droit à l'un des collèges mentionnés ci-dessus.

Article 25 Affectation des associés à un collège et modification des collèges

25.1 Affectation et modification de l'affectation d'un associé dans un collège

Lors de son admission, un associé émet son souhait d'être affecté à un collège.

L'assemblée générale prend soin du maintien d'un minimum de deux (2) associés au sein de chaque collège, excepté le collège salarié. Un associé peut émettre le vœu de changer de collège, à condition que sa relation avec la Société ait évolué.

Dans ce cas sa demande, écrite et motivée, est adressée au Conseil Coopératif, lequel prendra seul sa décision et l'inscrira à l'ordre du jour de la prochaine assemblée.

25.2 Modification de la composition ou du nombre des collèges

La modification est décidée par délibération en assemblée générale extraordinaire.

La modification est proposée par le Conseil Coopératif ou par au moins [20%] du total des associés. Cette demande doit être écrite, motivée et comprendre au moins une proposition de composition modifiée.

La même procédure est suivie pour la création d'un nouveau collège (ou de plusieurs) et pour la suppression.

Article 26 Droits de vote

26.1 Répartition des droits de vote

- Collège « Eleveurs » : une (1) voix
- Collège « Grossistes-Bouchers-Charcutiers-Chevillards » : une (1) voix
- Collège « Partenaires Institutionnels » : une (1) voix
- Collège « Salariés » : une (1) voix
- Collège « Ressources et soutien » : une (1) voix
- Collège « Représentants de la profession » : une (1) voix
- Collège « Fondateurs » : une (1) voix

Les délibérations des associés au sein des collèges sont prises dans les conditions de droit commun coopératif : chaque associé dispose d'une voix, les décisions sont prises à la majorité simple.

Les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote auxquels sont appliqués les coefficients ci-dessus avec la règle de la proportionnalité.

Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à la résolution. Les bulletins blancs sont comptés comme une demande de reformulation. En cas de plus de 15% de votes blancs, l'assemblée générale est tenue de proposer une nouvelle phase de travail sur cette résolution.

26.2 Modification de la répartition des droits de vote

Indépendamment d'une modification de la composition ou du nombre des collèges, le Conseil Coopératif ou des associés, dans les conditions prévues dans l'Article 25, peuvent demander la modification de la répartition des droits de vote détenus par les collèges.

En cas de suppression ou disparition d'un collège, les voix attribuées à ce collège sont partagées à parts égales entre les autres collèges, sans qu'un collège puisse détenir plus de 50% des droits de vote. Dans ce cas le surplus des droits est partagé à parts égales entre les autres collèges, jusqu'à ce qu'une assemblée générale extraordinaire modifie la répartition des droits de vote.

CHAPITRE V
ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ASSOCIES

Article 27 Nature des assemblées générales

Les assemblées générales sont : ordinaire annuelle, ordinaire réunie extraordinairement, ou extraordinaire. L'assemblée générale est formée de l'assemblée réunissant l'ensemble des collèges.
Le Conseil Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées

Les décisions collectives des associés sont prises aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

Le Conseil Coopératif fixe les dates et lieux de réunion des différentes assemblées, réunies au besoin par vidéoconférence ou conférence téléphonique. La réunion peut avoir lieu en tout lieu, en France ou à l'étranger, tel que précisé par le Conseil Coopératif.

Article 28 Dispositions communes

28.1 Composition

L'assemblée générale se compose de tous les associés y compris ceux admis au sociétariat au cours de l'assemblée dès qu'ils auront été admis à participer au vote.

La liste des associés est arrêtée par le Conseil Coopératif le 16ème jour qui précède la réunion de l'assemblée générale.

28.2 Convocation et lieu de réunion

Les associés sont convoqués par le Conseil Coopératif.

A défaut d'être convoquée par le Conseil Coopératif, l'assemblée peut également être convoquée par :

- les commissaires aux comptes ;
- un mandataire de justice désigné par le tribunal de commerce statuant en référé, à la demande, soit de tout intéressé en cas d'urgence, soit d'un ou plusieurs associés réunissant au moins 5 % du capital social ;
- un administrateur provisoire ;
- le liquidateur.

La première convocation de toute assemblée générale est faite par lettre simple ou courrier électronique adressé aux associés quinze (15) jours au moins à l'avance. Sur deuxième convocation, le délai est d'au moins dix (10) jours.

La convocation électronique est subordonnée à l'accord préalable des associés et à la communication de leur adresse électronique. Il est possible de revenir à tout moment sur cet accord en en informant le Conseil Coopératif par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les délais ne tiennent pas compte du jour de l'envoi de la lettre.

La lettre de convocation mentionne expressément les conditions dans lesquelles les associés peuvent voter à distance.

28.3 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il est commun à tous les collèges. Y sont portées les propositions du Conseil Coopératif et celles qui auraient été communiquées au conseil vingt jours au moins à l'avance par des associés représentant au moins 5 % des droits de vote pouvant s'exercer à l'assemblée générale

28.4 Bureau

L'assemblée est présidée par le Président, à défaut par un membre du Conseil Coopératif. Le bureau est composé du Président et de deux (2) scrutateurs acceptants. Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

En cas de convocation par un commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée.

28.5 Feuille de présence

Il est tenu une feuille de présence comportant, par collège, les noms, prénoms et domicile des associés, à laquelle sera adjointe tout document mentionnant les pouvoirs des associés donnés à leurs représentants.

Elle est signée par tous les associés présents, tant pour eux-mêmes que pour ceux qu'ils peuvent représenter. Elle est certifiée par le bureau de l'assemblée, déposée au siège social et communiquée à tout requérant.

28.6 Quorum et majorité

Les majorités se calculent toujours au niveau de l'assemblée. L'assemblée générale délibère valablement, dans les conditions de quorum et majorité prévues selon la nature des assemblées.

Les résultats des délibérations sont totalisés par collèges de vote et les suffrages exprimés sont reportés proportionnellement et soumis à la pondération conformément aux règles fixées à l'Article 26 pour déterminer si la résolution est adoptée par cette assemblée.

28.7 Délibérations

Il ne peut être mis en délibération que les questions portées à l'ordre du jour, ce dernier pouvant être modifié jusqu'à son vote en ouverture de séance. L'assemblée peut, à tout moment, voter la révocation d'un membre du Conseil Coopératif, même si la question n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

28.8 Votes

L'élection du Président est effectuée à bulletins secrets. Pour toutes les autres questions, il est procédé à des votes à main levée, sauf si au moins [30%] de l'assemblée décide qu'il y a lieu de voter à bulletins secrets.

28.9 Droit de vote

Chaque associé a droit de vote dans toutes les assemblées avec une voix.

Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à la résolution. Les bulletins blancs sont comptés comme une demande de reformulation. En cas de plus de 15% de votes blancs, l'assemblée générale est tenue de proposer une nouvelle phase de travail sur cette résolution.

Tout associé peut voter à distance dans les conditions suivantes : à compter de la convocation de l'assemblée, un formulaire de vote à distance et ses annexes sont remis ou adressés, aux frais de la Société, à tout associé qui en fait la demande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception [ou par courrier électronique]. La Société doit faire droit à toute demande déposée ou reçue au siège social au plus tard six (6) jours avant la date de réunion. Le formulaire de vote à distance doit comporter certaines indications fixées par les articles R. 225-76 et suivants du code de commerce. Le formulaire doit informer l'associé de façon très apparente que toute abstention exprimée dans le formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote sera assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution. Le formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration. Dans ce cas, ce sont les dispositions de l'article R. 225-78 du Code de commerce qui sont applicables.

Sont annexés au formulaire de vote à distance les documents prévus à I 'article R. 225-76 du Code de commerce.

Le formulaire de vote à distance adressé à l'associé pour une assemblée vaut pour toutes les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Les formulaires de vote par correspondance doivent être reçus par la société trois (3) jours avant la réunion.

Le droit de vote de tout associé en retard dans les versements statutaires de libération de ses parts sociales, ou qui n'aurait pas rempli ses engagements, est suspendu trente (30) jours après mise en demeure par le Conseil Coopératif et ne reprend que lorsque les versements statutaires de libération sont à jour.

28.10 Procès-verbaux

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux portés sur un registre spécial coté et paraphé et signé par le président de séance, les scrutateurs et le secrétaire de l'assemblée générale.

28.11 Effet des délibérations

L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des associés de chaque collège et ses décisions obligent même les absents, incapables ou dissidents.

28.12 Pouvoirs

Un associé empêché de participer personnellement à l'assemblée générale peut se faire représente par un autre associé quel que soit sa catégorie ou son collège d'appartenance. Aucun associé ne peut détenir plus d'un mandat de représentation.

L'assemblée générale autorise préalablement le Président de la Société à émettre des titres participatifs ou des obligations.

Article 29 Assemblée générale ordinaire annuelle

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale ordinaire annuelle est :

- sur première convocation, du cinquième des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté à distance ou donné procuration sont considérés comme présents ;
- si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée est convoquée. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre d'associés présents ou représentés, mais seulement sur le même ordre du jour.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont validées à la majorité de [60 %] des associés présents ou représentés. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à la résolution. Les bulletins blancs sont comptés comme une demande de reformulation. En cas de plus de 15% de votes blancs, l'assemblée générale est tenue de proposer une nouvelle phase de travail sur cette résolution.

L'assemblée générale ordinaire annuelle :

- approuve ou non les orientations générales de la SCIC proposées par le Conseil Coopératif,
- prend connaissance des nouveaux associés ;
- approuve ou redresse les comptes ;
- ratifie l'affectation des excédents nets de gestion (E.N.G.) proposée par le Conseil Coopératif ;
- peut décider l'émission de titres participatifs ;
- donne au Conseil Coopératif les autorisations nécessaires au cas où les pouvoirs de celui-ci seraient insuffisants.

Article 30 Assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

L'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement examine les questions dont la solution ne souffre pas d'attendre la prochaine assemblée générale ordinaire annuelle. Elle est convoquée soit par le Conseil Coopératif, soit par les commissaires aux comptes.

Le Conseil Coopératif doit également convoquer l'assemblée quand celle-ci est demandée pour des motifs bien déterminés, par des associés représentant ensemble [un dixième] au moins des associés. La demande doit être accompagnée d'un projet d'ordre du jour et d'un projet de résolution.

Ses règles de quorum sont celles prévues pour l'assemblée générale ordinaire annuelle.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont validées à la majorité de [60 %] des associés présents ou représentés. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à la résolution. Les bulletins blancs sont comptés comme une demande de

reformulation. En cas de plus de 15% de votes blancs, l'assemblée générale est tenue de proposer une nouvelle phase de travail sur cette résolution.

Article 31 Assemblée générale extraordinaire

Le quorum requis pour la tenue d'une assemblée générale extraordinaire est, sur première convocation, [50%] des associés ayant droit de vote. Les associés ayant voté par correspondance ou procuration sont considérés comme présents.

Si ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée, qui ne peut se tenir que huit (8) jours au plus tôt après l'envoi de nouvelles convocations, peut délibérer valablement si des associés représentant ensemble le quart au moins des droits de vote pouvant s'exercer à l'assemblée y sont présents ou représentés.

A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée de deux (2) mois au plus en continuant d'obéir aux mêmes règles de convocation et de quorum.

Les délibérations de l'assemblée générale ordinaire sont validées à la majorité de [75 %] des associés présents ou représentés. Les abstentions, les votes blancs et les bulletins nuls sont considérés comme des votes hostiles à la résolution. Les bulletins blancs sont comptés comme une demande de reformulation. En cas de plus de 15% de votes blancs, l'assemblée générale est tenue de proposer une nouvelle phase de travail sur cette résolution.

L'assemblée générale extraordinaire peut :

- exclure un associé qui aurait causé un préjudice matériel ou moral à la Société ;
- modifier les statuts de la Société ;
- transformer la SCIC en une autre société coopérative ou décider sa dissolution anticipée ou sa fusion avec une autre société coopérative ;
- créer de nouvelles catégories d'associés ;
- création ou suppression d'un collège ;
- modifier les droits de vote au sein de chaque collège, ainsi que la nature et le nombre des collèges.

CHAPITRE V
EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

Article 32 Exercice social

L'exercice social commence le [1er janvier et se termine le 31 décembre] de chaque année.

Par exception, le premier exercice social commence à compter du jour de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des Sociétés et clos le 31 décembre [ ].

Article 33 Documents sociaux

L'inventaire, le bilan et le compte de résultats de la Société sont présentés à l'assemblée en même temps que le ou les rapports du Président et, le cas échéant du Conseil Coopératif.

Conformément à l'article R. 225-89 du Code de commerce, à compter de la convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle et au moins pendant le délai de quinze (15) jours qui précède la date de réunion, tout associé a le droit de prendre connaissance de certains documents au siège social ou au lieu de la direction administrative, et notamment :

- le bilan ;
- le compte de résultat et l'annexe ;
- les documents annexés le cas échéant à ces comptes ;
- le rapport de révision ;
- un tableau d'affectation de résultat précisant notamment l'origine des sommes dont la distribution est proposée.

Ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes un (1) mois au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale ordinaire annuelle. Ils sont présentés à cette assemblée en même temps que les rapports du Président et des commissaires aux comptes.

Jusqu'au cinquième jour inclusivement avant l'assemblée générale, l'associé peut demander que les mêmes documents lui soient adressés.

Article 34 Excédents

Les excédents nets de gestion sont constitués par les produits de l'exercice majorés des produits exceptionnels et sur exercices antérieurs et diminués des frais, charges, amortissements, provisions et impôts afférents au même exercice, ainsi que des pertes exceptionnelles ou sur exercices antérieurs et des reports déficitaires antérieurs.

Les excédents nets sont répartis de la manière suivante :

- 15% sont affectés à la réserve légale, qui reçoit cette dotation jusqu'à ce qu'elle soit égale au montant le plus élevé atteint par le capital.
- Un minimum de 42,5% est affecté aux réserves statutaires, l'affectation du solde est décidée par l'assemblée générale annuelle dans la limite du Taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées (TMO) majoré de deux points. Nonobstant ce qui précède, les associés ont pour ambition d'affecter la totalité du solde éventuel à la réserve statutaire.

Article 35 Limitation des rémunérations financières

La Société s'engage à mener une politique de rémunération financière qui satisfait à la condition suivante, définie dans l'article R. 3332-21-1 du Code du travail : le rapport entre, d'une part, la somme des dividendes et de la rémunération des concours financiers non bancaires mentionnés aux articles L. 213-5 (obligations), L. 313-13 (prêts participatifs) du code monétaire et financier et aux alinéas 2 (comptes-courants d'associés) et 3 (comptes-courants de salariés) de l'article L. 312-2 du même code, et, d'autre part, la somme des capitaux propres et des concours financiers non bancaires susmentionnés doit rester inférieur au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées mentionné à l'article 14 de la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, majoré d'un taux de 5 % susceptible d'être modifié par arrêté du ministre chargé de l'économie sociale et solidaire ou du ministre compétent.

Article 36 Impartageabilité des réserves

Quelle que soit leur origine ou leur dénomination, les réserves ne peuvent jamais être utilisées pour libérer les parts souscrites, pendant le cours ou au terme de la Société, des associés ou leurs héritiers et ayants droit. Les dispositions de l'article 15 (répartition au prorata des opérations effectuées par les associés), les 3ème et 4ème alinéas de l'article 16 (cas d'incorporation de réserves) et l'alinéa 2 de l'article 18 (cas possible de valorisation du capital à rembourser) de la loi 47-1775 ne sont pas applicables à la Société.

Article 37 Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président, ou le cas échéant, le Conseil Coopératif, doit, dans les quatre (4) mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

CHAPITRE VI
TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

Article 38 Transformation de la Société

La Société peut se transformer en société d'une autre forme. La décision de transformation est prise collectivement par les associés.

La transformation en société coopérative nécessite l'accord de tous les associés et est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

CHAPITRE VII
DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

Article 39 Dissolution - Liquidation de la Société

A l'expiration de la Société, si la prorogation n'est pas décidée, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle la liquidation conformément à la Ioi et nomme un ou plusieurs liquidateurs investis des pouvoirs les plus étendus.

La décision collective des associés nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus, sous réserve des dispositions légales, pour réaliser l'actif, payer le passif et répartir le solde disponible entre les actionnaires.

En cas de liquidation ou, le cas échéant, en cas de dissolution, l'ensemble du boni de liquidation est dévolu à une autre entreprise de l'économie sociale et solidaire au sens de l'article 1 de la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

CHAPITRE VIII
CONTESTATIONS

Article 40 Arbitrage

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou anciens associés et la Société, soit entre les associés ou anciens associés eux-

mêmes, soit entre la Société et une autre société coopérative d'intérêt collectif ou de production, au sujet des affaires sociales, notamment de l'application des présents statuts et tout ce qui en découle, ainsi qu'au sujet de toutes affaires traitées entre la Société et ses associés ou anciens associés ou une autre coopérative, seront soumises à une procédure de médiation puis, si nécessaire, à l'arbitrage de la commission d'arbitrage de la Société à la Confédération Générale des SCOP, sous réserve de l'adhésion de la Société à la Confédération Générale des sociétés coopératives de production emportant adhésion au règlement de cette commission d'arbitrage, à défaut, au tribunal du commerce.

Les sentences arbitrales sont exécutoires, sauf appel devant les juridictions compétentes.

.

CHAPITRE IX
DÉSIGNATION DES ORGANES SOCIAUX - ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIÉTÉ EN FORMATION

Article 41 Nomination des dirigeants

Président

Le premier Président de la Société, nommé aux termes des présents statuts, est [ ].

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Directeur Général

Le premier Directeur Général de la Société, nommé aux termes des présents statuts, pour une durée de [ ], est [ ],

Lequel déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Conseil Coopératif

Les premiers membres sont :

- [ ]

Lesquels déclarent accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Article 42 Personnalité morale - Immatriculation

Personnalité morale – pouvoirs

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le Président est expressément habilité à passer et à souscrire dès ce jour, pour le compte de la société en formation, les actes et engagements entrant dans l'objet social et conformes à l'intérêt social. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société après vérification par l'assemblée des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini, et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 43 Etat des actes accomplis pour le compte de la coopérative en formation

Un état des actes accomplis pour le compte de la Coopérative avant la signature des présents statuts, période durant laquelle la société est en formation. Cet état indique pour chacun des engagements ce qui en résulte pour la Coopérative. Cet état a été tenu à la disposition des associés qui peuvent en prendre copie. Cet état est annexé aux présents statuts et la signature de ces derniers emportera reprise de ces engagements par la Coopérative lorsque celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des coopératives. Toute dépense afférente audit acte sera remboursé sur justificatif à celui qui l'a engagé.

Article 44 Formalités de publicité - Immatriculation

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une copie authentique des présentes, à l'effet d'accomplir les formalités de publicité, de dépôt et autres nécessaires pour parvenir à l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 45 Frais

Les frais et droits des présentes, de leurs suites et conséquences, seront supportés par la société, portés en frais généraux dès le premier exercice social et en tous cas, avant toute distribution de bénéfice.

Fait à [ ], le [ ].

[ ]	
[ ]	

Gérer la Cité

NIÈVRE le département

Etude de projection financière des comptes de l'abattoir de Corbigny

87 rue St-Lazare I 75009 Paris
Tél. 01 55 34 40 00 I Fax 01 40 41 00 95
Mail : fcl@fcl.fr
www.fcl.fr

/ 12/05/22

Les hypothèses de recettes

- **Les hypothèses de recettes sont les suivantes :**
  - Abattage : 500 tonnes par an facturées (poids carcasse) :
    - 0,55€/kg pour les bovins soit 60% du total (+0,05cts / 2021)
    - 0,35€/kg pour les porcs soit 40% du total (+0,05cts / 2021)
  - Découpe : 200 tonnes par an facturées 1,7€/ kg
  - Autres produits : 0,32€ par kg sur les 500 tonnes d'abattage (dont 70% dédiés au transport et à l'emballage)

- **Croissance des volumes pour atteindre en 2024 :**
  - Abattage : 1 000 tonnes : croissance annuelle d'environ 41% par an pour atteindre ce seuil en 2024
  - Découpe : 250 tonnes : croissance annuelle d'environ 12% par an pour atteindre ce seuil en 2024

Les hypothèses de charges – les moyens humains

- **A terme, l'équipe de l'abattoir comportera 11 ETP :**
  - 9 ETP pour la partie abattoir et découpe avec une montée en charge progressive :
    - 7 ETP en 2022
    - 8 ETP en 2023
    - 9 ETP en 2024
  - 1 ETP responsable de l'atelier faisant office de directeur
  - 1 ETP administratif

- **Le coût moyen par ETP à la charge de l'abattoir est de 37K€ (charges comprises)**
  - Une exonération des charges patronales la 1ere année d'embauche. Elle représente 20% du salaire brut (installation en ZRR).
  - Des frais de personnel estimés à 407K€/an en 2025

Les hypothèses de charges – l'énergie

- **3 catégories de dépenses énergétiques :**
  - Eau : hypothèse de proportionnalité au tonnage : 0,00957€/kg
  - Electricité : économie de 25% en 2023 suite nouveau groupe froid
  - Gaz : hypothèse de proportionnalité partielle au tonnage (-40%) et intégration d'un effet prix de +15% en 2023

Les hypothèses de charges – autres achats

- **Charges courantes d'exploitation**
  - Fournitures, couteau, fusil : - 10% soit 2,4K€ vs 2,7K€ précédemment
  - Achat de sel : -30% : hypothèse de proportionnalité partielle au tonnage
  - Enlèvement des déchets courants : -30% soit 44,5K€ vs 63,6K€
  - Congélation (suppression des 17K€ de charges)
  - Affranchissement et télécoms : - 30% de 7K€ à 5K€.
  - Vêtements de travail : hypothèse retenue d'un coût / ETP à 350€/an
  - Entretien et blanchissage vêtements : hypothèse retenue d'un coût / ETP à 1 019€/an
  - Emballages divers : 0,036€/kg (soit sur 1 000 tonnes /an en 2024)
  - Transport retour emballages : 0,18€/kg (soit sur 1 000 tonnes /an en 2024)
  - Ces deux derniers postes constituant des charges refacturées (dans le poste autres produits)

Les hypothèses de charges – autres achats

- **Impôts et taxes**
  - Taxe découpage sanitaire / abattoir et interbev : proportionnelle au tonnage
  - Taxe d'apprentissage / formations : proportionnelle à la masse salariale
  - Taxe pollution agence de l'eau : proportionnelle au tonnage
  - Redevance installation classée (2,1K€) et redevance marque (1,7K€)

- **Autres charges d'exploitation**

Charges	CEP 2022
ACHATS FIOULS	7 250 €
LUBRIFIANT MECANIQUE	851 €
FOURNITURE ENTRETIEN P/LAVAGE	4 014 €
PETIT OUTILLAGE	16 064 €
PETIT OUTILLAGE MECANIQUE	3 431 €
FOURNITURES DIVERSES ABATTOIR	37 €
DIVERS ACHATS	505 €
PETITS EQUIPEMENTS	306 €
FOURNITURE DE BUREAU	3 669 €
FOURNITURE DE BUREAU ET INFORM	952 €
CARBURANT	1 406 €
ENTRETIEN-REP/MATERIEL ET OUTI	13 314 €
ASSURANCE MULTIRISQUE INDUSTRI	20 709 €
HONORAIRES NON ABONNES	10 225 €
HONORAIRES VETERINAIRES	10 812 €
Total	**100 792 €**

59

Les investissements

- **Les investissements nécessaires à la reprise de l'exploitation seront portés par les collectivités locales. Dans le cadre d'une approche conservatrice, un investissement initial de 50 000€ en outillage a été retenu.**
  - Ce montant correspond à une estimation conservatrice des petits équipements et stocks à reprendre de l'actuel abattoir
  - Il est retenu une durée d'amortissement classique sur 5 ans, à affiner selon la durée de vie résiduelle du matériel repris. La charge d'amortissement est donc de 10K€/an
  - Il est retenu un financement sur fonds propres.

La redevance d'occupation / loyer

- Elle correspond au loyer que l'abattoir doit verser au concessionnaire de travaux en charge de la mise aux normes de l'outil industriel.

- Les coûts de la mise aux normes sont estimés à 1,6 M€ ; compte tenu des subventions et CEE, le solde à financer par le concessionnaire de travaux est de 0,32 M€.

- Un loyer de 50K€/an est une cible minimum à retenir les premières années d'exploitation pour permettre au concessionnaire d'équilibrer son propre bilan avec un temps de retour de l'ordre de 8 à 10 ans (en intégrant les aléas et le coût de financement).

- A noter que l'établissement est exonéré de loyer les 2 premières années. La redevance ne sera pas indexée.

Les premiers équilibres

Les premiers résultats reflètent les hypothèses suivantes :

- Hypothèse de croissance linéaire de 41%/an des volumes d'abattage jusqu'à atteindre 1 000 tonnes / an en 2024 et 12%/an des volumes de découpe jusqu'à atteindre 250 tonnes / an en 2024, puis stabilité.
- Les recettes évoluent proportionnellement, seules les charges fléchées sont impactées.
- Hypothèse d'inflation à 2,5%/an sur les charges, énergie comprise.
- Hypothèse de revalorisation de l'ensemble des tarifs à hauteur de l'inflation chaque année (+2,5%/an)
- Hypothèse de redevance d'occupation à hauteur de 50K€ / an à partir de 2024.
- Hypothèses de délai de paiement de 30 jours des clients

Les premiers équilibres

Evolution des tarifs :

- Hypothèse d'augmentation annuelle des tarifs à hauteur de l'inflation, soit +2,5%/an.
- Les tarifs / kg sont arrondis au centime d'euro près
- En raison du caractère incertain des autres produits, aucune augmentation de la recette moyenne n'a été retenue pour ce poste.

en €/kg	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Abattage					
Bovins	*0,55 €*	*0,56 €*	*0,58 €*	*0,59 €*	*0,61 €*
Porcs	*0,35 €*	*0,36 €*	*0,37 €*	*0,38 €*	*0,39 €*
Découpe	1,70 €	1,74 €	1,79 €	1,83 €	1,88 €
Autres produits	0,32 €	0,32 €	0,32 €	0,32 €	0,32 €

Synthèse des recettes et charges

Afin de consolider la trésorerie de la société, le versement de la redevance débute en 2024.

L'augmentation régulière des tarifs permet d'absorber l'impact de l'inflation.

En € courant	2 022	2 023	2 024	2 025	2 026
Abattage	177 055	339 411	490 000	510 000	520 000
Découpe	256 164	389 076	447 500	457 500	470 000
Autres recettes	120 548	226 274	320 000	320 000	320 000
Chiffre d'affaires	**553 767**	**954 761**	**1 257 500**	**1 287 500**	**1 310 000**
Charges fixes	-	-	-	-	-
Salaires	- 183 082	- 276 750	- 312 036	- 319 858	- 327 855
Charges sociales	- 16 952	- 99 938	- 112 942	- 118 466	- 121 428
Charges Variables	-	-	-	-	-
Charges proportionnelles	-	-	-	-	-
Emballages divers	- 10 246	- 26 163	- 37 926	- 38 876	- 39 848
Transport retour emballages	- 52 224	- 133 360	- 193 315	- 198 161	- 203 115
Achats	-	-	-	-	-
Eau	- 5 045	- 6 864	- 7 036	- 7 212	- 7 392
Electricité	- 104 345	- 106 468	- 109 130	- 111 865	- 114 662
Gaz	- 9 549	- 21 128	- 30 626	- 31 394	- 32 178
Achats vêtements du travail	- 2 160	- 3 265	- 3 681	- 3 774	- 3 868
Achats divers	- 34 390	- 48 784	- 52 900	- 54 226	- 55 582
Autres services extérieurs et autres charges	-	-	-	-	-
Entretien et blanchissage des vêtements	- 6 282	- 9 496	- 10 706	- 10 975	- 11 249
Autres services extérieurs	- 78 829	- 126 133	- 156 670	- 160 598	- 164 613
Impôts et taxes divers	- 17 171	- 26 568	- 31 883	- 32 682	- 33 499
RODP / loyer	-	-	- 50 000	- 50 000	- 50 000
Charges d'exploitation	**- 520 274**	**- 884 917**	**- 1 108 850**	**- 1 138 087**	**- 1 165 289**
Excédent Brut d'Exploitation (EBE)	**33 493**	**69 845**	**148 650**	**149 413**	**144 711**

Hypothèse retenue de création de la société au 1er avril, avec 9 mois d'exploitation en 2022.

Compte de résultat du projet

En moyenne sur la période le taux de marge est estimé à 5,8% du chiffre d'affaires.

COMPTE DE RÉSULTAT		2022 Année 1 9 mois	2023 Année 2 12 mois	2024 Année 3 12 mois	2025 Année 4 12 mois	2026 Année 5 12 mois
CHIFFRE D'AFFAIRES		**553 767**	**954 761**	**1 257 500**	**1 287 500**	**1 310 000**
Variation annuelle du CA		**n.a**	**72,4%**	**31,7%**	**2,4%**	**1,7%**
Charges proportionnelles		(62 469)	(159 524)	(231 241)	(237 038)	(242 963)
Achats		(155 490)	(186 508)	(203 372)	(208 471)	(213 683)
Autres services extérieurs et autres charges		(102 281)	(162 197)	(249 259)	(254 254)	(259 360)
VALEUR AJOUTÉE		**233 527**	**446 532**	**573 628**	**587 738**	**593 993**
en % du CA		**42,2%**	**46,8%**	**45,6%**	**45,6%**	**45,3%**
Charges sociales		(16 952)	(99 938)	(112 942)	(118 466)	(121 428)
Impôts et taxes		(6 407)	(7 050)	(7 589)	(7 652)	(7 688)
Charges de personnel		(183 082)	(276 750)	(312 036)	(319 858)	(327 855)
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		**27 086**	**62 795**	**141 062**	**141 761**	**137 023**
en % du CA		**4,9%**	**6,6%**	**11,2%**	**11,0%**	**10,5%**
Dotation aux amortissement		(7 534)	(10 000)	(10 000)	(10 000)	(10 000)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		**19 551**	**52 795**	**131 062**	**131 761**	**127 023**
en % du CA		**3,5%**	**5,5%**	**10,4%**	**10,2%**	**9,7%**
Charges financières		-	(3 200)	(2 739)	(2 268)	(1 789)
RÉSULTAT FINANCIER		**-**	**(3 200)**	**(2 739)**	**(2 268)**	**(1 789)**
en % du CA		**0,0%**	**-0,3%**	**-0,2%**	**-0,2%**	**-0,1%**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
en % du CA		**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**	**0,0%**
RÉSULTAT COURANT AVANT IS		**19 551**	**49 594**	**128 323**	**129 493**	**125 235**
en % de CA		**3,5%**	**5,2%**	**10,2%**	**10,1%**	**9,6%**
IS	*25%*	(4 888)	(12 399)	(32 081)	(32 373)	(31 309)
Résultat net		**14 663**	**37 196**	**96 242**	**97 120**	**93 926**
en % de CA		**2,6%**	**3,9%**	**7,7%**	**7,5%**	**7,2%**

Constitution du capital initial de la SCIC

•Idéalement, il est recommandé de doter une société d'une trésorerie équivalente à 6 mois de chiffre d'affaires (environ 500K€) afin de pouvoir payer ses charges jusqu'aux premières facturations

- Les Fonds Propres peuvent se répartir en capital social et dette subordonnée d'actionnaires.
- La dette subordonnée d'actionnaires (DSA) constitue une avance accordée à la société et remboursable. Ce type d'apport est plus souple que du capital social.
  - La DSA apportée par une collectivité locale doit être remboursée au plus tard deux ans après son injection. Il est retenu un remboursement puis un renouvellement d'un montant équivalent de cette dette subordonnée d'actionnaire en mars 2024.
- Un prêt bancaire est prévu pour compléter la trésorerie de la société : il sera mobilisé en 2022 pour un premier remboursement en 2023.
- Une avance remboursable complémentaire sera sollicitée auprès de la Région afin de fluidifier la trésorerie des premières années :
  - La région propose une avance remboursable à taux zéro, sans garantie, d'une durée de 5 ans dont un an de différé.
  - L'intervention est fixée à un euro de nouvel apport de la collectivité pour au moins un euro de nouvel apport en fonds propres et au moins un euro de prêt bancaire moyen long terme : minimum 20 000 €, maximum 200 000 €.

Constitution du capital initial de la SCIC

- **Le dimensionnement minimal recommandé est d'un trimestre de chiffre d'affaires soit ici 200K€ environ :**
  - 80K€ de capital social : il sera injecté dans la société à sa création.
  - 40 K€ de dette subordonnée d'actionnaires : injectée à la création de la société, elle sera remboursée au bout de 2 ans et aussitôt renouvelée par les actionnaires. Elle est rémunérée à un taux d'intérêt global de 2%/an.
  - 120K€ de prêt bancaire : mobilisé en 2022, la première échéance interviendra en 2023 avec une durée de remboursement prévue de 5 ans et un taux d'intérêt aux alentours de 1,5 à 2 %. Le bilan est établi sur 2%
  - 120K€ d'avance remboursable de la Région : le premier remboursement interviendra en 2024 et sera étalé sur 4 ans.

	Au 01/04/2022
Capital social	80 000
Dette subordonnée d'actionnaires	40 000
Prêt bancaire	120 000
Avance remboursable Région	120 000
Trésorerie prévisionnelle totale	**360 000**

Bilan et trésorerie des premières années

Bilan comptable	2022 Année 1 9 mois	2023 Année 2 12 mois	2024 Année 3 12 mois	2025 Année 4 12 mois	2026 Année 5 12 mois
Immobilisation corporelles	42 466	32 466	22 466	12 466	2 466
Créances Clients	45 515	78 474	103 074	105 822	107 671
Stocks	-	-	-	-	-
Disponibilités	286 683	241 629	269 751	320 131	367 738
Actif	**374 663**	**352 568**	**395 290**	**438 419**	**477 875**
Capital Social	80 000	80 000	80 000	80 000	80 000
Réserves légales	8 431	29 819	85 158	141 002	195 009
Report à nouveau	-	-	15 808	56 711	97 987
Résultat de l'exercice	14 663	37 196	96 242	97 120	93 926
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Capitaux Propres	**103 095**	**147 015**	**277 208**	**374 833**	**466 922**
Avances remboursable Région	120 000	90 000	60 000	30 000	-
CCA	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Autres dettes bancaires	120 000	96 941	73 421	49 430	24 960
Créances fournisseurs	-	-	-	-	-
Passif	**383 095**	**373 956**	**450 629**	**494 263**	**531 882**

- Le dimensionnement des fonds propres, du prêt bancaire et de l'avance remboursable de la Région permettent à la SCIC d'avoir suffisamment de disponibilités pour absorber les décalages de trésorerie entre la réalisation de la prestation et la facturation.

Bilan et trésorerie des premières années

Le dimensionnement important de la trésorerie initiale de la société permet d'atteindre une trésorerie de fin de période supérieure à 90 jours de chiffre d'affaires (110 jours en moyenne).

Trésorerie	2022 Année 1 9 mois	2023 Année 2 12 mois	2024 Année 3 12 mois	2025 Année 4 12 mois	2026 Année 5 12 mois
Chiffre d'affaires activité	553 767	954 761	1 257 500	1 287 500	1 310 000
Augmentation de capital	80 000	-	-	-	-
Tirage Dette Senior	120 000	-	-	-	-
Tirage Avance Région	120 000	-	-	-	-
Injection CCA investissement	40 000	-	-	-	-
Variation de BFR (+)	-	-	-	-	-
Total des entrées	**913 767**	**954 761**	**1 257 500**	**1 287 500**	**1 310 000**
Charges d'exploitation	(526 682)	(891 967)	(1 116 438)	(1 145 739)	(1 172 977)
CAPEX hors préfinancement	(50 000)	-	-	-	-
Préfinancement CAPEX	-	-	-	-	-
Commissions bancaires	-	-	-	-	-
Remboursement dette bancaire	-	(23 059)	(23 520)	(23 991)	(24 470)
Avances remboursable Région	-	(30 000)	(30 000)	(30 000)	(30 000)
Remboursemnt CCA	-	-	-	-	-
Remboursemnt ligne de Trésorerie	-	-	-	-	-
Intérêts Dette Senior	-	(2 400)	(1 939)	(1 468)	(989)
Intérêts CCA	-	(800)	(800)	(800)	(800)
Intérêts Ligne de Trésorerie	-	-	-	-	-
Variation de BFR (-)	(45 515)	(32 958)	(24 600)	(2 748)	(1 849)
IS	(4 888)	(12 399)	(32 081)	(32 373)	(31 309)
Dividendes	-	(6 232)	-	-	-
Total des Sortie	**(627 085)**	**(999 815)**	**(1 229 378)**	**(1 237 119)**	**(1 262 394)**
Trésorerie BOP	-	286 683	241 629	269 751	320 131
Variation de trésorerie sur la période	286 683	(45 054)	28 122	50 381	47 606
Trésorerie EOP	286 683	241 629	269 751	320 131	367 738

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Mme Blandine DELAPORTE

RAPPORT: **COMMISSION DÉPARTEMENTALE DES ESPACES, SITES ET ITINÉRAIRES (CDESI)- ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MORVAN, SOMMETS ET GRANDS LACS ET A L'IPAMAC - AUTORISATION DE PASSAGE SUR UNE PROPRIÉTÉ DÉPARTEMENTALE**
(- -)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1111-4 et L.3211-1,
VU le Code du Sport, et notamment son article L.311-3,
VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.331-3,
Vu le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs 2017-2022 (SRDTL), adopté par l'Assemblée régionale le 13 octobre 2017,
Vu le Règlement d'intervention en faveur des itinérances et activités de pleine nature approuvé par délibération n°24 du Conseil départemental du 25 mars 2019,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- D'APPROUVER le principe de la subvention à la Communauté de communes Morvan Sommets et Grands Lacs pour le balisage de 314,5 km d'itinéraires en 2022, d'un montant de 1 572 €,

- D'APPROUVER les termes de la convention autorisant le passage d'itinéraires de trail sur des parcelles privées propriétés du Département de la Nièvre, commune de Château-Chinon Campagne,

- **D'APPROUVER** le principe de la subvention à l'IPAMAC pour l'animation du comité d'itinéraire de la Grande traversée du Massif central à VTT en 2022, d'un montant de 2 090 €,

- **D'APPROUVER** le principe de la cotisation du Département à l'association Vélo & territoires en 2022, d'un montant de 5 000 €,

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de ces opérations, dont la convention suscitée ainsi que ses éventuels avenants,

- DE PRÉLEVER les financements sur le chapitre 65 du budget départemental, imputée sur la part départementale de la Taxe d'Aménagement.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62938-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

MORVAN
sommets & grands lacs
communauté de communes

Place François Mitterrand
BP8
58120 Château-Chinon
tél. 03 86 79 43 99
contact@ccmorvan.fr
www.ccmorvan.fr

NIÈVRE
le département

Hôtel du département
58039 nevers CEDEX

Convention autorisant le passage d'itinéraires de trail sur des parcelles privées propriétés du Département de la Nièvre, commune de CHATEAU-CHINON CAMPAGNE

Entre les parties désignées ci-après et soussignées :

La Communauté de communes Morvan Sommets et Grands Lacs,
représentée par son Président **Monsieur René BLANCHOT**,
dûment habilitée par la délibération du Conseil Communautaire du ....

ci-après dénommée «la Communauté de Communes »

Et

Le Département de la Nièvre,
représenté par son Président **Monsieur Fabien BAZIN**,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération de la commission permanente du 23 mai 2022,

ci-après dénommé « le Propriétaire »

Le passage du public sur des terrains privés est rendu nécessaire pour les itinéraires « Moyen (n°2) et grand (n°3) trail de Château-Chinon » conformément au plan de l'article II.
La conclusion d'une convention avec le propriétaire des parcelles permet de définir notamment les engagements et responsabilités de chacun.

IL EST CONVENU LES STIPULATIONS SUIVANTES

Article I. – OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles le Propriétaire autorise l'accès aux randonneurs d'une partie de sa propriété, ainsi que le régime de responsabilité de chaque partie pour les itinéraires « Moyen (n°2) et grand (n°3) trail de Château-Chinon ».

Cette convention n'est constitutive d'aucune servitude susceptible de grever les parcelles désignées ci-dessous.

La présente convention n'apporte aucune restriction quant à l'exploitation des parcelles en dehors de l'assise du sentier.

Article II. – BIENS CONCERNÉS

La présente convention concerne les propriétés désignées ci-après :
58063 A 271 et OA 276, commune de CHATEAU-CHINON CAMPAGNE

TRACÉ DU SENTIER (en violet) ET PARCELLES PROPRIÉTÉS DU DÉPARTEMENT (en rouge)



Source : business geografic

Elle ne concerne que l'usage du sentier dans le respect des règles prévues à l'article ci-après.

Article III. - ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES



La Communauté de Communes s'engage à baliser le passage autorisé indiqué au moyen de plaquettes en plastique de 10x10 cm selon le modèle ci-contre.

La Communauté de Communes s'engage à fournir au public susceptible d'emprunter le sentier des parcelles mentionnées à l'article II, une information détaillée sur ses droits et ses devoirs, notamment en ce qui concerne la protection des propriétés des dommages pouvant être occasionnés par l'ouverture du chemin de randonnée la traversant.

Les randonneurs seront informés par les bureaux d'informations touristiques de la Communauté de Communes que lors de la traversée d'une propriété privée, ils doivent faire preuve de la plus grande correction et que celle-ci s'effectue sous leur propre responsabilité.

Les règles d'usages énoncent les points suivants :
- usage proscrit des véhicules à moteur à l'exception de ceux de la Communauté de Communes pour des opérations d'entretien.
- ne pas s'écarter du chemin indiqué sur la trace officielle,
- ne pas déposer d'ordures ou tout autre objet indésirable,
- ne pas camper, fumer, ni faire de feu,
- ne pas prélever la végétation.

Article IV. - ENGAGEMENT DU PROPRIÉTAIRE

Le Propriétaire s'engage à laisser la libre circulation des randonneurs non motorisés traversant sa propriété.
Le passage est autorisé uniquement sur la trace indiquée dans la pièce jointe.

Dans l'hypothèse où le Propriétaire se verrait obligé de suspendre temporairement l'accès aux parcelles désignées ci-dessus, notamment en raison de travaux forestiers ou agricoles, il s'engage à en avertir la Communauté de Communes en respectant un délai raisonnable de préavis, afin de permettre à ce dernier la mise en place d'une dérivation de nature à assurer la continuité de l'itinéraire de randonnée.

Article V. – RESPONSABILITÉS ET ASSURANCE

La responsabilité de la Communauté de Communes sera engagée à raison des dommages causés du fait des opérations d'entretien à sa charge en vertu de la présente convention.

La Communauté de communes renonce à tout recours contre le Propriétaire pour les dommages de toute nature dont pourraient être victimes ses propres agents et les randonneurs à l'occasion du fait des éléments naturels répondant aux conditions de la force majeure, notamment en cas de chutes d'arbres et de branches ou de dégradations diverses des chemins.

La responsabilité du Propriétaire ne sera engagée au titre des dommages causés ou subis à l'occasion de la circulation des randonneurs qu'en raison de ses actes fautifs au sens des articles 1240 et suivants du code civil.

En cas de dommage subi par les randonneurs suite à un phénomène exceptionnel, non prévisible, la Communauté de Communes s'engage pour le Propriétaire si la responsabilité de ce dernier venait à être recherchée.

Les randonneurs supporteront les conséquences des dommages subis ou causés de leur fait dans les conditions des articles 1240 et suivants du Code civil.

Chacune des parties signataires déclare être assurée pour les risques et responsabilités encourus en application de la présente convention.

Article VI. - DURÉE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de dix ans à compter de sa signature, elle sera renouvelée par tacite reconduction pour une durée identique, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties six mois avant la date anniversaire de signature de ladite convention par lettre recommandée avec accusé de réception.
En cas de besoin, le propriétaire pourra contacter les services chargés de l'application de la présente convention :

Communauté de Communes Morvan Sommets et Grands Lacs
Service des sports et du tourisme
Place François MITTERRAND, BP8
58120 Château-Chinon

Article VII. - MODIFICATION ET RÉSILIATION DE PLEIN DROIT DE LA CONVENTION

Pendant sa durée d'exécution, la convention pourra être adaptée à la demande de l'une ou l'autre des parties. Les modifications souhaitées feront l'objet d'un avenant.

En cas de vente de la propriété ou de succession, le droit de passage pourra être maintenu, sous réserve de l'adhésion du nouvel acquéreur à la présente convention.

Le non-respect de l'une des clauses sus-énoncées entraînera la résiliation de plein droit du présent accord.

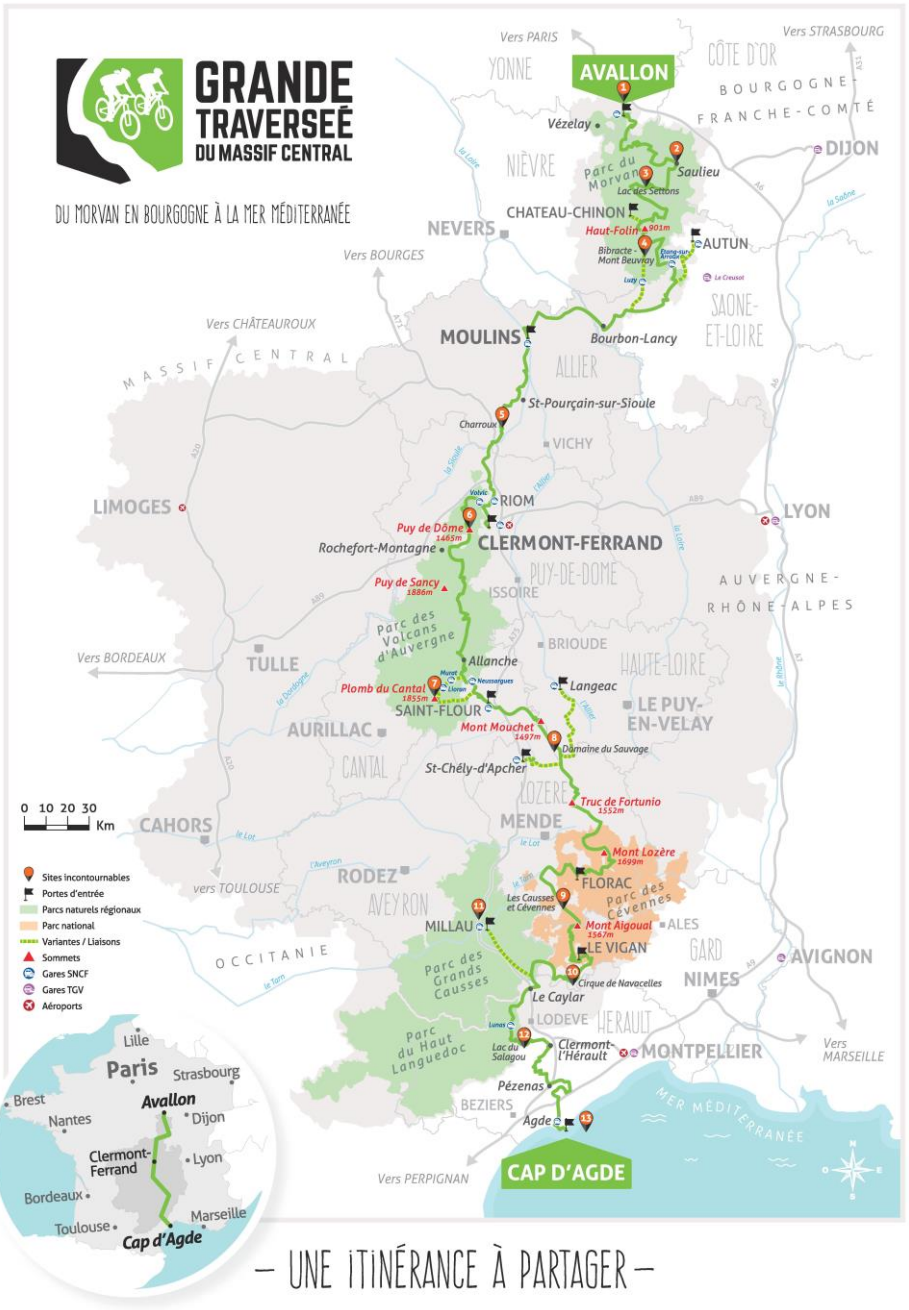
En cas de manquement d'une des parties à l'une de ses obligations contractuelles, la partie lésée pourra résilier la présente convention trois mois après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet.

Un exemplaire de la présente convention sera remis à chaque signataire.

A Château-Chinon Le **René BLANCHOT** Président de Communauté de Communes Morvan Sommets et Grands Lacs	A Nevers Le …… **Fabien BAZIN**, Président du Conseil départemental de la Nièvre

La Grande Traversée du Massif central à VTT :

Ancrage et développement d'une itinérance emblématique !



Membres du Comité d'itinéraire :

3 Régions (Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie), **11 Départements** (Yonne, Saône et Loire, Nièvre, Allier, Puy-de-Dôme, Cantal, Haute-Loire, Lozère, Aveyron, Gard, Hérault), **5 Parcs naturels** (PNR Morvan, PNR Volcans d'Auvergne, PNR Grands Causses, PNR Haut-Languedoc, Parc national des Cévennes), **IPAMAC**

SOMMAIRE

En 2019, la GTMC, une itinérance aux atouts confirmés et perspectives nombreuses 3

1. Renouveau d'une itinérance emblématique du Massif central 3

Un itinéraire aux multiples atouts pour répondre aux attentes des clientèles de demain 3

2015-2016, la définition d'une stratégie partagée de développement 5

2016-2017, les Départements pour définir et matérialiser l'itinéraire 6

2017, la formalisation d'une gouvernance multi-partenariale au sein du Comité d'itinéraire 9

2018-2019, les premières étapes d'une mise en tourisme soutenue par un AAP Massif central 10

2. Des premières réalisations encourageantes et un potentiel à développer 11

Un intérêt retrouvé chez les clientèles de l'itinérance VTT 11

Une promotion multicanale engagée 14

Une fréquentation avérée 16

Un Comité d'itinéraire renforcé 17

3. Bilan de l'AAP 2017-2019 et perspectives 18

De 2019 à 2022, un nouveau programme d'actions pour ancrer et développer la GTMC 19

1. Une stratégie et un positionnement confirmés et précisés 19

Pour une amplification de l'ouverture vers de nouvelles clientèles 19

Un positionnement affiné 19

Une déclinaison en objectifs opérationnels réajustés 19

Une démarche éco-responsable 20

Une prise en compte des critères transversaux 20

2. Un programme opérationnel 2019 – 2022 porté collectivement, aux actions complémentaires 21

Un portage des opérations reparti entre 6 maîtres d'ouvrages 21

Un plan d'actions en 4 axes pour amplifier l'existant et franchir de nouvelles étapes 22

Quelles perspectives en 2022 ? 24

En 2019, la GTMC, une itinérance aux atouts confirmés et perspectives nombreuses

1. Renouveau d'une itinérance emblématique du Massif central

Un itinéraire aux multiples atouts pour répondre aux attentes des clientèles de demain

- **Le Massif central : une terre d'itinérance**

Pays de plateaux, de changements topographiquement incessants (paysages de collines, gorges, etc.), le Massif central, avec son relief de moyenne montagne, est adapté à l'itinérance. Ses paysages diversifiés et ses patrimoines d'exception, reconnus notamment par la labellisation en « Parc naturel » de 12 territoires, en font le plus grand espace préservé européen. C'est un territoire attractif pour le tourisme de nature et de découverte. Il offre une multitude d'itinéraires, portés par divers acteurs (associations d'hébergeurs, Parcs naturels, opérateurs de voyages et institutionnels).

Le Massif a donc un potentiel très fort en termes d'itinérance en France[1] : le Chemin de Saint-Jacques de Compostelle (Via Podiensis) reçoit 20 à 25 000 personnes environ par an et le chemin de R.L. Stevenson totalisait 8 000 randonneurs en 2016, le plaçant dans le top 3 des itinérances en France.

Selon l'étude IPAMAC réalisée par KIPIK Consulting en 2016, cet engouement pour les pratiques d'itinérance devrait se confirmer et s'amplifier à l'avenir du fait d'un accroissement du goût du voyage et de certaines formes d'aventures organisées, d'un besoin de plein air ainsi que du développement rapide et important des activités de pleine nature couplés à la découverte des territoires et à la recherche du dépassement.

Le développement de l'itinérance nécessite de répondre à plusieurs défis :

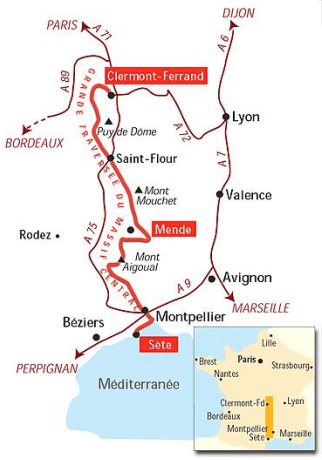
- Etre **VISIBLE** dans un environnement très concurrentiel et mondial
- Etre **ACCESSIBLE** sans voiture personnelle
- Etre **ATTRACTIF** pour le public français vis à vis de destinations plus exotiques
- « **CLUSTERISER** » la gouvernance des itinéraires pour une QUALITE globale
- Créer puis entretenir le **MYTHE**.
- **VALORISER** pour CONSERVER les aménités culturelles, patrimoniales, gastronomiques.
- **HEBERGER** plus et mieux

Le projet de relance de la GTMC VTT s'inscrit dans les résultats de cette étude et notamment de ceux relatifs aux attentes des clientèles de demain en proposant :

- des itinéraires adaptés,
- une signalétique efficace et sécurisante,
- une offre de services et d'hébergements adaptée aux séjours à vélo (stationnement, location, réparation, garage fermé, transfert des bagages, petit déjeuner complet, laverie, etc.),
- des outils de préparation du séjour,
- une offre de séjours variés (mixtes, combinés, semi-itinérants et packagés),
- des possibilités de transport jusqu'à destination.

[1] Se reporter à l'étude réalisée par KIPIK Consulting en 2016

➢ **Rappel de l'historique de l'itinéraire**



Créée en 1995 par l'association Chamina, la GTMC s'est positionnée pendant 15 ans comme une itinérance majeure, reliant les Volcans d'Auvergne à la Méditerranée sur 678 km, fréquentée par une clientèle française et européenne.
Elle est rapidement devenue un itinéraire mythique, « de collection », qu'il faut avoir fait parmi les grands itinéraires VTT.

L'itinéraire avait perdu sa labellisation de « Grande Traversée VTT » par la Fédération Française de Cyclisme en 2013 sans pour autant provoquer un arrêt total de sa fréquentation par les vététistes (estimée à 4500 itinérants en 2009-2010).

➢ **Aujourd'hui, un itinéraire de 1380 km…**

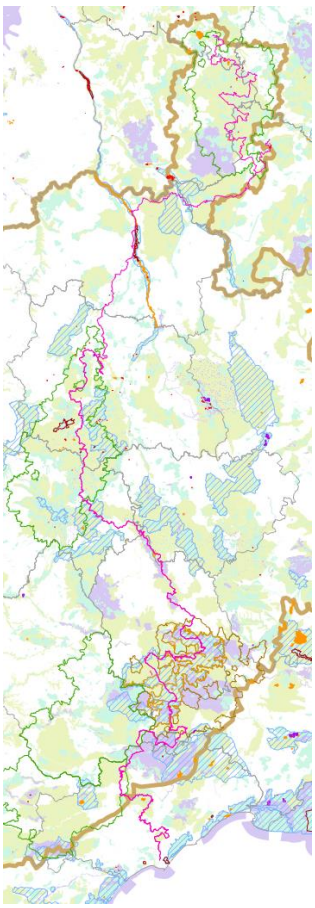
Aujourd'hui, la GTMC VTT offre une traversée intégrale du Massif central du nord au sud avec :

- 1380 km d'itinéraire principal de la Bourgogne (les grands lacs du Morvan) à la Méditerranée (Cap d'Agde)
- 30 000 m de dénivelé positif
- 5 liaisons : Château-Chinon, Autun, Langeac, Saint-Chély-d'Apcher, Millau
- 2 variantes : sud Morvan et volcan cantalien

Outre la création de liaisons et de deux variantes permettant de relier l'itinéraire à des gares SNCF ou grands axes routiers, facilitant ainsi son accessibilité, une connexion avec l'itinéraire de la Grande Traversée du Morvan à VTT a été réalisée au nord. La faisabilité de cette dernière, vérifiée par une étude réalisée en 2016 par le cabinet La Pitaya, avait plusieurs objectifs parmi lesquels :

Renforcer l'appartenance du Morvan au Massif central,
Offrir aux pratiquants d'itinérances un tronçon accessible à un large public,
Valoriser les atouts et acteurs touristiques des territoires traversés,
Générer des retombées économiques non négligeables grâce des courts et moyens séjours.

Au sud, le parcours de la GTMC a également été actualisé afin d'emprunter celui de la « Larzac – Méditerranée » sur ses 250 derniers km et profiter ainsi d'un itinéraire sécurisé, balisé et davantage adapté aux attentes des clientèles en matière d'intérêt et d'offres touristiques, en conservant notamment une arrivée à la mer.



➢ **…vitrine des patrimoines des territoires traversés**

La nouvelle Grande Traversée du Massif central traverse désormais un nombre conséquent de **territoires préservés** : quatre Parcs naturels régionaux (PNR Morvan, PNR Volcans d'Auvergne, PNR Grands Causses, PNR Haut-Languedoc), un parc national (les Cévennes), plusieurs Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF), des réserves naturelles régionales et nationales, des zones Natura 2000 ainsi que plusieurs espaces naturels sensibles.



Plus précisément, l'itinéraire irrigue plusieurs **sites naturels majeurs** du nord au sud du Massif, tels que :

- Bibracte - Mont Beuvray au Nord,
- La chaîne des Puys et la faille de Limagne, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO,
- Le plateau de l'Aubrac et le Mont-Lozère avec leurs rocs granitiques,
- Les Causses et Cévennes, inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO (agropastoralisme),
- Le Mont-Aigoual, dernier observatoire météorologique de montagne en France,
- Le Cirque de Navacelles, classé Grand Site de France,
- Le lac du Salagou et le cirque de Mourèze.

Des **sites culturels et patrimoniaux forts** sont également traversés par la GTMC. Citons par exemple :

- La cité médiévale d'Avallon
- La ville gastronomique de Saulieu
- La ville gauloise et le musée de Bibracte
- Les musées clermontois et Vulcania
- Les villages historiques d'Uchon, Charroux, Besse, Saint-Flour, La Couvertoirade, Pézenas, etc.
- Le Mont-Mouchet
- Le domaine du Sauvage et autres burons
- Le viaduc de Millau

La GTMC à VTT participe donc à la valorisation des atouts naturels et culturels « mythiques » du Massif central tout en contribuant à sa préservation en réutilisant des itinéraires locaux ou nationaux existants (sentiers pédestres de Grande Randonnée notamment), canalisant ainsi la fréquentation en évitant les impacts sur des zones non irriguées.

2015-2016, la définition d'une stratégie partagée de développement

Suite au regroupement, en décembre 2014, des acteurs institutionnels historique de la GTMC sous l'impulsion de l'IPAMAC et du Comité Régional de Développement Touristique de l'Auvergne (CRDTA), une des premières initiatives collectives était de définir un objectif stratégique et un positionnement partagé capables de rassembler les partenaires autour d'un objectif commun.

- **Un objectif fédérateur : *devenir la première Grande traversée française intégralement accessible en VTT à assistance électrique***

Cet objectif partagé a guidé et influencé la plupart des actions et décisions prises au cours du projet. Il était lui-même décliné en sous-objectifs opérationnels voués à générer des retombées économiques, directes et indirectes, pour les professionnels touristiques, à savoir :

- Constituer un produit touristique alternatif aux véloroutes – voies vertes, avec des parcours à travers des espaces naturels, afin d'être en phase avec les attentes de « naturalité »,
- Offrir un large panel de lieux de visites, de sites et d'occasions de vivre des expériences authentiques grâce à un itinéraire qui irrigue des régions et sites touristiques majeurs du Massif central,
- Valoriser de nombreux prestataires touristiques offrant des conditions d'itinérance idéales et vectrices d'un véritable potentiel économique,
- Exploiter les atouts de la localisation « centrale » du Massif central qui favorise une accessibilité relativement aisée depuis la plupart des grandes agglomérations françaises ainsi que pour des clientèles étrangères (du nord de l'Europe notamment).

➢ **Un positionnement clair : *un itinéraire d'exception pour un voyage à VTT en pleine nature***

L'objectif arrêté, le positionnement voué à exprimer l'ADN de l'itinéraire se devait de véhiculer une image et des caractéristiques (pas uniquement un slogan marketing) qui permettent d'y répondre.
Il a été communément arrêté que la GTMC VTT (re)devienne : *Un itinéraire d'exception pour un voyage à VTT en pleine nature :*



- *pour vivre une expérience, une aventure,*
- *de niveau modéré mais pouvant être pimenté (variantes plus techniques),*
- *exigeant par la longueur mais pouvant être facilité (variantes « light », VTTAE, etc.),*
- *accessible pour découvrir l'itinérance (court séjour, sans portage, VTTAE),*
- *mais aussi mythique (défi pour pratiquants réguliers, itinéraire de collection),*
- *pour un moment de partage (sensibilisation, transmission de valeurs) et de découverte en sécurité.*

Ainsi, le positionnement du comité d'itinéraire sur la GTMC à VTT retranscrit sa volonté de l'inscrire dans la modernité (VTT AE, numérique, services, etc.) et de s'ouvrir au plus grand nombre (de l'initiation au raid) comme le traduit le ciblage clientèles.

➢ **Une segmentation clientèle élargie avec des cibles identifiées**

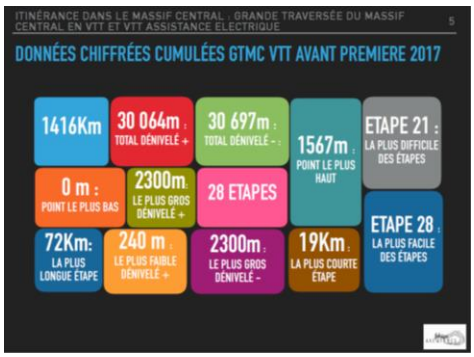
La segmentation clientèle permet d'identifier les clientèles susceptibles d'être intéressées par le produit touristique GTMC à VTT et qui seront plus spécifiquement ciblées par les actions de communication, d'aménagements, de qualification et de mise en marché.
Afin de prioriser les actions dans le temps ainsi que les moyens à disposition pour pouvoir toucher et satisfaire ces clientèles, ces dernières ont été catégorisées en deux sous-groupes : prioritaires et secondaires.

	Cibles prioritaires	**Cibles secondaires**
France	Pratiquants VTT occasionnels à réguliers (Sportifs et Découvreurs), indépendants (individuels, petits groupes) ou en groupes constitués (associations, clubs).	Experts de l'itinérance VTT, collectionneurs de GT (individuels, groupes). Familles, pour une petite expérience de l'itinérance, avec toutes les facilités pour une fluidité parfaite, sans déboires.
Étranger	Allemands de ce profil.	Belges, Néerlandais, Anglais des profils Expert, Sportif et Découvreur.

2016-2017, les Départements pour définir et matérialiser l'itinéraire

Dès 2016, les échanges entre les Départements traversés, l'IPAMAC et la Fédération Française de Cyclisme (FFC) ont permis d'arrêter les 1380 km de l'itinéraire en fonction du positionnement arrêté, de débuter son balisage, son aménagement et de poursuivre sa sécurisation via son inscription aux divers PDIPR et/ou PDESI.

➢ **Un itinéraire adapté aux VTT à assistance électrique (VTTAE)**



Une mission de vérification de la praticabilité a été réalisée par les moniteurs VTT (Stéphane Serre et Pierre-Éric Vergne), Samuel Houdemon et Marie-Julie Filipini (consultants Kipik Consulting) réunis au sein de l'équipe Fabrique Aventures, au cours de l'automne 2017.

Cette mission, durant laquelle l'itinéraire a été intégralement parcouru en VTTAE, a permis de confirmer l'adaptabilité de l'itinéraire à la pratique du VTTAE et de valider notre objectif stratégique d'être la première Grande Traversée VTT intégralement accessible à cette nouvelle pratique du VTTAE, en pleine expansion.



Cette mission a aussi permis de dresser un diagnostic précis de l'itinéraire et de faire ressortir ses points forts et ses faiblesses. On retiendra notamment les enseignements suivants :

- Une offre d'hébergements existante et satisfaisante
- Un itinéraire quasi-opérationnel (des manques de balisage, quelques sections potentiellement à risque et des besoins d'aménagements)
- Une offre VTT AE possible
- Une très belle aventure !
- Un intérêt limité de certaines sections du parcours pour le vététiste « expert » mais adaptés aux « occasionnels »

➢ **Un balisage unique sur l'ensemble de son linéaire**

La GTMC est matérialisée grâce à une balise unique sur l'ensemble de son linaire (variantes et liaisons comprises) correspondante aux critères des Grandes Traversées VTT réglementés par la FFC et reconnus nationalement.

En 2018, l'itinéraire était balisé à 85% (manques recensés sur des portions de Saône-et-Loire et du Gard), en 2019, le balisage est en place sur l'intégralité du parcours. Il a été vérifié et complété au cours du printemps par les différents responsables locaux ou des référents départementaux (cf. tableau des référents ci-dessous).

➢ **Un entretien annuel, garantie de la pérennité de l'itinéraire**

Afin de garantir la praticabilité de l'itinéraire et de pouvoir réagir rapidement en cas de problèmes (sections devenues impraticables suite aux intempéries ou à des travaux, refus de passage par des propriétaires, nouveaux dangers, etc.) des référents locaux en charge de sa gestion ont été identifiés (voir tableau ci-dessous).

Ces référents s'engagent à une vérification annuelle de la section dont ils ont la charge et à la mise en praticabilité éventuelle (ajout de balises, débroussaillage, etc.) et à répondre au mieux aux éventuels problèmes de praticabilité (en résolvant directement le problème ou en mettant en place une déviation temporaire de l'itinéraire au besoin).

Contacts des gestionnaires de l'itinéraire par sections

Département	Tronçon d'itinéraire géré par l'entité gestionnaire	Entité gestionnaire de l'itinéraire	Personne référente chez le gestionnaire	Téléphone / Mail
Yonne	Avallon - Saint-Léger Vauban GTM	PNR Morvan	Alain MILLOT	0386787916 alain.millot@parcdumorvan.org
Cote d'Or	Portion GTM Cote d'Or	PNR Morvan	Alain MILLOT	0386787916 alain.millot@parcdumorvan.org
Nièvre	Portion GTM Nièvre	PNR Morvan	Alain MILLOT	0386787916 alain.millot@parcdumorvan.org
Nièvre	Variante GTMC par Luzy	CD 58	Sébastien BAHOLET	0386605814 sebastien.baholet@nievre.fr
Saône-et-Loire	Portion GTM Saône-et-Loire	PNR Morvan	Alain MILLOT	0386787916 alain.millot@parcdumorvan.org
Saône-et-Loire	Portion sud de La Tagnière jusqu'à Toulon-sur-Arroux	CC Grand Autunois-Morvan	David GAUGEY	0385395677 d.gaugey@cg71.fr
Saône-et-Loire	Portion Toulon-sur-Arroux jusqu'à Bourbon-Lancy	CC Entre Arroux Loire et Somme	David GAUGEY	0385395677 d.gaugey@cg71.fr
Allier	Portion Allier totale	Département de l'Allier	Antoine MAURER - CD03	0470357265 - maurer.a@allier.fr
Puy-de-Dôme	Portion Puy-de-Dôme totale	Département du Puy-de-Dôme	Philippe TOURS	Philippe.TOURS@puy-de-dome.fr
Cantal	Portion Pradiers - Coltines	Hautes Terres Communauté	Mathieu FOUSSAT	randonnee@hautesterres.fr 04 71 20 23 20
Cantal	Portion Coltines - Clavières	Saint-Flour Communauté	Florent MARJOU	0471605373 - f.marjou@saintflourco.fr
Haute-Loire	Portion Haute-Loire	CC Rives du Haut Allier / OTI Gorges de l'Allier	Jérémie MAZET	0471772830 - j.mazet@haut-allier.com
Lozère	Itinéraire principal	CD 48	Sandrine LAGLOIRE	04 66 49 66 37 - slagloire@lozere.fr
Gard	Tronçon Gardois en entier	CD 30	Christophe LAVIGNE	0466767982 christophe.lavigne@gard.fr
Aveyron	Tronçon Aveyronnais en entier	Gestionnaire Com Com Larzac et Vallée Prestataire PNR des Grands Causses	Edwige DELCROS CCLV Joël ATCHE PNRGC	05.65.99.33.00 delcros.e@cclarzac.fr 06.19.05.22.39 joel.atche@parc-grands-causses.fr
Hérault	Portion Le Cros - Brenas	CD 34	Hugues DIJOLS / Sylvie VILLEDIEU	0467677990 /0467678115 hdijols@herault.fr / svilledieu@herault.fr
Hérault	Portion Mérifons - Fontès	CC Clermontais	Julien ROUSSEL	0467884785 - j.roussel@cc-clermontais.fr
Hérault	Portion Caux - Cap d'Agde	CA Hérault Méditerranée	Sophie DRAI	0499474872 - s.drai@agglohm.net

- **Des aménagements spécifiquement adaptés aux vététistes**

Plusieurs aménagements de sécurisation et d'amélioration de l'itinéraire ont été réalisés par des Conseils départementaux ou des intercommunalités depuis 2017. Ces aménagements ont été essentiellement concentrés sur la section historique de l'itinéraire (entre Clermont-Ferrand et la mer).

Ces aménagements, ayant été pour la plupart soutenus par des fonds Massif dans le cadre du projet 2017-2019, sont de natures diverses :

- Aires de pique-nique,
- Aires de lavage VTT,
- Buses (canaux de renvois d'eau) pour éviter les inondations sur l'itinéraire,



- Passages à gué,
- Passages canadiens,
- Bornes de recharge pour Vélo à Assistance Electrique,
- Panneaux d'interprétation.



Suite aux retours terrains de la mission de praticabilité réalisée à l'automne 2017 par l'équipe de Fabrique Aventures (voir sous-partie suivante) et des remontées de clients itinérants ayant parcouru tout ou partie de la GTMC en 2018, ces aménagements seront complétés, entre 2020 et 2021, sur d'autres sections de l'itinéraire.

2017, la formalisation d'une gouvernance multi-partenariale au sein du Comité d'itinéraire

Les partenaires sont rassemblés et mobilisés au sein d'un Comité d'itinéraire. Mode d'organisation souple et sans support juridique, celui-ci rassemble les maîtres d'ouvrage locaux et est apparu particulièrement adapté pour mettre en œuvre la nouvelle phase de relance de la GTMC à VTT, à une échelle interrégionale. Il est composé de plusieurs instances :

- Un **Comité de pilotage**, composé des partenaires financiers, des Parcs, de l'IPAMAC et des CRT. Il est chargé d'adopter les orientations stratégiques, les plans d'actions et le budget mutualisé.
  Initialement composé de 10 Départements, de 5 Parcs naturels et d'un représentant de l'IPAMAC, il a intégré les 3 Régions traversées ainsi qu'un nouveau Conseil départemental (l'Yonne) en 2018. Il s'est réuni 5 fois depuis 2016.

- Un **Comité technique**, rassemblant les techniciens des collectivités ou autres intervenants susceptibles d'appuyer les réflexions et débats autour des problématiques et actions opérationnelles du projet. Celui-ci s'est réuni 11 fois depuis 2016 et rassemble, en moyenne, une vingtaine de participants par réunion.

- Une **Commission marketing** intégrant les techniciens des 3 CRT, des 11 CDT, de la maison du tourisme du Morvan et de l'IPAMAC autour de sujets propres à la promotion et à la mise en valeur de la GTMC. Celle-ci, coordonnée pour les années à venir par le CRT Auvergne-Rhône-Alpes avec l'appui de l'IPAMAC, s'est réunie à 2 reprises en 2019.

Ces modalités de gouvernance en Comité d'itinéraire, clairement formalisées, ont permis d'impliquer les différentes parties prenantes au projet de relance de la GTMC VTT en leur permettant d'intervenir au sein des prises de décisions, stratégiques et/ou purement techniques, en fonction de leurs compétences, connaissances et participations (techniques ou financières) respectives. C'est ce que l'on a appelé le modèle « colibri » dans lequel chacun fait sa part, à son échelle et en fonction de ses compétences.
Cette gouvernance est appréciée par les différents partenaires du projet qui ont, lors du Comité de pilotage du 30 octobre 2018 à Saint-Flour, réaffirmé leur souhait de :

- Conserver le Comité d'itinéraire de la GTMC sous sa forme actuelle,
- Poursuivre une coordination du projet confiée à l'IPAMAC,
- Maintenir la participation des Conseils départementaux à l'autofinancement du projet collectif.

2018-2019, les premières étapes d'une mise en tourisme soutenue par un AAP Massif central

Suite à la candidature et à la sélection, fin 2017, d'un dossier de réponse à l'appel à projets « Grandes Itinérances du Massif central » composé d'un programme d'actions à 2 ans, décliné en 4 axes stratégiques, plusieurs opérations ont été portées collectivement, permettant d'initier la mise en tourisme de la GTMC :

1/ (Re)créer le mythe de la GTMC VTT, avec un itinéraire différencié et accessible aux VTTAE

- Assurer la pérennité de l'itinéraire et un balisage cohérent tout au long de l'itinéraire
- Assurer la praticabilité de l'itinéraire en VTT et VTTAE
- Matérialiser symboliquement l'itinéraire à la hauteur de son ambition
- Valoriser le patrimoine naturel et culturel de l'itinéraire

2/ Proposer des produits touristiques attractifs pour différents types de clientèles

- Définir un positionnement et des stratégies pour des tronçons-produits
- Organiser des ateliers de découverte des tronçons-produits pour les professionnels
- Proposer un panel d'hébergements aux services adaptés

3/ Offrir une visibilité et une renommée à l'itinéraire

- Promouvoir l'itinéraire via des outils numériques et papiers
- Communiquer sur l'itinéraire
- Faire vivre l'itinéraire via des animations et évènementiels

4/ Conforter la gouvernance de l'itinéraire et observer ses retombées

- Garantir la cohérence du projet et animer le comité d'itinéraire
- Observer la fréquentation de l'itinéraire

Ces actions ont permis d'offrir et d'irriguer des services adaptés aux attentes des clientèles VTT itinérantes, de mettre en avant la GTMC sur les canaux privilégiés par ces clientèles, de les informer et de relancer la fréquentation de l'itinéraire. Elles ont aussi permis d'identifier des premiers enseignements pour le développement à venir de l'itinéraire et des ajustements à apporter.

2. Des premières réalisations encourageantes et un potentiel à développer

En 2019, un bilan opérationnel des actions réalisées, particulièrement lors de ces 2 dernières années, montrent la capacité des partenaires du Comité d'itinéraire à travailler ensemble autour d'objectifs communs, offrant des perspectives prometteuses ainsi que de nouvelles sources de développement potentiel de la GTMC.

Un intérêt retrouvé chez les clientèles de l'itinérance VTT

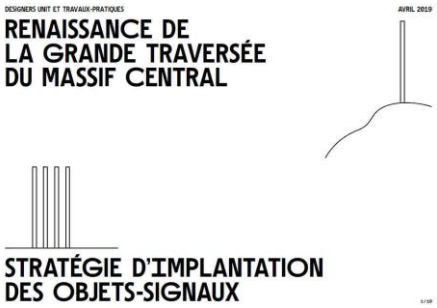
➢ **Un mythe et des produits touristiques renouvelés**

Parmi les opérations ayant été réalisées entre 2017 et 2019 par les membres du collectif, plusieurs avaient pour objectif de recréer le « mythe » de la GTMC. Ces dernières, plus particulièrement portées par les Conseils départementaux, les EPCI et l'IPAMAC ont permis :

- La vérification de la **praticabilité de l'itinéraire** en VTTAE (voir page 11)

- La conception, la fabrication et l'installation **d'objets signaux** (10 Portes et 17 Totems) de la GTMC aux principaux point d'accès et sites emblématiques traversés de l'itinéraire.





- La création et le déploiement d'une charte et d'un référentiel **« Etablissement recommandé GTMC »** spécifique aux hébergements (plus de 120 labélisés dans 10 Départements à ce jour).

- La labellisation de l'itinéraire en tant que 12ème **Grande Traversée VTT** par la FFC





- La mise en place **des aménagements** permettant d'assurer la praticabilité de l'itinéraire, d'offrir des services spécifiques aux vététistes et de valoriser les patrimoines naturels et culturels.



- L'identification de 24 ***tronçons-produits*** (propositions détaillées de courts ou moyens séjours sur des sections de la GTMC accessibles en transports en commun), dont 12 jugés prioritaires (voir tableau ci-dessous), adaptés à des typologies de clientèles variées - dont les caractéristiques et attentes ont été détaillées - et la formalisation des premiers d'entre eux en partenariat avec les CDT et Offices de tourisme concernés.

GTMC TRONCONS	Espace géographique	PUBLIC CIBLE	DUREE	Argument	Point de vigilance
AVALON - AUTUN	PNR MORVAN	VTT EPICURIEN	5J- 6J (épicurien il prend le temps	Une bonne qualité de sentiers ludiques, à la fois peu techniques et beaux, avec une offre d'hébergement adaptée aux 2 cibles.	
AVALON - CHATEAU CHINON	PNR MORVAN	DEBUTANT BUL	3-4J	Accessible mais sauvage, pas trop loin des gros pôles urbains émetteurs, avec un paysage de forêts et lacs qui porte l'esprit d'aventure , bivouacs possibles…	
CHATEAU CHINON - BOURBON LANCY via Variante sud Morvan	PNR MORVAN	VTT FAMILLE	WE 2J	Beaux sentiers variés, point culminant du Morvan, nature apaisante et grande facilité technique (réduite sur secteur du Mont Beuvray	Difficulté technique en toutes saisons du sentier qui descend du mont Beuvray
ETANG-SUR-ARROUX - CLERMONT FD	PLAINE ET VALLEE ALLIER	GRAVEL BIKE	3-4J	Sortie facile - Tracé esprit Gravel - bonne diversité de belles pistes - paysage dans des pôles urbains (Moulins - St Pourcain sur Sioule - Chatel) - Train + TER (Moulin - Etang-sur-Arroux)	
MOULIN -CLERMONT FD	PLAINE ET VALLEE ALLIER	VTC Famille "COOL"	5J	Bon HUB de retour par train / localisation facile pour les grosses agglomérations / Post Voie verte	
CLERMONT FD - SAINT FLOUR via la variante Lioran	VOLCANS	VTT SPORTIF	5J	Itinéraire roulant, beaux paysages, l'esprit sauvage et nature historique de la GTMC. Un des "clichés" GTMC pour le SPORTIF.	
VOLVIC - MURAT	VOLCANS	VTT Famille	7J (famille) 5J (épicurien)	Accessible et HUB de retour, beaux paysages, parfait VTT famille « camping » / plus difficile sur la qualité de l'hébergement pour l' épicurien. Le bel itinéraire famille.	
SAINT FLOUR - SAINT CHELY d' APCHER	MARGERIDE	GRAVEL BIKE	WE 2J	Pour "Gravel Roots", itinéraire adapté en chemins et accessibilité TRAIN.	
SAINT CHELY - BAGNOLS LES BAINS	MARGERIDE	VTT FAMILLE "nature"	3J	Nature sauvage et beau paysage, piste facile profil plutôt descendant pour famille de pratiquants de VTT ou lassée des voies vertes, public en attente de nature voire de bivouac.	
BAGNOLS LES BAINS - MILLAU	CAUSSES - CEVENNES	VTT EPICURIEN	5J	Le top circuit des beaux sentiers pour VTTiste épicurien de la GTMC - bon niveau d'hébergement et de professionnels pour l' accueil. Attention à la saisonnalité des hebergements/services.	
LANGEAC - CLERMONT l'HERAULT	MARGERIDE CAUSSES	DEBUTANT BUL	10J	La grosse proposition accessible au débutant BUL avec de la variété, des espaces de bivouacs / possibilité d'accès en TRAIN et liaison finale vers gare de Montpellier, TGV…	
MILLAU - AGDE	CAUSSE MEDITERRANEE	VTT SPORTIF	3-4J	Du beau paysage, moins technique et accessible plus largement en saison, roulable toute l'année. L'objectif est clair et facilement accessible depuis le sud. Du très beau patrimoine : du roquefort aux huitres ! Des beaux hébergements /bus 1H40 depuis Montpellier 4 fois /jour.	

- La création de **séjours** mis en vente par 7 agences de voyages (prochainement en ligne sur le site web de la GTMC) :
  - Languedoc Nature
  - Cap Liberté
  - Chamina Voyages
  - Bourgogne Randonnées
  - Cigale Aventure
  - Pays de Saint-Flour
  - Cap Vélo



➢ **Une offre de services adaptée à l'accueil des vététistes, dense et globalement bien répartie…**

Le collectif ayant anticipé la problématique des besoins en hébergements et restauration, maillons primordiaux de toute itinérance, la GTMC bénéficie d'une offre en établissements d'accueil importante et dont la répartition est relativement homogène sur tout le linéaire.



Le travail réalisé par les partenaires du projet, via les bases de données touristiques locales dans le cadre de la création et du lancement du site internet de la GTMC (voir ci-dessous), a permis d'identifier, dans un rayon de 5 km autour de l'itinéraire :

- plus de 500 structures d'hébergements,
- près d'un millier de bar et/ou restaurants,
- plus d'un millier de points d'intérêts (activités sportives, expositions, lieux de baignades, marches, musées, parcs, patrimoines naturels…),
- une vingtaine de loueurs et réparateurs de vélos,
- une cinquantaine d'offices du tourisme (voir carte ci-contre),
- une quinzaine de gares SNCF.

Tous ces services sont visibles sur la **carte en ligne** du site de la GTMC VTT sur : www.la-gtmc.com/itineraire


La Malle Postale vous allège durant votre périple sur la GTMC

Un service de transfert de bagages a été mis en place sur la GTMC !

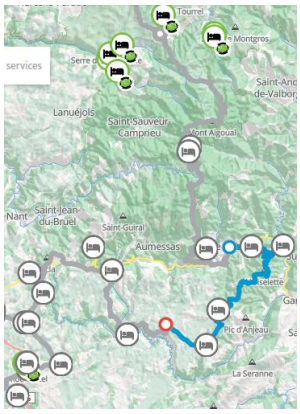
Pour profiter pleinement des sentiers du parcours, ne vous encombrez pas de votre équipement ! La Malle Postale propose désormais le **transport de votre équipement** sur une portion d'environ 400 km de l'itinéraire, entre Chalinargues et Blandas.
Ainsi, d'un hébergement à un autre, vous **récupérez vos bagages sans avoir à les transporter durant votre étape à VTT** !

Les détails :

- Tarif sur devis, selon les étapes
- Disponible depuis Chalinargues jusqu'à Blandas
- Toutes les infos sur le site web de La Malle Postale

Par ailleurs, il est à noter qu'une offre de **transport de bagages**, coordonnée et gérée par une entreprise spécialisée du Massif central (la Malle Postale) est d'ores-et-déjà opérationnelle sur la section « centrale » de la GTMC et a été utilisée par des clients. Cette dernière couvre à l'heure actuelle une portion d'itinéraire de 400 km entre Chalinargues et Blandas.

➢ **…mais parfois limitée pour certaines typologies de clientèles**



Malgré l'importance de cette offre, quelques « **zones blanches relatives** » (rayon de plusieurs km sans services d'hébergement et/ou de restauration ou d'une quantité limitée) sont identifiées sur 4 sections de l'itinéraire :

- en Sologne bourbonnaise, entre le sud du Morvan et Moulins,
- au nord du Puy-de-Dôme, entre Ebreuil et Riom,
- en Margeride, entre Ruynes-en Margeride et Bagnols-les-Bains,
- en Causses et Cévennes, entre le Causse Méjean et le Larzac (voir ci-contre).

Ces dernières n'ont pas ou peu d'incidence pour le montage de séjours itinérants des clientèles « expertes » ou « sportives » mais peuvent être un frein aux clientèles de vététistes « occasionnels » ou de « découvreurs » qui vont couvrir des distances journalières limitées.

Pour éviter ces écueils, un travail sur les tronçons-produits (voir détails ci-dessous) permet d'informer ces clientèles des sections d'itinéraires les mieux adaptées à leurs envies et leurs attentes en matière de

services. Par ailleurs, suite aux expérimentations menées par IPAMAC autour d'une offre d'hébergement originale et éco-responsable, des *aires de bivouac* (dont la première a été inaugurée en juin dans le PNR de Millevaches en Limousin) pourraient permettre de pallier ces faibles capacités d'accueil tout en proposant une offre de séjour originale, à même de susciter un intérêt supplémentaire à un séjour itinérant dans le Massif central et sur la GTMC VTT en particulier.

Une promotion multicanale engagée

En 2018, plusieurs réalisations ont permis aux membres du collectif de la GTMC de disposer d'une batterie de supports, numériques et papier, ayant pour objectifs de faire connaître la GTMC et de susciter l'envie de la parcourir sur tout ou partie de son linéaire.

- Des **« documents d'appels » papier** avec l'édition d'une carte postale, de stickers et d'une carte bilingue (français/anglais) de présentation générale de la GTMC. Cette dernière a également été déclinée en poster afin d'être affichée dans les hébergements et structures touristiques du Massif central

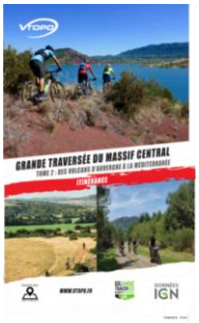




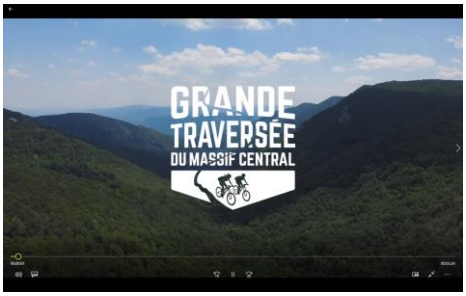


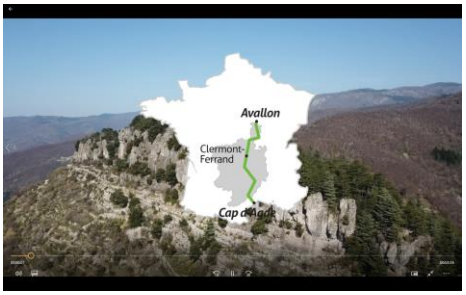
- L'édition de deux **topoguides** de la GTMC (éditions Vtopo) :
  - Tome 1 : De la Bourgogne aux Volcans d'Auvergne
  - Tome 2 : Des Volcans d'Auvergne à la Méditerranée



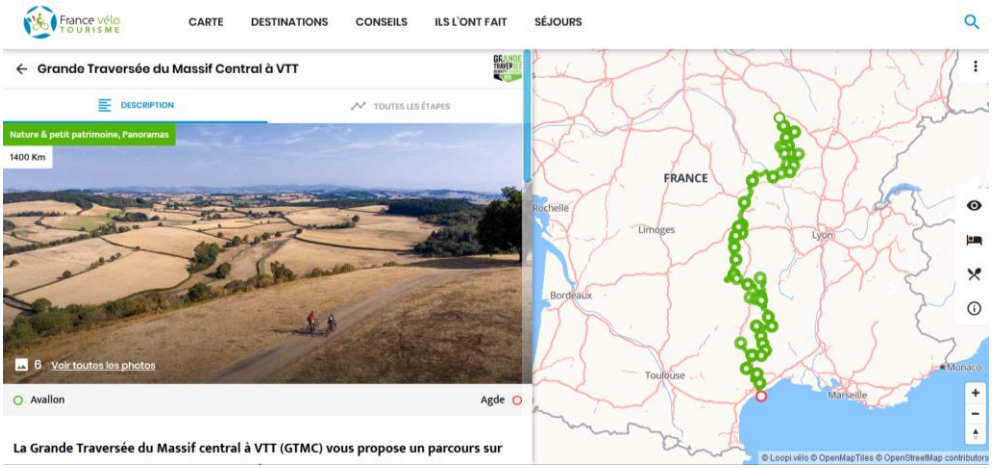


- La réalisation de deux **campagnes photos et vidéos** :
  - Une « grand public », réalisée par Aloha Studio, nous permettant de compléter notre banque par 200 photos supplémentaires et 5 vidéos
  - Une « sportive », réalisée par Vtopo, avec la réalisation de 2 vidéos et de 2 articles parus dans le magazine Vélo Tout Terrain





- La création d'un **site internet** dédié à la GTMC (en marque blanche) : www.la-gtmc.com et d'une page spécifique sur le nouveau portail du site de France Vélo Tourisme : www.francevelotourisme.com/itineraire/grande-traversee-du-massif-central-a-vtt



- La création et l'animation d'une **page Facebook** dédiée



- L'édition d'un **Dossier et d'un Communiqué de presse**, ainsi que leur traduction anglaise



- La valorisation au sein **d'événements** (salons, manifestations sportives, etc.) tels que le Salon du Randonneur de Lyon, le Roc d'Azur, Destination Nature à Paris, le Vélo Vert Festival à Villard de Lans, la Lozérienne, etc.

Certains de ces supports avaient vocation à toucher directement les clientèles potentielles. D'autres pouvaient toucher les organismes de presse ou d'autres influenceurs afin de susciter la création de contenus sur la GTMC, visibles par d'autres typologies de clientèles. A titre d'exemples, plusieurs articles dédiés ont permis d'obtenir une couverture presse conséquente au sein de supports presse variés, des plus spécialisés au grand public, tels que : L'Equipe magazine, Bike Live, VTTAE.fr, Outdoor Go, Wider outdoor, Fiets mag, Le Routard, Massif Central Patrimoine, Femmes Actuelle.

Une fréquentation avérée

Malgré l'absence de données nous permettant de quantifier une fréquentation de l'ensemble du linéaire de la GTMC et d'en déduire les retombées économiques globales, plusieurs éléments, chiffrés ou plus subjectifs, permettent de confirmer un renouveau de la fréquentation de la GTMC depuis 2018 :

- Les **ventes des topoguides** de la GTMC avec près de 1 000 exemplaires du Tome 1 et de 1 200 exemplaires du Tome 2 écoulés depuis leurs éditions par Vtopo fin octobre 2018.

- La **fréquentation du site internet** (www.la-gtmc.com) a bénéficié de plus de 32 000 visites entre le 1er novembre 2018 et le 30 juin 2019. Ces visites proviennent en grande majorité (à 87 %) d'internautes français, essentiellement originaires d'Auvergne-Rhône-Alpes, d'Île-de-France et d'Occitanie, mais également de Belgique, de Suisse et d'Allemagne.

- Le **suivi de la page Facebook** (www.facebook.com/GTMC.VTT) par plus de 11 000 abonnés avec quelques audiences à plus de 50 000 « personnes touchées ».

- Les **échanges d'informations** avec des pratiquants et clients potentiels traduits par plus de 180 conversations différentes via la boîte mail de la GTMC (info@la-gtmc.com) et près d'une centaine via la messagerie de la page Facebook.

- Des **retours d'itinérants** ayant parcouru la GTMC récemment ou ayant en projet de la parcourir prochainement, tels que :
  - *« Nous avons fait la partie Chambon – Bouttaresque ! On s'est régalé et le balisage est impeccable ! Quel bonheur de pédaler au milieu des champs et à travers les petits hameaux ! »*
  - *« En 2 mots : circuit magnifique adapté au vtt. Paysages qui changent de Volvic à Aniane. De belles pistes de pilotage. Pour les amoureux de la nature et du vélo. Faire sur un peu plus de 8 jours car les journées sont denses. »*
  - *« Itinéraire sympa, suivi quasiment sans GPS, juste 2 ou 3 carrefours où le balisage est mal visible, à cause de la végétation qui a poussé devant ! »*
  - *« Je retrouve les paysages fabuleux et sauvages qui m'avaient marqué à l'époque. Merci »*
  - *« Faut aller sur le site c'est tout indiqué... moi c'est à l'étude je le ferais ça c'est certain »*
  - *« Tellement tentant ! »*
  - *« Je connais beaucoup de tronçons et c'est féerique ! La traversée du Cézallier entre super Besse et Allanche, sublime ! »*
  - *« Le Morvan et le Cap d'Agde, juste pour cela, ça vaut le coup ! »*

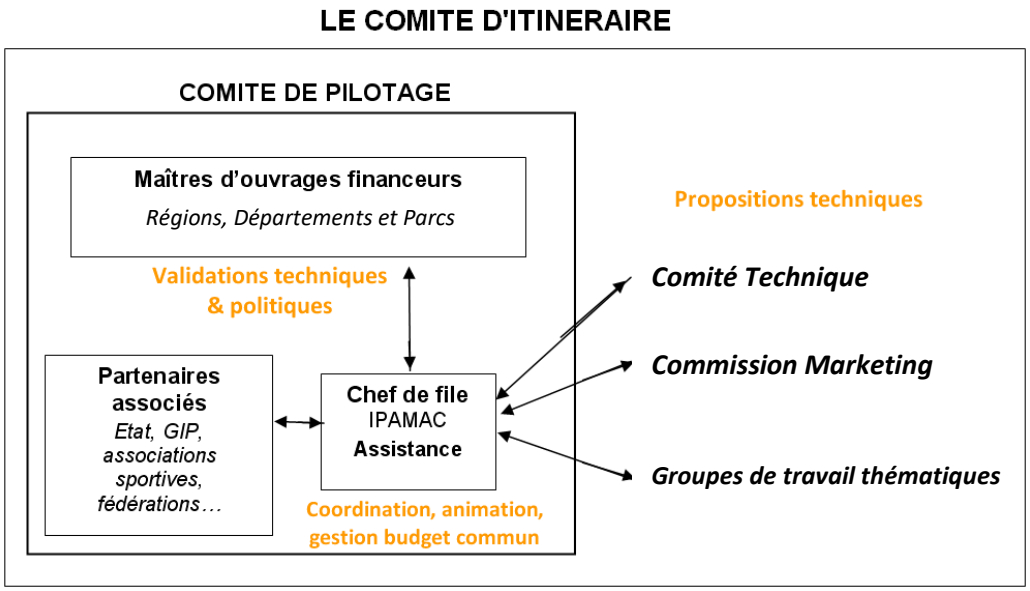
- Des **retours d'hébergements** situés sur le parcours et qui, pour certains, nous ont fait part d'un retour des clientèles GTMC au sein de leur établissement avec parfois de grands groupes de plus de 20 vététistes accueillis.

- Des **ventes et réservations de séjours** par les agences de voyages commercialisant la GTMC. C'est notamment le cas de Languedoc Nature qui avaient monté une vingtaine de séjours en 2018 ; plusieurs réservations ont été recensés et quelques séjours ont déjà été effectués en 2019.

- Des **chiffres de passages** issus de relevés Eco compteurs, tels que :
  - *Pulvérière (Puy-de-Dôme) : 598 passages depuis août 2018 (jusqu'à ?).*
  - *La Godivelle (Puy-de-Dôme) : 674 passages en 2018*
  - *Parc à Bisons (Lozère) : 660 passages en 2018*

Un Comité d'itinéraire renforcé

Conforter et animer le Comité d'itinéraire de la GTMC étaient deux enjeux forts du programme d'actions 2017-2019. Le maintien de l'ensemble des membres historiques de son Comité de pilotage (10 Départements, 5 Parcs et IPAMAC) et l'intégration de nouveaux membres (3 Régions et 1 Département) en 2018 ont permis de le renforcer en confirmant son adaptation au portage et à la réalisation d'un projet communément partagé. Les perspectives de son maintien pendant les 3 années à venir sont donc favorables.



3. Bilan de l'AAP 2017-2019 et perspectives

Axes stratégiques	Forces en 2019	Faiblesses en 2019	Perspectives d'ici à 2022
1/ (Re)créer le mythe de la GTMC VTT, avec un itinéraire différencié et accessible aux VTTAE	Une GTMC (re)devenue un itinéraire VTT de collection « mythique » pour les « clientèles traditionnelles de l'itinérance » grâce à un itinéraire : - sécurisé, balisé et entretenu, avec des aménagements spécifiques (écocompteurs, stations de lavage, tables pique-nique…), labellisé par la FFC, - différencié avec son accessibilité aux VTTAE et une signalétique originale (Portes et Totems), - disposant de services, dont nombreux sont qualifiés, ainsi que des outils d'information adaptés.	Un itinéraire avec des aménagements et un niveau de services qui ne répondent que partiellement aux attentes des nouvelles clientèles de l'itinérance.	Aller plus loin et élargir le champ des clientèles traditionnelles de l'itinérance (vététistes sportifs et itinérants expérimentés) à de nouvelles clientèles (vététistes occasionnels et néo itinérants), il est désormais nécessaire de : - limiter les freins potentiels à leur venue (accès, praticabilité, information…), - développer de nouveaux services spécifiquement attendus (transport de bagages, info sur la disponibilité des hébergements et réservation en ligne…), - étendre la qualification des prestataires touristiques (via les démarches Accueil Vélo et Etablissements recommandés GTMC), - favoriser davantage les itinérances en VTT à assistance électrique.
2/ Proposer des produits touristiques attractifs pour différents types de clientèles	Des tronçons-produits prioritaires et leurs clientèles cibles identifiées et en cours de formalisation par les partenaires touristiques locaux. Une quinzaine de séjours (accompagnés ou en liberté) proposés par plusieurs agences de voyages.	Pas encore de tronçon-produit formalisé en ligne sur le site de la GTMC (premiers prévus en courant d'été 2019) limitant l'intérêt de certaines clientèles pour la GTMC.	Proposer une palette d'offre de courts et moyens séjours à des clientèles variées grâce à la finalisation des tronçons-produits en cours de formalisation, leur mise en ligne sur le site internet puis leur mise en valeur grâce à la création de supports (visuels et/ou récits) dédiés, ainsi que leur promotion via des canaux spécifiques et adaptés.
3/ Offrir une visibilité et une renommée à l'itinéraire	Une visibilité et une renommée retrouvée auprès de nombreux pratiquants d'activités de nature (essentiellement les clientèles traditionnelles de l'itinérance) grâce à une multitude d'opérations de promotion réalisées et supports de promotions à disposition.	Un itinéraire encore trop peu connu des clientèles « grand public » et des pratiquants de sports de nature n'utilisant pas les canaux de promotion traditionnels. Des opérations de communication en partenariat limitées (avec des professionnels du tourisme du Massif, des marques, ambassadeurs, etc.).	Accroître la renommée de la GTMC auprès de nouvelles clientèles (vététistes occasionnels et néo itinérants) en portant des opérations de promotion « collectives » davantage : - orientées vers ces nouvelles clientèles, - ciblées sur des portions d'itinéraire spécifiques (tronçons-produits), - en collaboration et complémentaires à celles réalisées « individuellement » par les partenaires touristiques du projet.
4/ Observer les retombées et connaître les clientèles	Des chiffres et tendances (vente de topoguides, données écocompteurs, retours pratiquants et prestataires…) démontrant les prémices d'un retour à une fréquentation élevée de la GTMC	Pas encore de données quantitatives précises et qualitatives fiables à l'échelle de l'itinéraire et des différents produits touristiques qui le compose.	Quantifier les retombées de cette nouvelle fréquentation et mieux connaître les typologies de clientèles qui la compose grâce à une étude fine étendue et à la mise en place d'une méthodologie reproductible (en lien avec le Laboratoire des itinérances, actuellement en phase de création).
5/ Conforter la gouvernance de l'itinéraire	Un Comité d'itinéraire conforté et renforcé par le maintien de l'ensemble de ses membres historiques et l'intégration de nouveaux membres. Une très bonne dynamique de participation des partenaires techniques aux réunions et actions.	Une fragilité structurelle des modèles économiques des itinérances notamment du fait des baisses des financements publics, pour l'ingénierie.	Conduire une réflexion autour de l'intégration de nouveaux acteurs à la gouvernance et du modèle économique afin de pérenniser l'itinéraire (en lien avec le Laboratoire des itinérances, actuellement en phase de création).

De 2019 à 2022, un nouveau programme d'actions pour ancrer et développer la GTMC

Fort des éléments de diagnostic des travaux déjà réalisés et des discussions entreprises collectivement, d'abord aux seins des instances techniques du Comité technique et de la Commission marketing, puis du Comité de pilotage de la GTMC du 7 mai 2019, les objectifs stratégiques et leurs traductions opérationnelles ont été réaffirmés et affinés.
En découle un nouveau programme d'actions ambitieux à 3 ans, réparti en 4 axes stratégiques, portés par 6 maîtres d'ouvrages et imaginé pour amplifier les acquis et également franchir de nouvelles étapes de développement.

1. Une stratégie et un positionnement confirmés et précisés

Pour une amplification de l'ouverture vers de nouvelles clientèles

Les discussions entre partenaires des instances de promotion touristiques de la GTMC (CRT, CDT, maison du tourisme du Morvan et IPAMAC) lors des deux Commissions Marketing organisées au premier semestre 2019 ont abouti à la conclusion que l'objectif stratégique prioritaire d'offrir un itinéraire adapté au plus grand nombre de clientèles potentielles était le bon.
Cet objectif différenciant la GTMC de la plupart des autres Grandes Traversées VTT est apparu comme un indispensable dans l'optique de générer une fréquentation à même d'impacter positivement l'économie touristique des territoires traversés et d'améliorer l'image du Massif central.

Un positionnement affiné

La Commission marketing de la GTMC, tout en proposant au Comité de pilotage de valider le positionnement défini en 2016, a souhaité aller plus loin en précisant celui-ci afin de mieux correspondre à la nouvelle ambition de la GTMC.
Ainsi, il a été convenu que ce positionnement intègrerait désormais les notions « d'élargissement » (des clientèles) et d'ouverture à d'autres types de vélos que le VTT avec :
*Un itinéraire d'exception **accessible** pour un voyage à **vélo** en pleine nature !*

- *pour vivre une expérience, une aventure,*
- *de niveau modéré mais pouvant être pimenté (variantes plus techniques),*
- *exigeant par la longueur mais pouvant être facilité (variantes « light », VTTAE, tronçons-produits ?, etc.),*
- *accessible pour découvrir l'itinérance (court séjour, sans portage, VTTAE, accès en transports en commun ?),*
- *mais aussi mythique (défi pour pratiquants réguliers, itinéraire de collection),*
- *pour un moment de partage (sensibilisation, transmission de valeurs) et de découverte en sécurité.*

Une déclinaison en objectifs opérationnels réajustés

Cette stratégie et ce positionnement ont été déclinés pour les 3 ans à venir et se traduisent comme suit :

- Accentuer l'image d'un itinéraire intégralement accessible en VTTAE,
- Mieux valoriser les richesses naturelles et patrimoniales du Massif central pour amplifier les avantages concurrentiels,
- Adaptés les tronçons-produits ou en créer de nouveaux davantage adaptés aux attentes du plus grand nombre de clientèles de l'itinérance à vélo,

- Promouvoir cette nouvelle offre et susciter l'intérêt directement auprès de ces clientèles par des opérations ciblées,
- Limiter les freins à la création de séjours de ces clientèles en satisfaisant davantage leurs attentes et besoins de services spécifiques,
- Evaluer quantitativement les retombées directes de la fréquentation et analyser qualitativement ses caractéristiques,
- Pérenniser la gouvernance au-delà des 3 années du prochain projet.

Une démarche éco-responsable

Les notions d'écoresponsabilité ont été prises en compte au sein du prochain programme d'actions de la GTMC. Le projet intégrera notamment les démarches et bonnes pratiques suivantes :

- Favoriser la **mobilité douce** en menant une réflexion autour des problématiques d'accès à la GTMC en transports en commun dans l'optique de sa facilitation et d'une limitation de l'usage des véhicules individuels. Également, mettre à disposition un moyen de transport de bagages permettant de mutualiser les trajets et de limiter l'usage des « véhicules suiveurs » assez largement employés.
- Réduire les impacts négatifs des **démarches administratives** qui découlent de l'animation du projet en facilitant le covoiturage des participants aux réunions du Comité d'itinéraire, en limitant ces réunions physiques grâce à un plus grand usage des conférences téléphoniques et de la visio, en dématérialisant au maximum l'envoi de documents (appels d'offres, invitations, comptes-rendus…) et en favorisant l'usage de papier recyclé et d'encres naturelles.
- Inciter à un plus grand respect des **milieux naturels** traversés par les itinérants en les informant davantage des impacts potentiels de leur pratique via les supports, papiers et numériques, à notre disposition.

Une prise en compte des critères transversaux

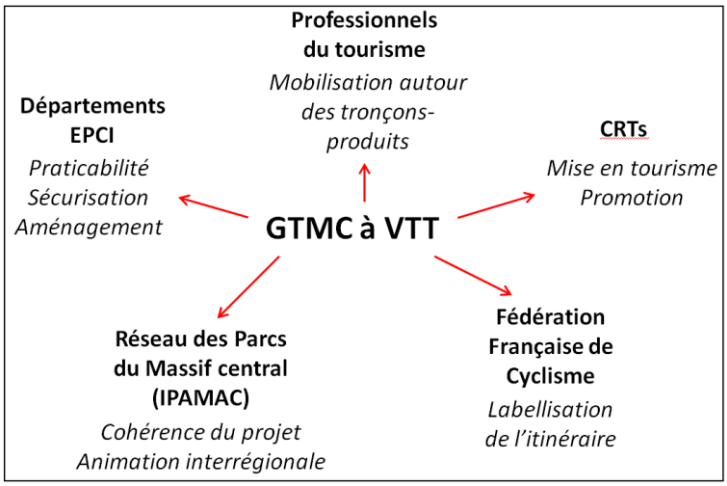
Le volet **numérique** est clairement un aspect important du prochain projet de la GTMC se traduisant par une part importante du budget du programme d'actions promotion et communication porté par le CRT Occitanie spécifiquement dédié à la valorisation de l'itinéraire sur ces canaux (sites, plateformes, blogs, réseaux sociaux…).

Par ailleurs, l'objectif stratégique phare de rendre la GTMC accessible à un large public induit la volonté du collectif, traduit dans plusieurs actions du programme, de favoriser la venue de nouvelles clientèles de l'itinérance. On citera bien entendu le **public féminin**, mais également les **jeunes et les séniors**, généralement moins représentés parmi les pratiquants d'itinérances VTT.

2. Un programme opérationnel 2019 – 2022 porté collectivement, aux actions complémentaires

Un portage des opérations reparti entre 6 maîtres d'ouvrages

Comme en 2017, le modèle d'organisation mis en place permet à toutes les parties prenantes du projet de participer aux orientations stratégiques et d'être responsables d'actions, sur ses compétences et sur son territoire. Le schéma, ci-dessous, synthétise les parties prenantes et leurs rôles respectifs.



Le prochain programme d'actions 2019 - 2022, déposé au sein de l'appel à projets « Grandes Itinérances du Massif central », comporte deux dossiers portés par IPAMAC :

- **un dossier individuel** comprenant des actions collectives et l'ingénierie mutualisée,
- **un dossier collaboratif** (actions de qualification de l'itinéraire et de développement d'une interface numérique de signalement) regroupant quatre maîtres d'ouvrage :
    - Département du Gard (CD 30)
    - Communauté de communes Morvan Sommets et Grands Lacs (CCMSGL)
    - Communauté de communes Dômes Sancy Artense (CCDSA)
    - Syndicat Mixte du Grand Site du Cirque de Navacelles (SMGSCN)

Par ailleurs, plusieurs actions collectives de promotion et de communication, à l'échelle de tout ou partie de l'itinéraire, sont prévues au sein d'un autre **dossier individuel** porté par le Comité Régional du Tourisme Occitanie (CRTO).

Un plan d'actions en 4 axes pour amplifier l'existant et franchir de nouvelles étapes

- **Axe 1 : Renforcer le mythe de la "GTMC" et offrir des services durables spécifiques, adaptés aux attentes des clientèles itinérantes**

Problématiques	Objectifs	Actions	MO	Echéances
Comment faciliter l'information et la préparation de l'itinérance des clientèles ?	Offrir de la visibilité à l'offre qualifiée et renseigner les clientèles pour encourager la création de leurs séjours	Commercialisation en ligne d'hébergements et/ou séjours sur des tronçons-produits	IPAMAC pour le collectif	2021
		Identification et valorisation des points de recharge VTTAE (bornes et établissements)	IPAMAC pour le collectif	2021
		Information et appui aux clientèles potentielles pour préparer leur itinérance (via boîte mail, page Facebook, sites spécialisés, téléphone)	IPAMAC pour le collectif	2022
		Création d'un document "Je prépare ma GTMC" facilitant l'organisation et la préparation de son itinérance	IPAMAC pour le collectif	2020
Comment répondre aux attentes, traditionnelles et plus récentes, des clientèles ? Comment limiter les freins à leur envie de venir et leur moyen d'accéder à l'itinéraire ?	Qualifier l'offre GTMC et son accessibilité pour élargir les clientèles potentielles	Mise en œuvre de services de transport de bagages, de personnes et de VTT	IPAMAC pour le collectif	2021
		Sensibiliser la SNCF au transport des VTT dans les trains et bus (en appui avec FVT et les Régions)	IPAMAC pour le collectif	2021
		Poursuite de la démarche de labellisation des prestataires Etablissements recommandés et/ou Accueil Vélo	IPAMAC pour le collectif	2022
		Aménagements de qualification de l'itinéraire (bornes de recharge, panneaux d'accueil, stockages vélos en ville, stations nettoyages/réparations…)	Collectivités locales	2021
		Poursuivre la formalisation de tronçons-produits et organiser des eductours avec des prestataires locaux	IPAMAC pour le collectif	2022
		Diagnostic de l'offre intermodale et préconisations d'améliorations	IPAMAC pour le collectif	2021
Comment s'assurer de l'adaptation des caractéristiques terrain de l'itinéraire ?	Garantir la praticabilité de l'itinéraire sur toute sa longueur	Labellisation de l'itinéraire en Grande Traversée par la FFC (cotisation annuelle)	IPAMAC pour le collectif	2022
		Aménagements de sécurisation et de praticabilité de l'itinéraire (sécurisation, passages de cours d'eau, réhabilitation de sections, facilitation des passages dangereux…)	Collectivités locales	2021
		Développement d'une interface numérique de signalement entre l'outil national Suricate et la solution de gestion et de promotion Geotrek	Département du Gard	2022
Comment faire vivre et amplifier le « mythe » de la GTMC ?	Faire exister la GTMC sur le terrain et renforcer le "mythe"	Fabrication et mise à disposition d'objets signaux (Portes et Totems)	IPAMAC pour le collectif	2022

- **Axe 2 : Promouvoir une destination « voyage à vélo (électrique) » déclinée pour le plus grand nombre et mettant en lumière les patrimoines du Massif central**

Problématiques	Objectifs	Actions	MO	Echéances
Comment attirer de nouvelles clientèles et différencier la GTMC ?	Valoriser les patrimoines et favoriser leur découverte	Identification et valorisation des patrimoines "forts" (sur internet : site GTMC, sites des partenaires et sites spécialisés)	IPAMAC pour le collectif	2021
Comment toucher des clientèles ciblées et diverses, utilisant des supports numériques ? Comment susciter la curiosité et l'intérêt d'une itinérance sur la GTMC ?	Mettre en lumière la GTMC via des outils numériques	Production de visuels (images et/ou vidéos) et création de récits scénarisés (textes, dessins…) de valorisation des tronçons-produits	IPAMAC pour le collectif	2021
		Promotion des tronçons-produits sur les canaux adaptés aux clientèles cibles (via accueils presse, partenariats bloggeurs, achat d'espaces…)	CRT Occitanie pour les 3 CRT	2022
		Forfait annuel hébergement et maintenance du site GTMC	IPAMAC pour le collectif	2022
		Enrichissement / renouvellement des contenus du site internet (nouveaux articles, témoignages, conseils, rubriques…)	CRT Occitanie pour les 3 CRT	2022
		Promotion nationale et internationale du site GTMC (Pack Premium 2 ans FVT)	CRT Occitanie pour les 3 CRT	2022
		Valorisation et promotion numérique de la GTMC	CRT Occitanie pour les 3 CRT	2022
Comment toucher et informer les clientèles participant à des événements, habitant ou en séjour dans le Massif central ?	Promouvoir l'itinéraire directement auprès des clientèles potentielles	Edition ou réédition de supports promo papiers (carte, poster, flyer, dépliant…)	CRT Occitanie pour les 3 CRT	2022
		Participation à des événements spécialisés vélo et/ou outdoor (français et étrangers) + équipement stand	CRT Occitanie pour les 3 CRT	2022
		Déploiement d'un kit de communication via des événements existants, jeux-concours, avec l'aide des prestataires locaux, etc.	IPAMAC pour le collectif	2022
Comment accroître la renommée et améliorer l'image de la GTMC ?	Favoriser les partenariats avec des entreprises et le co-branding pour amplifier les retombées économiques et améliorer la notoriété	Création de partenariats avec des entreprises locales (agences de voyage, prestataires, sites touristiques…) et/ou spécialisées outdoor (marques, événementiels, tour-opérateurs…)	IPAMAC pour le collectif	2022

- **Axe 3 : Lancer l'observation, identifier les clientèles, évaluer les résultats et impacts, prouver le développement**

Problématiques	Objectifs	Actions	MO	Echéances
Combien sont les itinérants à parcourir la GTMC ? Qui sont-ils ? Quelles sont leurs attentes et leurs préconisations ?	Connaître les clientèles et estimer les retombées économiques	Estimation de tendances annuelles de fréquentation	IPAMAC pour le collectif	2022
		Acquisition de 3 écocompteurs distinguant cyclistes et piétons	IPAMAC pour le collectif	2022
		Réalisation d'une étude et création d'une méthodologie adaptée de connaissance des clientèles et d'évaluation des retombées éco	IPAMAC pour le collectif	2021

- **Axe 4 : Pérenniser la gouvernance et impliquer l'échelon local**

Problématiques	Objectifs	Actions	MO	Echéances
Comment faire perdurer la GTMC dans le temps ? Quels modèles économiques et de gouvernance après le soutien des politiques Massif ?	Conforter la gouvernance et encourager des opérations mutualisées	Garantir la cohérence du projet, animer le Comité d'itinéraire, mener les actions collectives, informer et sensibiliser des acteurs locaux, pérenniser la gouvernance après 2022	IPAMAC pour le collectif	2022

Quelles perspectives en 2022 ?

Un itinéraire mythique de près de 1400 km, référence française du voyage à VTT au long cours :

- segmenté en une dizaine de tronçons-produit de 2 à 7 jours,

- adaptés à des clientèles différentes (en famille, entre amis, en couple, en tribu, etc.),

- accessible pour différents types de pratiquants (VTT, VTTAE, gravel bike, vélo de voyage, etc.),

- accueillant environ 10 000 itinérants par an,

- majoritairement français mais aussi européens (belges, suisses, allemands, etc.),

- générant près de 1,5 millions d'euros de retombées économiques directes,

- et une multitude de retombées indirectes à l'échelle du Massif (notoriété, image, attractivité, coordination des acteurs, retours d'expériences, etc.),

Un Comité d'itinéraire renforcé et adapté, doté d'un modèle économique durable.

Une « figure de proue » installée de la grande itinérance dans le Massif central !

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **MISE EN PLACE DE LA TÉLÉTRANSMISSION AVEC INTERFAÇAGE DES LOGICIELS MÉTIERS ET ACHAT D'ÉQUIPEMENTS MOBILES - LANCEMENT D'UN APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT VISANT AU CONVENTIONNEMENT DES SERVICES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT À DOMICILE (S.A.A.D.)**

(- Fonction 5-Action sociale - Politique personnes âgées et personnes handicapées)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment son article L.3211-1,
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.245-1, R.232-8 et R.232-9,
VU la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé,
VU la convention du Département au titre de la section IV du budget de la CNSA pour la période 2019-2021 ainsi que son avenant sur 2022, notamment son Axe 2 et son action 2.1 « mise en place de la télétransmission »,
VU le schéma départemental de l'autonomie 2021-2025, notamment son Axe 2 et ses ambitions 6 et 7,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les termes de l'appel à manifestation d'intérêt ci-annexé,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer les conventions de partenariat avec les candidats retenus et leurs éventuels avenants.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0

Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62545-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT 2022

MISE EN PLACE DE LA TÉLÉTRANSMISSION POUR LES S.A.A.D. AVEC INTERFAÇAGE DES LOGICIELS METIERS ET ACHAT D'EQUIPEMENTS MOBILES

Cahier des charges

Autorité responsable de l'appel à manifestation d'intérêt :
Le Président du Conseil départemental de la Nièvre

Date de publication de l'avis d'appel à candidatures : 01/06/2022
Date limite de dépôt des candidatures : 06/07/2022

SOMMAIRE

CONTEXTE 3
OBJECTIFS de L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET 4
CARACTERISTIQUES DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET 5
1. Périmètre de l'appel à manifestation d'intérêt 5
2. Objet de l'appel à manifestation d'intérêt 5
3. Critères d'éligibilité 7
4. Financement des projets sélectionnés 8
SÉLECTION DES DOSSIERS 9
1. Modalités de dépôt des dossiers 9
2. Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt 10

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en place des lois Santé, NOTRe, et de la loi d'Adaptation de la Société au Vieillissement (loi A.S.V.), l'Etat, la C.N.S.A., l'A.R.S., les Caisses de retraites, l'ensemble des acteurs et le Département construisent ensemble la politique gérontologique.

La mise en œuvre de la convention avec la C.N.S.A. dite « convention section IV », s'inscrit au cœur des politiques sociales du Conseil départemental, au titre de ses missions gérontologiques et s'inspire des orientations définies dans le cadre du schéma départemental de l'autonomie (2021/2025).
Elle prend en compte les récentes modifications législatives, réglementaires ainsi que le processus de renouvellement du schéma de l'autonomie. Elle s'inscrit également dans la poursuite de la mise en œuvre des actions réalisées de 2016 à 2020, en faveur de la modernisation des services d'aide à domicile et du renforcement de la qualité de la prise en charge des personnes en perte d'autonomie.

La convention section IV 2019/2021, prolongée par avenant jusqu'au 31/12/2022, réaffirme la politique gérontologique volontariste et mobilisatrice du Département. Elle prend en compte le défi démographique des territoires, la reconfiguration juridique et territoriale du secteur, ainsi que la nécessité d'assurer une prise en charge à domicile de qualité. Elle formalise également la dynamique départementale consistant à faire du vieillissement un atout pour le développement social, la croissance économique et l'emploi.

Par ailleurs, cette convention s'articule avec la volonté du Conseil départemental de consolider une démarche commune de structuration, de modernisation et de professionnalisation du secteur de l'aide à domicile.
En tant que préfigurateur de la conférence des financeurs, le Département a à ce titre, formalisé ces partenariats et les a structurés autour d'une politique commune de prévention de la perte d'autonomie.

C'est dans ce contexte que le Département souhaite promouvoir des actions en faveur des proches aidants, et notamment dans le secteur de l'aide à domicile, via **la promotion de la technologie numérique.**

OBJECTIFS de L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Dans le cadre de la promotion de la technologie numérique, le Département a souhaité apporté son soutien aux services d'aide et d'accompagnement à domicile sur son territoire.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêts (A.M.I.) a pour but de faire émerger, de soutenir et de compléter des projets permettant de diversifier les modalités de réponse aux besoins repérés.

Il s'inscrit en **complément des financements dans le cadre de la section IV de la C.N.S.A.** axe 2 – Aide à Domicile : modernisation des S.A.A.D.et de son action 2.1 « mise en place de la télétransmission ». et vise à financer l'interfaçage entre les logiciels métiers des SAAD et les outils de télétransmission ou l'achat d'équipements mobiles dans le cas de crédits non mobilisés.

Pour information, il n'est pas prévu un renouvellement de cet axe au-delà de 2022, conformément à l'avenant à la convention signée entre le Département de la Nièvre et la C.N.S.A.

Les présents crédits traduisent l'engagement spécifique et complémentaire du Département aux financements perçus dans le cadre de la section IV de la C.N.S.A.

CARACTERISTIQUES DE L'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

1. Périmètre de l'appel à manifestation d'intérêt

L'appel à manifestation d'intérêt est lancé sur l'ensemble du Département de la Nièvre.

Les porteurs de projets éligibles sont :

- tout service d'aide et d'accompagnement à domicile autorisé disposant du système de télégestion et visant le déploiement de la télétransmission avec un interfaçage avec le logiciel communément utilisé peut déposer un projet correspondant aux objectifs déclinés ci-après, quel que soit son statut juridique : services d'aide à domicile sous statut associatif, privé ou public, S.P.A.S.A.D., C.I.A.S., C.C.A.S., habilités
- à l'aide sociale ou non mais qui servent des prestations représentant au moins 70% du volume d'heures réalisé par le service en direction des publics fragiles (activité visée au 6° du I de l'article L.312-1 du C.A.S.F).

2. Objet de l'appel à manifestation d'intérêt

Cet appel à manifestation d'intérêts concerne : **la mise en place de la télétransmission avec interfaçage des logiciels métiers et l'achat en équipements mobiles**. Un schéma descriptif figure dans la partie « glossaire ».

Le département de la Nièvre compte aujourd'hui une trentaine de S.A.A.D. dont 17 tarifés et habilités aide sociale. 4 ne sont pas tarifés mais sont habilités aide sociale. 9 S.A.A.D. sont non tarifés et non habilités aide sociale.
Dans la Nièvre, 3 structures sont d'ores et déjà équipées en télétransmission avec interfaçage aux logiciels métier.

La mise en œuvre de cet A.M.I. vise aussi à faciliter les échanges entre les services du Conseil départemental et les S.A.A.D. par **la dématérialisation des données et autres flux d'informations**, s'inscrivant dans **la nécessité d'aller vers plus de technologie numérique.**

Cette action mobilisera un accompagnement financier au titre des dépenses d'investissement et d'aide à la mise en place de la télétransmission, sous réserve de la compatibilité avec les normes du système d'information départemental et national (IODAS, ESPPADOM…).

L'aide financière visera à paramétrer le logiciel actuel de télégestion pour passer en mode télétransmission, à garantir l'interfaçage des logiciels métiers, à acquérir des équipements de téléphonie mobiles et à engager les formations nécessaires.

Le Conseil départemental veillera à l'intégration aux projets présentés par les candidats, d'une politique d'accompagnement au changement des pratiques professionnelles et d'appropriation des outils numériques (formation de l'équipe administrative, suivi,…).

a) L'intérêt du projet

Le projet ne devra pas s'inscrire dans le cadre d'une autre convention financière avec la C.N.S.A.

Ne seront pas acceptées au titre du présent A.M.I. :

- les actions à visée commerciale ou de démarchage auprès de publics vulnérables

- les actions réalisées avant la notification de l'A.M.I. ne pourront pas bénéficier d'un financement de celles-ci ou seront déduites du montant demandé (pas de rétroactivité sauf dérogation potentielle pour les dossiers ayant fait l'objet d'une validation dans le cadre de la procédure de tarification)
- les actions préexistantes au lancement de l'A.M.I. et déjà autofinancées ; en effet, l'objectif de la C.N.S.A. et du Département est de produire un effet de levier et donc de faire naître de nouvelles initiatives ; en aucun cas, les financements de la section IV et du Département ne se substitueront aux financements traditionnels des porteurs de projets.

b) La forme du projet

Les critères suivants sont non cumulatifs et feront l'objet d'une analyse globale et individualisée. Ils portent sur les points suivants :

- présenter un projet accompagné d'un plan de rationalisation administrative et financière objectivement chiffré et circonstancié sur 3 ans avec les économies attendues ;
- chiffrer l'impact financier en matière de frais de fonctionnement sur le budget ;
- être en mesure de fournir un devis raisonnable de moins de 6 mois pour paramétrer l'interfaçage avec les logiciels métier ;
- s'assurer que les prestations informatiques et de téléphonie mobile qui seront choisies soient compatibles avec le système du Département et la norme ESPPADOM retenue par la C.N.S.A. et suffisamment évolutives pour intégrer de nouvelles fonctionnalités (numérisation du cahier de liaison, de la fiche contacts de l'usager et de la coordination) ;
- cibler les potentielles zones blanches du territoire avec une difficulté manifeste de réception et d'émission des appels pour les aides à domicile tout en quantifiant le nombre de bénéficiaires éventuellement concernés ;

Le projet présenté doit concerner la mise en place de la télétransmission au sein des S.A.A.D. et pourra prévoir un certain nombre de dépenses :

- coût d'interfaçage entre la plateforme et le logiciel du S.A.A.D., conforme au standard ESPPADOM et compatible avec le système d'information IODAS du Département.
- formation des personnels administratifs des S.A.A.D. sur la télétransmission
- surcoût lié à la mise au standard ESPPADOM
- extensions de fonctions liées aux systèmes d'information
- formations si l'Opérateur de Compétences (OPCO : ex-O.P.C.A.) de la Branche professionnelle ne les prend pas en charge (apport nécessaire de justificatifs) faute d'enveloppe disponible ou d'éligibilité
- dépenses d'ingénierie et de conseils assorties de mesures d'amélioration et de mutualisation.
- Equipements mobiles

Le coût de fonctionnement annuel d'un système de télégestion ne sera pas financé dans le cadre du présent appel à manifestation d'intérêts.

c) Les résultats attendus

Les résultats attendus sont une rationalisation financière et organisationnelle :

- diminution des frais de transports
- meilleure organisation du temps de travail
- optimisation du temps administratif pour des tâches orientées vers la qualité de la prise en charge de l'usager
- augmentation de la qualité de service grâce au temps dégagé pour les responsables de secteur en charge des premières visites à domicile et de celles de suivi

3. Critères d'éligibilité

Les conditions d'éligibilité :

- avoir une existence juridique d'au moins un an révolu
- être en capacité de soutenir économiquement et financièrement le projet proposé (analyse financière par le Département des comptes de résultat, des bilans des trois dernières années, ou pour les structures créées plus récemment le budget prévisionnel)
- avoir son siège social ou une antenne sur le territoire départemental
- avoir l'ambition de passer d'un mode de télégestion à un mode de télétransmission
- avoir retourné le dossier dûment complété ainsi que les pièces à joindre avant la date butoir

L'instruction des dossiers se fera par un Comité Technique et fera l'objet d'une validation par le Conseil départemental de la Nièvre, suivant les critères du présent A.M.I.

En cas de candidatures en surnombre par rapport au calibrage financier de l'A.M.I, une priorisation sera réalisée en fonction du volume horaire des prestations réalisées.

4. Financement des projets sélectionnés

L'enveloppe budgétaire consacrée au présent appel à manifestation d'intérêt est de **15 000 €**, totalement financés par le Conseil départemental de la Nièvre.

Le montant de l'aide par candidat retenu sera au maximum d'un tiers de l'enveloppe, soit environ 5 000€ par projet. Compte tenu des crédits réservés à cette action, le nombre de projets retenus ne pourra excéder 3.

Le projet présenté devra être engagé financièrement au cours de l'année 2022 et la commande des investissements **ne pas dépasser le 31/12/2022**.

SÉLECTION DES DOSSIERS

1. Modalités de dépôt des dossiers

Dates limites de réception des dossiers de candidature :

- Les candidatures devront être transmises **avant le 06 juillet 2022**, date butoir à l'issue de laquelle commence la période d'instruction.
- Dans le cas où les objectifs de l'appel à manifestation d'intérêts (A.M.I.) ne seraient pas atteints (objectifs opérationnels attendus, enveloppe financière non atteinte, objectif de nombre de projets sélectionnés, disparité territoriale des candidatures, etc…), les dossiers transmis après le 06 juillet 2021 mais déposés avant la date butoir du 20 juillet 2021, seront instruits le cas échéant.

Le dossier dûment complété ainsi que les pièces justificatives sont à renvoyer **par voie électronique et postale**, sous la référence : « **Télétransmission - interfaçage** - *Candidature Appel à manifestation d'intérêts 2022 (A.M.I.)* »

► Par mail, à l'adresse suivante :

direction.autonomie@nievre.fr

► Par courrier, à l'adresse suivante :

Conseil départemental de la Nièvre
Direction de l'Autonomie
AMI télétransmission - interfaçage
11, rue Emile Combes
58000 NEVERS

Les Services du Département se tiennent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires aux numéros et adresses suivantes :

03.58.57.05.16 ; alizee.grebert@nievre.fr

Cet appel à manifestation d'intérêts (A.M.I.) à destination des S.A.A.D. s'inscrit dans la limite des crédits limitatifs du budget départemental.

Ce dossier peut être téléchargé à partir du site internet du Conseil départemental en suivant le lien ci-dessous :

http://www.nievre.fr/appels-a-projet.html

Les candidats s'engagent à ne communiquer que des informations exactes, réelles et sincères.
La recevabilité du dossier de candidature ne vaut pas engagement du Département de la Nièvre pour l'octroi de financement. Toute décision de participation financière est prise par l'Assemblée départementale.
Les financements départementaux ne doivent pas entrainer ou compenser le désengagement de partenaires antérieurement engagés et favoriser les effets de substitution.

2. Calendrier de l'appel à manifestation d'intérêt

- Publication de l'appel à manifestation d'intérêts : 01/06/2022
- Date limite de réception à l'appel des candidatures : 06/07/2022
- Seconde date limite pour 2nde instruction éventuelle : 20/07/2022
- Etude des candidatures par les Services : du 20/07/2022 au 03/08/2022
- Envoi des réponses aux candidats ainsi que des conventions associées : 05/09/2022
- Date-limite de signature des conventions : 31/10/2022
- Transmission des factures et éléments d'évaluation avant le 10/11/2022
- Paiement du solde par le Service Budget et Comptabilité : 01/12/2022
- Fin de l'action : 31/12/2022

Ce calendrier pourra faire l'objet de quelques réajustements dont le Département informera, au plus tôt, les candidats.

3. Constitution du dossier

Les pièces suivantes sont à joindre au présent dossier de candidature, dûment remplies, datées et signées:

- Courrier du représentant de la structure habilitée à déposer le dossier
- Comptes annuels synthétiques et détaillés (bilans, comptes de résultat global, annexes) de l'année précédente (2021)
- Relevé d'identité bancaire
- Annexes

Toutes les pièces demandées font partie intégrante du dossier de candidature.

Tout dossier incomplet sera considéré comme irrecevable.

4. Modalités de sélection des dossiers

Dès réception du dossier papier, un accusé de réception sera transmis par mail.

Les dossiers reçus feront l'objet d'une présélection matérielle : les candidats devront présenter des dossiers complets au sein desquels l'ensemble des items devront être renseignés, faute de quoi ils ne pourront pas faire l'objet d'une instruction sur le fond.
Les dossiers présélectionnés seront présentés lors des réunions du comité technique, dont les membres étudieront les demandes et détermineront le cas échéant le montant de la participation financière attribuée aux projets retenus.

Le nombre de projets retenus tiendra compte de l'enveloppe financière affectée à l'appel à manifestation d'intérêts. La décision sera communiquée par voie postale dans les meilleurs délais.
L'attribution de la participation financière sera formalisée par une convention entre le Département de la Nièvre et le gestionnaire porteur du projet.
Celle-ci précisera les actions/projets, leur durée, leur montant, les modalités de versement de la participation financière du Département et les modalités d'évaluation des projets/actions.

Chaque action devra être engagée financièrement avant le 15 novembre 2022. Par ailleurs, les financements alloués devront être liquidés au plus tard le 31 décembre 2022.

Un compte-rendu financier constitué de l'ensemble des pièces comptables justifiant de l'utilisation des fonds publics alloués, et le cas échéant, de l'utilisation des fonds alloués par tout autre co-financeur devra également être transmis **au plus tard le 15 novembre 2022**, délai de rigueur.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **ACCOMPAGNEMENT DES PARTICULIERS EMPLOYEURS EN SITUATION DE PERTE D'AUTONOMIE ET DE HANDICAP - CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA FÉDÉRATION DES PARTICULIERS EMPLOYEURS**

(- Fonction 5-Action sociale - Politique personnes âgées et personnes handicapées)

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment son article L.3211-1,
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.245-1, R.232-8 et R.232-9,
VU le Schéma Départemental de l'Autonomie 2021-2025, notamment son Axe 2 et son ambition 7,
VU la délibération 15 de la Commission permanente du 23 mars 2020 autorisant la signature d'une convention de partenariat avec la Fédération des particuliers employeurs jusqu'au 31 décembre 2021,
Considérant que la première convention n'ayant pas pu pleinement aboutir en raison des problématiques liées à la Covid-19, la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) a décidé de prolonger les actions jusqu'en 2023,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le principe du partenariat entre le Département et la Fédération des particuliers employeurs pour l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap,

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat entre le Département et la Fédération des particuliers employeurs,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à son exécution (y compris les avenants le cas échéant).

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62514-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Convention entre la FEPEM et le Conseil Départemental de la Nièvre

Relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap

---

Entre, d'une part,

Le Département de la Nièvre,
représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur **Fabien BAZIN,**
dûment habilité à cet effet par décision de la Commission permanente du 23 mai 2022,

Ci-après désigné par le terme de « **Département** »,

Et, d'autre part,

La Fédération des Particuliers Employeurs de France (Fepem),
dont le siège social est situé au 79 rue de Monceau 75 008 Paris,(n° SIRET : 784 204 786 000 72. n° SIREN : 784 204 786)
représentée par Monsieur **Yves SOULIER DUGENIE Président de la délégation Bourgogne-Franche-Comté** ,

Ci-après désignée **«la FEPEM»,**

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants,
- Vu les circulaires d'application relatives à la section IV du budget de la CNSA ;
- Vu les actions éligibles à la section IV du budget de la CNSA présentées par la FEPEM ;
- Vu la convention nationale entre la FEPEM et la CNSA du 13 décembre 2018, modifiée par l'avenant du 28 décembre 2021.

Il est décidé et convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La FEPEM et la CNSA se sont engagées en 2018 dans le déploiement d'un programme d'actions visant à informer et accompagner les personnes âgées de 60 ans et plus, dont les bénéficiaires de l'APA et de la PCH qui ont recours à l'emploi d'un salarié à domicile.

Cette convention nationale établissait un cadre de partenariat qui a été décliné dans les territoires auprès des conseils départementaux et un certain nombre d'acteurs locaux. Initialement prévue sur une période allant jusqu'au 31 décembre 2021, cette convention a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2023 par un avenant conclu le 28 décembre 2021.

En effet, la situation de crise sanitaire ayant fortement perturbé la mise en œuvre des actions depuis le mois de mars 2020, la FEPEM et la CNSA ont convenu de proroger la date de fin initiale pour permettre la réalisation des engagements pris.

La signature de cet avenant national permet dorénavant de poursuivre les actions territoriales, formalisées dans la présente convention.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de reprendre les termes de la convention signée le 7 avril 2020 entre la FEPEM et le Département de la Nièvre, annexée à la présente convention (annexe n°1), de définir une nouvelle période de réalisation des actions initialement prévues et d'ajouter deux articles, un sur la communication et un sur les données à caractère personnel.

Les autres dispositions de la convention susvisée (annexe 1) demeurent inchangées.

Les engagements à réaliser sont décrites dans l'annexe n°2, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 2 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est conclue jusqu'au 31/12/2023. Elle pourra, en accord avec les deux parties signataires, faire l'objet d'avenant.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, d'un ou plusieurs des engagements contenus dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une d'elles. Dans ce cas, cette décision devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et respecter un préavis de trois mois.

Article 3 – Communication

Le financement accordé par la CNSA dans le cadre de la présente convention, au bénéfice des personnes âgées ou en situation de handicap, doit être porté à la connaissance des bénéficiaires des actions conduites. Les documents écrits, audiovisuels ou numériques expressément réalisés pour la mise en œuvre des actions prévues dans la présente convention, doivent faire mention de la participation de la CNSA (logo « Avec le soutien de la CNSA » présenté en annexe 4).

Article 4 – Données à caractère personnel

La FEPEM et le Département de la Nièvre sont responsables des traitements informatiques qu'ils mettent respectivement en œuvre pour la réalisation des actions inscrites dans la présente convention.
A ce titre, la FEPEM et le Département de la Nièvre s'engagent à prendre les mesures appropriées pour assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données à caractère personnel collectées, et à traiter ces données, conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi du 6 août 2004, et du Règlement Général de la Protection des Données (RGPD) du Parlement Européen et du Conseil de l'Union Européenne du 27 avril 2016. La FEPEM et le Département de la Nièvre s'engagent à respecter les dispositions réglementaires et celles de la CNIL.

La FEPEM et le Département de la Nièvre s'interdisent d'utiliser les données à caractère personnel collectées et traitées dans le cadre de la présente convention à d'autres fins que celles faisant l'objet de celle-ci.

Fait en trois exemplaires originaux à NEVERS, le

Pour le Département	Pour la FEPEM
Fabien BAZIN	Yves SOULIER DUGENIE
Président	Président de la Délégation territoriale
	FEPEM Bourgogne-Franche-Comté

ANNEXE N°1 : CONVENTION ENTRE LA FEPEM ET LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE DU 07/04/2020

Convention entre la FEPEM et le Conseil Départemental de La Nièvre

Relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap

---

Entre, d'une part,

Le Département de la Nièvre,
dont le siège est situé Hôtel du Département - 30 rue de la Préfecture - 58000 NEVERS Cedex (n°SIRET : 225 800 010 00012)
représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur **Alain LASSUS**

Ci-après désigné par le terme de « Département »,

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'action sociale et des familles ;
- Vu la délibération en date du 23 mars 2020, du Conseil départemental de la Nièvre donnant délégation à son président pour la signature du présent accord-cadre ;

Et, d'autre part,

La Fédération des Particuliers Employeurs de France (Fepem),
dont le siège social est situé au 79 rue de Monceau 75 008 Paris,(n° SIRET : 784 204 786 000 72. n° SIREN : 784 204 786)
Représentée par sa Présidente, Madame **Mme Marie-Béatrice LEVAUX**

Ci-après désignée **«la FEPEM»,**

- Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L14-10-5 et R. 14-10-49 et suivants,
- Vu les circulaires d'application relatives à la section IV du budget de la CNSA ;
- Vu les actions éligibles à la section IV du budget de la CNSA présentées par la FEPEM ;

Il est décidé et convenu ce qui suit :

1

PREAMBULE

En France, 3,4 millions de particuliers emploient 1,4 million de salariés à leur domicile afin de répondre à leurs besoins d'accompagnement en matière de garde d'enfants, de l'entretien de leur cadre de vie ou encore du maintien à domicile des personnes fragiles.

Ces particuliers employeurs sont représentés par la Fédération des Particuliers Employeurs de France (FEPEM) qui s'engage et se mobilise pour la structuration de l'emploi à domicile entre particuliers.
La FEPEM œuvre depuis de nombreuses années, en lien avec les partenaires sociaux représentatifs des branches salariés et assistants maternels du particulier employeur, au développement, à la professionnalisation et à la sécurisation de l'emploi à domicile.

Le secteur de l'emploi à domicile est fortement concerné par l'accompagnement des personnes en perte d'autonomie et en situation de handicap afin de répondre aux enjeux liés à leur maintien à domicile. **En effet, avec 1.1 millions de particuliers employeurs de plus de 60 ans et 70 000 en situation de handicap**, le secteur de l'emploi à domicile se mobilise afin d'accompagner ces publics dans leur fonction d'employeur. Par ses conseils et ses services, elle accompagne le particulier employeur dans la dimension administrative et juridique de sa relation avec son salarié et concourt au développement de nombreux outils de structuration juridique et de professionnalisation du secteur.

La FEPEM est aussi à l'initiative avec ses partenaires, Groupe IRCEM et IPERIA l'Institut, de la création du Réseau Particulier Emploi. A ce jour, ce Réseau compte 23 Relais Particuliers Emploi installés en région qui ont pour mission d'accueillir le grand public et d'accompagner les partenaires du secteur.

Enfin, la FEPEM a renouvelé sa convention avec la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie le 13 décembre 2018 pour 3 ans afin de soutenir et renforcer les actions à destination de ces particuliers employeurs et des partenaires du secteur que sont, notamment, les conseils départementaux.

Les actions identifiées dans le cadre de cette convention entre le Conseil départemental de la Nièvre et la FEPEM seront d'ailleurs co-financées dans le cadre de la convention CNSA/FEPEM.

Au 31/12/2019 la Nièvre compte :
- 522 particuliers employeurs qui perçoivent l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) dont 456 en emploi direct et 66 en mandataire ;
- 93 particuliers employeurs qui perçoivent la Prestation de Compensation du Handicap (PCH) dont 86 en emploi direct et 7 en mandataire.
Source : Conseil départemental de la Nièvre

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir la nature et le coût des actions que la FEPEM s'engage à réaliser, en partenariat avec le Conseil départemental, à destination des personnes en perte d'autonomie et en situation de handicap.

Ce programme porte sur les points suivants :

- Action 1 - Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap
- Action 2 – Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenant auprès des personnes âgés et en situation de handicap.

Les actions à réaliser sont décrites dans l'annexe n°1, qui fait partie intégrante de la présente convention.

Article 2 – Coût du projet

Le coût global des actions s'élève à 12 200 €

Le montant de ce programme d'actions est établi sous réserve de la réalisation des opérations dont la programmation financière figure en annexe 2. Cette annexe est une partie intégrante de la présente convention.

Pour la réalisation de ce programme, la FEPEM soumettra annuellement une demande de participation à la CNSA, à hauteur de 60% du coût global des actions réalisées et participera à hauteur de 40 % par voie d'autofinancement.

Article 3 – Modalité de mise en œuvre des actions

Dans le cadre de la réalisation des différentes actions, la FEPEM pourra faire appel à ses partenaires que sont notamment :

- Le Réseau Particulier Emploi. Ce Réseau, récemment installé à l'initiative du groupe IRCEM, d'IPERIA l'Institut et de la FEPEM est engagé dans une démarche d'animation visant à décliner, sur les territoires, des actions permettant d'accompagner les particuliers employeurs âgés et en situation de handicap ainsi que leur entourage proche. Il pourra être sollicité, concrètement, afin d'organiser des réunions d'information, des entretiens individuels et de diffuser et valoriser les outils existants à destination des particuliers employeurs.

- Fédération Mandataires : Fédération mandataires représente des structures intervenants en mode mandataire notamment auprès de particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap. Cette Fédération assure une mission d'assistance et de conseil auprès des structures mandataires. En partenariat avec cette Fédération, la FEPEM a développé une démarche Qualité nommée Qualimandat ®. Cette démarche a pour objectif d'accompagner la professionnalisation des structures et de s'assurer de la qualité des services rendus aux particuliers employeurs.

Article 4 – Suivi de l'application de la convention par un comité de pilotage

Un comité de pilotage, composé notamment de représentants de la FEPEM et du Conseil départemental, assurera le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du programme, et en communiquera les résultats, sur la base d'indicateurs que les membres dudit comité de pilotage auront préalablement définis.

Article 5 – Durée de la convention, avenant et résiliation

La présente convention est conclue jusqu'au 3/12/2021. Elle pourra, en accord avec les deux parties signataires, faire l'objet d'avenant.

Enfin, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, d'un ou plusieurs des engagements contenus dans la présente convention, celle-ci pourra être dénoncée par l'une d'elles. Dans ce cas, cette décision devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception et respecter un préavis de trois mois.

Article 6 – Contentieux

En cas de contentieux portant sur l'application ou l'interprétation de la convention, et seulement après avoir épuisé toutes les possibilités de règlement à l'amiable, les parties conviennent de s'en remettre au Tribunal compétent du lieu de situation géographique du Département de la Nièvre.

Fait à Nevers, en 3 exemplaires originaux
Le ....

Le Président du Conseil départemental
de la Nièvre,

M. Alain LASSUS

Pour la FEPEM,
Le Président de la Délégation
territoriale
Bourgogne-Franche-Comté

M. Yves SOULIER DUGENIE

4

Annexe 1 : Programme d'actions.

Contexte et présentation du programme d'actions :

Dans le cadre des politiques sociales mises en œuvre par les Conseils départementaux, certaines personnes, percevant l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ou la Prestation de Compensation du Handicap (PCH), font le choix de recourir à l'emploi direct ou au mandataire. Ces personnes sont donc particuliers employeurs. Cette convention doit permettre de les informer et de les accompagner par la mise en place de dispositifs spécifiques.

- Cf. fiche 1 : Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap

Un accompagnement des acteurs de proximité, équipes médico-sociales, a été identifié comme nécessaire afin de répondre à leurs questions au sujet de l'emploi à domicile.

- Cf. fiche 2 : Accompagnement des professionnels du conseil départemental intervenants auprès des personnes âgés et en situation de handicap.

5

Action 1	*Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap*
Objectifs	Dans le cadre de cette convention, en partenariat avec le Conseil départemental, des actions seront réalisées à destination des particuliers employeurs et des salariés du particulier employeur. Il s'agit, par le biais, des différentes actions menées, de pouvoir informer et accompagner notamment ces particuliers employeurs dans la gestion de la relation avec leur(s) salarié(s).
Pilote	FEPEM
Organisations sollicités	Réseau Particulier Emploi
Descriptif de l'action	Afin d'accompagnement les particuliers employeurs percevant l'APA ou la PCH: • Des réunions d'informations, au nombre de 4, seront mises en œuvre sur les territoires afin de les informer sur leur rôle d'employeur et de les accompagner concrètement dans leur positionnement vis-à-vis de leur(s) salarié(s). • Des dispositifs d'accompagnement individuel leur seront proposés. L'objectif est de faciliter l'accès de ces particuliers employeurs à un outillage et à un accompagnement personnalisé afin de les accompagner dans la gestion de la relation de travail avec leur(s) salarié(s). Pour se faire, deux types d'accompagnement sont possibles : - Un premier niveau d'accompagnement via un entretien avec un professionnel qui permettra au particulier employeur d'être accompagné dans la mise en place ou dans la gestion de la relation de travail avec son (ses) salarié(s). Il bénéficiera d'un conseil personnalisé et pourra accéder à un ensemble d'outils notamment via l'Espace Particulier Employeur. 200 accompagnements sont proposés dans le cadre de cette convention. - Un second niveau d'accompagnement via une consultation juridique. Cette consultation doit permettre au particulier employeur d'échanger avec un juriste afin d'être accompagné dans le cadre de la formalisation juridique de la relation de travail et dans l'ensemble des procédures liées à son rôle d'employeur (recrutement, rupture de contrat, gestion courante de la relation, ..). 30 accompagnements sont proposés dans le cadre de cette convention. Le Conseil départemental de la Nièvre enverra aux particuliers employeurs un courrier d'information (le modèle sera transmis par la FEPEM), pour les informer des possibilités individuelles ou collectives, suite à ce partenariat.
Cibles	• Particuliers employeurs âgés, • Particuliers employeurs en situation de handicap, • Environnement proche des personnes âgées et des personnes en situation de handicap : proches aidants.
Budget	**8300 €**
Calendrier	Démarrage de l'action en 2020 et déploiement sur la continuité de la convention
Indicateurs de résultats et Eléments de bilan	**Afin d'évaluer la réussite des actions, différents indicateurs seront prévus :** • Nombre de réunions • Nombre de personnes participants aux réunions (particuliers employeurs, salariés, proches) • Nombre d'accompagnements individuels au global par an orientés par le CD • Nombre de permanences juridiques (idem ci-dessus), • Mesure en présentiel de la satisfaction des particuliers employeurs, par un questionnaire de satisfaction

6

Action 2	*Accompagnement des professionnels du Conseil départemental intervenants auprès des personnes âgées et en situation de handicap.*
Objectifs	Dans le cadre de cette action, il est prévu d'informer et d'accompagner les équipes médico-sociales qui sont au contact des personnes qui perçoivent l'APA et la PCH. Cette offre dédiée doit permettre de répondre à leurs questions sur l'emploi à domicile notamment en ce qui concerne la relation de travail entre particulier(s) employeur(s) et salarié(s).
Pilote	FEPEM
Organisations sollicités	FEPEM
Descriptif de l'action	Afin d'accompagner les professionnels qui sont en contact avec les particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap seront mises en place : - Réunions d'information par des juristes experts et des animateurs territoriaux (présentation du secteur, présentation juridique des étapes clefs de la vie du contrat de travail encadrée par la convention collective, transmission des clefs de l'accompagnement en fonction des publics concernés). Un questionnaire de satisfaction sera proposé à l'issue de chacune des réunions. - Une assistance téléphonique à destination des travailleurs médico-sociaux GH (APA et PCH) afin qu'ils puissent bénéficier d'une information en continu. Ils auront ainsi accès directement aux conseils d'un juriste qui pourra leur délivrer une information relative aux références conventionnelles et légales. (*200 appels de 15 minutes*)
Cibles	• les acteurs sur les territoires contribuant à l'accompagnement des personnes âgées et en situation de handicap ou plus spécifiquement à leur maintien à domicile et dépendant du conseil départemental.
Budget	**3900 €**
Calendrier	Démarrage de l'action en 2020 et déploiement sur la continuité de la convention
Indicateurs de résultats et Eléments de bilan	• Nombre d'actions réalisées - nombre et type de réunions, - nombre et type de participants, - nombre d'entretiens réalisés, - nombre de consultations juridiques, - nombre d'appel des collaborateurs des CD ou partenaire. • Mesure de la satisfaction du Conseil départemental de la Nièvre et autres partenaires • Mesure de la satisfaction des bénéficiaires de l'APA et PCH ⇨ Questionnaires de satisfaction

7

ANNEXE n° 2 à la convention Conseil départemental de la Nièvre /FEPEM

Relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap,

Programmation financière prévisionnelle pour la période 2020-2021
Répartition des financements : participation de 60% par la CNSA,
40 % par la FEPEM (autofinancement)

ACTIONS	2020	2021	TOTAL
Action 1 Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap			
Réunion d'information	700	700	1400
1er niveau d'accompagnement (conseil & orientation) 200 accompagnements	1200	1200	2400
2nd niveau d'accompagnement consultation juridique	2250	2250	4500
Sous total Action 1	**4150**	**4150**	**8 300 €**

Action 2 Accompagnement des professionnels du Conseil départemental intervenant dans l'accompagnement des personnes âgées et en situation de handicap			
Réunion d'information à destination des professionnels du Conseil départemental	750	750	1500
Mise en place d'une ligne dédiée (200 appels)	2400	0	2400
Sous total Action 1	**3150**	**750**	**3900 €**

8

ANNEXE N°2 : Programme d'actions

relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap

Rappel des engagements

	Engagements initiaux	Niveau de réalisation	Engagements à réaliser
Action 1 - Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap			
Réunion d'information *(Nombre de réunions)*	4	0	4
Dispositif d'accompagnement individuel			
1er niveau d'accompagnement : conseil et orientation *(Forfait d'accompagnements) **	200	En cours	200
2ème niveau d'accompagnement : consultation juridique *(Forfait d'accompagnements) **	30	En cours	30
Action 2 – Accompagnement des professionnels du Conseil départemental intervenant dans l'accompagnement des personnes âgés et en situation de handicap			
Réunion d'information à destination des professionnels du conseil départemental *(Nombre de réunions)*	2	1	1
Mise en place d'une ligne téléphonique juridique *(Forfait d'appels) **	200	En cours	200
~~**Action 3 – Professionnalisation et accompagnement des structures mandataires**~~			
~~**1er niveau d'accompagnement : réunion d'information / partage de pratiques**~~ ~~*(Nombre de réunions)*~~	~~2~~	~~1~~	~~1~~
~~**2eme niveau d'accompagnement : réunion Qualimandat**~~ ~~*(Nombre de réunions)*~~	~~1~~	~~0~~	~~1~~

**Les engagements forfaitaires sont donnés à titre indicatif et ne tiennent pas compte des accompagnements et des appels déjà consommés avant le 1er janvier 2022.*

ANNEXE N°3 : Budget

relatif à l'accompagnement des particuliers employeurs en situation de perte d'autonomie et de handicap

Programmation financière prévisionnelle pour la période 2022-2023

	2022	2023	Total
Action 1 - Accompagnement des particuliers employeurs en perte d'autonomie et en situation de handicap			
Réunion d'information	700	700	1 400
Dispositif d'accompagnement individuel			
1er niveau d'accompagnement : conseil et orientation *(Forfait de 200 accompagnements) **	1 200	1 200	2 400
2ème niveau d'accompagnement : consultation juridique *(Forfait de 30 accompagnements) **	2 250	2 250	4 500
Sous total Action 1	4 150	4150	8 300
Action 2 – Accompagnement des professionnels du Conseil départemental intervenant dans l'accompagnement des personnes âgés et en situation de handicap			
Réunion d'information à destination des professionnels du conseil départemental	750	0	750
Mise en place d'une ligne téléphonique juridique *(Forfait de 200 appels) **	1 200	1 200	2 400
0Sous-total Action 2	1 950	1 200	3150
~~**Action 3 – Professionnalisation et accompagnement des structures mandataires**~~			
~~1er niveau d'accompagnement : réunion d'information / partage de pratiques~~	~~750~~	~~0~~	~~750~~
~~2ème niveau d'accompagnement : réunion Qualimandat~~	~~0~~	~~750~~	~~750~~
~~Sous-total Action 3~~	~~750~~	~~750~~	~~1 500~~
Total	**6 100**	**5350**	**11 450**
**Les chiffres concernant les forfaits sont donnés à titre indicatif et ne tiennent pas compte des accompagnements et des appels déjà consommés avant le 1er janvier 2022.*			

ANNEXE N°4 : LOGO DE LA CNSA



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **MISE EN PLACE DE RELAIS D'ASSISTANTS DE VIE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ORGANISME IPERIA**
(- Fonction 5-Action sociale - Politique personnes âgées et personnes handicapées)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.3211-1,
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.245-1, R.232-8 et R.232-9,
VU le Schéma Départemental de l'Autonomie 2021-2025, notamment son Axe 2 et ses ambitions 7 et 9,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le principe du partenariat entre le Département et l'organisme IPERIA,

- **D'APPROUVER** les termes de la convention de partenariat entre le Département et IPERIA,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à son exécution (y compris les avenants le cas échéant).

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62517-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

Et

IPERIA

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du Conseil départemental
Dont le siège se situe Hôtel du Département - 30 rue de la Préfecture - 58000 NEVERS Cedex
IPERIA
Représenté par Madame Anita POUTARD, Présidente
Ayant son siège au 60, avenue Quakenbrück - BP 136 - 61004 Alençon cedex
Ci-après désigné par les termes « IPERIA ».

PRÉAMBULE

Les acteurs de l'accompagnement des personnes dépendantes en raison de l'âge ou du handicap font le constat d'un isolement des intervenants au domicile recrutés dans le cadre de l'emploi direct.

En réponse aux difficultés rencontrées dans leurs pratiques quotidiennes par les salariés du particulier employeur, le Conseil départemental de la Nièvre envisage la mise en place de Relais d'Assistants de Vie en partenariat avec IPERIA dans le cadre de la convention relative au déploiement de ces relais signée le 16 mars 2018 entre IPERIA l'Institut et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) au titre de la section IV du budget de la CNSA.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre du projet sur le territoire nivernais.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

2.1 - Les objectifs

Les Relais Assistants de Vie ont pour objectifs de :

- Professionnaliser les salariés intervenant en emploi direct ou par le biais d'un service mandataire au domicile de la personne dépendante, par l'âge ou par le handicap ;
- Valoriser l'image de l'emploi direct en développant l'identité professionnelle des salariés ;
- Construire des parcours de formation ;
- Informer les employeurs et les professionnels ;
- S'assurer de la qualité du service rendu ;
- Adapter l'offre à la demande ;
- Rompre l'isolement des salariés.

Voir Annexe.

2.2 - La localisation du Relais Assistants de Vie

Les Relais Assistants de Vie seront localisés sur les territoires identifiés par le Conseil départemental avec l'accord d'IPERIA.

2.3 - Le délai et autres conditions de réalisation

Les actions décrites à l'article 2.1 doivent être pleinement réalisées au plus tard un an après la signature de la convention.

IPERIA conclut un contrat de prestation de service avec un organisme local et se charge de la formation de l'animateur.

IPERIA tiendra informé le Conseil départemental de tout changement dans le déroulement des actions.

ARTICLE 3 - ENGAGEMENT DES PARTIES

3.1 - Engagement du Département

Compte tenu de l'intérêt départemental qui s'attache à la réalisation des missions susmentionnées, et à la condition qu'IPERIA respecte toutes les clauses de la présente convention, le Conseil départemental s'engage à soutenir le projet de déploiement des Relais Assistants de Vie :

Le Conseil départemental s'engage à :

- Informer les particuliers employeurs, bénéficiant de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ou de la Prestation de Compensation du Handicap de la création des Relais Assistants de Vie par l'envoi d'un courrier et de plaquettes de communication conçus par IPERIA l'Institut.
- Faciliter l'information auprès des structures prescriptrices qui accompagnent les particuliers employeurs afin de les sensibiliser à l'ouverture des RAVie.

3.2 - Engagement d'IPERIA :

IPERIA s'engage dans le cadre de la convention signée avec la CNSA :

- A mettre en place les relais assistants de vie sur le territoire du département de la Nièvre
- A organiser les comités de pilotage et de suivi quantitatif et qualitatif de l'action
- A faire apparaitre, sur ses principaux supports informatifs, la participation du Conseil Départemental de la Nièvre, selon les cas par l'apposition du logo et/ou d'une mention explicite ;
- A porter à la connaissance des bénéficiaires le soutien du Conseil Départemental de la Nièvre, aux actions conduites par l'organisme chaque fois que les conditions le permettent.

IPERIA s'engage à fournir au Conseil Départemental de la Nièvre tous les éléments nécessaires à l'évaluation quantitative et qualitative des actions entreprises, notamment les objectifs prévus à l'article 2.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 – MODIFICATIONS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.

ARTICLE 5 – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée à chaque signataire avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 6 – DURÉE

La présente convention prend effet à compter de la signature des parties et pourra être renouvelée ou modifiée par voie d'avenant approuvé par les parties. Elle est établie en 2 exemplaires originaux.

ARTICLE 7 – ASSURANCE

IPERIA met en place le Relais Assistants de Vie sous sa responsabilité exclusive. La responsabilité du Conseil Départemental de la Nièvre ne pourra pas être recherchée.

ARTICLE 8 - LITIGE

En cas de difficulté portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent à régler leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, les contestations seront soumises au Tribunal Administratif d'ALENCON.

Fait à Nevers, le ……..

Pour le Conseil départemental,

Le Président, Fabien BAZIN

Pour IPERIA,

La Présidente, Anita POUTARD

ANNEXE À LA CONVENTION

LE RELAIS D'ASSISTANT DE VIE

DESCRIPTION DE L'ACTION

1 – Présentation, contexte et historique :

Alors que les personnes âgées constituent une population en croissance, on constate une pénurie de personnel dans ce secteur. Les métiers de l'accompagnement à domicile des personnes âgées ou dépendantes souffrent en effet d'une image négative, et les personnes qui les exercent le font parfois dans des situations d'isolement qui freinent leur professionnalisation. Pour répondre à cette carence, la branche professionnelle des salariés du particulier employeur déploie des « Relais Assistants de Vie », qui sont des lieux dédiés visant à permettre à ces personnes de rompre leur isolement, d'échanger des problématiques et des bonnes pratiques, de valoriser leur métier et de développer leur professionnalisme.

Plus concrètement, ces lieux poursuivront quatre objectifs :

- Proposer des temps et lieux de rencontre entre professionnels,
- Mettre à disposition de l'information sur le métier d'assistant de vie et sur les formations proposées par la branche professionnelle des **salariés du particulier employeur**,
- Apporter, par des professionnels compétents, des informations sur des sujets propres à l'exercice du métier,
- Créer ainsi une véritable appétence à la formation,
- Exercer une veille sur la profession d'assistant de vie.

Les premières expérimentations des RAVie et de regroupements d'assistants de vie ont été effectuées sur le territoire en 2006. Fort du succès de ces expérimentations, IPERIA l'Institut a structuré le projet de création du réseau des Relais assistants de vie et proposé à la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) de soutenir le projet, dès le départ, avec pour objectif la création d'un réseau de « Relais d'assistants de vie ». Ce projet expérimenté sur 5 départements, a démontré de réels résultats auprès des professionnels : prise de conscience du rôle professionnel, développement des compétences, rupture de l'isolement professionnel et création d'appétence à la professionnalisation.

Compte tenu de l'intérêt d'un tel dispositif pour la structuration du secteur de l'emploi direct et eu égard aux missions de professionnalisation et de modernisation de l'offre de service à domicile en direction des personnes âgées et des personnes en situation de handicap, la CNSA et IPERIA continuent leur collaboration afin de pérenniser le dispositif et l'étendre à tout le territoire.
En janvier 2020, près de 40 départements seront couverts par des relais assistants de vie.

2 - Public visé :

Les Relais Assistants de Vie s'adressent prioritairement à des professionnels qui remplissent des fonctions d'accompagnement au maintien à domicile des personnes dépendantes par l'âge ou par le handicap et qui sont salariés du particulier employeur.

Les participants sont accueillis en dehors de leurs heures de travail, à des horaires compatibles avec leurs disponibilités.

Après information, les salariés s'inscrivent dans le cadre d'un process d'inscription formalisé auprès d'IPERIA et s'engagent à participer au minimum à cinq séances de trois heures (nommé « cycle »), à raison d'une séance tous les quinze jours. Plusieurs inscriptions consécutives sont possibles.

3 - Le cadre organisationnel :

3.1 –IPERIA L'Institut assure la maîtrise d'œuvre de ce projet, il :

- Organisera et animera les comités de pilotage de mise en place et de bilan
- Facilitera la mise en relation des différents acteurs institutionnels de chaque projet de relais,
- Réalisera les plaquettes, affiches et autres supports d'information sur cette opération et facilitera leur acheminement auprès des publics visés en partenariat avec la ville de paris et les partenaires locaux
- Centralisera les inscriptions des publics et l'organisation des groupes, en concertation avec les organismes de formation animateurs des relais,
- Se chargera également de la formation et de l'accompagnement des animateurs des relais,

3.2 – Pour la Ville de Paris, un ou plusieurs organismes de formation seront désignés comme animateur du point relais et sera désigné « opérateur RADV ».

Cet organisme :

- désignera un (ou des) animateur(s) ; ceux-ci seront nominativement désignés par l'organisme de formation, après validation par IPERIA L'Institut du (des) curriculum(s) vitae. Ils s'engageront à suivre la formation proposée par IPERIA L'Institut, à suivre l'action du relais jusqu'à son terme et à participer pleinement au dispositif. Ils effectueront un compte-rendu à l'issue de chaque module de cinq séances ;
- suivra le planning des groupes proposé par IPERIA L'Institut, qui tiendra compte de la disponibilité des inscrits.
- organisera le contenu des séances en tenant compte des trois objectifs précités et des demandes identifiées.

La charge effective sera fonction des inscriptions ; elle sera au minimum d'un groupe de six à huit personnes, soit une séance bimensuelle de trois heures. Une séance prévue devra être maintenue même si le groupe n'est pas au complet (minimum : deux personnes).

3.3 - Les relais seront physiquement organisés dans des lieux identifiés en fonction des possibilités locales. En fonction des contextes, ces lieux pourront être mis à disposition, le temps de la formation, par des municipalités, le Conseil Départemental et d'autres partenaires de ou des organismes de formation retenus.

3.4 - IPERIA finance l'action, les couts pédagogiques et les frais afférents aux salariés.

DELIBERATION N° 9

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **DECISIONS CONCERNANT LES DEMANDES DE REMISES DE DETTES : ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE, PRESTATION DE COMPENSATION DU HANDICAP et AIDE SOCIALE GENERALE**

(- Fonction 5-Action sociale - Politique personnes agées)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.3211-1,
VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.232-12, L.232-18 et D.232-26,
VU l'annexe 1 du code général des collectivités territoriales énumère la liste des pièces justificatives des dépenses publiques locales et notamment en matière de remise gracieuse de dette,
VU le Règlement départemental d'aide sociale,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

DECIDE :

- **DE VALIDER** l'avis émis par le service gérontologie-handicap le 3 mars 2022 conformément au document ci-annexé, qui a préconisé une exonération partielle d'un montant de 441 € pour la personne redevable,

- **DE VALIDER** la mise en recouvrement de la part contributive de l'obligée alimentaire à compter du 1er février 2021.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62509-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

DEMANDE DE REMISE DE DETTE

AVIS du service gérontologie handicap en date du 3 mars 2022

Site	Nature de la prestation	Nom	Prénom	Montant	date du recours administratif préalable obligatoire (RAPO)	proposition du site d'action médico-sociale	AVIS service GH (en lien avec le service contentieux)
	ASG - antériorité participation OA du 26/11/2020 au 30/09/2021			2 073,00 €	11/10/2021	exonération totale des sommes dues au titre de l'obligation alimentaire du 26/11/2020 au 30/09/2021	Avis non conforme : exonération partielle de 441€ portant sur la période du 26/11/2020 au 31/01/2021

La cheffe du service gérontologie handicap

Catherine LATOUR

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR - RÈGLEMENT D'INTERVENTION - CONVENTIONS ET SUBVENTIONS RELATIVES AUX COMITÉS LOCAUX POUR L'EMPLOI**
(- Fonction 5-Action sociale - Politique autres interventions sociales)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment son article L.3211-1,
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée », notamment ses articles 9 à 11,
VU le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021, notamment ses articles 12 et 25,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

– D'APPROUVER les termes du règlement d'intervention 2022-26 à l'égard du projet Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dans la Nièvre,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire des Bertranges,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du bassin de vie de Moulins-Engilbert,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du Pays Luzycois,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire des « Portes du Morvan »,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre

et le Comité Local pour l'Emploi de l'ancien canton de Clamecy,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire du Val du Sauzay,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2022-26 entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du Pays Nivernais Morvan,

– D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à signer les présentes conventions, ainsi que toute convention ou avenant financier annuel s'appliquant aux territoires habilités « Territoire Zéro Chômeur » et toutes pièces nécessaires à leur exécution et/ou leur modification.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-63138-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

RÈGLEMENT D'INTERVENTION 2022-2026

DU DÉPARTEMENT DE LA NIEVRE

À L'ÉGARD DU PROJET TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE (TZCLD) DANS LA NIÈVRE

Préambule

La première expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » TZCLD a été mise en place pour cinq ans par la loi du 29 février 2016. Elle a pour objectif de résorber le chômage en permettant à des demandeurs d'emploi de longue durée d'être embauchés en CDI, à temps choisi, au sein d'« Entreprises à but d'emploi » (EBE). Ces dernières doivent développer des activités, en concordance avec les compétences de leurs salariés, et non concurrentes à celles déjà présentes sur leur territoire d'implantation.

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur repose sur le « droit au travail », inscrit dans la Constitution de 1946. Elle part du postulat qu'en renversant le rapport habituel des personnes à l'emploi, c'est-à-dire en adaptant le marché de l'emploi à leurs besoins, elle contribue à leur rendre une existence digne. Les personnes ne sont pas bénéficiaires d'un dispositif ou d'une aide, mais sont au contraire actrices du projet.

La philosophie Territoire Zéro Chômeurs décline différents principes :

- Nul n'est inemployable lorsque l'emploi est adapté aux capacités et aux compétences des personnes ;
- Ce n'est pas le travail qui manque, un grand nombre de travaux utiles, d'une grande diversité, restent à réaliser ;
- Ce n'est pas l'argent qui manque, la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

Le développement des expérimentations « Territoire Zéro Chômeur » est un véritable projet de vie mené à l'échelle des territoires, car il ne peut exister sans être porté par différents acteurs de la vie locale : élus, entreprises, citoyens, associations.

Ainsi, dans le cadre d'une forte politique volontariste, le Conseil départemental de la Nièvre a témoigné son soutien au projet, depuis ses débuts, en contribuant à la fois à son portage politique, mais également en soutenant financièrement l'ingénierie nécessaire à son développement, et en supportant une partie des aides aux postes issus du chômage de longue durée dans les entreprises à but d'emploi. C'est dans la continuité de cet engagement que le département souhaite s'inscrire pour les cinq prochaines années.

Partie 1 -Présentation de la démarche Territoire Zéro Chômeur

1 – Objet du règlement d'intervention

Le présent règlement d'intervention a pour objet de définir les modalités d'intervention du département de la Nièvre auprès de la démarche « Territoire Zéro Chômeur », et les engagements des différentes parties prenantes.

2 – Durée de validité

Le présent règlement d'intervention est conclu pour la période 2022-2026.

3 – Contexte et cadre juridique

La première expérimentation « Territoire zéro chômeur de longue durée » a été mise en place pour cinq ans par la loi du 29 février 2016. Elle a conduit à une habilitation de la communauté de communes des Bertranges parmi les dix premiers territoires retenus en France.

La loi du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion par l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » est venue prolonger de cinq ans l'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée. Elle a en outre permis de l'étendre à cinquante nouveaux territoires en plus des dix territoires déjà habilités dans le cadre de la loi du 26 février 2016.

Dans la Nièvre les territoires concernés sont :

- La communauté de communes des Bertranges ;
- Le Pays Nivernais Morvan, parmi lequel figurent :
    - Le bassin de vie de Moulins-Englibert
    - Le bassin de vie de Luzy
    - Le territoire des « Portes du Morvan »
    - L'ancien canton de Clamecy
    - Le territoire du Val de Sauzay

Le décret du 30 juin 2021 est venu modifier les conditions de financement des territoires zéro chômeur de longue durée, en fixant annuellement, par arrêté des ministres en charge de l'emploi et du budget, la participation du Conseil départemental à hauteur de 15% de 102% du montant brut horaire du salaire minimum de croissance pour l'aide aux postes issus de la privation d'emploi. Cette aide est apportée uniquement aux territoires habilités.

4 – Entités relatives au projet

Cette expérimentation est composée d'entités différentes assurant la bonne marche de l'expérimentation tant au niveau local qu'au niveau national. Sur un territoire d'expérimentation, il y a un comité local et une entreprise conventionnée, l'entreprise à but d'emploi (EBE).

4.1 – Expérimentation Territoriale contre le chômage de Longue Durée

Au niveau national, le projet est piloté par le Fonds d'expérimentation appelé Expérimentation territoriale contre le chômage de Longue Durée (ETCLD). Cette structure gestionnaire a pour mission de sélectionner les territoires candidats, de financer la rémunération des salariés embauchés dans les entreprises conventionnées et de mettre en place des conventions avec l'État, les collectivités territoriales, les entreprises agréées et tout acteur assurant la mise en œuvre de l'expérimentation. L'association nationale perçoit l'intégralité des subventions versées au bénéfice des entreprises à but d'emploi habilitées, et est chargée de leur reverser les fonds, conformément aux dispositions conventionnelles préalablement établies.

4.2 – Le comité local pour l'emploi

Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

Il existe a minima un comité local pour l'emploi par territoire habilité.

Le comité local pour l'emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Il est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroît il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les entreprises à but d'emploi au regard de ceux existants sur le territoire.

Le comité local pour l'emploi est composé a minima de :

- La communauté de communes portant le projet ;
- Le département de la Nièvre : Un conseiller départemental local et le vice-président à l'insertion du département, et/ ou son représentant; Un représentant du ou des Site(s) d'action médico-sociale référent du territoire habilité ;
- Un représentant de l'Etat et/ou la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) ;

- Un représentant de Pôle Emploi ;
- Le Président et le Directeur de l'Entreprise à But d'Emploi
- Le Coordinateur et/ou directeur du comité local de l'emploi le cas échéant
- Des élus locaux des collectivités du territoire concerné
- Des associations du territoire
- Des professionnels du territoire,
- Des habitants intéressés ou directement concernés par le projet
- Un représentant d'ATD quart monde
- Un représentant de toute association ou entreprise ayant contribué de manière significative à la mise en œuvre du projet

4.3 – L'entreprise à but d'emploi

L'entreprise à but d'emploi (EBE) conventionnée, a quant à elle, deux missions principales qui sont le recrutement à temps choisi des futurs salariés de la structure ainsi que la prospection permanente des travaux et services utiles répondant aux qualifications des personnes recrutées et aux besoins non satisfaits du territoire. Par ailleurs les missions de l'entreprise à but d'emploi sont similaires à celles d'une entreprise classique. Il en existe a minima une par territoire habilité.

5 – Modalités de conventionnement

Les modalités de conventionnement concernant l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur sont définies réglementairement comme suit :

- **La convention Fonds d'expérimentation/Territoire** : Cette convention pluriannuelle permet le conventionnement du territoire habilité et rappelle les obligations du Comité local pour l'emploi. Le Département est co-signataire de la convention en qualité de partenaire.

- **Une convention entreprise à but d'emploi/Fonds d'expérimentation/Territoire** : Cette convention pluriannuelle porte sur le fonctionnement des Entreprises à But d'Emploi. Un avenant annuel vient définir le montant de la contribution au développement de l'emploi et de la dotation d'amorçage payée par l'Etat. Le Département est co-signataire de la convention en qualité de partenaire.

- **Une convention d'objectifs et de moyens entre Le Fonds et le Conseil départemental de la Nièvre** : elle vient définir annuellement le montant de la contribution au développement de l'emploi versée par le Département pour l'année N. Cette contribution est calculée sur la base des réalisations de l'année N-1. Les justificatifs afférents sont fournis au Département au plus tard au 1er trimestre de l'année N. Le Département est signataire de cette convention en qualité de partenaire et financeur.

Le Département passe en outre une convention 2022-2026 avec chaque Comité local pour l'emploi des territoires habilités ou en cours d'habilitation.

Partie 2 – Modalités d'intervention du Conseil Départemental

Le Département entend poursuivre sa politique de soutien au projet en se centrant sur quatre axes :

- le soutien au pilotage et à l'animation portés par les comités locaux des territoires et de Pays ;
- la contribution du Département au financement partiel des postes issus et non issus du chômage de longue durée créés par les Entreprises à But d'Emploi habilitées, dans la limite fixée par décret, et appelé CDE- Contribution au Développement de l'Emploi ;
- l'accompagnement social des publics privés d'emplois ;
- l'accompagnement numérique des futurs salariés et des structures elles-mêmes.

Soutien financier

1 – Un appui financier aux Comités Locaux pour l'Emploi (CLE)

Pour assurer la mise en œuvre des missions des comités locaux nivernais, le Département s'engage à verser une subvention, à hauteur de 8 000 € par comité local pour l'emploi et par année.

Ce soutien financier s'applique à l'ensemble des territoires ayant a minima déposé un dossier d'habilitation ou déjà habilités, et ayant recruté un coordinateur chargé de l'animation du comité local pour l'emploi. La quotité horaire du coordinateur sur un territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au comité local pour l'emploi.

Par ailleurs le poste de coordinateur de projet territoire zéro chômeur sur les 5 territoires du Morvan est soutenu financièrement pour l'année 2022 à hauteur de 25 000 € pour une année pleine.

En contrepartie, le comité local pour l'emploi aura pour mission de :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,
- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif.

Afin d'assurer la continuité de ces missions et d'assurer l'animation de la dynamique de coopération territoriale indispensable à la mise en œuvre du droit à l'emploi, chaque comité local pour l'emploi s'engage à se réunir au moins 4 fois par an.

2 – Un appui financier aux Entreprises à But d'Emploi

Conformément à la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée », la participation du Département portera sur le développement de l'emploi créé par les entreprises à but d'emploi, quel que soit le statut du demandeur d'emploi avant l'entrée dans l'entreprise (bénéficiaire RSA, bénéficiaire d'une allocation chômage…).

Le décret du 30 juin 2021 est venu fixer la participation du Département à 15 % du montant de la participation de l'État qui est de 102 % du SMIC brut. Le nombre d'aides aux postes financées est fixé annuellement par avenant, sur la base des ETP réalisés sur l'année N-1.

Le Département participe également, selon les mêmes modalités, au financement des emplois non issus de la privation d'emploi qui contribuent au bon fonctionnement de l'entreprise à but d'emploi, dans la limite de 10 % des effectifs salariés de la structure, comme en dispose le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021.

En contrepartie, l'Entreprise à But d'Emploi doit mettre en place les conditions de suivi du projet. A ce titre, elle s'engage à fournir annuellement au Département ses états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes. Elle s'engage également à fournir un bilan d'activité intégrant notamment des dimensions relatives aux ressources humaines selon les indicateurs suivants :

- Nombre d'embauches
- Nombre de sorties et causes
- Actions de formation
- Proposition d'accompagnement des salariés au regard de problématiques sociales.

Propositions d'accompagnement

1 – Volet Social

De par sa compétence en matière d'insertion et d'action sociale, le Département peut être mobilisé pour accompagner les personnes volontaires qui rencontreraient des difficultés sociales. Dans ce cadre, il met à contribution les outils existants sur le territoire nécessaire à l'orientation et à l'accompagnement des personnes vers et dans l'emploi durable grâce à un travail concerté avec les partenaires engagés dans le cadre de l'insertion sociale et professionnelle : accès aux droits, accès aux soins, lutter contre le surendettement… Son soutien à l'égard du projet Territoire Zéro Chômeur se fait à travers différents axes :

– Renforcer, appuyer le rôle de repérage et d'orientation vers les entreprises à but d'emploi des territoires concernés. À ce titre, les sites d'action médico-sociale des territoires, par l'intermédiaire des travailleurs sociaux, ont pour rôle de présenter aux personnes le projet Territoire Zéro Chômeur pour favoriser leur orientation tout en articulant interventions individuelles et collectives. Dans ce cadre les comités locaux pour l'emploi sont libres d'organiser des réunions pour présenter le projet aux demandeurs d'emplois.

– Accompagner des futurs salariés des entreprises à but d'emploi dans la construction d'un parcours d'insertion professionnelle et sociale et participer à la levée des freins (santé, logement, addictions, formations…) avant leur intégration dans l'entreprise à but d'emploi ou dans d'autres dispositifs d'accompagnement socio-professionnel existants sur les territoires (accompagnement global, SIAE, PEC, Formations…). Le rôle du travailleur social aujourd'hui est d'accueillir, élaborer un diagnostic sur la situation de la personne, l'informer, l'orienter et l'accompagner dans la construction et dans la réalisation de son parcours d'insertion sociale et professionnelle. Cette approche, relevant du droit commun et réalisée par les travailleurs sociaux des sites, peut être mise à profit des futurs salariés des entreprises à but d'emploi et à partir des situations identifiées par le comité local pour l'emploi. Un travail spécifique sur les profils des personnes privées d'emploi allocataires du RSA peut être envisagé.

– Accompagner les salariés recrutés par les entreprises à but d'emploi et de participer aux réunions partenariales.

L'objectif est de favoriser la proximité, la réactivité ainsi que l'approche globale des situations, en dépassant la simple approche administrative pour un parcours « sans couture » et initiant le principe de « l'aller vers ».

Des réunions collectives et thématiques peuvent être organisées au sein des entreprises à but d'emploi (la reprise d'activité et ses impacts, les démarches administratives à réaliser, le suivi budgétaire…).

2 – Volet numérique

– Montée en compétence des futurs employés des entreprises à but d'emploi

Cette montée en compétence peut être abordée de la même façon qu'avec l'association Génération Mouvement, à savoir, en faisant émerger un réseau d'aidants numériques.

Dans ce cadre, il convient de mettre en place un accompagnement de futurs employés au sein de chaque entreprise à but d'emploi et antennes afin qu'ils deviennent « référents numériques », et soient en capacité d'apporter une aide de premier niveau à tous les salariés.

Cette mission pourra être assurée par la Mission Numérique (MN) dans le cadre des missions attribuées au travers du marché d'animation 2021 – 2023 sur les trois Communautés de Communes suivantes : Bazois Loire Morvan, Tannay Brinon Corbigny, Morvan Sommets et Grands Lacs. Cela concernerait donc les antennes de l'EBE de Lormes, Luzy, Moulins-Engilbert.

En complément, le Conseil départemental peut intervenir avec ses propres médiateurs numériques au sein des antennes situées sur les deux Communautés de Communes hors périmètre marché d'animation, à savoir Clamecy et Varzy.

Cette intervention consiste à mettre en place des ateliers d'accompagnement numérique regroupant les futurs référents numériques sur environ une vingtaine d'heures, sur la maîtrise des bases du numérique. Cette phase peut se poursuivre sous la forme d'ateliers au sein de chaque antenne, pour un volume d'environ une dizaine d'heures au cours desquelles les médiateurs viendront en soutien du référent numérique pour accompagner les employés qui le souhaitent sur les bases du numérique.

Au-delà de ce temps d'intervention, chaque référent numérique peut solliciter à nouveau, au besoin, les médiateurs numériques pour des actions complémentaires.

Le volume d'heures qui mobilisable sur cette partie peut être estimé à 100 heures (40 h pour le CD, 60 h pour la Mission Numérique dans le cadre du marché d'animation).

– Montée en compétence des administratifs

Il s'agit d'accompagner les responsables administratifs de l'entreprise à but d'emploi et de chaque antenne dans leurs usages numériques. Il convient d'élaborer avec chacun d'entre eux un cahier des charges sur les points spécifiques à aborder sachant que cet accompagnement peut porter à la fois sur des choix d'équipements (réseaux, wifi, ordinateurs, etc.), d'applications professionnelles (gestion de stock, suivi financier…) et sur la partie communication/marketing.

Il est donc proposé de monter un projet global, qui doit aussi permettre l'interaction entre entreprises à but d'emploi et un suivi général du dispositif à l'échelle du Pays.

Dans ce cadre, un travail d'analyse doit être fait avec l'entreprise à but d'emploi, chaque antenne et le Pays Nivernais Morvan. Ce travail s'appuie aussi sur la répartition Mission Numérique/ Département en termes d'intervenants.

La Mission Numérique a à sa charge le travail de synthèse et doit s'appuyer sur les médiateurs du CD pour proposer une structuration d'un dispositif cohérent à l'échelle du Pays.

Chaque projet peut nécessiter un volume d'heures d'accompagnement d'environ 40 h. La structuration à l'échelle du Pays peut également nécessiter une quarantaine d'heures d'accompagnement. Au total, il s'agira donc de mobiliser 320 h d'accompagnement sur cette partie (120 h pour le CD, 200 h pour la MN).

– Soutien au développement de nouvelles pratiques numériques dans les entreprises à but d'emploi (fabrication, réparation, création numérique)

Pour cette partie, il est proposé de s'appuyer sur les acteurs locaux pour apporter, à la demande, du conseil, de la formation et de l'expertise à chaque entreprise à but d'emploi qui souhaiterait intégrer de nouvelles pratiques numériques.

Dans ce domaine, il convient donc de se rapprocher d'acteurs tels que le Fablab de Clamecy, la Fabrique de Territoire portée par la Commune de Lormes et constitué d'Ici Morvan et de la Mission Numérique, mais aussi d'autres structures de type tiers lieux en cours de construction comme à Luzy par exemple. Il convient également de s'inspirer de la démarche similaire entreprise avec l'entreprise à but d'emploi de Premery. Sur ce volet, et en fonction de l'intervenant mobilisé, une facturation de prestation pourrait être envisagée.

Dans la mesure où ce type d'accompagnement est développé dans chaque structure, seule une partie commune de sensibilisation globale peut être quantifiée, à savoir environ 4 h dans chaque structure. Il est toutefois possible de prévoir un temps de réflexion et d'analyse permettant de définir quel pourrait être les outils les plus adaptés à chaque situation.

Au final, il convient de prévoir à minima 15 h par structure sur ce volet « innovation », soit un total de 90 h (30 h périmètre CD, 60 h périmètre Mission Numérique).

ANNEXES

Dans la Nièvre les territoires concernés par l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » sont :

- La communauté de communes des Bertranges ;
- Le Pays Nivernais Morvan, parmi lequel figurent :
    - Le bassin de vie de Moulins-Englibert comprenant les communes de Brinay, Châtillon-en-Bazois, Limanton, Maux, Moulins-Engilbert, Saint-Honoré les Bains, Sermages, Tamnay-en-Bazois, Vandenesse, Villapourçon ;
    - Le bassin de vie de Luzy comprenant les communes de Avrée, Chiddes, Flety, Lanty, Larochemmilay, Luzy, Millay, Poil, Remilly, Savigny-Poil-Fol, Semelay, Tazilly ;
    - Le territoire des « Portes du Morvan » comprenant les communes de Bazoches, Brassy, Chalaux, Dun-les-Places, Empury, Lormes, Marigny l'Eglise, Pouques-Lormes, Saint André en Morvan, Saint Martin du Puy;
    - L'ancien canton de Clamecy comprenant les communes de Armes, Billy-sur-Oisy, Breugnon, Brèves, Chevroches, Dornecy, Oisy, Ouagne, Pousseaux, Rix, Surgy, Trucy l'Orgueilleux, Villiers sur Yonne, Clamecy :
    - Le territoire du Val de Sauzay comprenant les communes de Corvol l'Orgueilleux, Courcelles, Cuncy-lès-Varzy, Entrains-sur-Nohain, La Chapelle-Saint-André, Marcy, Menou, Oudan, Parigny-la-Rose, Saint-Pierre-du-Mont, Varzy, Villiers-le-Sec.

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DES BERTRANGES

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département– 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du conseil départemental, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi du territoire des Bertranges
14 Av. Henri Dunant, 58400 La Charité-sur-Loire
Représenté par Claude BALAND, Président du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire des Bertranges et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi des Bertranges intervient sur le périmètre de la communauté de communes des Bertranges.

Le Comité Local pour l'Emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ce dernier est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroit il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé de :

- La communauté de communes portant le projet : (a minima) 3 élus (le Président de la Communauté de communes et les 1er et 2ème vice-présidents) et/ou ses représentants ;
- Le département de la Nièvre : Un conseiller départemental local et le vice-président à l'insertion du département, et/ ou son représentant; Un représentant du Site d'action médico sociale référent du territoire habilité ;
- Un représentant de l'Etat et/ou la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP)
- Un représentant par Commune du territoire d'expérimentation
- Le Service Public de l'Emploi : 1 représentant de Pôle Emploi, 1 représentant de la Mission Locale

- Le président, directeur et représentant salarié conventionnés des EBE
- Un représentant d'une ou plusieurs structures de l'Insertion par l'activité économique intervenant sur le territoire
- Un représentant des acteurs économiques locaux de chaque chambre consulaire
- Un représentant des organisations syndicales
- Un représentant de personne privée durablement d'emploi
- Un représentant du fonds d'expérimentation territoriale
- Un représentant des associations soutenant le projet TZCLD.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant financier pourra, le cas échéant, préciser le montant effectif de sa participation financière annuelle.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le comité local pour l'emploi est chargé du pilotage de l'expérimentation et de la construction d'un consensus entre les acteurs du territoire. Le Bénéficiaire s'engage à :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,
- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;

- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;
- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département **Le Président du Conseil départemental** **de la Nièvre**	**Pour le Comité Local pour l'Emploi** **des Bertranges** **Le Président**
Monsieur Fabien BAZIN	**Monsieur Claude BALAND**

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DU BASSIN DE VIE DE MOULINS-ENGILBERT

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département– 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du conseil départemental, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi du territoire du bassin de vie de Moulins-Engilbert
Mairie
40 rue des fossés – 58290 MOULINS-ENGILBERT
Représenté par Serge DUCREUZOT, Président du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire des Vaux d'Yonne et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi du bassin de vie de Moulins-Engilbert intervient sur les communes de Brinay, Châtillon-en-Bazois, Limanton, Maux, Moulins-Engilbert, Saint-Honoré les Bains, Sermages, Tamnay-en-Bazois, Vandenesse, Villapourçon.

Le Comité Local pour l'Emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ce dernier est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroit il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé de :

- Collège des membres de droit :
    - Le Président et le Directeur de l'Entreprise à But d'Emploi
        - Le collège des services de l'accompagnement et des services publics de l'emploi : Pole Emploi, la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), un représentant du Conseil départemental
- Collège des membres actifs :

    - élus locaux : collectivités et EPCI du territoire
    - associations du territoire
    - professionnels exerçant leur activité sur le territoire
    - habitants intéressés ou directement concernés par le projet, ou privés d'emploi susceptible d'intégrer l'expérimentation.
- Collège des membres d'honneur :
    - Un représentant d'ATD quart monde
    - Un représentant du Secours Catholique
    - Un représentant de toute association ou entreprise ayant contribué de manière significative à la mise en œuvre du projet
    - Membres ayant rendu des services à l'association

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant annuel définira le montant de la participation du Conseil départemental.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le comité local pour l'emploi est chargé du pilotage de l'expérimentation et de la construction d'un consensus entre les acteurs du territoire. Le Bénéficiaire s'engage à :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,
- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;

- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;
- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département **Le Président du Conseil départemental** **de la Nièvre**	**Pour le Comité Local pour l'Emploi** **du bassin de vie de Moulins-Engilbert** **Le Président**
Monsieur Fabien BAZIN	**Monsieur Serge DUCREUZOT**

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DU PAYS LUZYCOIS

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du conseil départemental, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi du Pays Luzycois
Mairie de Luzy
Place de la Mairie – 58170 LUZY
Représenté par Sophie CLERGEOT, Présidente du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire du Pays Luzycois et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi du Pays Luzycois intervient sur les communes Avrée, Chiddes, Flety, Lanty, Larochemmilay, Luzy, Millay, Poil, Remilly, Savigny-Poil-Fol, Semelay, Tazilly.

Le Comité Local pour l'Emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ce dernier est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroit il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé de :

- <u>Collège des membres de droit :</u>
    - Le Président et le Directeur de l'Entreprise à But d'Emploi
    - Le Directeur du comité local de l'emploi le cas échéant
        - Le collège des services de l'accompagnement et des services publics de l'emploi : Pole Emploi, la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), un représentant du Conseil départemental

- Collège des élus locaux :
    - Collectivités et le de l'EPCI du territoire

- Collège des associations du territoire :
    - Dorémi
    - FOL
    - Croix rouge
    - Secours catholique
    - Réussir pour la Nièvre
    - La boutique pour tous
    - La Fabrique Emploi et territoires
    - Centre social
    - Comité de développement du territoire de Luzy
- Collège des professionnels exerçant leurs activités sur le territoire
- Collège des membres d'honneur :
    - Un représentant d'ATD quart monde
    - Un représentant de toute association ou entreprise ayant contribué de manière significative à la mise en œuvre du projet

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant annuel définira le montant de la participation du Conseil départemental.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le comité local pour l'emploi est chargé du pilotage de l'expérimentation et de la construction d'un consensus entre les acteurs du territoire. Le Bénéficiaire s'engage à :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,

- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;
- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;
- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,

- En cas de cessation de l’ensemble de son activité ou de l’activité pour laquelle le projet défini à l’article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l’activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d’être apportée à la présente convention financière devra faire l’objet d’un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d’une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu’elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu’elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l’exécution de la présente convention, quelle qu’en soit la cause ou l’objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s’obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l’article 9, tout litige résultant de l’exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département **Le Président du Conseil départemental** **de la Nièvre**	**Pour le Comité Local pour l'Emploi** **des Vaux d'Yonne** **La Présidente**
Monsieur Fabien BAZIN	**Madame Sophie CLERGEOT**

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DES VAUX D'YONNE

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département– 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du conseil départemental, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi du territoire du bassin de vie de Moulins-Engilbert
Place du 19 août 58500 CLAMECY
Représenté par Nicolas BOURDOUNE, Président du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire des Vaux d'Yonne et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi des Vaux d'Yonne intervient sur les communes de Armes, Billy-sur-Oisy, Breugnon, Brèves, Chevroches, Dornecy, Oisy, Ouagne, Pousseaux, Rix, Surgy, Trucy l'Orgueilleux, Villiers sur Yonne, Clamecy .

Le Comité Local pour l'Emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ce dernier est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroît il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé de :

- <u>Collège des membres de droit :</u>
    - Le Président et le Directeur de l'Entreprise à But d'Emploi
    - Le Directeur du comité local de l'emploi le cas échéant
        - Le collège des services de l'accompagnement et des services publics de l'emploi : Pole Emploi, la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), un représentant du Conseil départemental
- <u>Collège des membres actifs :</u>

- Des élus locaux des collectivités et le de l'EPCI du territoire
- Des associations du territoire
- Des professionnels du territoire,
- Des habitants intéressés ou directement concernés par le projet

- Collège des membres d'honneur :
  - Un représentant d'ATD quart monde
  - Un représentant du Secours Catholique
  - Un représentant de toute association ou entreprise ayant contribué de manière significative à la mise en œuvre du projet

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant annuel définira le montant de la participation du Conseil départemental.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le comité local pour l'emploi est chargé du pilotage de l'expérimentation et de la construction d'un consensus entre les acteurs du territoire. Le Bénéficiaire s'engage à :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,
- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;
- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;

- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département
Le Président du Conseil départemental
de la Nièvre

Monsieur Fabien BAZIN

Pour le Comité Local pour l'Emploi
du bassin de vie des Vaux d'Yonne
Le Président

Monsieur Nicolas BOURDOUNE

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DES PORTES DU MORVAN

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département– 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Madame Justine GUYOT, Vice-présidente en charge de l'Autonomie, de la cohésion sociale et de la santé, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi des portes du Morvan
Mairie de Lormes
1 place François Mitterrand _ BP 6 – 58140 LORMES
Représenté par Fabien BAZIN, Président du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire des Portes du Morvan et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi des Portes du Morvan intervient sur les communes de Bazoches, Brassy, Chalaux, Dun-les-Places, Empury, Lormes, Marigny l'Eglise, Pouques-Lormes, Saint André en Morvan, Saint Martin du Puy.

Le Comité Local pour l'Emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ce dernier est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroit il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé de :

- Collège des membres de droit :
    - Le Président et le Directeur de l'Entreprise à But d'Emploi
        - Le collège des services de l'accompagnement et des services publics de l'emploi : Pole Emploi, la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), un représentant du Conseil départemental

- Collège des élus locaux : collectivités et EPCI du territoire
- Collège des associations du territoire
- Collège des professionnels exerçant leur activité sur le territoire
- Collège des habitants intéressés ou directement concernés par le projet, ou privés d'emploi susceptible d'intégrer l'expérimentation.
- Collège des membres d'honneur :
    - Un représentant d'ATD quart monde
    - Un représentant du Secours Catholique
    - Un représentant de toute association ou entreprise ayant contribué de manière significative à la mise en œuvre du projet

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant annuel définira le montant de la participation du Conseil départemental.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le comité local pour l'emploi est chargé du pilotage de l'expérimentation et de la construction d'un consensus entre les acteurs du territoire. Le Bénéficiaire s'engage à :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,
- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;
- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;

- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique, sur le compte suivant :

Titulaire du compte :

Domiciliation :

Code Etb : Code Guichet : N° Cpte : Clé RIB :

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.
-

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,

- En cas de transfert de l’activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d’être apportée à la présente convention financière devra faire l’objet d’un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d’une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu’elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu’elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l’exécution de la présente convention, quelle qu’en soit la cause ou l’objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s’obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l’article 9, tout litige résultant de l’exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département **La Vice-présidente en charge de l'Autonomie de la cohésion sociale et de la santé**	**Pour le Comité Local pour l'Emploi des Portes du Morvan**
Madame Justine GUYOT	**Monsieur Fabien BAZIN**

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DU PAYS NIVERNAIS MORVAN

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département– 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du conseil départemental, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi du Pays Nivernais Morvan
1 Rue du Petit Fort, 58800 Corbigny
Représenté par Christian PAUL, Président du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire du Pays Nivernais Morvan et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi de Pays a pour objet de définir les orientations stratégiques dans le cadre de la mise en œuvre de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longe durée sur les territoires concernés du Pays Nivernais Morvan.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé d'un :

- <u>Collège des membres fondateurs :</u>
    - Le Président du Pays Nivernais Morvan
    - Les Présidents des comités locaux pour l'emploi des territoires du Morvan, ou leurs représentants
- <u>Collège des membres partenaires :</u>
    - Les communautés de communes du Pays Nivernais Morvan comptant un ou des territoire(s) habilité(s)
    - Le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté
    - Le Conseil départemental de la Nièvre
    - La Chambre d'agriculture
    - La Chambre de commerce et d'industrie
    - La Chambre des métiers de l'artisanat
    - Pôle Emploi
    - La DREETS
    - La Préfecture de la Nièvre
- <u>Collège des associations</u> :
    - Les associations fondatrices du projet national TZCLD
    - Les associations départementales d'intérêt général
    - Les associations et entreprises intervenant dans le domaine de l'action sociale

- Collège des membres actifs :
    - Le fonds d'expérimentation(ETCLD)
    - L'Association nationale TZCLD
    - 3 personnalités qualifiées au plus, désignées par les membres fondateurs
- Invités permanents :
    - Le Président de l'association Entreprise à But d'Emploi du Pays
    - Le directeur de l'Entreprise à But d'Emploi du Pays

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant annuel définira le montant de la participation du Conseil départemental.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Définir la stratégie du territoire coordonné ;
- Formuler des propositions de développement d'activités en filières par les EBE locales
- Assurer un relai avec les structures nationales, régionales et départementales concernées par l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » en lien avec les comités locaux des territoires ;
- Assurer la promotion de l'expérimentation sur le territoire Nivernais Morvan
- Faire respecter le principe de non-concurrence entre les territoires de ladite expérimentation ;
- Veiller à la bonne mise en œuvre de cette stratégie par l'Entreprise à But d'Emploi du Pays Nivernais Morvan ;
- D'organiser la formation des bénévoles des salariés et des futurs salariés ;
- De participer au recrutement des directions des entreprises à but d'emploi Pays et locales ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;
- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;

- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département
Le Président du Conseil départemental
de la Nièvre

Monsieur Fabien BAZIN

Pour le Comité Local pour l'Emploi
Du Pays Nivernais Morvan
Le Président

Monsieur Christian PAUL

CONVENTION 2022-2026

ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

ET LE COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI DU BASSIN DU VAL DE SAUZAY

Entre les soussignés:

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
Hôtel du Département– 58039 NEVERS CEDEX
Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, Président du conseil départemental, habilité par délibération de la Commission Permanente du 23 mai 2022 à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE DÉPARTEMENT »,

D'une part,

Et

Le Comité Local pour l'Emploi du territoire du Val du Sauzay
Mairie de VARZY
22 rue de l'Hôtel de ville – 58210 VARZY
Représenté par Gilles NOEL, Président du Comité Local pour l'Emploi, dûment habilité à signer la présente convention, dénommé ci-après « LE BENEFICIAIRE »

D'autre part,

PREAMBULE

VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et plus particulièrement son article 5 ;
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
VU le décret du n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 ;
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

Il est expressément convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre de l'engagement réciproque entre le Département de la Nièvre et le Comité Local pour l'Emploi du territoire du Val du Sauzay et fixer les modalités du soutien financier apporté par le Département pour la période 2022-2026.

ARTICLE 2 – PERIMETRE ET CONTENU DE L'ACTION

Le Comité Local pour l'Emploi des Vaux d'Yonne intervient sur les communes de Corvol l'Orgueilleux, Courcelles, Cuncy-lès-Varzy, Entrains-sur-Nohain, La Chapelle-Saint-André, Marcy, Menou, Oudan, Parigny-la-Rose, Saint-Pierre-du-Mont, Varzy, Villiers-le-Sec.

Le Comité Local pour l'Emploi mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Ce dernier est chargé de rencontrer et d'informer les personnes privées durablement d'emploi. De surcroît il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Comme en dispose l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité en accord avec les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter les données nécessaires au suivi à l'évaluation de l'expérimentation.

ARTICLE 3 – COMPOSITION DU CLE

Le CLE est composé de :

- <u>Collège des membres de droit :</u>
    - Le Président et le Directeur de l'Entreprise à But d'Emploi
    - Le Directeur du comité local de l'emploi le cas échéant
        - Le collège des services de l'accompagnement et des services publics de l'emploi : Pole Emploi, la Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP), un représentant du Conseil départemental

- Collège des membres actifs :
    - Des élus locaux des collectivités et le de l'EPCI du territoire
    - Des associations du territoire
    - Des professionnels du territoire,
    - Des habitants intéressés ou directement concernés par le projet

- Collège des membres d'honneur :
    - Un représentant d'ATD quart monde
    - Un représentant du Secours Catholique
    - Un représentant de toute association ou entreprise ayant contribué de manière significative à la mise en œuvre du projet

ARTICLE 4 – ENGAGEMENTS DU DEPARTEMENT

Le Département s'engage à apporter son concours financier aux actions du Bénéficiaire sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 5 ci-dessous.
Pour assurer la mise en œuvre des missions du Comité Local pour l'Emploi, le Département s'engage à verser une subvention de fonctionnement annuelle à hauteur de 8 000 € pour participation au poste d'un coordinateur du CLE. La quotité horaire du coordinateur sur le territoire n'a pas d'incidence sur le montant attribué au CLE.
Le Département s'engage également à participer aux comités relatifs à l'orientation des personnes privées d'emploi.
Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect des obligations par l'association mentionnées aux articles 2 et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application de l'article 8, sans préjudice de l'application de l'article 10.
Un avenant annuel définira le montant de la participation du Conseil départemental.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le comité local pour l'emploi est chargé du pilotage de l'expérimentation et de la construction d'un consensus entre les acteurs du territoire. Le Bénéficiaire s'engage à :

- Déterminer la liste des demandeurs d'emploi volontaires pour participer à l'expérimentation et identifier leurs compétences et leurs projets professionnels ;
- Animer la mobilisation et la cohésion des acteurs de l'emploi sur le territoire, de manière à assurer la complémentarité des réponses proposées aux personnes éloignées de l'emploi ;
- Superviser le fonctionnement du dispositif en s'assurant de la performance de l'entreprise conventionnée,
- Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits et non concurrentes des activités économiques existantes ;
- Participer à l'évaluation du dispositif ;
- Fournir annuellement un bilan quantitatif et qualitatif des actions menées ;

- Inviter les représentants du Conseil départemental à ses différentes instances ;
- Transmettre au Département tous documents et travaux réalisés lors de ses instances, dans un délai d'un mois à compter de la demande émise par le Département, permettant ainsi au Département d'anticiper les prises de décision.

ARTICLE 6 – CONDITIONS RELATIVES AU VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation du Département pour 2022 est fixée à 8000 €, avec versement annuel au premier semestre de l'année N, suivant les règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'ÉCHANGES D'INFORMATIONS

Les informations entre le Département et le Comité Local pour l'Emploi sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

À cet égard, il est rappelé que les personnes privées d'emploi sont des personnes vulnérables, et les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient au CLE de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables ;
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées, dès lors qu'elle procède à leur collecte ou leur enregistrement;
- Informer les personnes dont il recueille les données, des modalités du traitement et de leurs droits au titre de la réglementation en vigueur et recueillir leur consentement ;
- Ne communiquer les données personnelles à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé.

ARTICLE 8 – SANTIONS PECUNIAIRES

Le Département se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner un reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention financière est conclue pour la période 2022-2026.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle comporte.

Dans les 2 mois qui suivent l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 12 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différent.

ARTICLE 13– RECOURS

À défaut de règlement amiable, visé à l'article 9, tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Dijon.

Fait à NEVERS, le

Établi en deux exemplaires originaux

Pour le Département **Le Président du Conseil départemental** **de la Nièvre**	**Pour le Comité Local pour l'Emploi** **du Val du Sauzay** **Le Président**
Monsieur Fabien BAZIN	**Monsieur Gilles NOEL**

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR - CONVENTIONS ET SUBVENTION - EBE58**
(- Fonction 5-Action sociale - Politique autres interventions sociales)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment son article L.3211-1,
VU la loi n° 2016-231 du 29 février 2016 d'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée et notamment son article 5,
VU la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,
VU le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » modifié par le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

Il vous est donc proposé :

– D'APPROUVER les termes de la convention 2021-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le chômage de longue durée et la Communauté de communes Les Bertranges,

– D'APPROUVER les termes de la convention 2021-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE 58 de Prémery et la Communauté de communes Les Bertranges,

– D'APPROUVER les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2026 entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le chômage de longue durée, et le Conseil départemental de la Nièvre,

– D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à signer les présentes conventions, ainsi que toute convention ou avenant s'appliquant aux territoires habilités « Territoire Zéro Chômeur » et toutes pièces nécessaires à leur exécution et/ou leur modification.

Adopté à l'unanimité
Pour : 33
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 1

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62875-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Convention pluriannuelle année 2021- 2026

entre l'Association expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

l'EBE 58 et la Communauté de Communes Les Bertranges

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée ».
Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021
Vu l'arrêté du 12 juillet 2021 fixant le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi jusqu'au 30 juin 2022, publié au JORF n°0176 du 31 juillet 2021
Vu la LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire

La présente convention précise les relations :

Entre,

L'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (ETCLD)
Siège : 76 rue Faubourg Saint Denis, 75010 PARIS
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Représentée par Monsieur Louis Gallois en qualité de Président
Ci-après dénommée **« L'Association »**

D'une part ,

La communauté de commune des Bertranges, qui porte le comité local chargé du pilotage et de l'appui à l'expérimentation des Bertranges, dont le siège est 14 avenue Henri DUNANT 58400 La Charité-sur-Loire, représentée par son Président Claude BALAND , ci-après dénommé le « **Comité local pour l'emploi** »,

Et,

L'entreprise à but d'emploi 58, dont le siège est à 9 rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery, représentée par Thierry GUYOT, Président de l'entreprise à but d'emploi 58, ci-après dénommée l'EBE 58

D’autre part

Et,

L’Etat, représenté par le Préfet en exercice depuis le 14 décembre 2020, Monsieur Daniel BARNIER , sis Préfecture de la Nièvre, 40 rue de la Préfecture 58000 Nevers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « L’Etat cosignataire »

D’autre part

Et,

Le département, représenté par le président du conseil départemental de la Nièvre en exercice depuis le 1er juillet 2021, Monsieur Fabien BAZIN , sis Préfecture de la Nièvre, 40 rue de la Préfecture 58000 Nevers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « le département cosignataire »

D’autre part

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

Préambule

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d’obtenir un emploi », C’est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires zéro chômeur de longue durée a été imaginé et élaboré.

L’expérimentation a pour objectif de démontrer qu’il est possible à l’échelle d’un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l’emploi.

Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu’il est possible à l’échelle d’un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l’emploi et de créer des emplois supplémentaires dans des entreprises de l’économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d’emploi.

ARTICLE I – L'ENTREPRISE À BUT D'EMPLOI (EBE) - article 24 décret n°2021-863 du 30 juin 2021

Le comité local pour l'emploi des Bertranges, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, propose le conventionnement de l'EBE 58 pour développer une unité d'EBE.

L'EBE 58 participe à l'objectif d'atteinte de l'exhaustivité du territoire. A ce titre, elle respectera le principe de l'embauche sans sélection des personnes privées durablement d'emploi (PPDE) présentées par le Comité local pour les emplois supplémentaires financés par la contribution au développement de l'emploi.
L'EBE 58 met en œuvre les activités utiles sur le territoire, dans le respect de la supplémentarité, sous le contrôle du comité local.

I - 1 - Identifications et caractéristiques de l'EBE

I - 1 - 1 - Identification de l'EBE

Nom : EBE 58

Structure juridique porteuse de l'unité d'EBE : Association

Objet social : création d'emplois supplémentaires

Siège social : 9 rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery

Site d'activité : 9 rue Auguste Lambiotte 58700 Prémery

Numéro de SIRET : 82533931000021

OPCO : UNIFORMATION (Code APE 8899B)

Date d'ouverture de l'unité EBE : 6 février 2017

Apport initial en capital ou fonds propres : aucun apport de fonds propres

I - 1 - 2 - Éléments attestant de son appartenance au champ de l'Économie Sociale et Solidaire mentionnée aux articles 1er et 2 de la loi du 31 juillet 2014 susvisée

L'EBE 58, conformément à la loi du 31 juillet 2014, fait partie intégrante de l'Économie sociale et solidaire. A ce titre, elle répond aux conditions requises en raison de la nature de ses statuts associatifs.

I - 1 - 3 - Éléments attestant de la non lucrativité

L'EBE 58, s'engage, dans ses statuts, à ne pas dédier ses bénéfices à un autre objet que l'expérimentation pour le développement du droit à l'emploi. Aucune part des bénéfices ne peut être affectée à la rémunération d'actionnaires ou de porteurs de part sociale.
Cet engagement est formalisé dans l'article 3 des statuts.

I - 2 - Gouvernance de l'EBE

La structure porteuse de l'EBE 58 est administrée par un conseil d'administration et par un bureau (voir annexes 1).

L'EBE 58 prévoit d'organiser la participation des salariés à la vie de l'entreprise selon les modalités décrites en annexe 2-2.

Annexe 1 - Statuts

Annexe 2-1 - T1 2021 - Composition et modalités de travail dans l'organe de gouvernance (et délégations)

Annexe 2-2 - T1 2021 - Modalités d'organisation de la participation des salariés à la vie de l'entreprise

Annexe 2-3 - T1 2021 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante

ARTICLE II – L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE

II - 1 Articulation des rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires

Le CLE des Bertranges est chargé de suivre l'atteinte de l'exhaustivité et est garant de la supplémentarité des emplois créés par l'EBE 58 sur le territoire des Bertranges.

Le CLE des Bertranges s'engage à informer mensuellement l'EBE 58 de la situation de la liste des volontaires au droit à l'emploi pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires au sein du collectif de travail.

L'EBE 58 s'engage à fournir au CLE des Bertranges les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions.

II - 2 - Création d'emplois supplémentaires par l'EBE 58

L'objectif de l'EBE 58 est de concourir à l'atteinte de l'exhaustivité sur le territoire des Bertranges délimité dans le cadre de l'expérimentation. L'EBE propose de créer d'ici le 31 décembre 2023, 22 emplois supplémentaires. Cette cible a été définie en concertation avec le comité local, au regard des personnes privées durablement d'emploi et des activités identifiées.
L'organisation du travail au sein de l'EBE 58 est communiquée à l'Association, en précisant les différents types d'activités, leurs modalités de mise en œuvre, le prévisionnel d'emplois supplémentaires créés (en ETP) et le prévisionnel économique.

Les modalités d'organisation du collectif de travail de l'EBE 58 sont jointes en annexe 2-4.

Annexe 2-4 - T1 2021 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires

II - 3 - Le modèle économique de l'EBE

L'EBE 58 s'engage à mettre en place une comptabilité analytique en respectant le plan comptable général unifié transmis par l'Association (annexe 3), à clôturer les comptes de l'EBE chaque année le 31/12/N (maximum 12 mois) et à transmettre toutes informations nécessaires à l'Association.
L'EBE s'engage à fournir à l'association gestionnaire du Fonds des comptes annuels arrêtés au plus tard le 30 avril de chaque année.

L'EBE 58 participe aux réunions de pilotage organisées par le Fonds d'expérimentation avec le comité local des Bertranges. Dans ce cadre, elle s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la bonne tenue de l'exercice (Budgets prévisionnels mis à jour, bilans et comptes de résultats, suivi de trésorerie, suivi financier des activités de l'entreprise à but d'emploi, etc.).

Sont annexées à la présente convention les prévisions concernant l'entreprise à but d'emploi .

Annexe 2-5 - T1 2021 - Modèle économique, activités, plan de trésorerie et plan d'investissement de l'EBE

Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi

ARTICLE III – LE FINANCEMENT DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE

Conformément à la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020, l'Association est chargée de financer une fraction du coût des emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emplois. Elle peut également financer le démarrage et le développement des entreprises conventionnées à l'aide de la dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre.

III - 1 La contribution au développement de l'emploi

III - 1 - 1 Le taux et composition de la contribution au développement de l'emploi

Le taux de la contribution au développement de l'emploi versé à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein, est fixé par l'Association en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires créés dans l'entreprise à but d'emploi.

La contribution au développement de l'emploi versée par l'Association est composée d'une participation de l'Etat dont le taux est fixé annuellement par arrêté ministériel (entre 53% et 102%) et d'une participation du Conseil Départemental s'élevant à minima à 15% de la part Etat et pouvant être abondé volontairement par le Département. La contribution de l'Etat pour l'année 2021 est 102%.

Le Département de la Nièvre s'engage à contribuer à hauteur de 15% de la part Etat à la contribution au développement de l'emploi, par emplois supplémentaires créés en ETP.

III - 1 - 2 - Versement de la contribution au développement de l'emploi

Le versement de la contribution au développement de l'emploi intervient mensuellement sur la base d'une déclaration trimestrielle de l'employeur justifiant le nombre d'emplois supplémentaires projetés en équivalent temps plein.

En M+1, l'Association procède à une régularisation du montant versé en M par rapport aux montants effectivement dus sur le mois M, en se basant sur les données indiquées dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN).

Détails:

- Avant le 5 du mois du trimestre à échoir (décembre, mars, juin, septembre), L'EBE communique à l'Association ses prévisions d'effectifs pour le trimestre suivant, via le système d'information.
- Avant le 10 de chaque mois, l'EBE télécharge sur le système d'information la DSN correspondant aux salaires du mois précédent.
- Après réception de la participation de l'Etat et du Département et au plus tard le 26 du mois, l'Association verse à l'EBE le montant de la contribution au développement de l'emploi sur la base d'une part de la prévision de recrutement pour le mois suivant et d'autre part du bilan des recrutements du mois précédent (éventuel écart entre les recrutements effectifs et la prévision communiquée à l'Association).

Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)

Annexe 5 – La contribution de développement de l'emploi Département (schéma)

III - 1 - 3 - Les modalités de modulation de la contribution au développement de l'emploi :

Le taux de la contribution au développement de l'emploi peut être modulé dans les conditions prévues à l'article 23, du décret n°2021-863 du 30 juin 2021 par décision de l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée en fonction :

- Des objectifs de l'entreprise en matière de créations d'emplois et de développement des activités exercées ;
- De la part que prennent les recettes de l'entreprise résultant de la vente de biens et services dans la couverture des charges liées à ces activités et des résultats de l'entreprise ;
- Des spécificités socio-économiques du territoire.

III - 2 - La dotation d'amorçage

La dotation d'amorçage est versée pour la création de chaque équivalent temps plein supplémentaire par l'entreprise à but d'emploi conventionnée. Elle ne peut excéder 30% du montant brut du salaire minimum de croissance et est versé en deux fois ;

En N+1, l'Association procède à une régularisation des montants versés par rapport aux montants effectivement dus sur l'année N, en se basant sur les justificatifs produits par l'entreprise à but d'emploi.

Annexe 6 – La dotation d'amorçage (schéma)

III - 3 Complément temporaire d'équilibre

Le complément temporaire d'équilibre est mobilisable, en fonction des comptes annuels arrêtés de l'entreprise conventionnée et après négociation avec l'Association gestionnaire du fonds. Le complément temporaire d'équilibre est préalablement approuvé par le ministre chargé de l'emploi. Le montant de cette dotation ne peut pas excéder l'éventuel déficit courant d'exploitation de l'entreprise conventionnée pour la période considérée.

Annexe 7 – Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)

III - 4 - Avenant

Un avenant assorti d'une annexe financière vient actualiser, pour chaque année civile, le taux de contribution au développement de l'emploi et le montant de la dotation d'amorçage.

ARTICLE IV – FORMATION DANS L'EMPLOI

IV -1 - Les actions de formation professionnelle ou de validation des acquis de l'expérience nécessaires à la réalisation du projet professionnel des personnes embauchées

L'EBE 58 doit fournir un plan de développement des compétences en rapport avec les exigences de qualité de l'emploi de l'EBE ainsi que son financement. Les formations se déroulent sur le temps de travail et sont rémunérées. Parallèlement, des formations sur le territoire peuvent être organisées en liaison avec le service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité à le faire.

IV - 2 - Les modalités d'accompagnement, en lien avec Pôle emploi, les acteurs de la politique de l'emploi des personnes embauchées

Pôle Emploi ou tout autre organisme et institution habilité peut proposer aux salariés des services d'accompagnement pour accéder à l'emploi en secteur privé ou public. Le choix de quitter l'EBE conventionnée appartient aux salariés. Ces modalités doivent être organisées avec le comité local et en lien avec les acteurs du service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité. L'accompagnement réalisé dans l'entreprise ne concerne que ce qui relève de sa responsabilité d'employeur et de son mode d'organisation .

ARTICLE V – PILOTAGE, BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION

L'EBE doit mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation, pour pouvoir fournir au comité local et à l'Association gestionnaire du fonds les données nécessaires au suivi, au bilan et à l'évaluation de l'expérimentation. L'EBE s'engage à renseigner les outils de collecte de données transmis par le Fonds, ceux-ci peuvent évoluer au fil des avenants annuels.

Le comité local peut librement mettre en œuvre une évaluation avec des partenaires locaux en complément.
En tout état de cause, cette évaluation ne peut se substituer au Bilan de l'Association gestionnaire du fonds.

Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage

ARTICLE VI – COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les comité locaux pour l'emploi et les entreprises à but d'emploi sont autorisés, par l'article 11 de la Loi du 14 décembre 2020, à transmettre des données à caractère personnel, à l'association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée. L'Association gestionnaire du Fonds est responsable du traitement des données.
La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- Le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- La production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- L'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.
- Le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020

Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction du cadre réglementaire

ARTICLE VII – COMMUNICATION

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association, du ministère chargé de l'emploi et du comité local.

Le logo de l'Association est celui apposé sur la présente convention.

L'EBE peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Entreprise à but d'emploi, Territoire habilité des Bertranges , Loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020».
Le comité local peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Territoire habilité des Bertranges , Loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020».

ARTICLE VIII – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'expérimentation et prend effet à compter du 1er juillet 2021.
La présente convention sera actualisée chaque année par avenant.
Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

ARTICLE IX – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin du conventionnement.

Fait à Prémery, le

Louis GALLOIS
Le Président de l'Association ETCLD,

Thierry GUYOT
Président de l'EBE 58

Claude BALAND, Président de la
Communauté de Communes Les Bertranges,
représentant le Comité local pour l'emploi
de Les Bertranges

Daniel BARNIER
Pour l'Etat,
Préfet de la Nièvre

Fabien BAZIN
Représentant du conseil départemental de la Nièvre

Table des Annexes :

Annexe 1 - Statuts

Annexe 2-1 - T1 2021 - Composition et modalités de travail dans l'organe de gouvernance (et délégations)

Annexe 2-2 - T1 2021 - Modalités d'organisation de la participation des salariés à la vie de l'entreprise

Annexe 2-3 - T1 2021 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante

Annexe 2-4 - T1 2021 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires

Annexe 2-5 - T1 2021 - Modèle économique, activités, plan de trésorerie et plan d'investissements de l'EBE

Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi

Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)

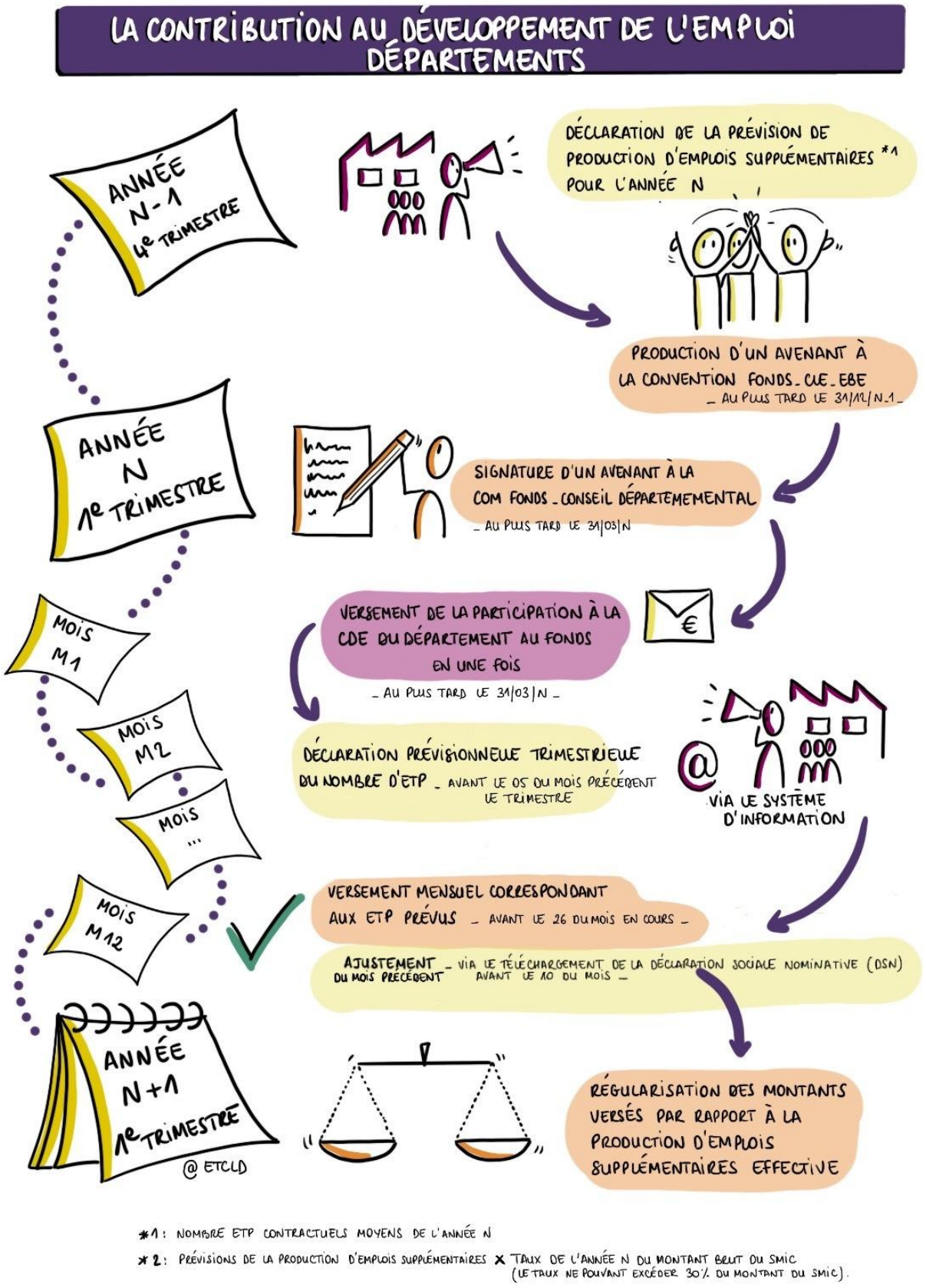
Annexe 5 – La contribution de développement de l'emploi Département (schéma)

Annexe 6 – La dotation d'amorçage (schéma)

Annexe 7 – Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)

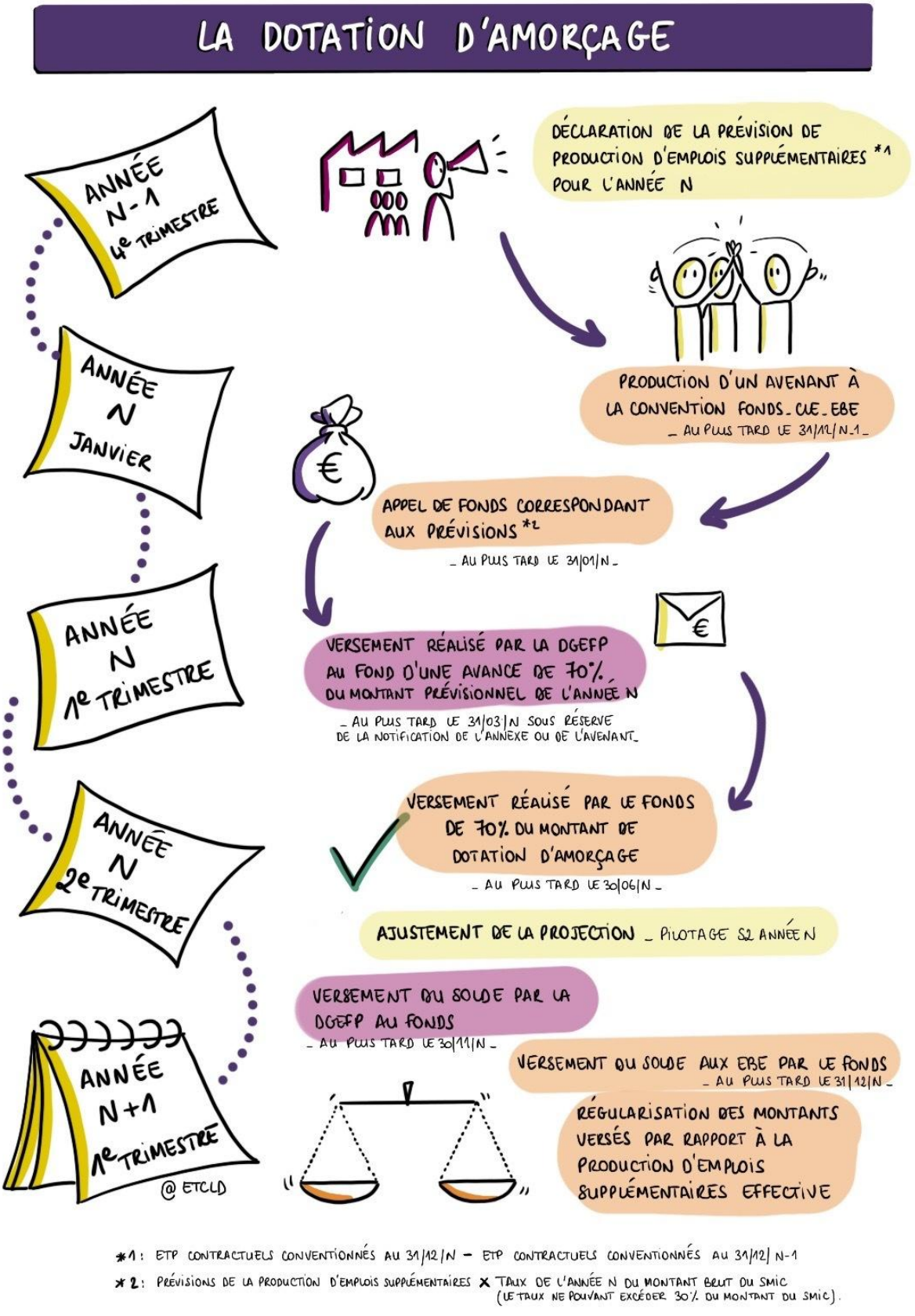
Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage

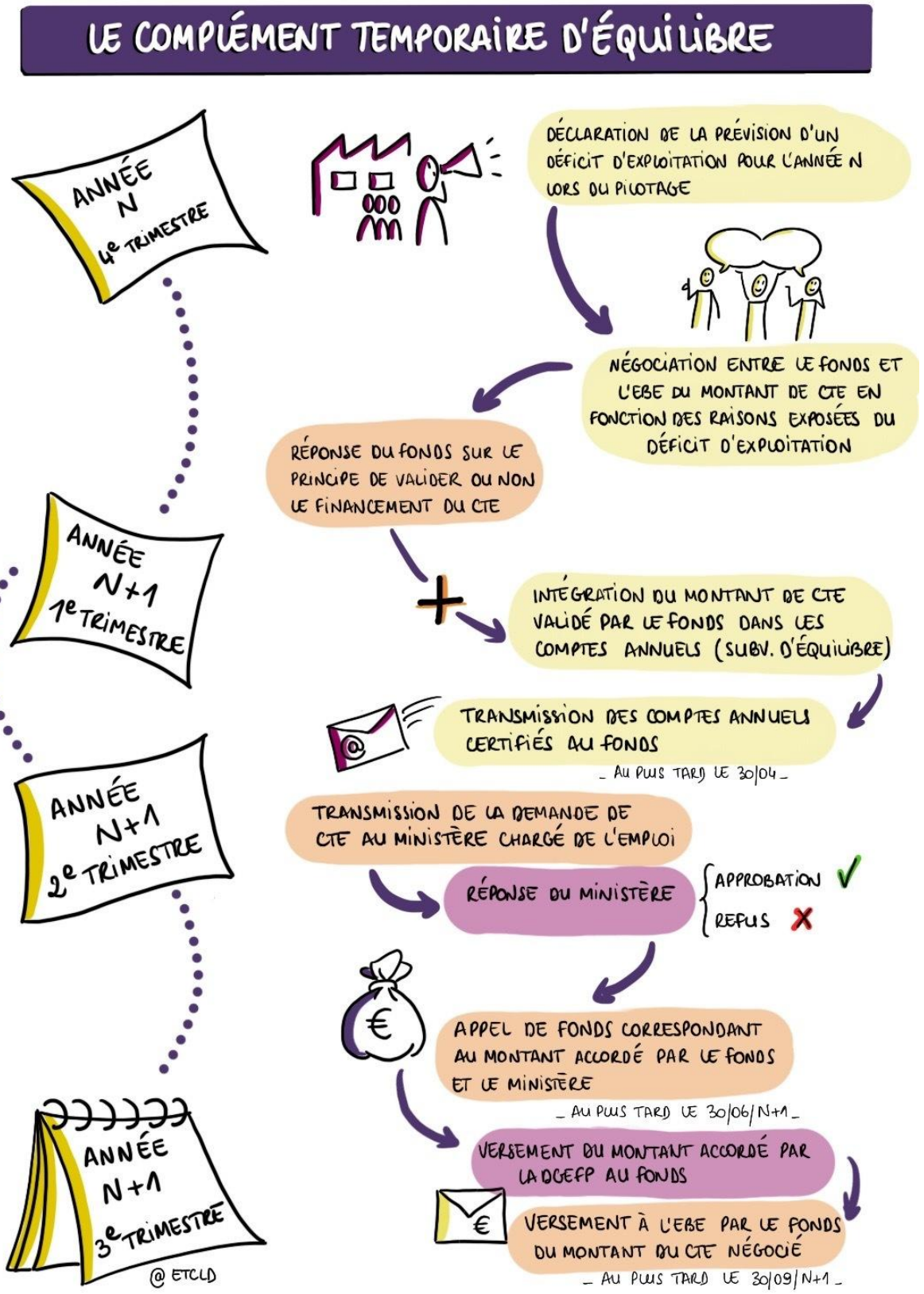

PROCESSUS DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PART ÉTAT
@ ETCLD
MOIS 3
AJUSTEMENT DU MOIS PRÉCÉDENT - VIA LE TÉLÉCHARGEMENT DE LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN) AVANT LE 10 DU MOIS -
DÉCLARATION PRÉVISIONNELLE TRIMESTRIELLE DU NOMBRE D'ETP - AVANT LE 05 DU MOIS PRÉCÉDANT LE TRIMESTRE -
APPEL DE FONDS AUPRÈS DE L'ÉTAT - AVANT LE 25 DU MOIS PRÉCÉDANT LE TRIMESTRE -
VERSEMENT MENSUEL CORRESPONDANT AUX ETP PRÉVUS - AVANT LE 26 DU MOIS EN COURS -
MOIS 4
AJUSTEMENT DU MOIS PRÉCÉDENT - VIA LE TÉLÉCHARGEMENT DE LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN) AVANT LE 10 DU MOIS -
VERSEMENT MENSUEL CORRESPONDANT AUX ETP PRÉVUS - AVANT LE 26 DU MOIS EN COURS -
MOIS 5
AJUSTEMENT DU MOIS PRÉCÉDENT - VIA LE TÉLÉCHARGEMENT DE LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN) AVANT LE 10 DU MOIS -
VERSEMENT MENSUEL CORRESPONDANT AUX ETP PRÉVUS - AVANT LE 26 DU MOIS EN COURS -
MOIS 6
AJUSTEMENT DU MOIS PRÉCÉDENT - VIA LE TÉLÉCHARGEMENT DE LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN) AVANT LE 10 DU MOIS -
DÉCLARATION PRÉVISIONNELLE TRIMESTRIELLE DU NOMBRE D'ETP - AVANT LE 05 DU MOIS PRÉCÉDANT LE TRIMESTRE -
APPEL DE FONDS AUPRÈS DE L'ÉTAT - AVANT LE 25 DU MOIS PRÉCÉDANT LE TRIMESTRE -
VERSEMENT MENSUEL CORRESPONDANT AUX ETP PRÉVUS - AVANT LE 26 DU MOIS EN COURS -
MOIS 7
AJUSTEMENT DU MOIS PRÉCÉDENT - VIA LE TÉLÉCHARGEMENT DE LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN) AVANT LE 10 DU MOIS -
VERSEMENT MENSUEL CORRESPONDANT AUX ETP PRÉVUS - AVANT LE 26 DU MOIS EN COURS -
MOIS 8
AJUSTEMENT DU MOIS PRÉCÉDENT - VIA LE TÉLÉCHARGEMENT DE LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE (DSN) AVANT LE 10 DU MOIS -
VERSEMENT MENSUEL CORRESPONDANT AUX ETP PRÉVUS - AVANT LE 26 DU MOIS EN COURS -
ANNUELLEMENT
VÉRIFICATION DU RÉALISÉ
+
ATTESTATION DE VERSEMENT
(ÉDITION AU PREMIER TRIMESTRE N+1)



*1 : NOMBRE ETP CONTRACTUELS MOYENS DE L'ANNÉE N

*2 : PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES X TAUX DE L'ANNÉE N DU MONTANT BRUT DU SMIC (LE TAUX NE POUVANT EXCÉDER 30% DU MONTANT DU SMIC).


LA DOTATION D'AMORÇAGE
ANNÉE N-1 4e TRIMESTRE
DÉCLARATION DE LA PRÉVISION DE PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES *1 POUR L'ANNÉE N
PRODUCTION D'UN AVENANT À LA CONVENTION FONDS_CUE_EBE
_ AU PLUS TARD LE 31/12/N-1 _
ANNÉE N JANVIER
APPEL DE FONDS CORRESPONDANT AUX PRÉVISIONS *2
_ AU PLUS TARD LE 31/01/N _
ANNÉE N 1er TRIMESTRE
VERSEMENT RÉALISÉ PAR LA DGEFP AU FOND D'UNE AVANCE DE 70% DU MONTANT PRÉVISIONNEL DE L'ANNÉE N
_ AU PLUS TARD LE 31/03/N SOUS RÉSERVE DE LA NOTIFICATION DE L'ANNEXE OU DE L'AVENANT _
ANNÉE N 2e TRIMESTRE
VERSEMENT RÉALISÉ PAR LE FONDS DE 70% DU MONTANT DE DOTATION D'AMORÇAGE
_ AU PLUS TARD LE 30/06/N _
AJUSTEMENT DE LA PROJECTION _ PILOTAGE S2 ANNÉE N
VERSEMENT DU SOLDE PAR LA DGEFP AU FONDS
_ AU PLUS TARD LE 30/11/N _
ANNÉE N+1 1er TRIMESTRE
@ ETCLD
VERSEMENT DU SOLDE AUX EBE PAR LE FONDS
_ AU PLUS TARD LE 31/12/N _
RÉGULARISATION DES MONTANTS VERSÉS PAR RAPPORT À LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES EFFECTIVE
*1 : ETP CONTRACTUELS CONVENTIONNÉS AU 31/12/N – ETP CONTRACTUELS CONVENTIONNÉS AU 31/12/ N-1
*2 : PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES X TAUX DE L'ANNÉE N DU MONTANT BRUT DU SMIC (LE TAUX NE POUVANT EXCÉDER 30% DU MONTANT DU SMIC).


LE COMPLÉMENT TEMPORAIRE D'ÉQUILIBRE
ANNÉE N 4e TRIMESTRE
DÉCLARATION DE LA PRÉVISION D'UN DÉFICIT D'EXPLOITATION POUR L'ANNÉE N LORS DU PILOTAGE
NÉGOCIATION ENTRE LE FONDS ET L'EBE DU MONTANT DE CTE EN FONCTION DES RAISONS EXPOSÉES DU DÉFICIT D'EXPLOITATION
RÉPONSE DU FONDS SUR LE PRINCIPE DE VALIDER OU NON LE FINANCEMENT DU CTE
ANNÉE N+1 1e TRIMESTRE
INTÉGRATION DU MONTANT DE CTE VALIDÉ PAR LE FONDS DANS LES COMPTES ANNUELS (SUBV. D'ÉQUILIBRE)
TRANSMISSION DES COMPTES ANNUELS CERTIFIÉS AU FONDS
- AU PLUS TARD LE 30/04 -
TRANSMISSION DE LA DEMANDE DE CTE AU MINISTÈRE CHARGÉ DE L'EMPLOI
ANNÉE N+1 2e TRIMESTRE
RÉPONSE DU MINISTÈRE
APPROBATION
REFUS
APPEL DE FONDS CORRESPONDANT AU MONTANT ACCORDÉ PAR LE FONDS ET LE MINISTÈRE
- AU PLUS TARD LE 30/06/N+1 -
VERSEMENT DU MONTANT ACCORDÉ PAR LA DGEFP AU FONDS
ANNÉE N+1 3e TRIMESTRE
VERSEMENT À L'EBE PAR LE FONDS DU MONTANT DU CTE NÉGOCIÉ
- AU PLUS TARD LE 30/09/N+1 -
@ ETCLD

<u>Annexe 8</u> - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage

<u>Documents à fournir par l'EBE</u>

L'EBE doit communiquer chaque année à l'Association les documents suivants :

- Prévisionnel des recrutements de l'année n+1, n+2
- Budget prévisionnel de l'année n+1, n+2
- Le bilan, compte de résultat et rapport d'activité approuvés de l'année n-1
- Etat des recrutements réalisés le trimestre précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision de recrutement pour le trimestre suivant (en nombre de salariés et en ETP)
- État des recrutements réalisés le mois précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision actualisée pour le mois suivant (en nombre de salariés et en ETP)

EXPERIMENTATION TERRITORIALE CONTRE LE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Annexe 2 - T1 2021

Les Bertranges

Date : 01/07/2021

EBE 58 : Entreprise à but d'emploi (EBE)

Composition et modalités de travail dans l'organe de gouvernance (et délégations) (annexe 2-1) :

- **Composition du Conseil d'Administration :**

L'article 11 des statuts de l'entreprise à but d'emploi 58 prévoit que chaque année, 4 représentants sont nommés par les membres de droit afin de siéger au conseil d'administration et prendre part aux votes.

Le Conseil d'administration est composé de 4 collèges :

- Le collège Clients
- Le collège Membres de droit
- Le collège Salariés
- Le collège Partenaires

- **Fonctionnement du Conseil d'Administration :**

Le Conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an, sur convocation du Président par voie postale ou électronique, ou à la demande du quart de ses membres.

- **Le Bureau :**

Le bureau se réunit au minimum une fois par trimestre, sur convocation du président ou à la demande de deux de ses membres.

Modalités d'organisation de la participation des salariés à la vie de l'entreprise (annexe 2-2)

Les salariés de l'association EBE 58 participent à la vie de l'entreprise car conformément à l'article 7 des statuts de l'entreprise à but d'emploi, le collège salariés détient 25% des droits de vote en Assemblée générale.

Organisation du collectif de travail :

L'entreprise à but d'emploi 58 a opéré une réorganisation avec la mise à plat des procédures et une meilleure organisation du collectif de travail permettant une bonne intégration des nouveaux embauchés.

L'équipe de direction est composée de 4 personnes non issus de la privation d'emploi :

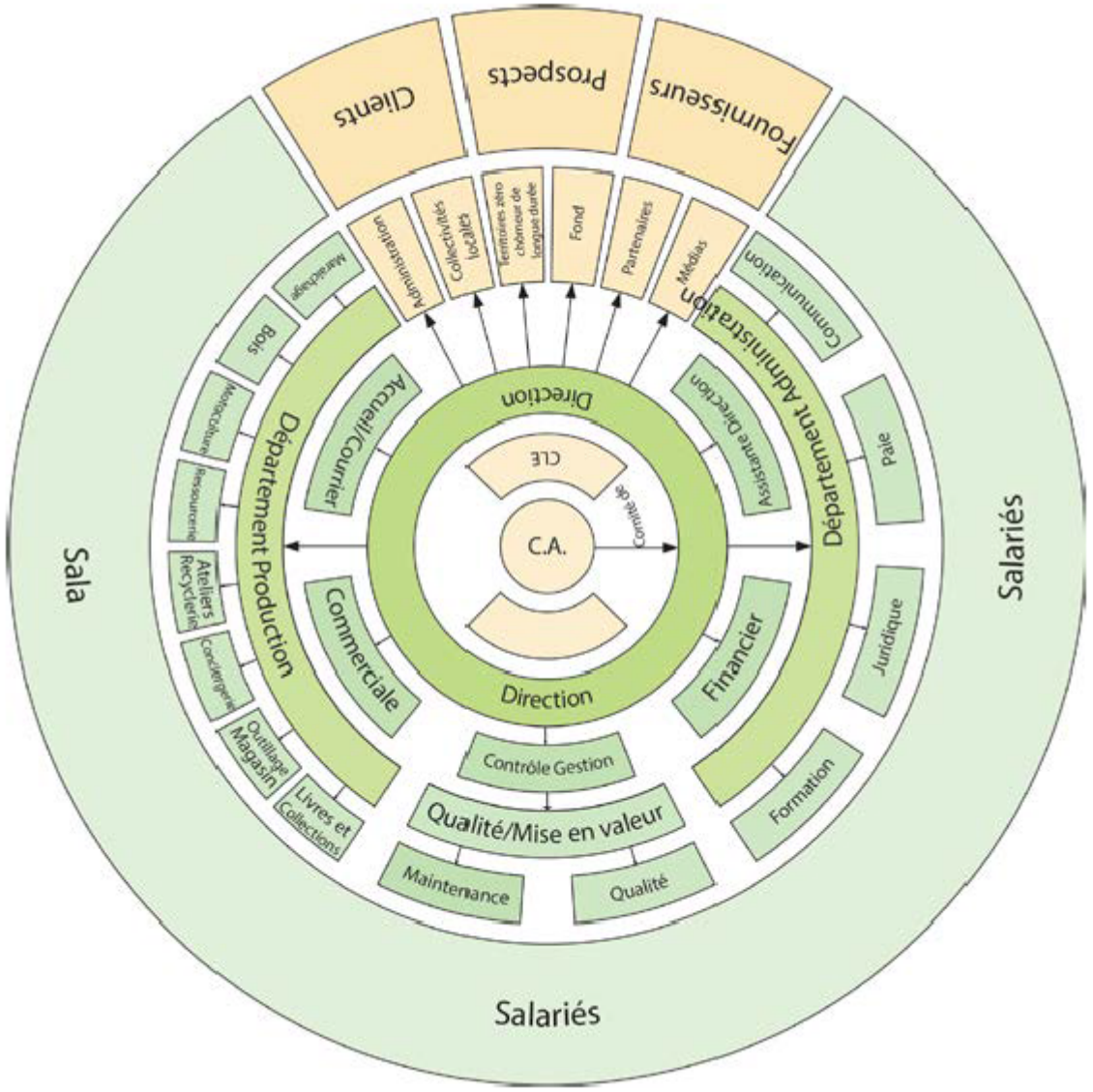
- Direction Générale
- Ressources Humaines
- Production
- Référent technique et qualité

L'encadrement intermédiaire est composé d'animateurs d'activité (issus de la privation d'emploi).

Le CSE a été mis en place en 2018.

Pour structurer son dialogue social, l'EBE prévoit l'accompagnement du CSE vers une formation au fonctionnement du dialogue social et aux rôles de membres du CSE.

Organigramme (annexe 2-4)



Modèle économique, activités, projection de production d'emploi supplémentaire, plan de trésorerie et plan d'investissement de l'EBE (annexe 2-5)

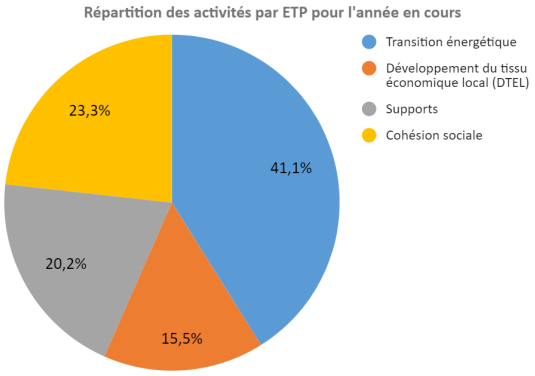
- **Description des activités :**

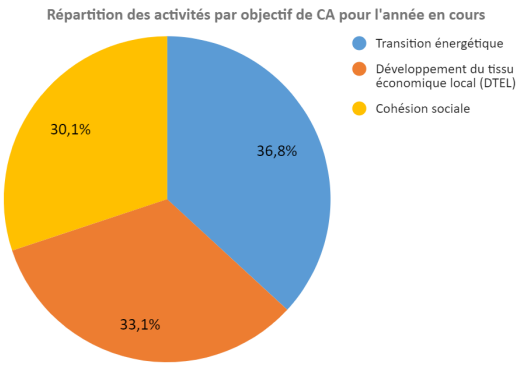
L'EBE 58 est organisée autour de plusieurs pôles :

- Maraîchage
- Motoculture
- Ressourcerie
- Bois et forêts
- Conciergerie de territoire : services aux entreprises, aux collectivités et associations ainsi que service aux habitants

L'entreprise à but d'emploi se lance dans la création d'ateliers modulables dont les activités (upcycling de bois, production d'objets à partir d'objets récupérés…) permettent la production de 15 emplois supplémentaires sur une activité de replis nécessaire au collectif de travail (20 postes dont 5 déjà en EBE).

L'atelier doit également servir de laboratoire de prototypage pour les équipes des autres pôles de l'entreprise à but d'emploi et les créateurs extérieurs.



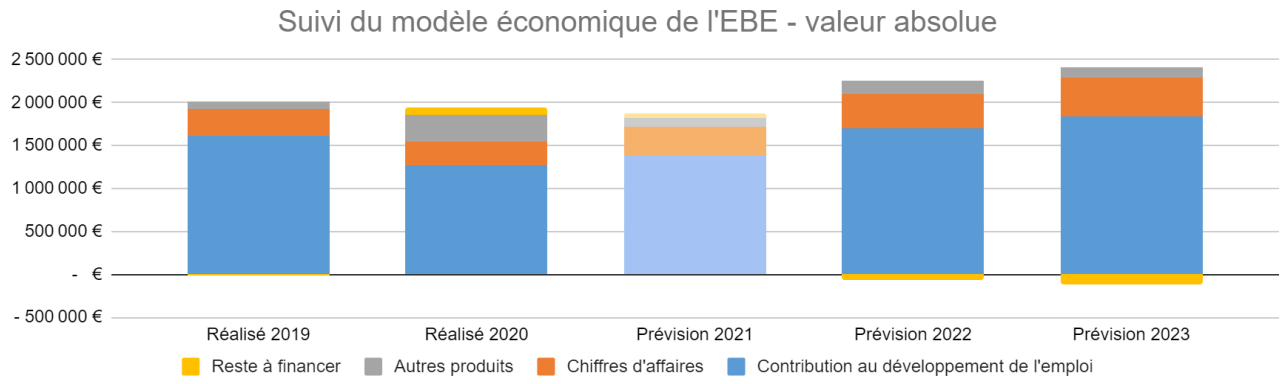


- **Modèle économique :**

La restructuration de l'entreprise (embauches de salariés non issus de la privation d'emploi), les services extérieurs (importants coûts de réparation de matériels) et la prévision d'investissement impactent fortement les coûts complets de l'EBE pour les 3 prochaines années.

Modèle économique - valeur absolue	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Prévision 2021	Prévision 2022	Prévision 2023
Coûts Complets	2 013 630 €	1 938 481 €	1 880 267 €	2 175 824 €	2 303 779 €
Contribution au développement de l'emploi	1 622 090 €	1 274 415 €	1 390 927 €	1 709 160 €	1 840 634 €
Dotation d'amorçage	- €	- €	13 935 €	39 175 €	33 579 €
Chiffres d'affaires	311 244 €	274 931 €	326 745 €	397 264 €	443 924 €
Autres produits	85 743 €	313 767 €	113 092 €	141 391 €	133 146 €
Reste à financer	- 5 447 €	75 368 €	35 568 €	- 111 166 €	- 147 504 €

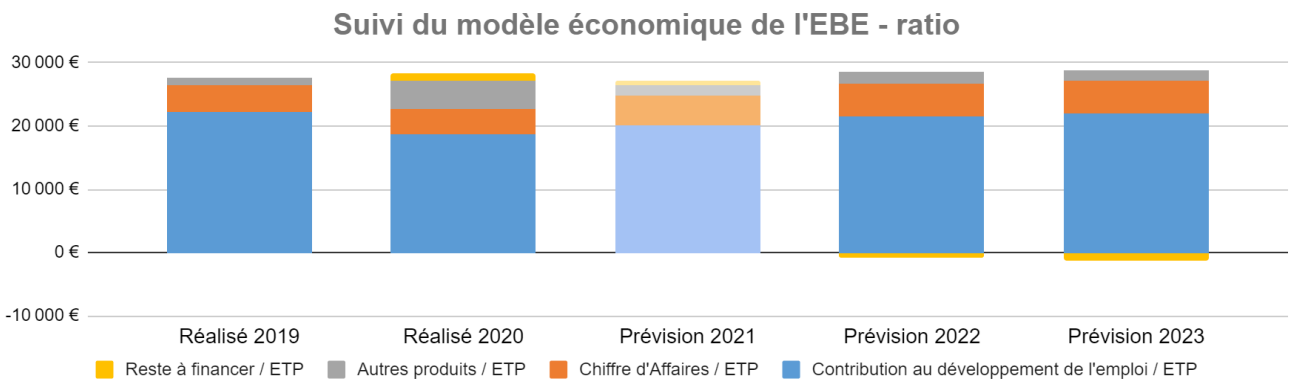
Contribution temporaire d'équilibre	- €	75 368 €	35 568 €	- €	- €



Modèle économique - ratio à l'ETP payé moyen	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Prévision 2021	Prévision 2022	Prévision 2023
ETP payé moyen (conventionné et non-conventionné)	72,91	68,36	69	79	84

Coûts complets / ETP	27 618 €	28 355 €	27 250 €	27 542 €	27 426 €
Contribution au développement de l'emploi / ETP	22 248 €	18 641 €	20 158 €	21 635 €	21 912 €
Dotation d'amorçage / ETP	- €	- €	202 €	496 €	400 €
Chiffre d'Affaires / ETP	4 269 €	4 022 €	4 735 €	5 029 €	5 285 €
Autres produits / ETP	1 176 €	4 590 €	1 639 €	1 790 €	1 585 €
Reste à financer / ETP	- 75 €	1 102 €	515 €	- 1 408 €	- 1 756 €

Contribution temporaire d'équilibre / ETP	- €	1 102 €	515 €	- €	- €



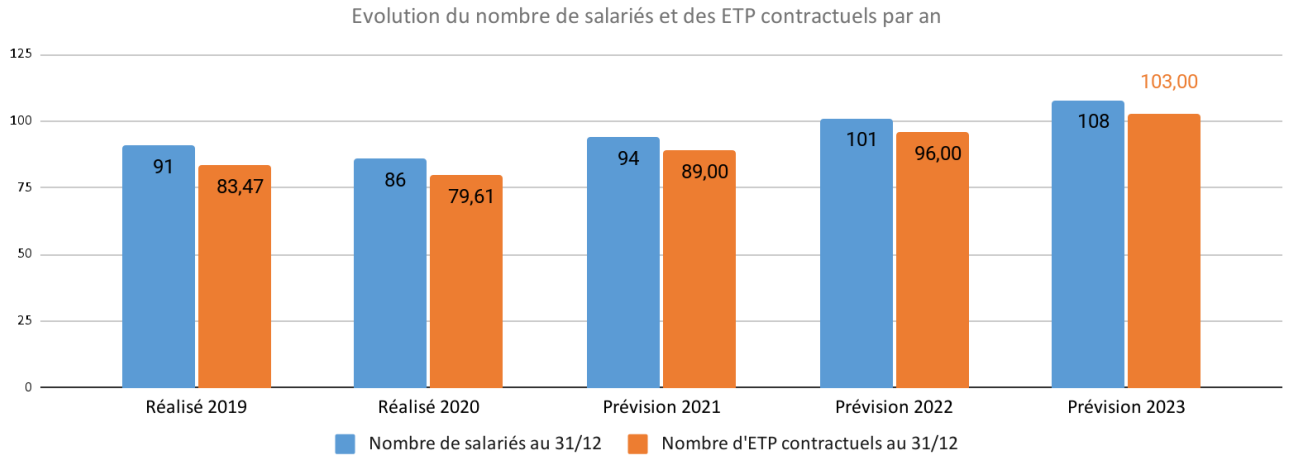
- **Projections de production d'emplois supplémentaires sur 3 ans :**

Une vingtaine d'embauches sont prévues pour les trois prochaines années : 15 sur les ateliers modulables et 5 sur les activités existantes.

[Pilotage EBE 1] Prévision des effectifs : EBE 58 (Prémery)

		Réalisé 2019	Réalisé 2020	Prévision précédente 2021	Nouvelle prévision 2021	Prévision 2022	Prévision 2023
Salariés conventionnés	Nombre de salariés au 31/12	90,00	82,00	*101,00*	90,00	97,00	103,00
	Nombre moyen de salariés	92,50	87,17	*97,00*	88,00	94,00	99,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	82,47	75,61	*92,00*	85,00	92,00	98,00
	Nombre moyen d'ETP contractuels	85,50	79,94	*90,00*	83,00	89,00	94,00
	Nombre moyen d'ETP payés*	72,49	66,18	*78,00*	65,00	75,00	79,00
Salariés non conventionnés	Nombre de salariés au 31/12	1,00	4,00	*4,00*	4,00	4,00	5,00
	Nombre moyen de salariés	0,42	2,33	*4,00*	4,00	4,00	5,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	1,00	4,00	*4,00*	4,00	4,00	5,00
	Nombre moyen d'ETP contractuels	0,42	2,22	*4,00*	4,00	4,00	5,00
	Nombre moyen d'ETP payés	0,42	2,18	*4,00*	4,00	4,00	5,00
Ensemble des salariés	Nombre de salariés au 31/12	91,00	86,00	*105,00*	94,00	101,00	108,00
	Nombre moyen de salariés	92,92	89,50	*101,00*	92,00	98,00	104,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	83,47	79,61	*96,00*	89,00	96,00	103,00
	Nombre moyen d'ETP contractuels	85,92	82,17	*94,00*	87,00	93,00	99,00
	Nombre moyen d'ETP payés	72,91	68,36	*82,00*	69,00	79,00	84,00

* Après régulation annuelle



- **Suivi de trésorerie :**

[Pilotage EBE 3] Suivi et prévision de la trésorerie : EBE 58 (Prémery)

(en EUR)

Solde initial	321 391

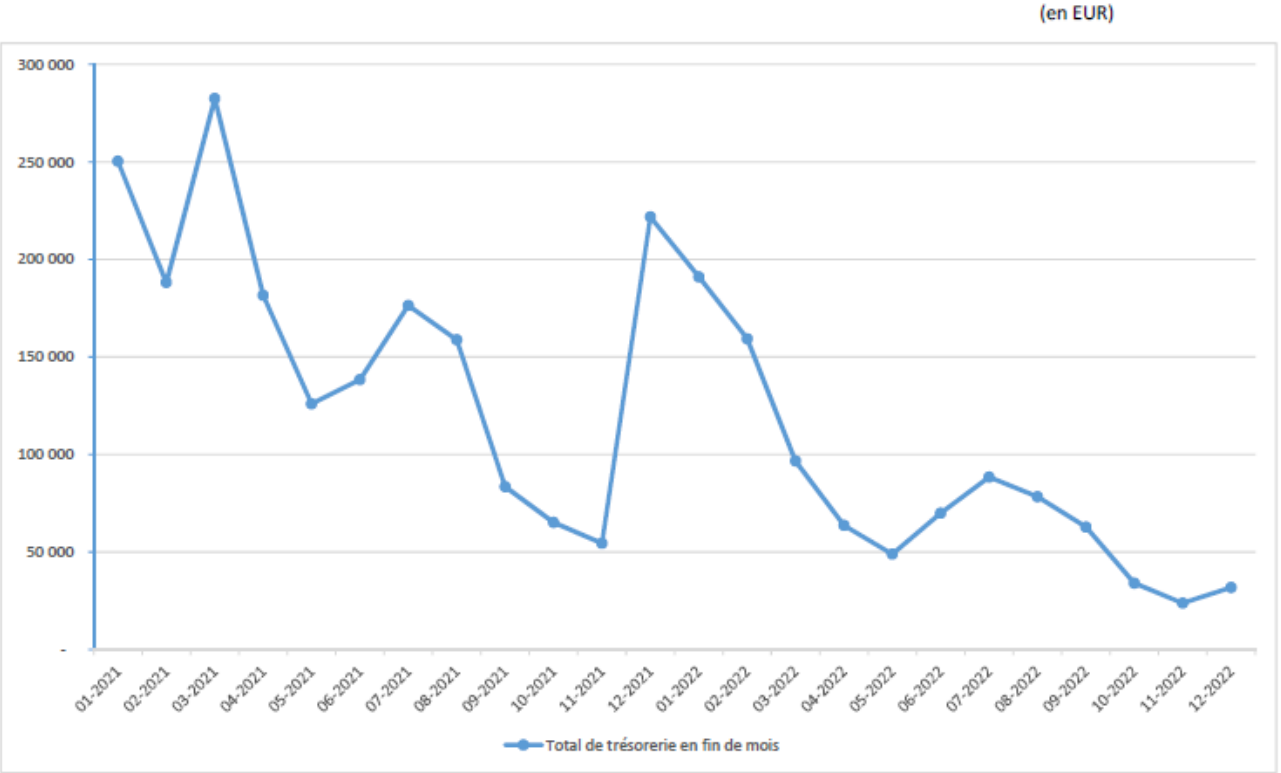
1er semestre 2021	01-2021	02-2021	03-2021	04-2021	05-2021	06-2021
Total des encaissement du mois	81 601	95 307	233 241	129 996	129 996	159 996
Total des décaissements du mois	152 641	157 442	138 921	230 934	185 564	147 564
Total de trésorerie en fin de mois	**250 351**	**188 216**	**282 536**	**181 598**	**126 030**	**138 462**

2nd semestre 2021	07-2021	08-2021	09-2021	10-2021	11-2021	12-2021
Total des encaissement du mois	749 259	139 047	141 927	146 680	146 680	415 720
Total des décaissements du mois	711 291	156 581	217 316	164 978	157 402	248 337
Total de trésorerie en fin de mois	**176 430**	**158 896**	**83 507**	**65 209**	**54 487**	**221 870**

1er semestre 2022	01-2022	02-2022	03-2022	04-2022	05-2022	06-2022
Total des encaissement du mois	501 839	162 246	162 246	162 246	163 831	193 831
Total des décaissements du mois	532 600	194 039	224 851	195 233	178 601	172 831
Total de trésorerie en fin de mois	**191 109**	**159 316**	**96 711**	**63 724**	**48 954**	**69 954**

2nd semestre 2022	07-2022	08-2022	09-2022	10-2022	11-2022	12-2022
Total des encaissement du mois	198 831	163 831	167 000	167 000	167 000	190 349
Total des décaissements du mois	180 303	173 926	182 571	195 726	177 285	182 330
Total de trésorerie en fin de mois	**88 482**	**78 387**	**62 816**	**34 090**	**23 805**	**31 824**

[Pilotage EBE 3] Suivi et prévision de la trésorerie : EBE 58 (Prémery)



- **Projection d'investissement :**

[Pilotage EBE 4] Plan d'investissement : EBE 58 (Prémery)

Investissement	Catégorie	Investissement réalisé			Détail de l'investissement			Dotation estimée			Financement de l'Investissement réalisé
		2021	2022	2023	Montant	Date d'achat	Durée de service	2021	2022	2023	
Renouvellement tronconnei	immobilisationCorpor	5 000,00 €	- €	- €	5 000,00 €	01/04/2021	3	1 251	1 667	1 667	autofinancement
renouvellement tronconneL	immobilisationCorpor	- €	5 000,00 €	- €	5 000,00 €	01/03/2022	3	-	1 393	1 667	autofinancement
renouvellement tronconneL	immobilisationCorpor	- €	- €	5 000,00 €	5 000,00 €	01/03/2023	3	-	-	1 393	autofinancement
Renouvellement véhicules	immobilisationCorpor	2 000,00 €	- €	- €	2 000,00 €	01/08/2021	5	167	400	400	don Saur
Renouvellement véhicules	immobilisationCorpor	- €	20 000,00 €	- €	20 000,00 €	01/03/2022	5	-	3 342	4 000	autofinancement
Renouvellement véhicules	immobilisationCorpor	- €	- €	20 000,00 €	20 000,00 €	01/03/2023	5	-	-	3 342	autofinancement
Agencement et installations	immobilisationCorpor	179 200,00 €	- €	- €	179 200,00 €	01/07/2021	10	8 985	17 920	17 920	pret CA MT + Intervention Région BFC et ademe
Matériels et outillages atelie	immobilisationCorp	45 815,00 €	- €	- €	45 815,00 €	01/08/2021	5	3 816	9 163	9 163	Fondation CA + autofinancement
Matériels Labo prototypage	immobilisationCorp	52 600,00 €	- €	- €	52 600,00 €	01/10/2021	7	1 873	7 514	7 514	pret CA MT + Intervention Région BFC et ademe
Mobilier industriel ateliers	immobilisationCorp	12 500,00 €	- €	- €	12 500,00 €	01/08/2021	7	744	1 786	1 786	pret CA MT + Intervention Région BFC et ademe
Camion benne + fenwick	immobilisationCorp	29 167,00 €	16 833,00 €	- €	46 000,00 €	01/12/2021	5	756	9 200	9 200	pret CA MT + Intervention Région BFC et ademe
Dépot marque (cout direct+	immobilisationInco	20 000,00 €	- €	- €	20 000,00 €	01/07/2021	-	-	-	-	autofinancement
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	
		- €	- €	- €	- €		-	-	-		
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	
		- €	- €	- €	- €		-	-	-	-	

Convention pluriannuelle année 2021- 2026
entre l'Association Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée et la communauté de communes Les Bertranges

---

Vu la Loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée ».
Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021
Vu l'arrêté du 12 juillet 2021 fixant le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi jusqu'au 30 juin 2022, publié au JORF n°0176 du 31 juillet 2021

La présente convention précise les relations :

Entre, d'une part,

L'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (ETCLD)
Siège : 76 rue Faubourg Saint Denis, 75010 PARIS
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
Représentée par Monsieur Louis Gallois en qualité de Président

Ci-après dénommée **« L'Association »**

Et, d'autre part,

La communauté de communes qui porte le Comité Local pour l'emploi Les Bertranges charrgé du pilotage et de l'appui de l'expérimentation des Bertranges, dont le siège est 14 avenue Henri Dunant - 58400 La Charité sur Loire, représenté par son président Claude Baland ; ci-après dénommé le **« Comité Local pour l'Emploi»,**

Et

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur Daniel BARNIER, sis Préfecture de la Nièvre, 40 rue de la Préfecture 58000 Nevers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « L'Etat cosignataire »

D'autre part,

Et

Le département, représenté par le président du conseil départemental de la Nièvre en exercice, Monsieur Fabien BAZIN, sis Préfecture de la Nièvre, 40 rue de la Préfecture 58000 Nevers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « Département cosignataire »

D'autre part,

Et

Pôle emploi, Établissement public national, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placée sous l'autorité du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, régie par l'article L 5312-1 du Code du Travail, domicilié au 45 bis rue Général Binot, 58200 Cosne-Cours-sur-Loire et représenté par sa directrice Carole GARABEDIAN-JAECQUE, dûment habilitée à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « Pôle Emploi cosignataire »

D'autre part,

SOMMAIRE

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

Préambule

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires zéro chômeur de longue durée a été imaginé et élaboré.

L'expérimentation a pour objectif de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi.

Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois

supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi.

ARTICLE I – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention précise les relations et engagements du comité local pour l'emploi des Bertranges et de l'Association dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

ARTICLE II – LE TERRITOIRE

II - 1 - Le territoire d'expérimentation

Le territoire d'expérimentation est composé de 13 communes de la communauté de communes Les Bertranges :

- Arbourse
- Arthel
- Arzembouy
- Champlemy
- Dompierre sur Nièvre
- Giry
- Lurcy le Bourg
- Montenoison
- Moussy
- Oulon
- Prémery
- Sichamps
- Saint Bonnot.

L'équipe expérimentale du territoire est composée :

- du Comité local pour l'emploi,
- de l'équipe projet,
- de la ou des unités d'entreprises à but d'emploi (outil(s) de création d'emplois supplémentaires sur le territoire).

Annexe 1 - Carte du territoire

II - 2 - Comité local pour l'emploi

II - 2 - 1 - Composition du Comité local pour l'emploi :

Le comité local pour l'emploi est composé de membres de droit :

- De représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements parties prenantes à l'expérimentation, notamment les départements, désignés par leur assemblée respective ;
- De représentants de l'Etat ;
- De représentants de Pôle emploi ;
- De représentants de la direction et des salariés des entreprises conventionnées par le fonds
- De représentants des acteurs économiques locaux ;
- De représentants des personnes privées durablement d'emploi ;
- D'un représentant du fonds d'expérimentation mentionné à l'article 10 de la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020

Il est présidé par le Président représentant la communauté de communes Les Bertranges habilitée pour l'expérimentation.

Annexe 2-1 - T1 2021 - Liste des membres du comité local pour l'emploi

II - 2 - 2 - Modalités de gouvernance et fonctionnement du comité local pour l'emploi :

Afin d'assurer la continuité de ces missions et d'assurer l'animation de la dynamique de coopération territoriale indispensable à la mise en œuvre du droit à l'emploi, le comité local pour l'emploi s'engage à se réunir au moins 4 fois par an.

Il s'appuie sur une équipe projet composée de 0.9 ETP.

Annexe 2-2 - T1 2021 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme…)

Annexe 2-3 - T1 2021 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE

II - 2 - 3 - Rôle du comité local pour l'emploi :

Le comité local pour l'emploi Les Bertranges fait partie de l'équipe expérimentale nationale aux côtés des représentants des EBE et du Fonds d'expérimentation. A ce titre, il participe aux travaux de l'équipe expérimentale proposés par l'Association.

Il mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Il est chargé de l'information et de la rencontre avec les personnes privées durablement d'emploi, il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les unités d'EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Il est responsable du suivi et de l'atteinte de l'exhaustivité.

Comme précisé dans l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, le comité local pour l'emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité selon les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter toutes les données nécessaires pour assurer le suivi et établir le bilan et l'évaluation de l'expérimentation.

A ce titre, il est chargé de :

1° Coordonner l'action des acteurs locaux participant à l'expérimentation ;

2° Etablir un état de la situation socio-économique du territoire en termes de chômage de longue durée et d'activités économiques existantes ;

3° Informer et accueillir l'ensemble des personnes privées durablement d'emploi volontaires ;

4° Déterminer, en lien avec les acteurs des politiques de l'emploi, la liste des demandeurs d'emploi mentionnés à l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée volontaires pour participer à l'expérimentation, et identifier leurs compétences ainsi que leur projet professionnel ;

5° Organiser, avec Pôle emploi et les acteurs du territoire, les modalités d'accompagnement des personnes privées durablement d'emploi participant à l'expérimentation et identifier leurs besoins de formation ;

6° Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits, adaptées aux compétences des personnes privées durablement d'emploi participant à l'expérimentation, non concurrentes des activités économiques existantes et ne se substituant pas aux emplois privés ou publics déjà présents sur le territoire;

7° Elaborer le programme d'actions mentionné au VII de l'article 9 de la loi du 14 décembre susvisée;

8° Proposer le conventionnement des entreprises participant à l'expérimentation à l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée ;

9° Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation et de ses résultats.

Il communique au comité scientifique mentionné à l'article 30 toutes les informations nécessaires à l'évaluation et à l'association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires au pilotage et au contrôle, à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.

ARTICLE III – L'ATTEINTE DE L'EXHAUSTIVITÉ OU LE DROIT À L'EMPLOI

Le comité local pour l'emploi, à travers l'animation de la coopération locale pour le droit à l'emploi, mobilise l'ensemble des partenaires pour répondre au besoin du territoire.

En complément de l'action des employeurs déjà présents sur le territoire et à la lumière du besoin exprimé, le comité local pour l'emploi a pour objectif de projeter la création des emplois supplémentaires nécessaires au sein d'entreprises à but d'emploi.

III - 1 - Besoin en emploi du territoire

Le comité local pour l'emploi s'engage à mettre en place les actions nécessaires à l'information et à l'accueil continu des personnes concernées (inscrites ou non à Pôle Emploi) pendant toute la durée de l'expérimentation.

Il mobilise les moyens d'actions adaptés et assure un suivi de l'atteinte de l'exhaustivité.

Le nombre estimé de personnes privées durablement d'emploi sur le territoire de la communauté de commune Les Bertranges, au 31 décembre 2020, est de 41 personnes.

Annexe 2-4 - T1 2021 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE

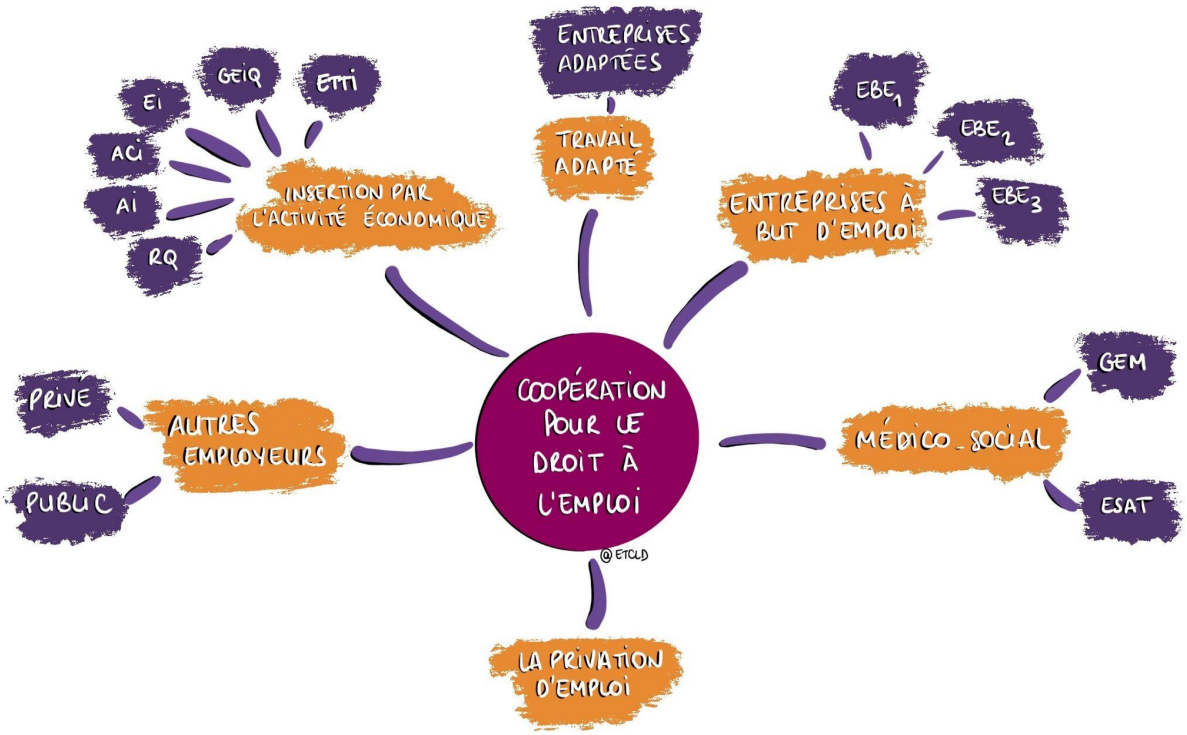
III - 2 - Mise en oeuvre opérationnelle du droit à l'emploi

III - 2 - 1 Mobilisation des acteurs existants sur le territoire

La première responsabilité du comité local pour l'emploi est la mobilisation de la coopération entre les partenaires du territoire pour le droit à l'emploi.

Le service public de l'emploi (Pôle emploi, la mission locale...), la DREETS, le département sont déjà mobilisés avec la présence de deux chantiers d'insertion sur les Bertranges dont un est porté par la communauté de communes.
L'enjeu de la nouvelle équipe projet du comité local pour l'emploi est d'enclencher une dynamique partenariale avec tous les acteurs du territoire pour faire le droit à l'emploi.

Identification des partenaires et des leviers d'embauche (employeurs terr, EA, IAE, ……)



Annexe 2-5 - T1 2021 - Cartographie partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire des Bertranges

III - 2 - 2 Production d'emplois supplémentaires en EBE

Pour mettre en œuvre le droit à l'emploi, en complément de l'action des acteurs du territoire, le comité local pour l'emploi propose la création d'unités d'EBE pour l'embauche des personnes privées durablement d'emploi (cf.article 9 Loi du 14 décembre 2020 : depuis plus d'un an et domiciliées depuis plus de six mois sur le territoire). Une convention tripartite est signée entre l'Association, le comité local pour l'emploi et chaque entreprise à but d'emplois.

Au 1er juillet 2021, le comité local pour l'emploi estime le besoin d'emplois supplémentaires à 44 personnes privées durablement d'emploi.

Il propose de conventionner les entreprises suivantes pour développer des unités d'EBE en charge de créer des emplois supplémentaires à travers la réalisation d'activités supplémentaires et non concurrentielles :

Entreprise à but d'emploi 1
Nom : EBE 58
Statuts : Association

L'EBE 58 est créée sous statut association loi 1901. Elle est dirigée par un conseil d'administration élu par l'assemblée générale et un bureau élu par le conseil d'administration. Des représentants des salariés siègent au Conseil d'Administration.

L'entreprise à but d'emploi EBE 58 prévoit dans ses statuts des dispositions garantissant l'orientation maximum de son activité vers la création d'emplois ainsi que le gain en compétences des salariés en utilisant la formation continue et la formation sur poste, ce qui leur permettra de postuler sur le marché conventionnel du travail s'ils le souhaitent.

Contribution au plan d'atteinte de l'exhaustivité : L'EBE compte 85 salariés pour 78,73 ETP au 30 juin 2021.

Des entreprises non identifiées à la signature de la présente convention peuvent être conventionnées par l'Association sur proposition du comité local pour l'emploi. Ce conventionnement est intégré par avenant.

Annexe 2-6 - T1 2021 - Calendrier des embauches

III - 2 - 3 - Pilotage par le comité local pour l'emploi de l'exhaustivité et de la supplémentarité des emplois

Le comité local Les Bertranges s'engage à mettre en œuvre les moyens d'actions et les correctifs adaptés pour veiller au respect des principes essentiels de l'expérimentation que sont :

- l'information de tous les habitants du territoire, l'exhaustivité des contacts auprès des personnes privées d'emploi et la mise en oeuvre du droit à l'emploi pour tous les volontaires;
- la nature supplémentaire/non concurrentielle des activités créées. Celles-ci ne se substituent pas à des offres existantes et ne créent pas d'effet d'aubaine.

ARTICLE IV – BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION

Le comité local pour l'emploi assure le suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation et ses résultats. Pour cela, il communique :

- au comité scientifique mentionné à l'article 30 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, toutes les données nécessaires à l'évaluation
- à l'association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires au pilotage, au contrôle, à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.

Le comité local pour l'emploi s'engage à renseigner les outils de collectes de données transmis par l'Association.

Par ailleurs, le comité local pour l'emploi s'engage à apporter son concours à la deuxième phase expérimentale en participant aux travaux de l'équipe expérimentale.

ARTICLE V – COMMUNICATION

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association.

Pour l'Association, le logo est celui apposé sur la présente convention.

Le territoire peut utiliser le logo avec la précision « Territoire habilité des Bertranges, Loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

ARTICLE VI – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue entre l'Association et le comité local pour l'emploi des Bertranges pour la durée de l'expérimentation à compter du 1er juillet 2021.

ARTICLE VII – AVENANT

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

ARTICLE VIII – RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin de l'habilitation.

ARTICLE IX – COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Les comité locaux pour l'emploi et les entreprises à but d'emploi sont autorisés, par l'article 11 de la Loi du 14 décembre 2020, à transmettre des données à caractère personnel, à l'association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée. L'Association gestionnaire du Fonds est responsable du traitement des données.
La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- Le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- La production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- L'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.
- Le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020

Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction du cadre réglementaire

Annexe 3 - Arrêté ministériel

Fait à Prémery, le

Claude BALAND,
Président du Comité local pour l'emploi
Pour Les Bertranges

Louis GALLOIS
Président de l'Association ETCLD,

Daniel BARNIER, préfet de la Nièvre
Pour l'Etat cosignataire

Carole GARABEDIAN-JAECQUE
Pour Pôle Emploi cosignataire de
Cosne-Cours-sur Loire,

Fabien BAZIN, président du conseil départemental
de la Nièvre
Pour Département cosignataire,

Table des Annexes :

Annexe 1 - Carte du territoire

Annexe 2-1 - T1 2021 - Liste des membres du comité local pour l'emploi

Annexe 2-2 - T1 2021 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme…)

Annexe 2-3 - T1 2021 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE

Annexe 2-4 - T1 2021 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE

Annexe 2-5 - T1 2021 - Cartographie partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire des Bertranges

Annexe 2-6 - T1 2021 - Calendrier des embauches

Annexe 3 - Arrêté ministériel

EXPERIMENTATION TERRITORIALE CONTRE LE CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE

Annexe 2 - T1 2021

Communauté de communes Les Bertranges

Date : 01/07/2021

Comité local pour l'emploi (CLE)

Liste des membres du comité local pour l'emploi (annexe 2-1) :

Le comité local pour l'emploi de la communauté de communes Les Bertranges se compose de :

- La communauté de communes Les Bertranges : 2 élus (Président Claude Baland et vice-président Jean-Pierre Château) et 3 technicien·nes (DGS Loren Jaouen, 1 chargé·e de mission et 1 assistant·e administrative/administratif Nathalie DUBOIS)
- Le Département de la Nièvre : Directeur du Dispositif par l'Insertion économique; SAMS 58
- Etat: DREETS
- Un représentant par Commune située dans le périmètre d'expérimentation
- Service Public de l'Emploi: 1 représentant de Pôle Emploi, 1 représentant de la mission locale
- EBE 58: président, directrice, salariés conventionnés
- De représentants de chambres consulaires (chambre des métiers et de l'artisanat, CCI)
- De représentants des structures de l'IAE: chantier d'insertion (centre socioculturel Pierre MELOT)
- De représentants des acteurs économiques locaux (mission locale)
- De représentants d'organisations syndicales
- De représentants des personnes privées durablement d'emploi
- D'un représentant du fonds d'expérimentation territoriale

Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme, …) (annexe 2-2) :

Le comité local pour l'emploi de l'expérimentation des Bertranges a son siège social 14 avenue Henri Dunant - 58400 La Charité sur Loire. Il est présidé par le président de la communauté de communes, Monsieur Claude BALAND.

Le consensus est recherché dans toute la mesure du possible. Lorsqu'il ne peut être obtenu, les décisions se prennent à la majorité des présents.

Les membres du comité local pour l'emploi des Bertranges se réunissent au minimum 4 fois par an. La première réunion du nouveau CLE aura lieu en janvier 2022.

Composition de l’équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE (annexe 2-3) :

- **Composition :**

L’équipe projet est composée de personnels de la communauté de communes Les Bertranges. Le ou la chargé·e de mission et l'assistant·e administrative/administratif sont en cours de recrutement avec une prise de poste pour début septembre au plus tard.

Composition de l'équipe opérationnelle du Comité Local pour l’Emploi									
Nom	Prénom	ETP au sein de l’équipe	Fonction au sein de l’équipe	Modalités de mobilisation	Date d'entrée dans l'équipe projet	Date de fin de contrat ou de présence dans l'équipe	Durée du contrat, de la MAD, du partenariat (en année)	Type de structure d'origine	Nom de la structure d'origine de la mise à disposition ou du mécénat
Jaouen	Loren	0,05 ETP	Directrice Générale des Services		07/2021		agent titulaire FPT		
Ducottet	Tifène	0,35 ETP	Chargé.e de mission		10/2021		Contractuelle FPT (cdd)		
Dubois	Nathalie	0,50 ETP	Assistant·e administrative/administratif		09/2021		Contractuelle (stagiairisation fin d’année 2021)		

- **Budget :**

Budget du Comité Local pour l'Emploi

DEPENSES	2021	2022	2023	RECETTES	2021	2022	2023
Frais de fonctionnement	2 000 €	6 000 €	6 000 €	Fonds européens	- €	- €	- €
Dépenses de personnel	8 900 €	33 000 €	33 000 €	Etat	- €	- €	- €
				Conseil régional de Bourgogne Franche Comté	- €	- €	- €
				Conseil départemental de la Nièvre	4 000€	13 000€	13 000€
				Intercommunalité Les Bertranges	6 900€	26 000€	26 000€
				Commune	- €	- €	- €
				Partenaire privé	- €	- €	- €
				Autre (dons, cotisations…)	- €	- €	- €
TOTAL DES DEPENSES	**10 900 €**	**39 000 €**	**39 000 €**	**TOTAL DES RECETTES**	**10 900 €**	**39 0000 €**	**39 000 €**

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	2021	2022	2023	FINANCEMENTS	2021	2022	2023
Mise à disposition	- €	- €	- €	Intercommunalité	- €	- €	- €
Mécénat de compétences	- €	- €	- €	Fondation	- €	- €	- €
Bénévolat	- €	- €	- €				
TOTAL	**- €**	**- €**	**- €**	**TOTAL**	**- €**	**- €**	**- €**

Suivi de l’exhaustivité et plan d’action du CLE (annexe 2-4) :

- **Cible :**

Au 30 juin 2021, 44 personnes privées durablement d'emploi sont disponibles sur le territoire.

- **Stratégie d’identification :**

Mise en place d’une communication auprès des acteurs institutionnels afin de s’assurer que toutes les personnes privées durablement d’emploi sont informées de l’expérimentation sur le territoire.

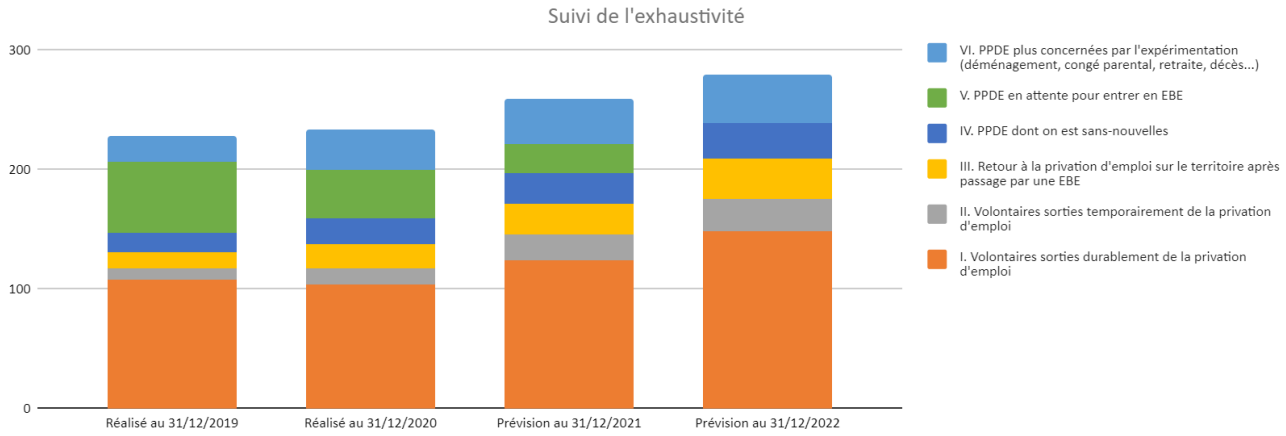
- **Méthode d’information :**

L’équipe projet s’occupe de l’information et de l’accueil des personnes privées durablement d’emploi avec les autres acteurs du territoire. Des temps d’information collective sont organisés ainsi que des entretiens individuels.

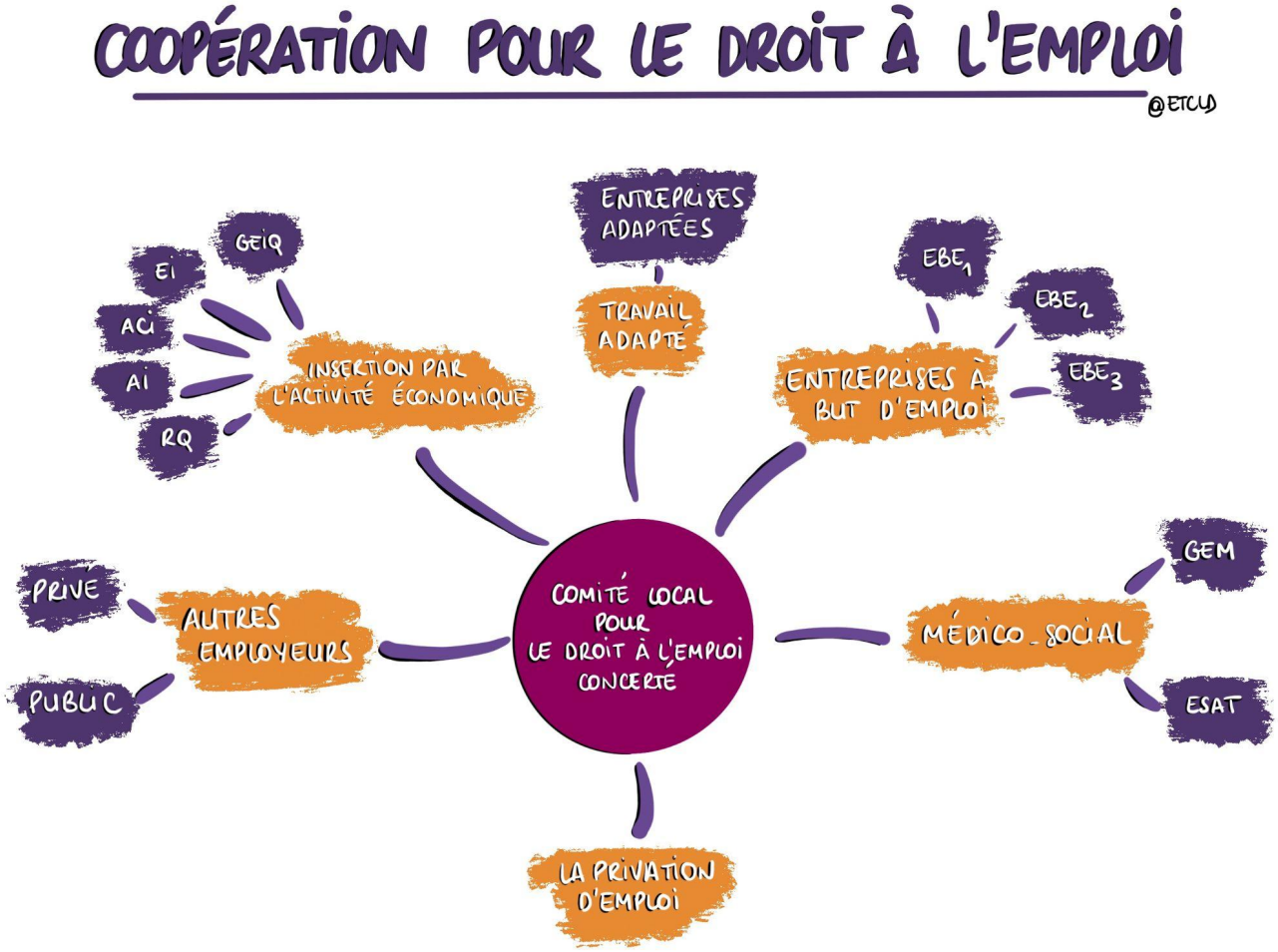
Des rencontres régulières avec la mission locale au sujet de la situation particulière des jeunes sont mises en place.

L’enjeu est également d’assurer une continuité dans l’accompagnement des personnes avant et pendant l’entrée en entreprise (EBE ou ailleurs).

	Réalisé au 31/12/2019	Réalisé au 31/12/2020	Prévision au 31/12/2021	Prévision au 31/12/2022
PPDE volontaires identifiées (et éligibles)	**229**	**233**	**260**	**280**
I. Volontaires sorties durablement de la privation d'emploi	108	104	124	149
II. Volontaires sorties temporairement de la privation d'emploi	10	14	22	27
III. Retour à la privation d'emploi sur le territoire après passage par une EBE	13	20	26	33
IV. PPDE dont on est sans-nouvelles	16	21	25	30
V. PPDE en attente pour entrer en EBE	60	41	24	0
VI. PPDE plus concernées par l'expérimentation (déménagement, congé parental, retraite, décès...)	21	33	38	41



Cartographie partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire (annexe 2-5) :



Calendrier des embauches (annexe 2-6):

Calendrier des embauches (annexe 2-6)			
	Projection 2021	Projection 2022	Projection 2023
Unité d'EBE n°1 : EBE 58	8	7	6

- **Relations CLE / EBE :**

L'animation du CLE vient d'être reprise par les services de la communauté de communes Les Bertranges. L'enjeu est l'intégration de la nouvelle équipe projet CLE et d'assurer une bonne communication avec l'EBE en mettant en place des réunions de travail régulières entre le CLE et l'EBE.

Les réunions du comité local pour l'emploi sont indispensables au bon fonctionnement du projet sur le territoire, la prochaine réunion du CLE aura lieu en janvier 2022.

- **Développement des activités :**

Une fois le CLE installé, il réfléchira sur la nécessité de développer de nouvelles activités en collaboration avec l'EBE et les personnes privées durablement d'emploi.

L'entreprise à but d'emploi se lance dans la création d'ateliers modulables dont les activités (upcycling de bois, production d'objets à partir d'objets récupérés…) permettent la production de 15 emplois supplémentaires sur une activité nécessaire au collectif de travail (20 postes dont 5 déjà en EBE).

Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022 - 2026
entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée et le Département de la Nièvre

Vu la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu l'arrêté du 12 juillet 2021 fixant le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi jusqu'au 30 juin 2022, publié au JORF n°0176 du 31 juillet 2021,

Vu la convention à effet du 1er juillet 2021 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE 58, la collectivité locale des Bertranges qui porte le comité local pour l'emploi des Bertranges,

Vu la délibération du Conseil départemental de la Nièvre en date du 23 mai 2022,

Entre les soussignés,

Le Département de la Nièvre, 40 rue de la Préfecture 58000 Nevers, représenté par le Président en exercice du Conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° du 23 mai 2022,

Ci-après dénommé **« Le Département** »,

D'une part,

Et

L'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (ETCLD), association loi 1901, dont le siège est à 76 rue du Faubourg Saint Denis - 75010 PARIS, représentée par son Président en exercice, Monsieur Louis GALLOIS, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommée **« L'Association »,**

D'une deuxième part,

Et

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice de la Nièvre, Monsieur Daniel BARNIER, sis Préfecture de l'adresse, dûment habilité à signer la présente convention, Ci-après dénommé « **L'Etat cosignataire** »,

D'une troisième part,

Et

Pôle emploi, Établissement public national, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placée sous l'autorité du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, régie par l'article L 5312-1 du Code du Travail, domicilié au 45 bis rue Général Binot 58200 Cosne-Cours-sur-Loire et représenté par sa directrice Madame Carole GARABEDIAN-JAECQUE et M. Yves HUTIN, Directeur Territorial de la Nièvre, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé **« Pôle Emploi cosignataire »,**

D'autre part.

Préambule

La présente convention est conclue en application de la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », du décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 et du décret modificatif n°2021-1742 du 22 décembre 2021 relatif à l'expérimentation territoriale visant à résorber le chômage de longue durée.

Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi,

Pour mener à bien cette expérimentation, il est institué un fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée. La gestion du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée est confiée à une association relevant de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. Ce Fonds est financé par l'Etat et les Départements, ainsi que par les autres collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale volontaires mentionnés au premier alinéa du II de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée et d'organismes publics et privés volontaires susceptibles de tirer un bénéfice financier de ces embauches. Ce financement concerne le fonctionnement du fonds et les emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emploi dans le cadre de l'expérimentation.

Selon l'article 9 IV de la loi du 14 décembre 2020, au plus tard douze mois après le terme de l'expérimentation, un comité scientifique réalise l'évaluation de l'expérimentation afin de déterminer les suites qu'il convient de lui donner.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser :

- les montants financiers mobilisés,
- leurs affectations,
- les modalités de versement de la part du Département à la contribution au développement de l'emploi,
- le contrôle de l'utilisation des financements mobilisés.

ARTICLE 2 - LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

La contribution au développement de l'emploi est composée d'une part obligatoire dont le taux est fixé à hauteur de 15% du montant de la participation de l'Etat à la contribution au développement de l'emploi. Le Département peut compléter librement la part obligatoire de la contribution.

Conformément à la délibération n° du 23 mai 2022, le Département de la Nièvre s'engage à contribuer à son financement sur le territoire des Bertranges où siège l'Entreprise à But d'Emploi EBE 58.

2-1- MONTANT DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DU DEPARTEMENT

La contribution financière du Département de la Nièvre est fixée à hauteur de 15 % du montant de la participation de l'Etat à la contribution au développement de l'emploi, pour chaque emploi supplémentaire (en équivalent temps plein).

Conformément au décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », la prise en charge des emplois supplémentaires occupés par des salariés non issus de la privation d'emploi s'effectue dans la limite de 10 % de l'effectif total (en ETP) recruté dans l'entreprise à but d'emploi concernée.

Ainsi, en 2022, le département de la Nièvre verse 2 943,39€ par équivalent temps plein annuel d'emplois supplémentaires créés par entreprises à but d'emploi.

Au titre de l'année 2022, le montant de la participation (part obligatoire) du Département de la Nièvre à la contribution au développement de l'emploi est de 276 884,40€ pour 94,07 ETP.

2-2 - AFFECTATION DE LA CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT

La participation financière du Département est affectée au Fonds national d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée au titre du financement de la contribution au développement de l'emploi versée à l'entreprise conventionnée, EBE 58, pour la création des emplois supplémentaires.

2-3 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT

2-3-1 - En 2022

La participation financière du Département telle que déterminée dans l'article 2-1 de la présente convention est versée à l'Association en deux fois :

- dont 70% pour l'acompte, versé au 1er semestre de l'année N,
- et 30% pour le solde, versé au dernier trimestre de l'année N.

Cette participation financière du Département est reversée par l'Association à l'entreprise à but d'emploi EBE 58 au titre de la contribution au développement de l'emploi. Un versement mensuel est effectué en fonction du nombre d'emplois supplémentaires (en ETP) déclarés par l'EBE 58.

Le montant de la contribution au développement de l'emploi versé à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein est ensuite fixé par l'association gestionnaire du fonds en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires tels que définis par la loi du 14 décembre 2020.

Un bilan en fin d'année 2022 permettra d'évaluer l'éventuel écart entre la participation financière qui a été affectée à l'Association sur la base du prévisionnel des emplois supplémentaires de l'entreprise à but d'emploi EBE 58 et les emplois supplémentaires effectifs réalisés au 31 décembre 2022. Le reliquat de l'année 2022 sera affecté à l'exercice suivant et le montant de la contribution départementale pour l'année 2023 ajusté en conséquence.

2-3-2 - A compter de 2023

À compter de 2023, conformément aux critères définis dans l'avenant à la présente convention qui sera signé au plus tard au 31 mars de chaque année, la participation annuelle du Département est versée à l'Association en une fois dans le courant du premier trimestre de l'année N.

Le montant de la contribution au développement de l'emploi versé à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein, est ensuite fixé par l'Association en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires tels que définis par la loi du 14 décembre 2020.

Le montant de cette contribution en année N sera réajusté en fonction du nombre d'emplois supplémentaires réalisés (en ETP) de l'année n-1.

Cette participation financière du Département est reversée par l'Association à l'entreprise à but d'emploi EBE 58 par tranche, tous les mois, sur la base des déclarations d'emplois supplémentaires réalisés.

Si au cours de l'année N, le montant de la participation financière du Département se révélait insuffisant, l'Association en informerait le Département pour qu'il prenne les dispositions nécessaires.

En fin d'année, lorsque les ressources affectées n'ont pas été engagées, il convient de constater les engagements prévisionnels à réaliser en N+1 et de déduire ces fonds déjà avancés de la subvention à octroyer au titre de l'année N+1.

2-3-3 – Versement

La contribution financière du **Département** est créditée au compte de **l'Association**.

Les versements sont effectués au compte :

Titulaire	Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée
Agence Bancaire :	Crédit Mutuel agence Saint-Barthélemy d'Anjou
N° de compte :	00021712902
Code établissement :	10278
Code guichet :	39430
Clé RIB :	19
IBAN	FR76 1027 8394 3000 0217 1290 219

2-4- CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE LA CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT

L'Association rend compte à son conseil d'administration, au comité local pour l'emploi et au Département de l'utilisation de la contribution de ce dernier, sur la base des justificatifs fournis dans le cadre de la convention du 1er juillet 2021 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE EBE 58 et la collectivité des Bertranges.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour la durée de l'expérimentation et prend effet à compter du 1er janvier 2022.

A compter de l'année 2023, cette convention est modifiée par avenant au 31 mars de chaque année.

ARTICLE 4 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département, l'Association, l'Etat et Pôle Emploi, cosignataires. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 5 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par une des parties, selon une procédure en deux phases :

- une lettre recommandée avec accusé de réception adressé par l'une des parties aux présentes, informe l'autre partie de l'intention de résilier pour causes de manquement. Dans un délai d'un (1) mois l'une ou l'autre des parties devra faire valoir ses observations ou se mettre en conformité ;
- si l'une ou l'autre des parties constate l'absence de mise en conformité ou d'observation de la partie en cause, la résiliation de la convention sera signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 - BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION

Le Département de la Nièvre participe aux travaux d'évaluation et de bilan du Fonds. Pour cela, il communique à l'Association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.

Le Département s'engage à apporter son concours à la deuxième phase expérimentale en participant aux travaux de l'équipe expérimentale concernant les questions d'activation des dépenses passives.

Le Département accepte de transmettre à l'Association de manière automatique les données relatives aux allocataires du Revenu de solidarité active (RSA) présents sur le territoire des Bertranges.

ARTICLE 7 - COLLECTE ET TRANSMISSION DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Département de la Nièvre est autorisé, par l'article 11 de la loi du 14 décembre 2020, à transmettre les données à caractère personnel nécessaires au bilan et à l'évaluation, à l'association gestionnaire du fonds relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020.

ARTICLE 8 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention devra faire l'objet au préalable d'une recherche de solution amiable.

Le cas échéant et après échec de cette démarche, il sera du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à , le

Établie en autant d'exemplaires originaux que de signataires.

Pour le Département de la Nièvre
Le Président du Conseil Départemental,

Monsieur Fabien BAZIN

Pour l'Association ETCLD,
Le Président,

Monsieur Louis GALLOIS

Pour l'Etat
Le Préfet de la Nièvre,

Monsieur Daniel BARNIER

Pour Pôle emploi de Cosne-Cours-Sur-Loire
La Directrice Territoriale,

Madame Carole GARABEDIAN-JAECQUE

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Justine GUYOT

RAPPORT: **MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISÉ AVEC GESTION DES PRESTATIONS - CONVENTIONS TRIENNALES 2022-2024**
(- Fonction 5-Action sociale - Politique autres interventions sociales)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.3211-1,
VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs en réaffirmant les principes de nécessité, de subsidiarité et proportionnalité de la protection juridique, en replaçant la personne au centre du dispositif en instaurant, à compter du 1er janvier 2009, un nouveau dispositif d'intervention sociale : la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé,
VU la délibération de l'assemblée départementale des 28 et 29 mars relative au vote du budget primitif 2022,
VU le rapport de Monsieur le Président du conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- D'APPROUVER l'exercice des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé avec gestion de prestations à l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) de la Nièvre, l'Association Pour l'Insertion et l'Accompagnement Social (APIAS) et NIEVRE REGAIN du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2024,

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à signer respectivement les conventions triennales 2022-2024 avec l'UDAF de la Nièvre, l'APIAS et NIEVRE REGAIN ainsi que tout avenant ou document se rapportant au dossier.

Adopté à l'unanimité
Pour : 33

Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 1

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62723-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

CONVENTION CADRE RELATIVE AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE AVEC GESTION DE PRESTATIONS 2022-2024

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs et créant la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

VU la délibération de l'assemblée départementale du 28 mars relative au vote du BP 2022,

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX - représenté par le Président en exercice du Conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°.....du Conseil départemental réuni dans sa commission permanente de mai 2022,

D'une part

Il est convenu ce qui suit :

ET

L'Association Pour l'Insertion et l'Accompagnement Social – 6 rue des Arcées – BP 4 – 58800 CORBIGNY - représentée par son directeur Monsieur Patrick LAPOSTOLLE,

D'autre part,

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions d'accompagnement budgétaire réalisées par l'APIAS.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

Le Conseil départemental s'engage à apporter son concours financier aux actions (définies dans le cahier des charges intitulé « accompagnement budgétaire» cf annexe 1 à la convention), engagées par l'APIAS, sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 3.

Cet engagement financier du Conseil départemental se concrétise par le paiement d'une prestation d'accompagnement, prestation effectuée au vu des objectifs fixés par le travailleur social en lien avec les besoins réels de la famille.

Le paiement de cette prestation est fonction du nombre de mois d'accompagnement et du coût du mois-mesure.
Dans le cadre de cette convention 2022-2024, le coût du mois-mesure, voté lors de la session budgétaire de mars dernier, est arrêté à la somme de 230.00 €.

Ce coût est fixé forfaitairement et peut être modifié par avenant financier.

Aussi, le financement de la mesure débutera pour toutes les meures ouvertes avant et jusqu'au 15 du mois, le mois en cours et pour toutes les mesures ouvertes après le 15 du mois, le mois suivant (cf annexe 2 de la convention : exemples pour la facturation d'une mesure).

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

3-1 Réalisation du projet :

L'APIAS s'engage à :

- Mettre en œuvre les actions décrites dans le cahier des charges stipulé en infra et élaboré par le Conseil départemental, (cf 3 : contenu de la mission) ;
- Dynamiser et développer tout partenariat utile à la bonne réalisation de la prestation
- Participer aux réunions de mise en œuvre et de bilan.

3-2 Information et contrôle

L'APIAS s'engage à :

- Transmettre au service Inclusion Sociale du Conseil départemental tout document utile à l'évaluation quantitative et qualitative de la prestation notamment au regard des obligations statistiques issues de l'arrêté du 17 mars 2010 (cf 6 suivi et contrôle de la mission).
- Permettre au Conseil départemental d'effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'il jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que ce dernier soit en mesure de vérifier que l'APIAS satisfait pleinement aux obligations et engagements issus de la présente convention.

A cet égard, l'APIAS s'engage à transmettre au Conseil départemental tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU PAIEMENT DE LA PRESTATION

Le paiement s'effectuera chaque trimestre sur présentation des factures récapitulant :

- Le nom et le prénom des personnes bénéficiant d'une mesure d'accompagnement
- Le Site d'Action Médico-Sociale
- La date de signature du premier contrat
- La date du dernier renouvellement de la mesure
- Le nombre de mois mesure commandé depuis le dernier renouvellement
- Le nombre de mois mesure exercés depuis la première signature du contrat MASP AG
- Le nombre de mois mesure exercé sur la période de facturation
- Le coût total sur la période
-

Deux tableaux seront demandés afin de distinguer les mesures bénéficiant d'un renouvellement et les nouvelles mesures misent en place sur la période correspondante à celle de la facturation (cf annexe 3 de la convention : modèles de tableaux pour la facturation).

Le Conseil départemental sera informé systématiquement lorsque le délai légal de la mesure sera éventuellement dépassé au regard de la situation de la personne accompagnée et devra décider d'une éventuelle dérogation.

ARTICLE 5 – SANCTIONS PECUNIAIRES

Le Conseil départemental se réserve le droit de ne pas effectuer le règlement des factures au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département,
- En cas de non présentation au Conseil départemental par le bénéficiaire de l'ensemble des documents énumérés à l'article 3 précité.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre des exercices 2022, 2023 et 2024.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention, devra être négociée avec le Conseil départemental et faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

ARTICLE 8 – MODALITES D'ECHANGES D'INFORMATIONS ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations entre le Département et l'APIAS sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

A l'occasion de l'exercice de cette convention, le prestataire a connaissance d'informations ou reçoit des documents signalés comme présentant un caractère confidentiel. Le prestataire s'engage à ne pas divulguer les informations, documents ou éléments reçus lors de l'exercice de sa mission à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé que les bénéficiaires de la prestation apportée par l'APIAS sont des personnes vulnérables, et que les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient à l'APIAS, sous-traitant du Conseil Départemental, au sens du RGPD de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables,
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles qui lui sont transmises par le Conseil départemental,

- Ne communiquer les données personnelles des usagers, à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé,
- Ne pas effectuer de transfert de données en dehors de l'Union Européenne,
- Alerter, dès que possible, le Conseil départemental, en cas de violation, de perte ou de divulgation de données personnelles des personnes concernées, afin que celui-ci puisse se conformer à ses obligations, dans le respect de la réglementation,
- Attester de sa conformité au RGPD, auprès de la Déléguée à la Protection des Données de la collectivité départementale.

Les personnes concernées disposent sur leurs données personnelles des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition, et peuvent à tout moment révoquer leur consentement aux traitements, sauf si une disposition légale s'y oppose. Les personnes concernées seront susceptibles de faire valoir leurs droits directement auprès du Responsable de traitement.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 10, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à NEVERS, le

Le Président du Conseil départemental de la Nièvre

Fabien BAZIN

Le directeur de l'APIAS

Patrick LAPOSTOLLE

Annexe 1 :

Cahier des charges

Annexe 2 :

Exemples pour la facturation d'une mesure

Madame X a signé son contrat MASP AG le 06 octobre, le mois d'octobre sera facturé.

Madame X a terminé son contrat MASP AG le 06 mars, le mois de mars ne sera pas facturé.

Monsieur Y a signé son contrat MASP AG le 20 octobre, le mois d'octobre ne sera pas facturé.

Monsieur Y a terminé son contrat MASP AG le 20 mars, le mois de mars sera facturé.

Annexe 3 :

Modèle de tableau pour la facturation

Nom Prénom de la personne bénéficiaire	SAMS	Date de la signature du premier contrat MASP AG	Date du dernier renouvellement de la mesure	Nombre de mois mesure prescrit depuis le dernier renouvellement	Nombre de mois mesure exercé depuis la première signature du contrat MASP AG et jusqu'à la fin de la période de facturation	Nombre de mois mesure exercé sur la période de facturation	Coût total sur la période
				6, 9, 12	Max 48	1, 2 ou 3	230, 460 ou 690,00 €
						Total :	

Pour les nouvelles mesures :

Nom Prénom de la personne bénéficiaire	SAMS	Date de signature du premier contrat MASP AG	Nombre de mois mesure prescrit depuis le dernier renouvellement	Nombre de mois mesure exercé sur la période de facturation	Coût total sur la période
			6, 9, 12	1, 2 ou 3	230, 460 ou 690,00 €
				Total :	

CONVENTION CADRE RELATIVE AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE AVEC GESTION DE PRESTATIONS 2022-2024

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs et créant la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

VU la délibération de l'assemblée départementale du 28 mars relative au vote du BP 2022,

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX - représenté par le Président en exercice du Conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°.....du Conseil départemental réuni dans sa commission permanente de mai 2022,

D'une part

ET

NIEVRE REGAIN – 15-17 Avenue Colbert – 58000 NEVERS - représenté par son directeur Monsieur Djibril BA.

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions d'accompagnement budgétaire réalisées par NIEVRE REGAIN.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

Le Conseil départemental s'engage à apporter son concours financier actions (définies dans le cahier des charges intitulé « accompagnement budgétaire» cf annexe 1 à la convention), engagées par NIEVRE REGAIN, sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 3.

Cet engagement financier du Conseil départemental se concrétise par le paiement d'une prestation d'accompagnement, prestation effectuée au vu des objectifs fixés par le travailleur social en lien avec les besoins réels de la famille.

Le paiement de cette prestation est fonction du nombre de mois d'accompagnement et du coût du mois-mesure.

Dans le cadre de cette convention 2022-2024, le coût du mois-mesure, voté lors de la session budgétaire de mars dernier, est arrêté à la somme de 230.00 €.

Ce coût est fixé forfaitairement et peut être modifié par avenant financier.

Aussi, le financement de la mesure débutera pour toutes les meures ouvertes avant et jusqu'au 15 du mois, le mois en cours et pour toutes les mesures ouvertes après le 15 du mois, le mois suivant (cf annexe 2 de la convention : exemples pour la facturation d'une mesure).

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

3-1 Réalisation du projet :

NIEVRE REGAIN s'engage à :

- Mettre en œuvre les actions décrites dans le cahier des charges stipulé en infra et élaboré par le conseil départemental, (cf 3 : contenu de la mission) ;
- Dynamiser et développer tout partenariat utile à la bonne réalisation de la prestation
- Participer aux réunions de mise en œuvre et de bilan.

3-2 Information et contrôle

NIEVRE REGAIN s'engage à :

- Transmettre au service Inclusion Sociale du Conseil départemental tout document utile à l'évaluation quantitative et qualitative de la prestation notamment au regard des obligations statistiques issues de l'arrêté du 17 mars 2010 (cf 6 suivi et contrôle de la mission).
- Permettre au Conseil départemental d'effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'il jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que ce dernier soit en mesure de vérifier que NIEVRE REGAIN satisfait pleinement aux obligations et engagements issus de la présente convention.

A cet égard, NIEVRE REGAIN s'engage à transmettre au Conseil départemental tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU PAIEMENT DE LA PRESTATION

Le paiement s'effectuera chaque trimestre sur présentation des factures récapitulant :

- Le nom et le prénom des personnes bénéficiant d'une mesure d'accompagnement
- Le Site d'Action Médico-Sociale
- La date de signature du premier contrat
- La date du dernier renouvellement de la mesure
- Le nombre de mois mesure commandé depuis le dernier renouvellement
- Le nombre de mois mesure exercé depuis la première signature du contrat MASP AG
- Le nombre de mois mesure exercé sur la période de facturation
- Le coût total sur la période
-

Deux tableaux seront demandés afin de distinguer les mesures bénéficiant d'un renouvellement et les nouvelles mesures misent en place sur la période correspondante à celle de la facturation (cf annexe 3 de la convention : modèles de tableaux pour la facturation).

Le Conseil départemental sera informé systématiquement lorsque le délai légal de la mesure sera éventuellement dépassé au regard de la situation de la personne accompagnée et devra décider d'une éventuelle dérogation.

ARTICLE 5 – SANCTIONS PECUNIAIRES

Le Conseil départemental se réserve le droit de ne pas effectuer le règlement des factures au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département,
- En cas de non présentation au département par le bénéficiaire de l'ensemble des documents énumérés à l'article 3 précité.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre des exercices 2022, 2023 et 2024.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention, devra être négociée avec le Conseil départemental et faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

ARTICLE 8 – MODALITES D'ECHANGES D'INFORMATIONS ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations entre le Département et NIEVRE REGAIN sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

A l'occasion de l'exercice de cette convention, le prestataire a connaissance d'informations ou reçoit des documents signalés comme présentant un caractère confidentiel. Le prestataire s'engage à ne pas divulguer les informations, documents ou éléments reçus lors de l'exercice de sa mission à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé que les bénéficiaires de la prestation apportée par NIEVRE REGAIN sont des personnes vulnérables, et que les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient à NIEVRE REGAIN, sous-traitant du Conseil Départemental, au sens du RGPD de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables,
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles qui lui sont transmises par le Conseil départemental,

- Ne communiquer les données personnelles des usagers, à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé,
- Ne pas effectuer de transfert de données en dehors de l'Union Européenne,
- Alerter, dès que possible, le Conseil départemental, en cas de violation, de perte ou de divulgation de données personnelles des personnes concernées, afin que celui-ci puisse se conformer à ses obligations, dans le respect de la réglementation,
- Attester de sa conformité au RGPD, auprès de la Déléguée à la Protection des Données de la collectivité départementale.

Les personnes concernées disposent sur leurs données personnelles des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition, et peuvent à tout moment révoquer leur consentement aux traitements, sauf si une disposition légale s'y oppose. Les personnes concernées seront susceptibles de faire valoir leurs droits directement auprès du Responsable de traitement.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 10, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à NEVERS, le

Le Président du Conseil départemental de la Nièvre

Fabien BAZIN

Le directeur de NIEVRE REGAIN

Djibril BA

CONVENTION CADRE RELATIVE AUX MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE AVEC GESTION DE PRESTATIONS 2022-2024

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs et créant la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé

VU la délibération de l'assemblée départementale du 28 mars relative au vote du BP 2022,

Il est convenu ce qui suit :

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le département de la Nièvre, sis Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX - représenté par le Président en exercice du Conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°.....du Conseil départemental réuni dans sa commission permanente de mai 2022,

D'une part

ET

L'Union Départementale des Associations Familiales de la Nièvre – Boulevard du Pré Plantin –BP 708 – 58007 NEVERS CEDEX - représentée par sa présidente Madame Marie-Claude LAROCHETTE,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions d'accompagnement budgétaire réalisées par l'UDAF de la Nièvre.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE

Le Conseil départemental s'engage à apporter son concours financier aux actions (définies dans le cahier des charges intitulé « accompagnement budgétaire» cf annexe 1 à la convention), engagées par l'UDAF de la Nièvre, sous réserve du respect des dispositions visées à l'article 3.

Cet engagement financier du Conseil départemental se concrétise par le paiement d'une prestation d'accompagnement, prestation effectuée au vu des objectifs fixés par le travailleur social en lien avec les besoins réels de la famille.

Le paiement de cette prestation est fonction du nombre de mois d'accompagnement et du coût du mois-mesure.

Dans le cadre de cette convention 2022-2024, le coût du mois-mesure, voté lors de la session budgétaire de mars dernier, est arrêté à la somme de 230.00 €.

Ce coût est fixé forfaitairement et peut être modifié par avenant financier.

Aussi, le financement de la mesure débutera pour toutes les meures ouvertes avant et jusqu'au 15 du mois, le mois en cours et pour toutes les mesures ouvertes après le 15 du mois, le mois suivant (cf annexe 2 de la convention : exemples pour la facturation d'une mesure).

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

3-1 Réalisation du projet :

L'UDAF de la Nièvre s'engage à :

- Mettre en œuvre les actions décrites dans le cahier des charges stipulé en infra et élaboré par le conseil départemental (cf 3 : contenu de la mission) ;
- Dynamiser et développer tout partenariat utile à la bonne réalisation de la prestation
- Participer aux réunions de mise en œuvre et de bilan.

3-2 Information et contrôle

L'UDAF s'engage à :

- Transmettre au service Inclusion Sociale du Conseil départemental tout document utile à l'évaluation quantitative et qualitative de la prestation notamment au regard des obligations statistiques issues de l'arrêté du 17 mars 2010 (cf 6 suivi et contrôle de la mission).
- Permettre au Conseil départemental d'effectuer, à tout moment, l'ensemble des opérations de contrôle sur place et/ou sur pièces qu'il jugera utiles, de quelque nature qu'elles soient, afin que ce dernier soit en mesure de vérifier que l'UDAF satisfait pleinement aux obligations et engagements issus de la présente convention.

A cet égard, l'UDAF s'engage à transmettre au Conseil départemental tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander, dans un délai d'un mois à compter de la demande.

ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU PAIEMENT DE LA PRESTATION

Le paiement s'effectuera chaque trimestre sur présentation des factures récapitulant :

- Le nom et le prénom des personnes bénéficiant d'une mesure d'accompagnement
- Le Site d'Action Médico-Sociale
- La date de signature du premier contrat
- La date du dernier renouvellement de la mesure
- Le nombre de mois mesure commandé depuis le dernier renouvellement
- Le nombre de mois mesure exercé depuis la première signature du contrat MASP AG
- Le nombre de mois mesure exercé sur la période de facturation
- Le coût total sur la période
-

Deux tableaux seront demandés afin de distinguer les mesures bénéficiant d'un renouvellement et les nouvelles mesures misent en place sur la période correspondante à celle de la facturation (cf annexe 3 de la convention : modèles de tableaux pour la facturation).

Le Conseil départemental sera informé systématiquement lorsque le délai légal de la mesure sera éventuellement dépassé au regard de la situation de la personne accompagnée et devra décider d'une éventuelle dérogation.

ARTICLE 5 – SANCTIONS PECUNIAIRES

Le Conseil départemental se réserve le droit de ne pas effectuer le règlement des factures au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

- En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes,
- En cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par le bénéficiaire,
- En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité a été réalisé,
- En cas de transfert de l'activité hors du département,
- En cas de non présentation au conseil départemental par le bénéficiaire de l'ensemble des documents énumérés à l'article 3 précité.

ARTICLE 6 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue au titre des exercices 2022, 2023 et 2024.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention, devra être négociée avec le Conseil départemental et faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des parties.

ARTICLE 8 – MODALITES D'ECHANGES D'INFORMATIONS ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les informations entre le Département et L'UDAF sont transmises dans le respect des dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et libertés, et aussi dans le respect du décret 2019-536 du 29-05-2019 pris en application du Règlement Général sur la Protection des Données.

A l'occasion de l'exercice de cette convention, le prestataire a connaissance d'informations ou reçoit des documents signalés comme présentant un caractère confidentiel. Le prestataire s'engage à ne pas divulguer les informations, documents ou éléments reçus lors de l'exercice de sa mission à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Il est rappelé que les bénéficiaires de la prestation apportée par L'UDAF sont des personnes vulnérables, et que les données collectées les concernant peuvent être sensibles ou perçues comme sensibles. Il appartient à L'UDAF, sous-traitant du Conseil Départemental, au sens du RGPD de :

- Respecter les finalités pour lesquelles les données sont récoltées, à savoir l'accompagnement de ces publics vulnérables,
- Préserver la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles qui lui sont transmises par le Conseil départemental,

- Ne communiquer les données personnelles des usagers, à aucun tiers quel qu'il soit, hormis les tiers habilités auxquels il serait strictement nécessaire de transmettre les données personnelles dans le cadre de l'accompagnement proposé,
- Ne pas effectuer de transfert de données en dehors de l'Union Européenne,
- Alerter, dès que possible, le Conseil départemental, en cas de violation, de perte ou de divulgation de données personnelles des personnes concernées, afin que celui-ci puisse se conformer à ses obligations, dans le respect de la réglementation,
- Attester de sa conformité au RGPD, auprès de la Déléguée à la Protection des Données de la collectivité départementale.

Les personnes concernées disposent sur leurs données personnelles des droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, de portabilité et d'opposition, et peuvent à tout moment révoquer leur consentement aux traitements, sauf si une disposition légale s'y oppose. Les personnes concernées seront susceptibles de faire valoir leurs droits directement auprès du Responsable de traitement.

ARTICLE 9 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de six mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 10 – REGLEMENT AMIABLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

ARTICLE 11 – ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

A défaut de règlement amiable, visé à l'article 10, le tribunal administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

Fait à NEVERS, le

Le Président du Conseil départemental de la Nièvre

Fabien BAZIN

La Présidente de l'UDAF de la Nièvre

Marie-Claude LAROCHETTE

NIÈVRE
le département

CAHIER DES CHARGES ACCOMPAGNEMENT BUDGÉTAIRE DE LA MASP AVEC GESTION

PRÉAMBULE

La loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, instaure un nouveau dispositif d'intervention sociale en faveur des personnes protégées, la Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) en amont du dispositif judiciaire.
La Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé peut se décomposer en deux niveaux d'intervention. Ce cahier des charges concerne le 2nd niveau : la MASP avec gestion de prestations qui apporte un accompagnement éducatif budgétaire complété par une mesure de gestion des prestations sociales. Le bénéficiaire de la mesure autorise dans ce cadre le Conseil départemental à percevoir et à gérer pour son compte tout ou partie des prestations sociales qu'il perçoit, en les affectant en priorité au paiement du loyer et des charges locatives en cours.

Cet accompagnement doit avoir été accepté par la personne ou la famille.

1. OBJECTIFS

Cet accompagnement a pour but de garantir une insertion durable des personnes concernées dans leur habitat, de lever les réticences de certains bailleurs et de les inciter à accueillir ou à maintenir dans leur parc des personnes ou ménages éprouvant des difficultés particulières en raison notamment de l'inadaptation et/ou de leurs difficultés à gérer leurs ressources et/ou de leurs conditions d'existence. L'accompagnement contribue à l'autonomie des ménages, intervient dans le respect de son parcours et prend en compte l'intervention des autres acteurs sociaux.

Les prestataires pourront être sollicités par les travailleurs sociaux du Conseil départemental rencontrant des difficultés d'adhésion afin de présenter la mesure aux ménages.

2. POPULATION CIBLE

La Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé avec gestion de prestations est destinée à toute personne majeure résidant dans la Nièvre qui perçoit des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources.

Cependant, toutes situations concernées par une double mesure seront étudiées au cas par cas. Elles feront l'objet d'une MASP avec gestion quand la mesure déjà mise en place s'avère insuffisante pour accompagner le ménage.

3. CONTENU DE LA MISSION

Cette mesure prend la forme d'un contrat conclu entre le ménage et le Conseil départemental et repose sur des engagements réciproques.
L'accompagnement s'inscrit dans le cadre d'une prise en charge globale décrite ci-dessous.

Dans le cadre de l'accompagnement budgétaire, le professionnel en charge de la mesure :

- favorisera l'accès aux droits de la personne accompagnée (droits sociaux, droit au logement, droit à la santé, accès aux aides financières),
- offrira un lieu d'écoute, d'accueil et d'accompagnement contribuant à l'insertion sociale du bénéficiaire de la mesure, en lien avec les services sociaux qui restent référents auprès du ménage,
- conduira sa mission conformément au projet pour l'enfant défini par le Conseil départemental dans le cadre de la protection de l'enfance,
- s'engagera à respecter l'intégralité des procédures mises en place par le Conseil départemental et à utiliser les outils rattachés à ces procédures,
- s'assurera de la permanence de la réponse et s'engagera à répondre aux demandes urgentes du bénéficiaire.

A cet effet, le travailleur social exerçant la MASP AG effectuera les démarches administratives et les demandes d'aides financières nécessaires auprès des organismes compétents, sans préjudice des obligations d'information découlant de la loi relative à la protection de l'enfance (information préoccupante).

Le prestataire de la MASP avec gestion veillera à la bonne exécution des recettes et des dépenses pour le compte de la personne et associera au maximum cette dernière à la gestion de son compte personnel. Un compte bancaire individualisé par bénéficiaire doit être ouvert par ce prestataire qui ne pourra percevoir aucune rémunération de prestations et aucun frais de gestion en dehors de la tarification de la mission par le Conseil départemental. Toute dépense réalisée doit donner lieu à la production d'un justificatif. Tout versement de sommes en liquide doit donner lieu à un récépissé. La totalité des opérations financières réalisées en recettes et dépenses est consignée dans un livre journal. Celui-ci peut être consulté par le Conseil départemental et par la personne bénéficiaire de la MASP sur simple demande.

Une fois par mois, un relevé de situation est communiqué à la personne bénéficiaire de la MASP et un budget mensuel est établi.
Un état retraçant l'ensemble des opérations comptables réalisées est communiqué à la personne et au Conseil départemental après clôture de la mesure (dans les 30 jours suivant la notification de fin de mesure).

4 . COMPÉTENCES REQUISES POUR LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCOMPAGNEMENT

L'organisme qui mettra en œuvre la MASP avec gestion de prestations devra justifier d'une expérience significative en matière d'évaluation et de gestion de dispositif d'accompagnement social auprès de publics fragiles.

Il devra affecter à cette mission spécifique, au sein d'un service dédié :

- des professionnels diplômés issus de la filière sociale et possédant une formation de niveau 3 minimum, si possible de conseillère en économie sociale et familiale (CESF), d'assistant de service social ou d'éducateur spécialisé avec une expérience dans le domaine.
- des professionnels de la gestion financière.

En effet, l'organisme veillera à la séparation des fonctions de gestion de celles de l'accompagnement social budgétaire, en vue d'éviter tout maniement d'argent par les travailleurs sociaux. Chaque ménage accompagné fera l'objet d'un suivi comptable spécifique et l'organisme prestataire sera en mesure, à tout moment, de justifier les dépenses et les recettes effectuées.

5. MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT BUDGÉTAIRE

➢ Modalité de la décision

La décision sera prise par le Conseil départemental et portera sur les éléments suivants :

- l'opportunité de mise en œuvre de l'accompagnement,
- la durée de la mesure (nombre de mois),
- les objectifs à travailler pendant la mesure,
- la prorogation ou l'interruption de la mesure,
- la saisine éventuelle de l'autorité judiciaire dans le cadre des demandes de Mesure d'Accompagnement Judiciaire.

Ces demandes de mesures d'accompagnement sont étudiées sur la base de rapports sociaux élaborés par des travailleurs sociaux, ainsi que le bilan relatif à la fin de ces mesures (fin anticipée ou non) .

Les décisions, ainsi que les coordonnées de l'organisme prestataire désigné, seront notifiées par courrier aux ménages. En parallèle, un bon de commande sera adressé à l'organisme prestataire en vue de la préparation et de la mise en œuvre de la mesure.

Le prestataire est désigné en fonction du lieu de résidence du demandeur de la mesure. En cas de déménagement au cours de l'accompagnement, et notamment pour les ménages déménageant sur un secteur éloigné de celui déterminé pour le prestataire, un changement d'intervenant devra être étudié. L'information devra être portée à la connaissance du Chef de service d'action médico-sociale de départ
Après évaluation de la situation, le Chef de service de site décidera de l'éventuel changement de prestataire. L'évaluation tiendra compte de la fragilité du ménage vis-à-vis d'un changement d'intervenant et de son éloignement.
Le Chef de service de site informera le nouveau prestataire. La facturation débutera en fonction de la date du relais. Cette rencontre se déroulera entre les prestataires et le ménage.

Une seule exception demeure pour les ménages bénéficiant déjà d'une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial (MJAGBF), l'exercice de la MASP AG sera confié automatiquement à l'UDAF seul prestataire habillité pour l'exercice de ces mesures.

- **Mise en œuvre des accompagnements**

A - L'évaluation - la décision

L'évaluation constitue la première étape avant la décision de mise en œuvre. Elle fera l'objet d'un rapport social d'évaluation élaboré par un travailleur médico-social mettant en exergue la demande et la situation de la famille. Il soulignera les difficultés exprimées par le ménage et les besoins identifiés en termes d'accompagnement.

Ce rapport sera soumis à l'examen du Conseil départemental qui décidera de l'opportunité de mise en œuvre d'une Mesure d'Accompagnement Social Personnalisé avec gestion des prestations ou d'une transmission au procureur dans le cas d'une demande de Mesure d'Accompagnement Judiciaire. La mise en œuvre d'une MASP avec gestion de prestations pourra faire l'objet d'une préconisation du Juge du surendettement dans le cadre d'un rétablissement personnel, et par exception, la mise en œuvre d'une MASP avec gestion de prestations pourra relever d'une réorientation du Juge des tutelles.

B - Le contrat - la durée de la mesure - la fréquence du suivi par le prestataire

La mesure d'accompagnement social repose sur l'acceptation d'une relation d'aide entre le prestataire et le ménage concerné.

Le contenu de cet accompagnement est formalisé dans un contrat type élaboré entre le Conseil départemental, le prestataire et l'usager (modèle joint en annexe). Les objectifs poursuivis sont clairement définis et les modalités d'évaluation du résultat de l'action sont négociées avec le ménage par écrit (délais, démarches, éléments de gestion du budget, plan d'apurement, etc…). Les moyens mis en œuvre sont précisés dans le contrat (visite à domicile, fréquence, accompagnement physique pour des démarches, accès aux aides financières, etc…).

La mesure débute à la signature du contrat. Celui-ci est élaboré et signé entre le Conseil départemental, le prestataire et l'usager dans le mois qui suit cette réception.

Toutes démarches réalisées par le prestataire pour l'ouverture d'une mesure seront financées un mois mesure si le ménage ne signe pas le contrat de la MASP avec gestion.

La durée de la mesure MASP avec gestion peut être comprise entre 9 mois et 2 ans et peut être renouvelée sans que sa durée totale ne puisse excéder 4 ans.

Pour la demande initiale, le Département de la Nièvre préconise une durée de 9 mois.

En tout état de cause, la durée de la mesure est fixée par le Conseil départemental.

C - La fin de la mesure

La fin du contrat peut se présenter sous deux formes, soit à l'échéance, soit de manière anticipée selon la procédure en vigueur.

- La fin du contrat, à l'échéance

A l'issue de la période du contrat initialement fixée par le Conseil départemental, le prestataire adresse, au moins un mois avant l'échéance, un rapport circonstancié (bilan) qui mettra en exergue les caractéristiques du ménage, les modalités d'accompagnement mises en œuvre, la durée de l'accompagnement, les difficultés rencontrées ou persistantes.

Ce rapport prendra la forme d'une proposition argumentée de reconduction ou non de la mesure. Ce bilan sera établi par le prestataire avec le ménage accompagné. Il permettra de mesurer avec le ménage le parcours accompli, de faire des propositions pour l'avenir (renouvellement, passage de relais, saisine du procureur, etc…).

- La fin anticipée du contrat

Cette situation présente plusieurs cas de figure :

- Orientation vers une autre mesure
- Déménagement hors du département
- Décès
- Refus de la famille

En cas de fin anticipée, un bilan sera élaboré sans délai par le prestataire et adressé au Conseil départemental.

➢ **Engagements du prestataire**

L'organisme prestataire s'engage à :

- travailler en liaison avec les différents partenaires qui s'occupent habituellement de la personne ou du ménage,
- prendre contact avec l'instructeur préalablement à la 1ère intervention dans la famille pour un échange d'informations, et à l'issue de la mission qui lui a été confiée pour un passage de relais physique,
- effectuer la première visite à domicile avec l'instructeur dans la mesure du possible,
- réaliser une évaluation écrite à l'issue de sa mission, afin de permettre au service qui reprendra le suivi social du ménage de disposer d'un diagnostic objectif sur la famille à l'issue de la mesure d'accompagnement social,
- organiser un temps d'échange avec le travailleur social de secteur lors de chaque demande de renouvellement si nécessaire,
- rencontrer régulièrement les bénéficiaires de la mesure et tout mettre en œuvre pour les accompagner sur la base des objectifs fixés. La fréquence des rencontres sera adaptée aux besoins des ménages. Les mesures avec gestion feront l'objet à minima de deux entretiens physiques par mois avec une rencontre au domicile du ménage (principe « d'aller vers »),
- anticiper les fins de mesure après 36 mois d'exercices en prévoyant un temps d'échange en synthèse accompagnement budgétaire (SAB) pour préciser les motifs de sortie envisagés. Dans ce cadre, le prestataire demande l'inscription du dossier à l'ordre du jour de la SAB. La production d'un rapport n'est pas exigible.
- assurer une permanence de la réponse.

Tout élément important en cours de mesure devra être porté à la connaissance du travailleur social de secteur par le biais d'une réunion de concertation ou de synthèse demandée par le prestataire et inversement en cas de connaissance d'éléments importants par le travailleur social de secteur.

6. SUIVI ET CONTRÔLE DE LA MISSION

Le prestataire adressera systématiquement le contrat signé au Site d'Action Médico-social correspondant à l'adresse du bénéficiaire dans un délai de 35 jours à compter de la réception du bon de commande.

Un état mensuel récapitulant les dates de signature des contrats sera adressé au Service Inclusion sociale afin d'assurer la mise à jour des tableaux de bord et le suivi des paiements.

L'opérateur réalisera par ailleurs, un bilan annuel, qu'il adressera au Conseil départemental dans le courant du premier trimestre de l'année N+1. Ce rapport annuel formalisé devra notamment contenir les données quantitatives et qualitatives permettant de mesurer l'action menée et de répondre au questionnaire statistique de l'État.

Pour les Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé avec gestion de prestations, ce bilan devra faire apparaître les éléments suivants :

- Nombre de MASP avec gestion en cours au 31/12 /n,
- Motifs de mise en œuvre des mesures en cours au 31/12/n (difficultés liées au logement, difficultés liées à la santé, MASPAG faisant suite à une mesure judiciaire terminée depuis moins d'un an, autres motifs),
- Prestations sur lesquelles ont porté les mesures en cours au 31/12/n (prestations familiales, RSA, RSA majoré, ASPA, APA, ASI, AAH, PCH ou autres prestations). Attention, la Prime d'Activité (PPA) est exclue des prestations tutélisables dans le cadre de la MASP AG.
- Situation familiale des personnes bénéficiaires d'une mesure au 31/12/n (personne seule sans enfant, personne seule avec enfant mineur à charge, personne seule avec enfant majeur à charge, couple sans enfant, couple avec enfant mineur à charge, couple avec enfant majeur à charge, autres),
- Âge des personnes bénéficiaires d'une mesure au 31/12/n (moins de 30 ans, 30-44 ans, 45-59 ans, 60-79 ans, 80 ans et plus),
- Sexe des personnes bénéficiaires d'une mesure au 31/12/n,
- Prestations sociales sur lesquelles portent la MASP AG,
- Niveau de ressources mensuel moyen du ménage bénéficiaires d'une mesure au 31/12/n (- 500 €, de 500 à 700 €, de 700 à 1 200 €, + de 1 200 €),
- Durée prévue des mesures en cours au 31/12/n (de 6 à 12 mois, de 13 à 24 mois),
- Nombre de mesures terminées au cours de l'année n,
- Nombre de mesures terminées au cours de l'année selon leur durée réelle (- 6 mois, de 6 à 12 mois, de 13 à 24 mois, de 25 à 48 mois),
- Nombre de mesures terminées au cours de l'année n par motif de sortie (retour à l'autonomie, non respect des termes du contrat, non adhésion, dépassement de la durée légale, fin de prestation éligible, ouverture ou orientation vers une MAJ, ouverture ou orientation vers une mesure de protection, mise en œuvre d'une MJAGBF, mise en œuvre d'une AESF, autres (déménagement, décès…),
- Le nombre de saisine du Procureur de la République,
- Le coût et nombre d'ETP de personnels affectés à la mise en œuvre de la MASP (distinguer les cadres, les personnels administratifs et les travailleurs sociaux).

Quel que soit le type de mesures, le prestataire s'engage à fournir, sur simple demande du Département, tous les renseignements ou documents nécessaires à l'exercice du contrôle d'exécution du présent cahier des charges.

Il participera à une réunion à minima annuelle d'échanges avec le Service Inclusion sociale du Conseil départemental, pour faire le point sur les conditions de mise en œuvre des mesures, partager avec les autres prestataires et procéder aux ajustements éventuels.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **PROJETS PÉDAGOGIQUES**
(- Fonction 3-Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sport et loisirs - Politique éducative)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le principe de la subvention aux collèges et associations suivants :

COLLÈGE / ASSOCIATION	PROJET	MONTANT PROPOSÉ EN CP
Collège Les Amognes/St Benin d'Azy	AUTOUR DES DIFFÉRENCES	**1 408 €**
Collège les Courlis/Nevers	CONCERT PEACE AND LOBE -CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE /PLACE CARNOT	**305 €**
	TOTAL	**1 713 €**

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toute pièce nécessaire au versement des subventions susvisées.

Soit un montant total de crédits de **1 713 €** qui sera prélevé sur le chapitre 65 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62710-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **FONDS COMMUN DES SERVICES D'HEBERGEMENT - ATTRIBUTION DES PARTICIPATIONS**
(- Fonction 2-Enseignement - Politique éducative)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.3211-2,
VU le Code de l'éducation, notamment son article 213-2,
VU la délibération du Conseil départemental du 9 décembre 1985 instituant le Fonds Commun des Services d'Hébergement (FCSH),
VU la délibération de la Commission Permanente du 11 juin 2018 adoptant le règlement d'intervention du FCSH,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- de **RÉPARTIR** la somme de 28 344,14 € entre les 11 collèges concernés, conformément au tableau de répartition en annexe 1,

- d'**AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution du présent rapport.

Le montant de ces crédits sera prélevé sur le compte 453, compte hors budget, Fonds Commun des Services d'Hébergement.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62602-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Demandes FCSH – commission d'attribution du 5 avril 2022 – au préalable de la CP du 23 mai 2022

Fond disponible au 01/04/2022 29 637,72 €
Mis à jour le 05/04/22
date CP 23/05/22

Collège demandeur	Fond Roulement estimé au 01/01/22	Nature de la demande	Montant du devis ou facture	Analyse demande	% de participation	Proposition de base	Décision commission	présentation justificatif
Decize	20 118,39€ 27,19 %	Achat coupe légumes	3 393,60 €	achat d'un coupe légume ergonomique	100,00 %	3 393,60 €	3 393,60 €	devis
		achat étuve 12 niveaux	4 698,00 €	achat étuve 12 niveaux	100,00 %	4 698,00 €	4 698,00 €	devis
		achat tapis d'entrée self	2 336,48 €	achat de 4 tapis d'entrée du self	100,00 %	2 336,48 €	2 336,48 €	devis
Fourchambault	45 774,19 € 69,15 %	réparation lave-vaisselle	830,98 €	changement pompe prélavage	70,00 %	581,69 €	581,69 €	devis
Imphy	42 748,40 € 95 %	réparation tunnel de lavage	639,36 €	remplacement rampe basse de lavage	70,00 %	447,55 €	447,55 €	devis
			497,76 €	remplacement régulateur de chaudière	70,00 %	348,43 €	348,43 €	facture
		réparation chambre froide	928,12 €	remplacement bac évaporateur, résistance d'écoulement et réfection écoulement	70,00 %	649,68 €	649,68 €	facture
Lormes	12 960,91 € 35,12 %	réparation tunnel de lavage	5 372,33 €	remplacement pompe de lavage	70,00 %	3 760,63 €	3 760,63 €	devis
Luzy	17 884,31 € 38,13 %	réparation four	1 867,16 €	remplacement des joints de porte/ vitre	70,00 %	1 307,01 €	1 307,01 €	devis
Montsauche	13 741,30 € 36,88 %	réparation matériel de cuisine	384,00 €	remplacement plateau abrasif de l'éplucheuse	70,00 %	268,80 €	268,80 €	facture
Nevers Victor Hugo	30 544,98 € 48,87 %	achat chariot échelle pour four	1 738,80 €	achat d'un chariot pour four (monobloc avec cuvette ramasse gouttes)	100,00 %	1 738,80 €	1 738,80 €	devis
		achats divers matériel de cuisine	4 947,66 €	armoire de rangement, 2 chariots inox 3 plateaux, 1 chariot niveau constant casiers verres, 1 chariot niveau constant plateaux, 5 casiers à verres, 5 socles rouleurs, 200 ramequiins	100,00 %	4 947,66 €	4 947,66 €	devis
Pouilly sur Loire	26 301,53 € 50,48 %	achat de petit matériel de cuisine	717,52 €	achats coupelles, couteau, fouet, spatules, sonde thermomètre,aiguiseur, bassine inox, bac inox	100,00 %	717,52 €	717,52 €	devis
Saint Amand en puisaye	39 103,52 137,21 %	réparation lave-vaisselle	2 799,41 €	remplacement de l'ensemble entraînement chariot avancement paniers ; de l'électrovanne, filtre aspiration cuve	70,00 %	1 959,59 €	1 959,59 €	devis
Saint benin d'azy	8 365,11 € 16,93 %	Achat vaisselle et poubelle de tri	725,57 €	Achat vaisselle et poubelle de tri	100,00 %	725,57 €	725,57 €	devis
		achat réhausseur pour l'accueil des maternelles	139,89 €	achat réhausseur pour l'accueil des maternelles	100,00 %	139,89 €	139,89 €	devis
Varennes-Vauzelles	17 553,53 € 23,04 %	réparation préparatoire froide	461,76 €	remplacement thermostat	70,00 %	323,23 €	323,23 €	facture
						TOTAL	**28 344,14 €**	

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **CONVENTIONS DE PARTICIPATION FINANCIÈRE 2021-2022 DES DÉPARTEMENTS DE RÉSIDENCE DES COLLÉGIENS SCOLARISÉS DANS LA NIÈVRE**
(- Fonction 2-Enseignement - Politique éducative)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code de l'Education et notamment ses articles L.213-8 et R.442-46 prévoyant que lorsque 10 % au moins des élèves d'un collège résident dans un autre département que celui dont relève l'établissement, une participation aux charges de fonctionnement peut être demandée au Département de résidence, le montant de cette participation étant fixé par convention entre les Départements intéressés,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** les contributions détaillées dans les tableaux annexés à la présente délibération,

- **D'APPROUVER** les conventions à venir avec les Départements du Cher et de l'Yonne ainsi que les modèles de convention type correspondantes,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer lesdites conventions et toutes pièces nécessaire à leur exécution,

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à émettre les titres de recettes correspondants à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0

Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62856-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Annexe 1

Participation financière des départements limitrophes
aux charges de fonctionnement des collèges
pour l'année scolaire 2020/2021

État des effectifs et montant de la participation

Collèges	Nombre total élèves	Nombre élèves du département limitrophe	Part des élèves	Dotation Globale de Fonctionnement	Montant de la participation	Départements
René Cassin de COSNE/LOIRE	389	75	19,28 %	83 500 €	16 099,00 €	Cher
Claude Tillier de COSNE/LOIRE	416	149	35,82 %	75 320 €	26 977,40 €	Cher
Notre Dame de COSNE/LOIRE	191	53	27,75 %	44 447 €	12 333,46 €	Cher
Sous total / Département du Cher					**55 409,86 €**	
Saint Léonard de Corbigny	126	16	12,70 %	36 294 €	4 608,76 €	Yonne
Sous total / Département de l'Yonne					**4 608,76 €**	
TOTAL des recettes					***60 018,62 €***	

Mode de calcul :

$$\frac{\textit{Dotation globale de fonctionnement (DGF) notifiée} \quad X \quad \textit{Effectif résidant dans le département limitrophe}}{\textit{Effectif total}}$$

Soit, pour chacun des collèges concernés :

- Collèges concernés par le département du Cher :

Collège René Cassin de Cosne sur Loire $\dfrac{83\,500 \text{ €} \times 75}{389} = 16\,099{,}00 \text{ €}$

Collège Claude Tillier de Cosne sur Loire $\dfrac{75\,320 \text{ €} \times 149}{416} = 26\,977{,}60 \text{ €}$

Collège Notre Dame de Cosne sur Loire $\dfrac{44\,447 \text{ €} \times 53}{191} = 12\,333{,}46 \text{ €}$

- Collèges concernés par le département de l'Yonne :

Collège *Saint Léonard de Corbigny* $\dfrac{36\,294 \text{ €} \times 16}{126} = 4\,608{,}76 \text{ €}$

CONVENTION FIXANT LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT DU CHER AU FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES DU DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

Année scolaire 2021/2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Département de la Nièvre, sis 64, rue de la Préfecture, 58 039 Nevers cedex, représenté par Monsieur Fabien BAZIN, son Président, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 23 mai 2022 ;

ET

Le Département du Cher, sis 1 place Marcel Plaisant, 18 023 Bourges cedex, représenté par Monsieur Jacques FLEURY, son Président, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du ;

Il est convenu ce qui suit:

PREAMBULE

L'article R.442-46 du code de l'éducation prévoit, concernant les collèges et lorsqu'au moins 10 % des élèves résident dans un autre département, une participation aux charges de fonctionnement par le Département de résidence versée au Département d'accueil.

La présente convention a pour objet de fixer le montant de la participation du Département du Cher qui sera versée au Département de la Nièvre, dans le cadre de l'année scolaire 2021-2022, pour le fonctionnement des collèges suivants :

- collège public «René Cassin» de Cosne-sur-Loire
- collège public «Claude Tillier» de Cosne-sur-Loire
- collège privé «Notre Dame» de Cosne-sur-Loire

ARTICLE 1 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

A la rentrée de septembre 2021, les effectifs constatés pour les collèges concernés sont :

- collège « René Cassin » de Cosne-sur-Loire : **389** élèves, dont **75** élèves résident dans le Cher.

- collège « Claude Tillier » de Cosne-sur-Loire : **416** élèves, dont **149** élèves résident dans le Cher.

- collège « Notre-Dame » de Cosne-sur-Loire : **191** élèves, dont **53** élèves résident dans le Cher.

Le montant de la participation du Département du Cher au fonctionnement est fixé au prorata des effectifs du Cher sur les effectifs totaux, selon le mode de calcul visé en annexe. Il est à noter que pour les collèges privés, le calcul se base sur la dotation de fonctionnement concernant la part matérielle versée par le Département de la Nièvre au collège concerné.

La participation totale du Département du Cher s'élève ainsi à **55 409,86 €.**

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET / DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa notification. Elle prendra fin au terme révolu de l'année scolaire 2021/2022.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

Le Département de la Nièvre émettra un titre de recette au Département du Cher pour le versement de la participation.

Le Département du cher ne doit pas émettre de virement directement.

ARTICLE 4 : MODIFICATION ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Les présentes ainsi que leurs annexes ne peuvent être modifiées que par voie d'avenant adopté par l'ensemble des parties.

La convention peut être résiliée par accord écrit entre toutes les parties signataires, notamment si les parties ne s'accordent plus sur les principes actés dans la présente convention, ou unilatéralement en cas de non-respect des termes de la présente convention.

Elle peut l'être également à tout moment pour cas de force majeure, pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public; la résiliation intervient par lettre recommandée et prend effet à la fin de l'année scolaire en cours.

ARTICLE 5 : CLAUSE DE RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses est soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif d'Orléans.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, dès la survenance d'un litige, les parties mettent en œuvre la procédure de règlement amiable suivante :

- la partie la plus diligente adresse à l'ensemble des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, un mémoire comportant l'énoncé et la motivation du différend ;
- les autres parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la réception de ce mémoire pour y répondre ;
- en cas d'échec de la procédure amiable et à l'issue de ce délai ou à réception du mémoire en réponse, la partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal.

ARTICLE 6 : DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous les actes, les parties font élection de domicile à leur adresse respective, telle qu'indiquée en première page.

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 1: état des effectifs du collège et mode de calcul de la participation

En deux exemplaires originaux

Fait à NEVERS, le

Pour le Département de la NIEVRE

le Président du Conseil Départemental
de la NIEVRE

Fabien BAZIN

Fait à BOURGES , le

Pour le Département du CHER

Le Président du Conseil Départemental
du CHER

Jacques FLEURY

ANNEXE 1

Etat des effectifs, modes de calcul et montant de la participation

2021/2022

Mode de calcul :

$$\frac{\textit{Dotation globale de fonctionnement (DGF) notifiée N X effectifs résidant dans Cher N}}{\textit{Effectifs totaux N}}$$

Soit, pour chacun des collèges concernés :

- collège René Cassin de Cosne-sur-Loire:

$$\frac{\textit{83 500 x 75}}{389} = \textit{16 099,00 €}$$

- collège Claude Tillier de Cosne-sur-Loire:

$$\frac{\textit{75 320 × 149}}{416} = \textit{26 977,60 €}$$

- collège Notre Dame de Cosne-sur-Loire :

$$\frac{\textit{44 447 × 53}}{\textit{191}} = \textit{12 333,46 €}$$

Total général …**55 409,86 €**

CONVENTION FIXANT LES CONDITIONS DE LA PARTICIPATION DU DÉPARTEMENT DE L'YONNE AU FONCTIONNEMENT DES COLLÈGES DU DÉPARTEMENT DE LA NIÈVRE

Année scolaire 2021/2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

Le Département de la Nièvre, sis 64, rue de la Préfecture, 58 039 Nevers cedex, représenté par M. Fabien BAZIN, son Président, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 23 mai 2022;

ET

Le Département de l'Yonne, sis 16-18 Boulevard de la Marne 89 089 AUXERRE Cedex, représenté par M. Patrick GENDRAUD, son Président, agissant en vertu d'une délibération de la Commission permanente en date du 20 mai 2022;

Il est convenu ce qui suit:

PREAMBULE

L'article R.442-46 du code de l'éducation prévoit, concernant les collèges et lorsqu'au moins 10 % des élèves résident dans un autre département, une participation aux charges de fonctionnement par le Département de résidence versée au Département d'accueil.

La présente convention a pour objet de fixer le montant de la participation du Département de l'Yonne qui sera versée au Département de la Nièvre, pour le fonctionnement du collège suivant :

- collège Privé Saint-Léonard de Corbigny

ARTICLE 1 : MONTANT DE LA PARTICIPATION

Les effectifs du collège Saint-Léonard de Corbigny sont de **126** élèves, constatés à la rentrée 2021, pour l'année scolaire 2021/2022, dont **16** élèves résident dans l'Yonne.

Merci de bien vouloir indiquer la ville et code postal des élèves Icaunais

Le montant de la participation du Département de l'Yonne au fonctionnement est fixé au prorata des effectifs de l'Yonne sur les effectifs totaux, selon le mode de calcul visé en annexe. Il est à noter que pour les collèges privés, le calcul se base sur la dotation de fonctionnement concernant la part matérielle versée par le département de la Nièvre au collège concerné.

La participation totale du Département de l'Yonne s'élève ainsi à **4 608,76 €.**

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET / DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa notification. Elle prendra fin au terme révolu de l'année scolaire 2021/2022.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

Le Département de la Nièvre émettra un titre de recette au Département de l'Yonne pour le versement de la participation.

Le Département de l'Yonne ne doit pas émettre de virement directement.

ARTICLE 4 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION

Les présentes ainsi que leurs annexes ne peuvent être modifiées que par voie d'avenant adopté par l'ensemble des parties.

La convention peut être résiliée par accord écrit entre toutes les parties signataires, notamment si les parties ne s'accordent plus sur les principes actés dans la présente convention, ou unilatéralement en cas de non-respect des termes de la présente convention.

Elle peut l'être également à tout moment pour cas de force majeure, pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public; la résiliation intervient par lettre recommandée et prend effet à la fin de l'année scolaire en cours.

ARTICLE 5: CLAUSE DE RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS ET COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses est soumis à la compétence juridictionnelle du Tribunal administratif d'Orléans.

Préalablement à la saisine de cette juridiction, dès la survenance d'un litige, les parties mettent en œuvre la procédure de règlement amiable suivante:

- la partie la plus diligente adresse à l'ensemble des parties par lettre recommandée avec accusé de réception, un mémoire comportant l'énoncé et la motivation du différend;

- les autres parties disposent d'un délai d'un mois à compter de la réception de ce mémoire pour y répondre;

- en cas d'échec de la procédure amiable et à l'issue de ce délai ou à réception du mémoire en réponse, la partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal.

ARTICLE 6: DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, y compris la signification de tous les actes, les parties font élection de domicile à leur adresse respective, telle qu'indiquée en première page.

LISTE DES ANNEXES :

Annexe 1: état des effectifs du collège et mode de calcul de la participation

En deux exemplaires originaux

Fait à NEVERS, le	**Fait à AUXERRE, le**
Pour le Département de la NIEVRE	Pour le Département de l'YONNE
Le Président du Conseil Départemental de la NIEVRE	Le Président du Conseil Départemental de l'YONNE
Fabien BAZIN	Patrick GENDRAUD

ANNEXE 1

Etat des effectifs, modes de calcul et montant de la participation

2021/2022

Mode de calcul :

$$\frac{\textit{Dotation globale de fonctionnement (DGF) notifiée N X effectifs résidant dans l'Yonne N}}{\textit{Effectifs totaux N}}$$

Soit, pour le collège concerné :

- collège Saint-Léonard de Corbigny:

$$\frac{\textit{36 294 x 16}}{\textit{126}} = \textit{4 608,76 €}$$

Total : **4 608,76 €**

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **SUBVENTION A 16 ASSOCIATIONS STRUCTURES OU COLLECTIVITES**
(- Fonction 3-Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sport et loisirs - Politique culturelle)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.1111-4 et L.3211-1,
VU le programme « aides aux projets culturels » adopté par délibération de la session départementale du 10 février 2006,
VU les demandes de subventions de 16 associations, structures et collectivités,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- D'ATTRIBUER un montant total de subventions et de participations de **74 000 €** réparti comme suit :

Association/Structures/Collectivités	Objet	Montant
Comité de Développement du Territoire de Luzy	Saison culturelle 2022	5 000 €
Commune de Frouchambault	Festival Tant de Paroles	2 500 €
Lire sous les Halles	Salon Littér'Halles	1 000 €
Musicalement Votre	Les rendez-vous de l'Opéra Voyageur	3 000 €
Compagnie La Louve	Le Printemps des Ecritures et le festival Garage Théâtre	5 000 €
Les Fêtes de l'Abbaye	Fêtes musicales de Corbigny	5 000 €
Le Chat Musiques	Blues en Loire	7 000 €

Compagnie du Globe	Activités annuelles	8 000 €
Association NØ	Festival NØ Return	2 500 €
Hostellerie de la Tour	Animations littéraires « Nature en Livre – une écopoétique de villages »	1 000 €
Théâtre de l'Accalmie	Les Petites Flâneries de St Seine	1 500 €
La Luna Productions	Réalisation du court-métrage « Homo Sacer »	8 000 €
Les Petites Rêveries	Festival des Petites Rêveries	12 000 €
Commune de Châtillon-en-Bazois	Les P'tites Scènes du Bazois	2 500 €
Communauté de Amognes Coeur du Nivernais	Saison culturelle et festival de la Voix	6 000 €
Compagnie du Chaland	Création « Le Bestiaire animé »	4 000 €

- **D'APPROUVER** les termes des conventions financières (CDT Luzy, Compagnie La Louve, Les Fêtes de l'Abbaye, Le Chat Musiques, Compagnie du Globe, Les Petites Rêveries, Communauté de communes Amognes Coeur du Nivernais) et la convention de partenariat (La Luna Productions,) ci-annexées,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer lesdites conventions et toute pièce nécessaire à leur exécution,

- **DE PRELEVER** les dépenses correspondantes sur les chapitre 65 et 011 du budget départemental.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62873-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

Le Comité de Développement du Territoire de Luzy
Mairie – 58170 LUZY
représenté par sa Présidente, Madame Sophie CLERGEOT, dûment habilitée à signer la présente convention,
N° SIRET : 44251808000019

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet **d'activités 2022** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet **d'activités 2022**, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **5 000 euros**, sur les 11 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s'effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : Assoc. Comité de Développement du Territoire de Luzy
Domiciliation : CR Centre Loire
Code établissement : 14806 Code guichet : 58000
N° de compte : 70017532863 Clé RIB : 91

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, Le CDT Luzy
Monsieur Fabien BAZIN	Madame Sophie CLERGOT

ANNEXE I : LE PROJET

Le Comité de Développement du Territoire de Luzy s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : Activités 2022

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
98 900	11 000	5 000	58 000

A) Objectif(s) :

Le Comité de Développement du territoire de Luzy (CDT Luzy) met en œuvre des actions de développement local et culturel sur le territoire du bassin de Luzy (Avrée, Chiddes, Fléty, Lanty, Larochemillay, Luzy, Millay, Poil, Rémilly, St Honoré-les-Bains, Sémelay, Tazilly) et des communes adhérentes à la démarche du comité.
Ses projets culturels se construisent autour de cinq axes : le développement des actions de diffusion, le soutien à la création artistique, l'accompagnement des acteurs culturels locaux, la mise en place d'actions de sensibilisation et la coordination de la communication

B) Public(s) visé(s) :

- Tout public

C) Localisation :

- Département de la Nièvre

D) Moyens mis en œuvre :

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

(Activités 2022 – CDT LUZY)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats		**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**40 900**
Prestations de services	60 000	Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures	10 000	Vente de marchandises	
Autres fournitures		Prestations de service	
61- Services extérieurs		**74- Subventions d'exploitation**	
Locations	1 000	État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation	1 000	- DRAC Bourgogne Franche-Comté	
Assurance	1 400	- Ministère de la culture	3 000
Documentation		FDVA	8 000
		Conseils Régionaux	
62- Autres services extérieurs		- Région Bourgogne Franche-Comté	11 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 500	CD NIEVRE ESS	
Publicité, publication	9 000	-CD NIEVRE culture	11 000
Déplacements, missions	5 000	Intercommunalité(s) : EPCI	
Services bancaires, autres		CC Bazois Loire Morvan	5 000
63- Impôts et taxes		Commune(s) LUZY	20 000
Impôts et taxes sur rémunération		-Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes	4 000	Fonds européens	
64- Charges de personnel		- aides privées (fondation)	
Rémunération des personnels		BUDGET PARTICIPATIF NIVERNAIS	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
		75- Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante	**3 000**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles	3 000	**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions		**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**98 900**	**TOTAL DES PRODUITS**	**98 900**
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 11 000 € représente 11,12 % du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

L'association La Compagnie La Louve
235, rue des frères Gambon – 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE
représenté par son Président, Monsieur Patrick HUERTAS, dûment habilité à signer la présente convention,
N° SIRET : 81132386400025

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet **d'activités 2022 (printemps des écritures et festival Garage Théâtre)** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet **d'activités 2022 (printemps des écritures et festival Garage Théâtre)**, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **5 000 euros**, sur les 15 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s'effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : La Compagnie La Louve
Domiciliation : Crédit coopératif Lyon Part Dieu
Code établissement : 4255 Code guichet : 9100
N° de compte : 0008022947293 Clé RIB : 12

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.

Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, La Cie La Louve
Monsieur Fabien BAZIN	Monsieur Patrick HUERTAS

ANNEXE I : LE PROJET

La Compagnie La Louve s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : Activités 2022

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
73 000	15 000	5 000	33 000

A) Objectif(s) :

Organisation du printemps des écritures et du festival Garage Théâtre

B) Public(s) visé(s) :

- Tout public

C) Localisation :

COSNE COURS SUR LOIRE

D) Moyens mis en œuvre :

une dizaine de bénévoles
une vingtaine de personnes en Contrat à durée déterminée d'usage

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

(Activités 2022 – cie du La Louve)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**12 100**	**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**39 500**
Prestations de services		Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures	3 500	Vente de marchandises	
Autres fournitures	8 600	Prestations de service	
61- Services extérieurs	**6 250**	**74- Subventions d'exploitation**	**33 000**
Locations	5 000	État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation	1 000	- DRAC Bourgogne Franche-Comté	12 000
Assurance	250	- Ministère de la culture	
Documentation		FDVA	
		Conseils Régionaux	
62- Autres services extérieurs	**15 470**	- Région Bourgogne Franche-Comté	4 500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8 343	Département de la NIEVRE	15 000
Publicité, publication	2 000	-	
Déplacements, missions	4 340	Intercommunalité(s) : EPCI	
Services bancaires, autres	787		
63- Impôts et taxes		Commune(s) COSNE	1 500
Impôts et taxes sur rémunération		-Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	**39 060**	- aides privées (fondation)	
Rémunération des personnels	25 200	BUDGET PARTICIPATIF NIVERNAIS	
Charges sociales	13 860	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
		75- Autres produits de gestion courante	**500**
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	500
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions	120	**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**73 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**73 000**
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 15 000 € représente 20 ,54 % du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

L'association Les Fêtes de l'Abbaye
Mairie – Place de l'Hôtel de ville – 58800 CORBIGNY
représenté par son Président, Monsieur Nicolas DAUTRICOURT, dûment habilité à signer la présente convention,
N° SIRET : 42880084100010

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet **« Fêtes musicales de Corbigny »** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet **« Fêtes musicales de Corbigny »**, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **6 000 euros**, sur les 6 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s'effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : Association Les Fêtes de l'Abbaye
Domiciliation : CE BFC
Code établissement : 12035 Code guichet : 00300
N° de compte : 08801247005 Clé RIB : 79

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, L'association Les Fêtes de l'Abbaye
Monsieur Fabien BAZIN	Monsieur Nicolas DAUTRICOURT

ANNEXE I : LE PROJET

L'association Les Fêtes de l'Abbaye s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : 30ème édition des Fêtes musicales de Corbigny

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
55 500 €	6 000	6 000	24 000

A) Objectif(s) :

Pour 2022, l'association fête les trois décennies des Fêtes musicales à Corbigny et propose une nouvelle édition qui met en résonance le grand répertoire avec la création contemporaine et les musiques métissées, en mêlant les époques et les genres, et en faisant jouer ensemble jeunes interprètes émergents et musiciens confirmés. Cinq concerts dont un décentralisé seront proposés avec la présence du Dimitri Naïditch Trio, du Quintette Moragues, de l'Armée des Romantiques joue Johannes Brahms, de Nicolas Dautricourt et le Quatuor Capriccio et enfin de Sirba Octet réuni en quintette.

B) Public(s) visé(s) :
Tout public.

C) Localisation :

CORBIGNY

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET (Les Fêtes musicales de Corbigny)

Année 2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**12 500**	**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**23 300**
Prestations de services	10 000	Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures	2 500	Vente de marchandises	
Autres fournitures		Prestations de service	
61- Services extérieurs		**74- Subventions d'exploitation**	
Locations		État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation		- DRAC Bourgogne Franche-Comté	
Assurance		Conseils Régionaux	
Documentation		- Région Bourgogne Franche-Comté	
		Département(s)	6 000
62- Autres services extérieurs	**15 100**	- NIEVRE	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) :	5 000
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Commune de Corbigny	13 000
Services bancaires, autres		Spedidam	6 500
63- Impôts et taxes			
Impôts et taxes sur rémunération		-Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	**27 700**	- aides privées (fondation)	
Rémunération des personnels		Agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
		75- Autres produits de gestion courante	**17 500**
65- Autres charges de gestion courante	**200**	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions		**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**55 500**	**TOTAL DES PRODUITS**	**55 500**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 6 000 € représente 10,81 % du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

L'association Le Chat Musiques
Hôtel de Ville – Place du Général de Gaulle – BP 132 – 58400 LA CHARITE-SUR-LOIRE
représenté par sa Présidente, Madame Elisabeth LEVANNIER, dûment habilitée à signer la présente convention,
N° SIRET : 34048831100028

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet **Festival Blues en Loire 2022** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet **Festival Blues en Loire 2022**, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **7 000 euros**, sur les 7 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s'effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : Association Le Chat Musiques
Domiciliation : CCM Nevers Ouest
Code établissement : 10278 Code guichet : 02505
N° de compte : 00020144001 Clé RIB : 83

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, L'association Le Chat Musiques
Monsieur Fabien BAZIN	Madame Elisabeth LEVANNIER

ANNEXE I : LE PROJET

L'association Le Chat Musiques s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : Festival Blues en Loire 2022

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
110 000	7 000	7 000	46 250

A) Objectif(s) :

Construire autour du Blues un évènement qui illustre l'infinie richesse de cette musique avec des artistes internationaux, français,régionaux et locaux.Donner à cette manifestation un esprit convivial et accessible tout en lui donnant un très large rayonnement.
Faire se rencontrer une musique populaire avec tous les publics, également ceux que l'on dit empêchés.

B) Public(s) visé(s) :

Tout public.

C) Localisation :
Le territoire concerné est : Loire – Nièvre et Bertranges

D) Moyens mis en œuvre :

Le festival est porté par une équipe de bénévoles, secondée pour une partie par des techniciens intermittents pendant le festival, et avec le soutien du service technique municipal de La Charité sur Loire.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET (Festival Blues en Loire)

Année 2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**10 600**	**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**50 000**
Prestations de services		Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures		Vente de marchandises	
Autres fournitures		Prestations de service	
61- Services extérieurs	**23 400**	**74- Subventions d'exploitation**	**46 250**
Locations		Région Bourgogne Franche-Comté	16 000
Entretien et réparation		- DRAC	
Assurance		FDVA	
Documentation		Département(s)	
		- NIEVRE	7 000
62- Autres services extérieurs	**68 300**	SACEM	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		communauté de communes	20 250
Publicité, publication		Commune de la Charité	
Déplacements, missions		Commune(s) autres communes	
Services bancaires, autres		SPEDIDAM	1 500
63- Impôts et taxes	**7 700**	FDVA	1 500
Impôts et taxes sur rémunération		-Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel		-	
Rémunération des personnels		Agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
		75- Autres produits de gestion courante	**7 500**
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions		**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**110 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**103 750**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature	**39 000**	**87- Contributions volontaires en nature**	**39 000**
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 7 000.€ représente 6,74% du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

L'association La Compagnie du Globe
La Luna – 4, place de l'église – 58140 SAINT-MARTIN-DU-PUY
représenté par sa Présidente, Madame Marie-Claude DESNIER, dûment habilitée à signer la présente convention,
N° SIRET : 31002707300041

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet **d'activités 2022** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet **d'activités 2022**, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **8 000 euros**, sur les 9 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s'effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : La Compagnie du Globe
Domiciliation : CACL LORMES
Code établissement : 14806 Code guichet : 58000
N° de compte : 72005942749 Clé RIB : 94

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, La Cie du Globe
Monsieur Fabien BAZIN	Madame Marie-Claude DESNIER

ANNEXE I : LE PROJET

La Compagnie du Globe s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : Activités 2022

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
39 550	9 000	8 000	16 600

A) Objectif(s) :

Création des spectacles de la compagnie.
Organisation du concours et festival littéraire.
Mise en œuvre du philharmonique des Portes du Morvan

B) Public(s) visé(s) :

- Tout public

C) Localisation :

Morvan

D) Moyens mis en œuvre :

Matériels divers
12 bénévoles
1 salarié

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

(Activités 2022 – cie du Globe)

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats		**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**22 950**
Prestations de services		Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures		Vente de marchandises	
Autres fournitures		Prestations de service	
61- Services extérieurs		**74- Subventions d'exploitation**	
Locations		État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation		- DRAC Bourgogne Franche-Comté	
Assurance		- Ministère de la culture	
Documentation		FDVA	
		Conseils Régionaux	
62- Autres services extérieurs	**39 550**	- Région Bourgogne Franche-Comté	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Département de la NIEVRE	9 000
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions		Intercommunalité(s) : EPCI	
Services bancaires, autres		CC MSGL	6 000
63- Impôts et taxes		Commune(s) LORMES	1 600
Impôts et taxes sur rémunération		-Organismes sociaux (détailler) :	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel		- aides privées (fondation)	
Rémunération des personnels		BUDGET PARTICIPATIF NIVERNAIS	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
		75- Autres produits de gestion courante	
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions		**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**39 550**	**TOTAL DES PRODUITS**	**39 550**
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de 8 000 € représente 10,22 % du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100

Convention de partenariat

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

La SARL – La Luna Productions
32, boulevard de Strasbourg – CS30108 – 75468 PARIS Cédex 10
représentée par son gérant, Monsieur Sébastien HUSSENOT, dûment habilité à signer la présente convention,
N° SIRET : 39524002100067

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant la politique d'aide aux projets culturels et la politique de communication du Département de la Nièvre qui a souhaité soutenir des projets contribuant à valoriser et dynamiser l'image de notre département ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à ces politiques.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet de **Court-métrage « Homo Sacer »**, ainsi que leurs engagements réciproques.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l'exercice 2022 et ne concerne que le projet susnommé.

ARTICLE 3 – MONTANT DU VERSEMENT

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **8 000 euros.**

Cette participation est acquise sous réserve de l'inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l'administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de cette participation s'effectuera dès la signature de la présente convention selon les

modalités suivantes :
Le Département de la Nièvre s'engage à apporter une participation financière de huit mille euros (8 000 €) en contrepartie de la promotion et de la publicité qu'il pourra retirer de l'association de son image avec la SARL Keren Production dans le cadre de la réalisation du film documentaire « Tico Martini – La légende de Magny-Cours »

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : LA LUNA PRODUCTIONS
Domiciliation : POLE IMAGES ET MEDIAS (02270)
Code établissement : 30004 Code guichet : 02270
N° de compte : 00010273797 Clé RIB : 22

Le Département s'engage à fournir son logotype au format vectorisé illustrator (.eps ou .ai) ou à défaut au format JPEG 300DPI).

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

- réaliser le court-métrage « Homo Sacer » pour lequel l'aide est attribuée.

- faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la réalisation du court-métrage (apposition du logotype).
Les logotypes du Département à utiliser sont à demander à l'adresse suivantes imprimerie@nievre.fr

- Citer le Département comme partenaire lors de tous ses entretiens ou présentation avec la presse écrite, de télévision, de radio ou encore sur ses pages internet.

- Organiser un évènement à l'occasion de la fin du tournage, auquel les médias locaux et régionaux seront conviés.

- Organiser à minima cinq projections accompagnées par Ysé Sorel sur le territoire du département de la Nièvre, à destination de différents publics (tout public, lycéens, étudiants…).

- Favoriser la diffusion du court-métrage dans le département de la Nièvre, par la recherche de collaborations avec les acteurs du territoire (association Sceni Qua Non, cinémas municipaux ou privés).

- Fournir dans les six mois de la réalisation, le compte-rendu financier de la réalisation du film.

- Transmettre à six mois et à un an, un bilan de la diffusion du court métrage financé.

- Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place.

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la participation au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CAS D'ANNULATION DU PROJET

Dans le cas où le projet objet de la convention ne peut avoir lieu, tout ou partie de la participation ne sera pas versée.
En outre, dans la mesure où le projet est annulé après qu'il eut perçu les aides correspondantes, le bénéficiaire est tenu de rembourser intégralement les sommes qui lui ont été allouées.

ARTICLE 8 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la participation conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, La SARL La Luna Productions
Monsieur Fabien BAZIN	Monsieur Sébastien HUSSENOT

ANNEXE I : LE PROJET

La SARL La Luna Productions s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet de **court-métrage « Homo Sacer »** aux alentours de Nevers et de La Charité-sur-Loire dont le tournage est prévu à l'été 2022.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
123 863	10 000	8 000	55 000

Ysé Sorel la réalisatrice native de Nevers, à travers son film souhaite faire réfléchir. En réalisant « Homo Sacer » s'attelle à un sujet compliqué en confrontant les droits des femmes à ceux des migrants. Elle dépeint l'extrême complexité des rapports humains lorsque les faisceaux du désir charnel, de la solidarité, de la précarité, du féminisme, du choc des cultures se mêlent, s'entremêlent et s'entrechoquent.

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET
Année 2022

Dépenses	**103 691 €**	**Recettes**	**103 691 € €**
Droits artistiques et concept	18 700 €	France 3 Bourgogne - numéraire	10 400 €
Dépenses de personnel	33 766 €	France 3 Bourgogne - industrie	31 527 €
Interprétation	450 €	Normandie Images – Région Normandie	4 000 €
Charges sociales	19 555 €	Département de la Nièvre	10 000 €
Transport, défraiement, régie	8 265 €	SEM circuit de Nevers Magny-Cours	8 000 €
Tournage	5 945 €	Keren Production – compte automatique CNC	25 000 €
Post production consommable laboratoire	8 161 €	Keren Production - numéraire	14 764 €
Assurances et divers	731 €		
Imprévus, frais généraux, production déléguée	8 117 €		

La subvention de 10 000 € représente 9,64 % du total des produits

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

L'association Les Petites Rêveries
Mairie – 58420 BRINON-SUR-BEUVRON
représenté par son Président, Monsieur Stéphane VILLAIN, dûment habilité à signer la présente convention,
N° SIRET : 44305310300018

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet d'organisation de la **20ème édition du « festival des Petites Rêveries »** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet d'organisation de la **20ème édition du « festival des Petites Rêveries »**, ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

n’attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l’exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **12 000 euros**, sur les 13 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l’inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l’association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l’administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l’application de l’article 9.

Le financement public n’excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d’un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l’article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s’effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : Les Petites Rêveries
Domiciliation : CRCA Varennes-Vauzelles
Code établissement : 1480 Code guichet : 6580
N° de compte : 0070019235984 Clé RIB : 09

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s’engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire

aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être

diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, L'association Les Petites Rêveries
Monsieur Fabien BAZIN	Monsieur Stéphane VILLAIN

ANNEXE I : LE PROJET

L'association Les Petites Rêveries s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : **20ème édition du « festival des Petites Rêveries »**

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
77 000	13 000	12 000	30 800

A) Objectif(s) :

Apporter la culture en milieu rural grâce à un festival de spectacle vivant à Brinon sur Beuvron (ancien chef lieu de canton de 180 habitants). Afin de créer des liens entre la culture "rurale" et la culture "urbaine", nous avons décidé de faire venir les spectacles de qualité à la campagne, pendant 4 jours, début juin de chaque année.
Une partie des spectacles est gratuite afin de ne justement pas exclure les plus démunis où ceux qui n'auraient pas de budget alloué à un tel sujet.

B) Public(s) visé(s) :

Tout public

C) Localisation :

Brinon-sur-Beuvron, communauté de communes Brinon Tannay Corbigny

D) Moyens mis en œuvre :

180 bénévoles
Un bureau de 11 personnes, un conseil d'administration de 16 personnes

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET (Festival des Petites Rêveries)

Année 2021

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60- Achats	**41 200**	**70- Ventes de produits finis, prestations de service**	**34 200**
Prestations de services		Vente de produits finis	
Achat matières et fournitures		Vente de marchandises	
Autres fournitures		Prestations de service	
61- Services extérieurs	**30 600**	**74- Subventions d'exploitation**	**30 800**
Locations		État : Préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation		- FDVA	3 000
Assurance		Région(s)	
Documentation		- Bourgogne Franche Comté	10 000
		Département(s)	
62- Autres services extérieurs	**2 200**	- NIEVRE	13 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Intercommunalité(s) : EPCI	
Publicité, publication		- CC TANNAY BRINON CORBIGNY	3 700
Déplacements, missions		Commune(s)	1 100
Services bancaires, autres			
63- Impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
Impôts et taxes sur rémunération		-	
Autres impôts et taxes		Fonds européens	
64- Charges de personnel	**3 000**	-	
Rémunération des personnels		Agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel			
		75- Autres produits de gestion courante	**12 000**
65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		**76- Produits financiers**	
67- Charges exceptionnelles		**77- Produits exceptionnels**	
68- Dotation aux amortissements et provisions		**78- Reprises sur amortissements et provisions**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	**77 000**	**TOTAL DES PRODUITS**	**77 000**
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	

La subvention de ...13 000.€ représente ..16,88..% du total des produits :
(montant demandé/total des produits) x 100

Convention financière

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du Conseil Départemental, Monsieur Fabien BAZIN ,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

La Communauté de communes Amognes Coeur du Nivernais
1, place de la République – 58 270 SAINT-BENIN-D'AZY
représentée par son Président, Monsieur Jean-Luc GAUTHIER, dûment habilité à signer la présente convention,

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

Considérant le projet **« programme culturel Amognes Coeur du Nivernais 2022 »** initié et conçu par le bénéficiaire, conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique d'aide aux projets culturels ;

Considérant que le projet ci-après présenté par le bénéficiaire participe à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention financière a pour objet de définir les modalités de la participation financière apportée par le Département de la Nièvre aux actions réalisées par le bénéficiaire dans le cadre de son projet **« programme culturel Amognes Coeur du Nivernais 2022 »** , ainsi que leurs engagements réciproques.

Par la présente convention financière, le bénéficiaire s'engage à son initiative et sous sa responsabilité à mettre en œuvre le projet[1] défini en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[2]. Il

1 Le " projet " tel que décrit en annexe peut concerner l'ensemble des activités de l'association.
2 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

n’attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue au titre de l’exercice 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de la Nièvre contribue financièrement pour un montant de **6 000 euros**, sur les 8 000 € demandés mentionnés au budget prévisionnel en annexe II à la présente convention.

Cette subvention est acquise sous réserve de l’inscription des crédits au budget prévisionnel, du respect par l’association des obligations mentionnées aux articles 1er et 5 de la convention et des décisions de l’administration prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l’application de l’article 9.

Le financement public n’excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d’un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l’article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de cette participation s’effectuera dès la signature de la présente convention.

Le versement est effectué sur le compte suivant :

Titulaire du compte : Communauté de communes Amognes Coeur du Nivernais
Domiciliation : Banque de France Nevers
Code établissement : 30001 Code guichet : 00594
N° de compte : D5890000000 Clé RIB : 91

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s’engage à :

1° Mettre en œuvre le projet pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir au Département de la Nièvre le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 200-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059*01) ;

3° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire

aux comptes ;

4° Fournir le rapport d'activité ;

5° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

6° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;

3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTROLE DU DEPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être

diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font parties intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTE DE RESILIATION PAR LE BENEFICIARE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre, Le Président du Conseil départemental	Pour le Bénéficiaire, La Communauté de Communes Amognes Coeur du Nivernais
Monsieur Fabien BAZIN	Monsieur Jean-Luc GAUTHIER

ANNEXE I : LE PROJET

La Communauté de Communes s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

Projet : **« programme culturel Amognes Coeur du Nivernais 2022 »**

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
28 931	8 000	6 000	8 000

A) Objectif(s) :

Mise en œuvre du programme culturel :
- diffusion de spectacles et de concerts dans différentes communes du territoire de la communauté de communes,
- festival de la voix.

B) Public(s) visé(s) :

- Tout public

C) Localisation :

Territoire Amognes Coeur du Nivernais

D) Moyens mis en œuvre :

Enseignants, musiciens

ANNEXE II : BUDGET PREVISIONNEL DU PROJET

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
Diffusion culturelle	20 401	Autofinancement saison culturelle	15 901
communication	1 500	Subvention conseil départemental	6 000
Programmation artistique festival de la Voix	4 130	Autofinancement festival de la voix	5 030
Droits d'auteur	400	Subvention conseil départemental	2 000
Technique	2 500		
TOTAL DES CHARGES	**28 931**	**TOTAL DES PRODUITS**	**28 931**
86- Emplois des contributions volontaires en nature		**87- Contributions volontaires en nature**	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		**TOTAL**	
La subvention de 8 000 € représente 27,65 % du total des produits : (montant demandé/total des produits) x 100			

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **MISE A DISPOSITION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET DE MATERIELS - CONVENTION AVEC LE SIEEEN**

(- Fonction 3-Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sport et loisirs - Politique culturelle : bibliothèques et médiathèques)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment son article L.3211-1,
VU le Schéma de Développement de la lecture publique de la Nièvre adopté par délibération 12 de la session départementale du 25 mars 2019,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE

- **D'APPROUVER** la signature de la convention de partenariat avec le SIEEEN, ci-annexée, dans le cadre de l'acquisition et de la maintenance du matériel informatique qui sera mis à disposition des bibliothèques des collectivités de la Nièvre,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer cette convention et toute pièce nécessaire à son exécution et/ou sa modification,

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62952-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET DE MATERIELS

ENTRE :

Le Syndicat Intercommunal d'Energie, d'Equipement, et d'Environnement de la Nièvre (SIEEEN)

Établissement public, syndicat mixte, exerçant l'activité d'administration publique, des activités économiques, sis 7 Place de la république – 58027 NEVERS CEDEX, ayant pour numéro SIRET 255 801 185 00018,

Représenté par Monsieur Guy HOURCABIE en sa qualité de Président du Syndicat dûment habilité à signer la présente Convention par délibération du Comité Syndical en date du 03/09/2021

Ci-après dénommé " le SIEEEN"

D'UNE PART,

ET :

LE DEPARTEMENT DE LA NIEVRE

Collectivité territoriale département, exerçant l'activité d'administration publique, sis Hôtel du Département - 58039 Nevers cedex, ayant pour numéro SIRET 225 800 010 00012,

Représenté par Monsieur Fabien BAZIN, en sa qualité de Président, , dûment habilité à signer la présente Convention en vertu de la délibération du 23/05/2022

Ci-après dénommé « Le Département »

D'AUTRE PART.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJETS DE LA CONVENTION....3
ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION....3
ARTICLE 3 : OBLIGATIONS COMMUNES AUX DIFFERENTS SERVICES....3
Article 3.1 : Respect de la réglementation en vigueur....3
Article 3.2 : Obligations du SIEEEN....4
Article 3.3 : Obligations du Département....4
ARTICLE 4 : DESCRIPTION ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS ET MOYENS....4
Article 4.1 : Acquisition de matériel informatique....4
Article 4.2 : Livraison, installation, paramétrage, et prise en main du matériel et des logiciels....5
Article 4.3 : Maintenance du parc informatique....6
Article 4.4 : Interventions....6
Article 4.5 : Evolution du parc informatique....8
ARTICLE 5 : COÛT ET PAIEMENT....8
ARTICLE 6 : RÉVISION DE PRIX....8
ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNÉES....9
Article 7.1 : Confidentialité et protection des données....9
Article 7.2 : Obligations du SIEEEN....9
Article 7.3 : Obligations du Département et des collectivités utilisatrices....10
Article 7.4 : Droits Informatiques et Libertés....11
ARTICLE 8 : CESSION DE LA CONVENTION....11
ARTICLE 9 : MODIFICATION PAR VOIE D'AVENANT....11
ARTICLE 10 : FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT....11
ARTICLE 11 : MISE EN ŒUVRE DE CONDITIONS FINANCIÈRES....12
ARTICLE 12 : RÉSILIATION....12
ARTICLE 13 : ÉLECTION DE DOMICILE....12
ARTICLE 14 : NOTIFICATIONS....12
ARTICLE 15 : LITIGES....12
ARTICLE 16 : LOI APPLICABLE....13
ARTICLE 17 : VALIDITÉ DE LA CONVENTION....13
ARTICLE 18 : ANNEXES....13
Annexe 1 : Description des packs Proximité, Mobilité et Relais....13
Annexe 2 : Préconisations techniques et applicatives....13
Annexe 3 : BPU SIEEEN....13
Annexe 4 : Plateforme d'assistance GLPI du SIEEEN....13

Il est convenu ce qui suit :

Contexte :

Le Département de la Nièvre, dans le cadre du programme Bibliothèque Numérique de Référence, a fait l'acquisition d'un nouveau Système Informatisé de Gestion de Bibliothèque, Orphée NX de la société C3RB, pour équiper la Bibliothèque Départementale et les bibliothèques des collectivités de la Nièvre. Dans le cadre de ce déploiement, le Département fera l'acquisition de matériel informatique qu'il mettra à disposition des bibliothèques intégrant le logiciel de bibliothèque mutualisé, sous la forme de pack « relais », « proximité », ou « mobilité ».

Un partenariat entre le Département et le SIEEEN (Syndicat Intercommunal d'Energies, d'Equipement et d'Environnement de la Nièvre) est mis en place pour l'acquisition et la maintenance du matériel informatique qui sera mis à disposition des collectivités.

ARTICLE 1 : OBJETS DE LA CONVENTION

La présente Convention a pour objet de définir les conditions de l'acquisition, du déploiement et de la maintenance du matériel informatique acquis auprès du SIEEEN par le Département pour le compte des bibliothèques utilisant le SIGB mutualisé Orphée NX, et de rappeler les obligations et responsabilités de chacun, respectivement précisées à l'article 3 et l'article 4 de la présente Convention.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention est conclue pour une durée de un (1) an renouvelable quatre fois par tacite reconduction.

La Convention prend effet à la date de sa signature par les Parties.

En cas d'interruption de l'exécution des présentes, pour quelque cause que ce soit, la durée d'effet de la Convention sera suspendue jusqu'à la date de la reprise de l'exécution des présentes sans pour autant que la durée d'effet de la présente Convention n'excède un (1) an.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS COMMUNES AUX DIFFERENTS SERVICES

Article 3.1 : Respect de la réglementation en vigueur

Le règlement n° 2016 / 679 du 24 mai 2016 dit règlement général sur la protection des données (RGPD), applicable depuis le 25 mai 2018, encadre le traitement et la protection des données sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne.

Le SIEEEN et le Département s'engagent à se mettre en conformité avec les lois et réglementations en vigueur relatives à la sécurisation et à l'interopérabilité des systèmes d'information, et notamment avec le RGS (Référentiel Général de Sécurité) réglementant la responsabilisation des autorités vis-à-vis de leurs systèmes d'information et les règles et bonnes pratiques que doivent mettre en œuvre les administrations et le RGI (Référentiel Général d'Interopérabilité) fixant les règles techniques assurant le partage des données.

Le SIEEEN et le Département s'engagent à respecter intégralement les conditions et précautions d'utilisation des matériels, bases de données, progiciels, et logiciels spécifiques.

Le Règlement Général de Protection des Données (RGPD) s'applique au Département et au SIEEEN , en leur qualité respective de responsable de traitement des données et de sous-traitant.

Article 3.2 : Obligations du SIEEEN

Le SIEEEN définit en accord avec le Département le profil et le nombre des collaborateurs qui seront chargés de la réalisation de ses obligations au titre-de la présente Convention.

Le personnel du SIEEEN affecté à la réalisation des services, objet des présentes, reste en tout état de cause, sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du SIEEEN.

Le SIEEEN garantit la régularité de sa situation et de celle de ses éventuels sous-traitants à l'occasion de l'exécution de la présente Convention, notamment au regard des dispositions du Code du Travail relatives à la lutte contre le travail illégal, notamment son article L 8211-1, et de toutes les obligations légales mises à sa charge par les administrations sociales et fiscales.

Le SIEEEN s'engage envers le Département à :

- assurer un niveau de compétence et de formation de ses agents, en lien avec la bibliothèque départementale, en adéquation avec leurs missions,
- exercer son obligation générale de conseil, notamment proposer tout complément ou modification qui lui semblerait nécessaire,
- collaborer avec les agents du Département, et le cas échéant, avec tout fournisseur ou sous-traitant intervenant sur les Systèmes d'Information,
- solliciter tout renseignement ou information qu'il jugera nécessaire à l'exécution de la Convention,
- informer contre tous les risques susceptibles d'affecter l'exécution de la Convention, et ce dès qu'il en aura connaissance.

Article 3.3 : Obligations du Département

Le Département est informé qu'une coopération active de sa part est essentielle à la bonne exécution des services par le SIEEEN.

Par conséquent, le Département s'engage à :

- informer le SIEEEN de toutes particularités susceptibles d'influer sur le déroulement des missions réalisées par le SIEEEN,
- mettre à disposition tous les moyens humains et matériels jugés nécessaires à la bonne réalisation des services par le Département, en accord avec le SIEEEN,
- assurer un niveau de compétence et de formation de ses agents en adéquation avec leurs missions,
- transmettre au SIEEEN un descriptif technique des locaux et structures recevant le matériel.

ARTICLE 4 : DESCRIPTION ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION D'ÉQUIPEMENTS ET MOYENS

Article 4.1 : Acquisition de matériel informatique

Description des packs

"pack mobilité": Ces packs permettront aux bibliothèques bénéficiaires de disposer d'un équipement mobile, pour réaliser leurs animations en in situ ou hors les murs.

Ils sont composés d'un ordinateur portable, d'une tablette et des accessoires dédiés tels que décrit dans l'annexe 1.

"pack proximité": Ces packs permettront aux bibliothèques bénéficiaires de disposer d'un accès informatique supplémentaire pour leurs usagers.

Ils sont composés d'un ordinateur de bureau, d'une tablette et des accessoires dédiés tels que décrit dans l'annexe 1.

"pack relais ": Ces packs permettront aux relais de bénéficier d'un accès informatique au portail et aux services liés.

Ils sont composés d'un ordinateur de bureau type Raspberry et des accessoires dédiés tels que décrit dans l'annexe 1.

Du matériel optionnel est proposé en complément dans l'annexe 3.

Le Département se réserve le droit de commander partiellement un pack.

Bons de commande

Le Département adressera au SIEEEN les bons de commandes qui mentionneront le détail du matériel et les dates de livraison pour chaque pack de matériel.

Article 4.2 : Livraison, installation, paramétrage, et prise en main du matériel et des logiciels.

Pour l'installation de matériel informatique et le déploiement des logiciels, un délai minimum de quinze (15) jours ouvrés est prévu à compter de la date contractuelle de livraison, mais il fera l'objet d'une prolongation en cas de retard pour cas de force majeure ou cas fortuit visé à l'article 10 de la présente Convention.

Ce délai peut être prolongé de sept (7) jours supplémentaires au regard du planning des demandes d'installation et du nombre de techniciens disponibles au moment de la commande.

L'installation de matériel informatique ou le déploiement de logiciel ne peuvent être considérés comme prioritaires et urgents par rapport à une maintenance.

L'installation d'un matériel ou d'un logiciel est prise en charge sans surcoût au titre de la signature de ladite Convention.

Les opérations à réaliser comprennent :

- paramétrages, connexion au réseau local, démarrage et prise en main utilisateur sur le matériel et les logiciels (hors SIGB Orphée NX de la société C3RB) (cf annexe 2 liste des applicatifs retenus)

- vérifications accès plein et entier au logiciel Orphée Nx acquis par le Département (cf annexe 2, préconisations techniques fournies par C3RB)

L'inventaire des matériels inclus dans la Convention est actualisé tous les ans et communiqué au Département, dans les trente (30) jours suivant sa réalisation.

Article 4.3 : Maintenance du parc informatique

Le SIEEEN assurera un support du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00 toute l'année via sa hotline.

La collectivité utilisatrice doit déposer directement sa demande sur la plateforme de support GPLI du SIEEEN dont la description technique est disponible à l'annexe 4 « plateforme d'assistance GLPI du SIEEEN»

La Collectivité utilisatrice tient à jour un « cahier de suivi informatique » ayant pour but de répertorier les interventions SIEEEN sur ses matériels et logiciels. Ce cahier mentionne notamment :

- La date de l'intervention
- Le nom du SIEEEN
- Le nom de l'intervenant
- L'objet de l'intervention
- La durée de l'intervention
- Les caractéristiques techniques (matériel ou logiciel concerné)
- Les commentaires éventuels.

Ce cahier de suivi informatique est mis à la disposition du SIEEEN et du Département si ces derniers souhaitent le consulter.

Le SIEEEN réalisera une visite préventive annuelle de l'ensemble du parc informatique acquis par le Département dans le cadre de la présente Convention.

Les dépannages matériels et les déplacements liés sont inclus et illimités dans le cadre de la présente Convention.

Article 4.4 : Interventions

Les interventions sont effectuées sur les matériels inclus à la Convention, pendant les heures ouvrables du SIEEEN (8h30-12h30 et 13h30-17h00), en hotline, en prise de main à distance ou sur site.

En aucun cas, la collectivité utilisatrice n'est autorisée à intervenir sur un logiciel préinstallé ou un matériel en panne sans un accord oral préalable de la part du SIEEEN et ce, sous ses strictes indications et directives.

Les techniciens du SIEEEN se déplacent si l'objet de la demande nécessite une intervention sur site. Une fiche d'intervention est alors réalisée et signée par le responsable du site.

Dans tous les autres cas de figure, le SIEEEN se réserve le droit d'intervenir par télémaintenance, au moyen d'un logiciel de prise en main à distance, permettant aux techniciens d'accéder à l'ensemble des applications de n'importe quel poste de travail, à des fins de maintenance informatique.

L'utilisation de ce logiciel est entourée de précautions afin de garantir, à la collectivité utilisatrice, la transparence dans son emploi et la confidentialité des données auxquelles le technicien SIEEEN accédera par ce moyen, dans la stricte limite de ses besoins :

- Information préalable et recueil de l'accord de l'utilisateur pour « donner la main » au technicien pour l'intervention sur son poste de travail. À cet effet une fenêtre s'ouvre sur

l'écran de l'utilisateur lui indiquant les informations à communiquer au technicien, dont un mot de passe uniquement créé et utilisable pour cette opération de télémaintenance. Il ne s'agira en aucun cas de communiquer au technicien les informations relatives au compte utilisateur des moyens informatiques de la collectivité utilisatrice.

- Suivi des opérations de maintenance et conservés pendant un délai minimum de douze (12) mois.

Le SIEEEN et le Département conviennent de se reporter à l'article 7 de la présente Convention pour tout ce qui concerne la protection et la confidentialité des Données.

Aucune demande d'intervention sur site ne pourra être planifiée avec la collectivité de l'utilisateur si les différents tests téléphoniques n'ont pu être menés à bien par le technicien de hotline.

Pour déclencher une intervention, le SIEEEN dispose d'un délai de :

- 4 (quatre) heures ouvrées à la suite d'une panne bloquante sur le matériel utilisé pour l'application du SIGB.
- 1 (un) jour ouvré suite à toute autre panne bloquante,
- 3 (trois) jours ouvrés pour les pannes non bloquantes.

Lors d'une prise en charge de matériel informatique, aucun délai de réparation ne pourra être imposé par la collectivité utilisatrice à partir du moment où il bénéficie d'un matériel équivalent en prêt.

Le prêt est proposé dans la limite des stocks disponibles.

Matériel déclaré hors service :

Lors d'une intervention, le SIEEEN peut déclarer un matériel irréparable ou hors service, pour les raisons suivantes :

- arrêt de fabrication de certaines pièces par le constructeur,
- matériel ne pouvant être maintenu en raison, notamment, du fait que le montant de la réparation serait plus élevé que la valeur du matériel à réparer ou mauvaise utilisation du matériel (consommables non compatibles….),
- conséquences issues de problèmes électriques, ou de type orages ou intempéries,
- arrêt de la maintenance du système d'exploitation ou du logiciel bureautique par l'éditeur.

Après intervention sur site ou en atelier le matériel défectueux sera restitué au Département.

Précisions :

- En cas de perte totale d'un disque dur, le dépannage inclut la réinstallation du système d'exploitation, des logiciels bureautiques et métiers référencés par le SIEEEN.

Exclusions :

- Les interventions ne comprennent ni l'initialisation, ni le dépannage, ni la réinstallation de progiciels non référencés par le SIEEEN.

- Les consommables, le matériel téléphonique (y compris « box ») et les photocopieurs ne sont pas compris dans la maintenance et l'assistance.

- La correction d'anomalies et défauts liés à une utilisation non conforme du matériel, du système d'exploitation ou des logiciels métiers, ou à des modifications effectuées sans l'accord du SIEEEN sera facturée au tarif en vigueur de l'année en cours.

- Les déplacements de matériel, le reconditionnement d'un poste, les audits, la mise en place d'une configuration réseau ou d'une stratégie de sauvegarde complexe, les installations et paramétrages spécifiques, les migrations vers de nouveaux logiciels métiers et toute autre modification substantielle de la configuration sont des prestations ne relevant pas de la maintenance (l'ensemble est soumis à une étude préalable).

Article 4.5 : Evolution du parc informatique

Le Département a la possibilité de choisir des équipements informatiques complémentaires, après étude et conseil du SIEEEN, qui pourront faire l'objet d'une modification de la présente Convention. Cette modification devra être notifiée au SIEEEN et sera prise en considération lors du prochain renouvellement.

Tout changement non signalé et non enregistré dans la Convention fera l'objet d'une tarification supplémentaire en cas d'intervention sur ledit matériel.

Toute transformation ou installation effectuée par le Département sera faite sous sa responsabilité. En cas de dysfonctionnement, l'intervention réalisée par le SIEEEN pourra être facturée au tarif en vigueur de l'année en cours.

Seuls des matériels informatiques achetés par l'intermédiaire du SIEEEN peuvent être pris en charge.

ARTICLE 5 : COÛT ET PAIEMENT

L'ensemble des coûts et des modalités de paiement est décliné lors de chaque projet lié à une bibliothèque. La valeur des prix correspond à l'offre effectuée par le SIEEEN, qui prendra en compte les tarifs votés par son Comité Syndical chaque année. Les prix actuels sont indiqués à l'annexe 3 BPU « SIEEEN ».

ARTICLE 6 : RÉVISION DE PRIX

Les prix pratiqués par le SIEEEN seront mis à jour, d'un commun accord, :

- annuellement en regard du vote des tarifs par son Comité Syndical, prenant en compte notamment les évolutions de l'indice SYNTEC lié aux systèmes d'information, de l'indice en vigueur au jour de la signature de la présente Convention,

- ponctuellement à la suite d'un événement majeur générant des conséquences financières : **contexte économique,** explosion du marché informatique, évolution notable de la solution logicielle poussant à augmenter la gamme de matériel…

Ces modifications seront intégrées à l'annexe 3 de la présente Convention, BPU SIEEEN.

ARTICLE 7 : PROTECTION DES DONNÉES

Article 7.1 : Confidentialité et protection des données

Au regard des dispositions du RGPD, le SIEEEN, le Département et les collectivités utilisatrices s'engagent conjointement à ne pas divulguer les données à d'autres personnes, qu'elles soient privées ou publiques, physiques ou morales, et à prendre les mesures nécessaires permettant d'éviter toute utilisation frauduleuse des données, au cours de l'exécution de la présente Convention.

Au regard de l'article 26 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, le fait d'entrer dans la fonction publique soumet ipso facto ses titulaires et ses contractuels à une obligation de discrétion professionnelle et au secret professionnel pendant la durée d'exécution de leur contrat de travail, et même au-delà (quel que soit le mode de rupture du contrat de travail). Le manquement à ces obligations fait l'objet, entre autres, de sanctions disciplinaires.

Article 7.2 : Obligations du SIEEEN

Le SIEEEN s'engage à respecter le caractère confidentiel des informations échangées au titre de la présente Convention et à ne pas les révéler, les divulguer ou les laisser à la disposition de tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable et écrit du Département ou de la collectivité utilisatrice, sauf sur injonction d'un tribunal compétent ou dans le cadre d'une procédure administrative ou judiciaire ou en vertu d'une loi ou d'un règlement. Par conséquent, la Partie concernée par cette obligation de divulgation s'engage à e, informer sans délai les autres Parties en lui fournissant tous les éléments nécessaires ou utiles sur la portée de cette obligation de divulgation.

Les informations et les données échangées entre SIEEEN, le Département et les collectivités utilisatrices ou éventuellement apprises pendant l'exécution de la présente Convention, sont strictement couvertes par le secret professionnel, sauf dans les cas où la loi autorise ou impose la levée dudit secret

En conséquence le SIEEEN s'engage à :

- assurer de manière générale la sécurité des informations en prenant toutes les mesures utiles,
- ne communiquer ces informations qu'à ses agents qui, du fait de leur fonction auront à collaborer sur la Convention,
- solliciter, pour les agents qui ne seraient pas tenus à une obligation de confidentialité au titre de leur contrat de travail, l'engagement écrit de respecter les présentes stipulations,
- prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, ou communiquées à des personnes non autorisées,
- ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées à l'exception de celles nécessaires à la bonne exécution de la présente Convention.

Article 7.3 : Obligations du Département et des collectivités utilisatrices

Le Département et les collectivités utilisatrices s'engagent à respecter l'ensemble des obligations mises à sa charge en sa qualité de collecteur et responsable du traitement des données personnelles, et ce conformément au RGPD.

Le Département s'assurera que les collectivités utilisatrices doivent :

- respecter la confidentialité des informations, notamment des documents conservés sur les systèmes informatiques détenus en réseau.
- prendre les mesures techniques et d'organisation nécessaires permettant d'assurer la sécurité des données lors de leur transfert vers le SIEEEN,
- équiper ses matériels informatiques (serveurs et postes des agents) d'une protection fiable contre les virus et logiciels dits « espions », et observer une vigilance particulière de sa messagerie électronique,

Les agents du Département et collectivités utilisatrices s'engagent à respecter les règles de bon usage afin d'éviter les opérations qui pourraient avoir pour conséquences :

- de nuire à une personne, de porter atteinte à l'intégrité d'un agent ou à sa sensibilité,
- de divulguer, par le biais des moyens informatiques, des informations pouvant porter préjudice à la collectivité.

À ce titre :

- les accès aux postes de travail doivent être impérativement protégés par un mot de passe individuel, dont les droits ne sont pas cessibles,
- lors d'une absence dans la journée, les postes de travail doivent être verrouillés soit par la procédure de verrouillage automatique prévue avec les économiseurs d'écran, soit, dans le cas d'une connexion réseau, par la clôture de la session de travail,
- La configuration du poste de travail doit conserver les capacités de mise à jour automatique du logiciel système et de l'antivirus.

Tout manquement et tout dommage résultant de ces obligations relèvent de la responsabilité exclusive des collectivités utilisatrices.

Les agents des collectivités utilisatrices peuvent stocker sur leur poste de travail des documents personnels à condition que ces documents demeurent sur la session de l'utilisateur dans un dossier intitulé « Personnel » ou « Privé » et ne soient pas déposés sur le réseau ou l'espace de partage.

Les collectivités utilisatrices doivent donc informer ses agents des règles régissant les documents personnels et exclure de la sauvegarde les dossiers comprenant la mention « PERSONNEL » ou « PRIVÉ ».

Il est rappelé que tout document créé par les agents des collectivités utilisatrices avec les outils informatiques mis à leur disposition pour l'exécution de leur travail est présumé avoir un caractère professionnel par nature, donc accessible à tout moment par les collectivités utilisatrices, même hors présence de leurs agents. Lorsque les fichiers sont identifiés comme personnels, l'employeur peut y accéder :

- En présence de l'agent ou après l'avoir averti,

- En cas de risque ou évènement particulier, dont l'appréciation appartient aux juridictions.

Plus généralement, les collectivités utilisatrices sont responsables de tous dommages, directs ou indirects, ayant pour cause ou pour origine une abstention, une mauvaise exécution ou une inexécution partielle ou totale, des obligations mises à sa charge par la présente Convention.

Article 7.4 : Droits Informatiques et Libertés

Au regard du règlement (UE) n° 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil en date du 27 avril 2016, les personnes exerçant leur activité dans le cadre de la présente convention peuvent accéder aux données les concernant, en présentant leur demande et en justifiant de leur identité à l'adresse suivante :

Conseil Départemental de la Nièvre
Délégué(e) à la Protection des Données
Hôtel du Département
58039 NEVERS Cedex

ou par courriel protection.donnees@nievre.fr.
Il est également possible d'adresser une réclamation à la Commission Nationale Informatiques et Libertés (CNIL). https://www.cnil.fr/

ARTICLE 8 : CESSION DE LA CONVENTION

La présente Convention, après signature par les Parties, ne pourra en aucun cas être cédée par le Département sans le consentement du SIEEEN. La cession du Contrat doit être constatée par écrit à peine de nullité.

ARTICLE 9 : MODIFICATION PAR VOIE D'AVENANT

Toutes modifications à la Convention initiale ne peuvent résulter que d'un avenant conclu entre les Parties.

En aucun cas, l'avenant ne peut entraîner des modifications substantielles à la Convention initiale.

ARTICLE 10 : FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

La force majeure est la circonstance exceptionnelle, étrangère à la personne de celui qui l'éprouve, qui a pour résultat de l'empêcher d'exécuter les prestations pour lesquelles il s'était engagé. Elle résulte de la survenance d'un évènement imprévisible, irrésistible et extérieur aux Parties.

Le cas fortuit, indépendant de la force majeure, se caractérise par son origine interne aux Parties.

Ni le SIEEEN, ni le Département ne peuvent voir leur responsabilité engagée en cas de force majeure constatée, et ce à condition que la Partie l'invoquant en notifie l'autre dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la survenance dudit événement.

La responsabilité du SIEEEN ne peut pas être engagée pour cas fortuit, tels que :

- les interruptions du travail,
- l'absence imprévue mais justifiée d'un collaborateur,
- l'impossibilité d'accéder au réseau Internet et/ou au site Internet du Bénéficiaire et ce pour quelque cause que ce soit (retards de fournisseurs, sinistres ou accidents, panne du réseau du fournisseur d'accès), d'événements de guerre déclarés ou non déclarés, de grève générale de travail, de maladies épidémiques, de mise en quarantaine, d'incendie, de crues

exceptionnelles, d'épisodes de canicule, d'accidents ou d'autres événements indépendants de la volonté du SIEEEN ou de celle du Bénéficiaire.

Les délais prévus pour la réalisation des prestations de services du SIEEEN sont automatiquement décalés en fonction de la durée de la force majeure ou du cas fortuit.

ARTICLE 11 : MISE EN ŒUVRE DE CONDITIONS FINANCIÈRES.

La première année, la maintenance est proratisée à compter de la date de la première installation de matériels auprès de la collectivité utilisatrice.

Les maintenances des années suivantes feront l'objet d'une facturation en début d'année civile.

ARTICLE 12 : RÉSILIATION

La présente Convention pourra être résiliée avant son terme par l'une des Parties par l'envoi à son cocontractant d'une lettre recommandée avec accusé de réception un (1) mois avant la date de résiliation.

L'interruption de la Convention non causée par le comportement fautif des Parties ne donnera pas lieu à une indemnité, de part ni d'autre.

ARTICLE 13 : ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente Convention, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif, indiqué en tête des présentes.

ARTICLE 14 : NOTIFICATIONS

Toute notification ou communication devant ou pouvant être adressée ou faite par l'une des Parties à une autre Partie au titre de la présente Convention sera valablement réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège social des Parties.

ARTICLE 15 : LITIGES

Le Département et le SIEEEN s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable les éventuels différents techniques ou administratifs relevant de la mise en œuvre de ladite Convention.

Si un litige survenant entre le SIEEEN et le Département n'est pas réglé à l'amiable par les Parties ou par une conciliation effectuée par représentant de l'Etat du département de la Nièvre, le litige sera soumis au tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas 21000 DIJON.

Avant la saisine de la juridiction susmentionnée, le Département et le SIEEEN s'engagent à demander une conciliation au représentant de l'Etat du département de la Nièvre.

ARTICLE 16 : LOI APPLICABLE

Cette présente Convention est régie par le droit français.

ARTICLE 17 : VALIDITÉ DE LA CONVENTION

La nullité qui pourrait affecter une des dispositions de la Convention n'affectera pas la validité de ses autres dispositions. Les Parties s'efforceront d'un commun accord de substituer à cette disposition

nulle une autre disposition d'effet équivalent. Toute modification des termes de la Convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les représentants dûment habilités des Parties.

ARTICLE 18 : ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente Convention:

Annexe 1 : Description des packs Proximité, Mobilité et Relais

Annexe 2 : Préconisations techniques et applicatives

Annexe 3 : BPU SIEEEN

Annexe 4 : Plateforme d'assistance GLPI du SIEEEN

Fait à Nevers, le , en deux (2) exemplaires originaux.

Pour le SIEEEN	Pour le Département de la Nièvre
Président du Syndicat Guy HOURCABIE	Président Fabien BAZIN

Annexe 1 : description des packs Proximité et Mobilité

Packs Mobilité:

Matériels :

- Un ordinateur portable, souris, clavier et douchette pour favoriser la mobilité, les animations et les formations
- Une tablette à destination du public pour accéder aux services en ligne (portail, marguerite, internet) et aux ressources dédiées (applications, livres numériques, etc)

Publics visés :

- Les collectivités impliquées dans un réseau de coopération, telles que définies dans le Schéma de développement de la lecture publique : les bibliothèques Tête de réseau d'un EPCI ou d'une « Médiathèque de Territoire » et qui intègrent le projet de SIGB mutualisé
- Les collectivités dont les bibliothèques municipales BM1 ou BM2 intègrent le projet de SIGB mutualisé

Packs Proximité :

Matériels :

- Un ordinateur, écran, souris, clavier, douchette et webcam pour les opérations quotidiennes de la bibliothèque (inscription, prêt, bureautique, etc)
- Une tablette à destination du public pour accéder aux services en ligne (portail, marguerite, internet) et aux ressources dédiées (applications, livres numériques, etc)

Publics visés :

- Les bibliothèques de proximité des réseaux de coopération, tels que définis dans le Schéma de développement de la lecture publique (EPCI ou « Médiathèque de Territoire) et intégrées dans le projet de SIGB mutualisé
- Les bibliothèques municipales BM 3 – PL intégrées dans le projet de SIGB mutualisé

Packs Relais :

Matériels :

- Un ordinateur monocarte de type Raspberry, écran, et douchette pour les opérations quotidiennes de la bibliothèque (inscription, prêt, bureautique, etc)

Publics visés :

- Les points relais des réseaux de coopération, tels que définis dans le Schéma de développement de la lecture publique et intégrées dans le projet de SIGB mutualisé

Annexe 2 : Préconisations techniques et applicatives

1) Préconisations techniques de C3RB :

	Postes professionnels
Processeur / CPU	Intel Core i3 ou équivalent
Mémoire Vive (RAM)	4 Go
Stockage	60 Go - 7200 tpm
Affichage	• Ecran XGA, résolution minimum de 1024x768 pixels
Carte réseau	• Carte 1 Gb/s
Systèmes d'exploitation pris en charge	• Microsoft Windows 10, édition Professionnelle, architecture x86 ou x64
Navigateur Internet Supportés (1)	• Google Chrome, version 60 minimum • Mozilla Firefox, version 45 minimum • Microsoft Internet Explorer 11 minimum

- C3rb Informatique conseille le déploiement des mises à jour « automatiques » des navigateurs Internet.
  - Microsoft Internet Explorer via les mises à jour « Microsoft Update »
  - Mozilla Firefox via son système de mise à jour intégré
  - Google Chrome via son système de mise à jour intégré
- Concernant la gestion de contenu du portail de la Bibliothèque (cms Joomla) , l'ensemble des navigateurs Internet du marché sont pris en charge : Microsoft Internet Explorer, Mozilla Firefox, Google Chrome, Safari ou Opera.

2) Préconisations applicatives

- Mozilla Firefox
- Visionneuse PDF – exemple Adobe Acrobat Reader
- Suite Libre office.
- SIGB Orphée NX de la société C3RB
- Lecteur multimédia VLC
- TeamViewer

Désignation	Pack
Ordinateur portable	Mobilité
Ordinateur de bureau	Proximité
Ecran avec HP intégrés	Proximité, Relais
Souris filaire	Proximité
Clavier	Proximité
Raspberry	Relais
Douchette	Mobilité, Proximité, Relais
Tablette tactile WIFI	Mobilité, Proximité
Coque tablette	Mobilité, Proximité
Webcam **avec micro intégré**	Proximité
DD Externe	Option

Onduleur	Option
Antivirus	

Description de l'attendu
Système d'exploitation : Windows 10 Pro 64 bits Ecran : 15,6'' mat Processeur : mini Intel Core i3 Mémoire vive : min 8 Go Disque dur : 500 Go SSD Wifi : intégré Bluetooth : intégré Webcam : intégrée Ports ethernet Suite Libre office
Système d'exploitation : Windows 10 Pro 64 bits Processeur : mini Intel Core i5 Mémoire vive : min 8 Go DDR4 Disque dur : mini 500 Go SSD Suite Libre office
Ecran 24 ''
laser
azerty
type Pi 400 → https://www.kubii.fr/raspberry-pi-400/3
douchette pré-paramétrée pour la lecture des codes barres Monarch 14
Type Samsung Galaxy Tab S5e

Annexe 3 : Bordereau de Prix Unitaires SIEEEN
Acquisition matériel

Référence Matériel proposé par le SIEEEN
HP ProBook 450 G8 - 15.6"- Core i3 1135G7 - 8 Go RAM - 256 Go SSD - Windows 10 Pro
HP 290 G3 - Core i5 10500 3.1 GHz - 8 Go - SSD 256 Go ou HDD 500 - Français - Win 10 Pro 64CD : CD58 : 1 seul DD en SSD minimum 500Go : oui
HP P24h G4 - écran LED - Full HD (1080p) - 24" réglable en hauteur - Multimédia – HDMI/DP/VGA CD58 : cet ecran dispose t-il de Hauts parleurs intégré : oui
Raspberry Pi Foundation Raspberry Pi 400 Kit Mini PC 4 Go / 16 Go USB 3.0 Wifi / Bluetooth USB, Ethernet, Micro HDMI,
Datalogic Lecteur Quickscan QD2131 lineaire Imager 1D filaire, kit USB, noir (Kit inc. Lecteur Imager - cable USB 90A052258 – support.)
Lenovo Tab M10 ZA4Y - tablette - Android 9.0 (Pie) - 32 Go – 10.1"
Case LENOVO TAB M10 protection à rabat pour tablette
PORT Connect - webcam 2 MP 1080p Audio USB
Seagate Expansion STEA2000400 - disque dur - 2 To - USB 3.0

Onduleur OND 700VA Eaton
ESET

PU HT	TVA	PU TTC	Pack Relais	Pack Proximité	Pack Mobilité
723,00 €	20 %	867,60 €			
785,00 €	20 %	942,00 €			
175,00 €	20 %	210,00 €			
24,00 €	20 %	28,80 €			
330,00 €	20 %	396,00 €			
125,00 €	20 %	150,00 €			
220,00 €	20 %	264,00 €			
25,00 €	20 %	30,00 €			
80,00 €	20 %	96,00 €			
110,00 €	20 %	132,00 €			

110,00 €	20 %	132,00 €			
offert					

Packs	PU HT	TVA	PU TTC
Pack Relais	505,00 €	20 %	**606,00 €**
Pack Proximité	1 434,00 €	20 %	**1 720,80 €**
Pack Mobilité	1 093,00 €	20 %	**1 311,60 €**

Annexe 3 : Bordereau de Prix Unitaires SIEEEN
Installation et maintenance

Désignation	Packs	PU HT	TVA	PU TTC
Installation et paramétrage initial	Pack Relais	360,00 €	20 %	432,00 €
	Pack Proximité	451,00 €	20 %	541,20 €
	Pack Mobilité	451,00 €	20 %	541,20 €
Maintenance annuelle initiale	Pack Relais	487,00 €	20 %	584,40 €
	Pack Proximité	603,00 €	20 %	723,60 €
	Pack Mobilité	603,00 €	20 %	723,60 €
Installation et paramétrage nouveaux équipements additionnels		178,00 €	20 %	213,60 €
Maintenance Supplément par poste de travail additionnels		116,00 €	20 %	139,20 €

Ordinateur portable
Ordinateur de bureau
Onduleur
Ecran
souris filaire
Clavier
Raspberry
Douchette
Tablette tactile WIFI

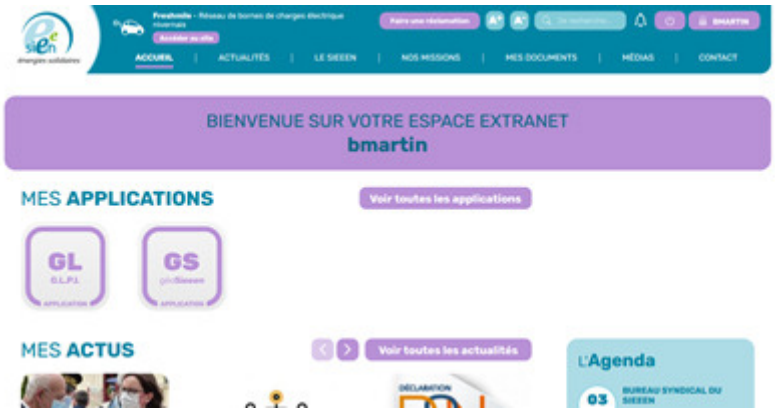
Coque tablette
Webcam
DD Externe
Antivirus

HP ProBook 450 G8 - 15.6"- Core i3 1135G7 - 8 Go RAM - 256 Go SSD - Windows 10 Pro
HP 290 G3 - Core i5 10500 3.1 GHz - 8 Go - SSD 256 Go ou HDD 500 - Français - Win 10 Pro 64
Onduleur OND 700VA Eaton
HP P24h G4 - écran LED - Full HD (1080p) - 24" réglable en hauteur - Multimédia - HDMI/DP/VGA
Raspberry Pi Foundation Raspberry Pi 400 Kit Mini PC 4 Go / 16 Go USB 3.0 Wifi / Bluetooth USB, Ethernet, Micro HDMI, USB 3.0, USB 2.0
Datalogic Lecteur Quickscan QD2131 lineaire Imager 1D filaire, kit USB, noir (Kit inc. Lecteur Imager - cable USB 90A052258 - support.)
Lenovo Tab M10 ZA4Y - tablette - Android 9.0 (Pie) - 32 Go - 10.1"

Case LENOVO TAB M10 protection à rabat pour tablette
PORT Connect - webcam 2 MP 1080p Audio USB
Seagate Expansion STEA2000400 - disque dur - 2 To - USB 3.0
Eset

Annexe 4 : Plateformes d'assistance GLPI du SIEEEN

Nous mettons à disposition un mode de déclaration d'incident rapide et intuitif, à savoir le portail extranet du Syndicat, via l'application GLPI qui se trouve en page d'accueil.

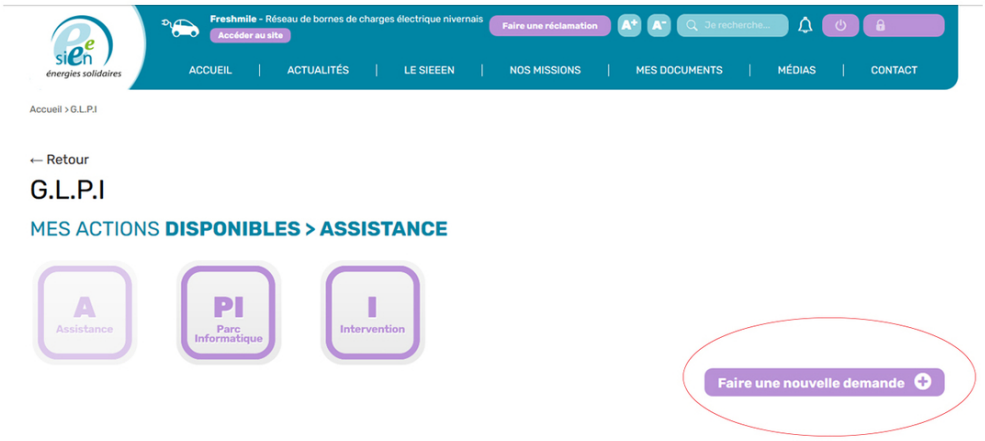


Chacune des demandes devront être émises par ce canal de diffusion uniquement, afin de les centraliser par notre service et éviter des temps d'attentes téléphonique trop long.

Comment procéder ?

Il suffit de se connecter sur le compte extranet du SIEEEN : **https://extranet.sieeen.fr/**

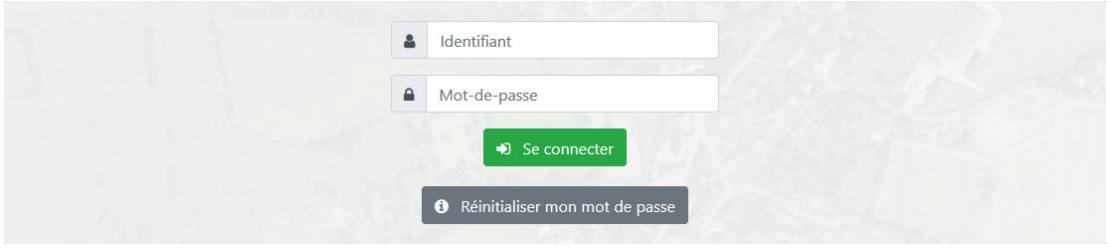
et de saisir la demande d'assistance depuis l'application GLPI - en bas à droite « Faire une nouvelle demande ».



• **Le login a été perdu ou oublié** : envoyer un mail à **service.tic@sieeen.fr** pour en faire la demande, en spécifiant, nom, prénom, fonction et collectivité.

• **Pour une demande de login** : faire la demande de création de compte via **https://www.sieeen.fr/form/demande-creation-compte-sieeen**

• **Si le mot de passe a été oublié, il suffit de cliquer sur « réinitialiser mon mot de passe »** (voir image ci-dessous).



En cas de coupure internet, ou autres problèmes ne permettant pas de nous contacter via l'extranet, il sera possible **uniquement dans ce cas**, de contacter le service SITEC, au 03.86.59.76.90 / 2.

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **ACQUISITION D'UNE VITRINE NUMÉRIQUE PITACA POUR LA CITE MUSÉALE DE CHATEAU-CHINON - CONVENTION AVEC NIÈVRE NUMÉRIQUE ET NIÈVRE ATTRACTIVE**
(- Fonction 9-Développement économique - Politique tourisme)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.1111-4, L.1111-9 et L.3211-1,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** le principe de l'acquisition et de l'installation d'une vitrine numérique Pitaca pour la Cité Muséale de Château-Chinon, au sein de la Maison du Morvan,

- **D'APPROUVER** les termes de la convention entre Nièvre Numérique, Nièvre Attractive et le Département pour l'acquisition et l'installation de ladite vitrine et des infrastructures numériques associées,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ladite convention et toute pièce nécessaire à son exécution et/ou sa modification.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-63172-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT
PLACES DE VILLAGES CONNECTES

ENTRE,

Nièvre numérique représenté par Monsieur Fabien Bazin, Président, dont le siège social se trouve 7 avenue Marceau, BP 40241-58002 NEVERS ;

D'une part,

ET

L'agence Nièvre Attractive, représentée par Madame Martine Gaudin, Présidente, dont le siège social se trouve 3 rue du Sort 58000 NEVERS ;

D'une deuxième part,

ET

Le département de la Nièvre, représenté par Madame Blandine Delaporte, 1ère Vice-présidente, dont le siège social se trouve 62 rue de la Préfecture, 58000 NEVERS, autorisée à signer la présente convention par décision de la commission permanente du 23 mai 2022 ;

D'une troisième part,

Préambule :

Dans un contexte de forte demande d'usagers toujours plus connectés, l'offre territoriale de services en mobilité est en retour toujours limitée mais de plus en plus de projets se mettent en place dans la Nièvre.
Cependant, le réseau de téléphonie 3G/4G n'est pas accessible sur tous les territoires, qui plus est avec des forfaits limitant le volume de données, particulièrement pour les touristes étrangers. Par ailleurs, des solutions de wifi existent mais nécessitent une inscription et une recherche des modalités d'inscription (mot de passe, etc.) dans chaque lieu.

La mise à disposition d'un accès wifi sécurisé et fiable répond donc à la demande des clientèles touristiques qui restent connectées durant leur séjour à plusieurs endroits de la destination (lieux publics, restaurants, hébergement, …). L'usage est aussi partagé avec les résidents principaux et le déploiement d'un wifi de territoire est donc un vrai projet d'aménagement numérique.

C'est dans ce cadre que les signataires de la présente convention souhaitent œuvrer en commun.

1 – Objet :

Cette convention détermine le rôle attribué à chacun des signataires dans le cadre de la mise en œuvre des différentes étapes du projet de places de villages connectés qui consiste à équiper des sites publics en hotspot wifi en accès libre et à délivrer de l'information touristique contextualisée sur des terminaux connectés.

Le service repose sur deux infrastructures.

- Une infrastructure d'accès internet via un équipement réseau WiFi territorial.
La solution WiFi doit permettre une reconnexion automatique, c'est-à-dire sans action à fournir par l'utilisateur sur chacune des bornes déployées dans le cadre du projet « Places de villages connectées ». Le réseau devra également intégrer l'interface de la plateforme d'information touristique avec agent conversationnel animé « PITACA » pour fournir une information contextualisée à chaque nouvelle connexion au réseau 24h/24 et 7 jours/7 à partir d'une application accessible sur téléphone mobile, tablette vitrine tactile et/ou borne tactile.

- Une infrastructure vitrine/borne tactile.
L'installation et la mise en service de vitrine/borne tactile intégrant l'interface « PITACA» devant certains offices de tourisme (OT) ou sites touristiques majeurs, permettra de proposer l'ensemble des offres touristiques du territoire de la communauté de communes ainsi que l'ensemble des commerces et services présents.

De plus, le réseau devra permettre la remontée des données d'utilisation anonyme afin de devenir des éléments d'aide à la décision dans les stratégies touristiques des territoires, de l'agence Nièvre attractive et de Nièvre numérique (débits connexion, mobilité,...).

2 – Périmètre du partenariat :

Les cosignataires s'entendent sur le fait que les objectifs de la présente convention s'appliquent au projet de Cité muséale de Château-Chinon, avec l'installation d'une borne tactile au sein de la Maison du Morvan.

3 – Définition des besoins :

Une phase d'étude sera de nature à déterminer les enjeux stratégiques, techniques et financiers du projet.

Pour l'installation d'une vitrine/borne tactile l'étude aura pour but de déterminer l'emplacement de l'écran ainsi que le cheminement ou la couverture réseau présent sur le site touristique choisi.

Elle permettra de lever toutes les interrogations relatives à la mise en place de la vitrine : faisabilité du projet, passage de câbles éventuels, contraintes techniques et technologiques.

4- Mise en œuvre du partenariat

En tant qu'opérateur de service déclaré auprès de l'Arcep (autorité de régulation des communications électroniques et des postes), Nièvre numérique est maitre d'ouvrage de l'opération places de villages connectées. C'est Nièvre numérique qui a en charge les études, l'installation des points d'accès wifi et des vitrines/bornes tactiles, leur mise en service et leur maintenance. Il doit également intégrer l'interface d'intelligence touristique afin de fournir une information contextualisée aux utilisateurs du réseau Wifi territorial.

Le Département est partenaire du projet dans le cadre de la promotion touristique de son territoire. La solution proposée permet de transférer la responsabilité juridique à Nièvre numérique pour la collecte et la conservation des données de connexion.
Il accompagne Nièvre numérique dans les études préalables en fournissant les informations sur les pré requis des sites candidats.
Il assure la promotion de ses « places de villages connectées ».

L'agence Nièvre attractive est partenaire du projet centré sur les usages avec son offre de service à travers PITACA. Elle prend à sa charge le coût de développement technologique de cette plateforme numérique d'informations touristiques, l'accès à ce nouveau service paramétré au territoire de la communauté de communes. Elle bénéficie en retour de l'accès aux métadonnées issues des connexions et contribue à l'établissement d'une base de métadonnées qui seront reversées au bien commun par le partage de données en open data (données anonymisées).
Elle participe aux côtés du Département et de Nièvre numérique à l'étude d'implantation des vitrines/bornes.

5 – Dispositions financières :

L'investissement à la charge de Nièvre numérique est estimé à 3 700 €/ hotspot wifi.
L'investissement du Département est estimé à 5 000 €/borne tactile Pitaca. Le projet concerne une borne.
Le Département prend en charge l'abonnement internet Fibre, Vdsl ou à défaut Adsl avec un débit descendant minimum de 10mbps (coût estimé à 500 €/an maximum) le raccordement électrique et les assurances responsabilités civiles.

6 – Calendrier d'intervention :

Dès signature de la convention par l'ensemble des parties, Nièvre numérique dispose d'un délai de 3 mois pour installer et mettre en service les équipements.

7 – Durée de la convention :

La présente convention prend effet à la date de sa signature pour une durée de trois ans. Elle est reconductible de manière tacite, une seule fois, soit une durée maximale de 6 ans.

A l'issue de cette durée les parties se réunissent pour convenir de la suite à donner au partenariat.

8- Modification des termes de la convention

Les modifications à la présente convention devront être approuvées par les parties et devront faire l'objet d'un avenant.

9- Modalité de résiliation, Règlement des litiges

En cas d'inexécution par l'une des parties des obligations mises à sa charge par la présente convention, et après mise en demeure d'un mois resté sans effet, chaque partie aura la possibilité d'en demander la résiliation unilatérale.

En cas de litige, si aucun accord ne pouvait intervenir entre les parties et après avoir épuisé toutes les possibilités de conciliation, le conflit sera porté devant le Tribunal administratif de Dijon.

Fait à ……. En quatre pages et en deux exemplaires.

Président du Conseil départemental de la Nièvre

Président de Nièvre numérique

Présidente de l'Agence Nièvre attractive

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Lionel LECHER

RAPPORT: **POLITIQUE SPORTIVE - CONVENTIONS D'OBJECTIFS, MANIFESTATIONS ET ACTIONS DIVERSES**
(- Fonction 3-Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sport et loisirs - Politique sportive)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.1111-4 et L.3211-1,
VU la délibération n°5 de la session départementale du 17 février 2020 adoptant le règlement d'intervention des aides aux manifestations sportives,
VU le rapport de Monsieur le Président du conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'APPROUVER,** dans le cadre de leurs conventions pluriannuelles d'objectifs et selon leurs annexes 2022 ci-jointes, le principe de la subvention à l'ensemble des structures mentionnées pour un montant total de 400 650 €, réparti de la manière suivante :

Association ADESS 58	11 500 €
Association GE ADESS 58	49 000 €
Comité départemental des aéroclubs	3 000 €
Comité départemental d'aéromodélisme	600 €
Association ASPTT Nevers Tennis	5 000 €
Comité départemental d'athlétisme	6 000 €
Comité départemental de basket-ball	16 000 €
Comité départemental de bowling	1 500 €
Comité départemental de canoë-kayak	17 000 €
Association Cercle Nevers Escrime	20 500 €
Comité départemental de cyclisme	7 400 €
Comité départemental de cyclotourisme	3 000 €
Comité départemental d'équitation	2 000 €
District de la Nièvre de football	30 000 €

Comité départemental FSGT	4 500 €
Golf Public du Nivernais	85 000 €
Comité départemental handisport	5 000 €
Comité départemental de judo	10 000 €
Comité départemental de karaté	3 200 €
Comité départemental de natation	5 000 €
Comité départemental des clubs omnisports	1 000 €
Comité départemental de pétanque	8 000 €
Comité départemental de roller	800 €
Comité départemental de rugby	8 500 €
Comité départemental de ski	650 €
Comité départemental de sport adapté	8 000 €
Comité départemental de sports boules	3 000 €
Comité départemental de tennis de table	9 500 €
Comité départemental UFOLEP 58	9 500 €
Comité départemental UNSS 58	43 000 €
Comité départemental USEP 58	18 500 €
Association USON Nevers Tennis	5 000 €

- **D'APPROUVER** le principe du conventionnement d'objectifs avec l'USON Rugby Plus SASP pour un montant de 40 000 €,

- **D'APPROUVER** les termes de la convention annuelle d'objectifs avec l'USON Rugby Plus SASP,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer ladite convention et toutes pièces nécessaires à son exécution,

- D'APPROUVER, sous réserve de leur tenue, le principe de la subvention pour les manifestations sportives suivantes pour un montant total de 12 460 €, répartis de la manière suivante :

Championnat de la Nièvre de Cross-country **Association Olympique Nivernaise**	170 €
Vetathlon **ASA Varennes-Vauzelles Triathlon**	330 €
Open Jeunes de karaté **Comité départemental de karaté**	240 €
Rallye National de l'Anguison **Ecurie Corbigny Auto**	1 200 €
Tournoi Anny Courpied **ASA Varennes-Vauzelles Judo**	525 €
Championnat Bourgogne-Franche-Comté par équipes **Comité départemental de gymnastique**	750 €
Tournoi André Renaud **Sud Nivernais Imphy Decize**	500 €
13ème Tournoi Eco-citoyen **Union Cosnoise Sportive Esprit-Bad Cosne sur Loire**	500 €

Sélectives Marathon de canoë-kayak **Espérance Decize-Saint-Léger Canoë**	875 €
Régates Interligue BFC-Val de Loire **Cercle Nivernais de la Voile**	560 €
Les Rondes de Varennes-Vauzelles **ASA Varennes-Vauzelles Randonnées Pédestres**	360 €
Gala amateur **Cosnois Boxing Club**	500 €
Journée du Poney **Comité départemental d'équitation**	500 €
Traversée de Baye **Club Nautique de Nevers**	1 200 €
Tournoi Pisoni **AS Guérigny-Urzy Football**	500 €
Finales des Coupe de la Nièvre de Handball **ASA Varennes-Vauzelles Handball**	500 €
La Sauvignoise **Association CLAS**	500 €
La Jean-François Bernard **Club Cycliste Corbigeois**	1 000 €
Trail Nature Pouguois **Raid Nature 58**	750 €
Raid Dream **Association DREAM**	1 000 €

– **D'APPROUVER**, au titre d'une action diverse, le principe de la subvention à Monsieur Thibault GARNIER pour sa participation au 4L Trophy 2022 pour un montant de 500 €,

– **D'APPROUVER**, au titre d'une action diverse, le principe de la subvention au comité départemental de handball pour l'organisation d'un stage et de deux matchs de préparation de l'Equipe de France de handball U19, pour un montant de 2 000 €,

- **D'AUTORISER** les prélèvements des crédits sur le chapitre 65.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62954-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Association ADESS 58 - Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Conseils aux associations - gestion

- Accueillir, informer, conseiller, et accompagner gratuitement les bénévoles et salariés des associations nivernaises pour les soutenir dans la gestion et le développement de leur club sportif.
- Organiser, promouvoir et encadrer des formations gratuites dans les domaines suivants (labellisation CRIB) : recherche de subvention, comptabilité, fiscalité, responsabilité, réseaux sociaux.

2. Organisation de la caravane du sport

- Initier les jeunes de 6 à 18 ans à la pratique de nouvelles activités sportives ou à des activités à faible exposition médiatique dans les communes rurales, en période estivale.
- Sensibiliser les jeunes à la pratique d'activités sportives différentes de celles proposées par le système fédéral.
- Proposer une activité sportive aux parents en fin de journée lorsqu'ils viennent récupérer leurs enfants (gym d'entretien - fitness)

3. Sport santé : le camion du sport, de la santé et du bien être

- Mise en place d'ateliers sportifs en direction d'un public porteur d'une pathologie chronique.
- Développement du dispositif sur 10 communes nivernaises avec la mise en place d'ateliers sportifs grâce à un camion itinérant qui soit à la fois un centre de ressources, d'information, et d'animation en direction d'un public porteur d'une pathologie chronique (diabète, obésité, addiction...) éloignés de la pratique physique, en lien avec divers partenaires locaux (secteur médical, médico-social, maison de santé) et des partenaires départementaux à travers le mouvement sportif et le réseau RESEDIA.

4. Fais du sport – Bouge ton corps

- Mise en place d'animations sportives gratuites en milieu rural pour un public adolescent pendant les petites vacances de printemps et de la Toussaint l'après midi (14h - 18h) avec remise d'un podomètre et d'un livret d'information "j'aime manger, j'aime bouger" pour les sensibiliser aux bienfaits du sport.

5. Organisation de l'Ephadatlon

- Organisation d'un tournoi inter-EHPAD sur une demi-journée où les résidents s'affronteront lors d'ateliers d'activités physiques adaptées. Au préalable, 8 séances de préparation seront effectuées pour que les résidents s'entrainent et se familiarisent avec les activités et les challenges qui seront proposés le jour de la rencontre. Manifestation ouverte au public permettant aux familles des résidents, mais aussi à toute personne curieuse, de

venir découvrir quels sont les bénéfices et les possibilités de la pratique de l'activité physique.

Public(s) visé(s) :

- Associations nivernaises et leurs bénévoles
- Publics fille/garçon de 6 à 18 ans
- Parents des enfants bénéficiaires de l'action
- Public homme/femme porteur d'une pathologie chronique
- Personnes atteintes de pathologie et éloignées d'une pratique d'activité physique et /ou bénéficiant d'une prescription médicale "sport sur ordonnance"
- Adolescent(e) de 10 à 18 ans
- Résidents d'EPHAD.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Salariés,
- Personnel mis à disposition,
- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
501 000 €	12 800 €	11 500 € *	92 900 €

*Ce montant tient compte de l'aide accordée pour l'organisation de l'Ephadatlon (500€ en application du règlement des aides aux manifestations sportives).

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 2022 ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	297 000	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	395 100
Achats matières et fournitures	11 000	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	286 000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	92 900
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	20 000	DDCSPP + Fonjep	5 600
Locations	7 500	ANS + FDVA	20 000
Entretien et réparation	7 900	CGET	5 000
Assurance	4 000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	600	Bourgogne Franche Comté	8 500
62 - Autres services extérieurs	17 900	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	5 400	Nièvre	12 800
Publicité, publication	800	Conférence des financeurs	14 000
Déplacements, missions	6 700	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	5 000	AGGLO NEVERS	5 000
63 - Impôts et taxes	2 700		
Impôts et taxes sur rémunération	0		
Autres impôts et taxes	2 700	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	12 000
64 - Charges de personnel	146 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	114 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	29 700	Autres établissements publics	10 000
Autres charges de personnel	2 300	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	3 000
		756. Cotisations	3 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	200	**76 - Produits financiers**	1 800
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	17 000	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	4 200
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	200	**79 - Transfert de charges**	4 000
TOTAL DES CHARGES	501 000	**TOTAL DES PRODUITS**	501 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	5 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	4 000	871 - Prestations en nature	4 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	5 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	9 000	**TOTAL**	9 000

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
ASPTT Nevers Tennis – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Pérennisation et développement de l'Ecole de tennis (à partir de 4 ans)
   – Assurer la continuité des cours dispensés uniquement par des moniteurs diplômés comprenant le Directeur sportif du club, pour maintenir une école de tennis de qualité avec des tarifs attractifs pour les familles.

2. Perfectionnement et développement du PARA TENNIS (personnes en fauteuil) et du TENNIS ADAPTE (pour les déficients mentaux)
   - animations de cours spécifiques para-tennis et tennis adapté.
   - mise à disposition des besoins en matériel (fauteuils, balles, raquettes) aux joueurs,
   - prise en charge des frais de déplacement et d'inscription des joueurs en situation de handicap pour participer à des tournois.
   - prise en charge du coût des cours dispensés aux personnes en situation de handicap.

3. Initiation au tennis dans les écoles et quartiers
   - découverte du tennis et du paddle sur plusieurs journées par une classe d'enfants.
   - animations d'ateliers et séances découvertes de tennis et de paddle à la Grande Pâture, en partenariat avec l'ESGO.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le tennis en loisirs ou compétition à partir de 4 ans.
- Licenciés masculins et féminines en situation de handicap moteur ou mental.
- Enfants des écoles et ados volontaires du quartier de la Grande Pâture.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Salarié,
- Bénévolat,
- Moniteurs indépendants

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
105 900 €	5 000 €	5 000 €	24 300 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

BUDGET PRÉVISIONNEL GLOBAL DE VOTRE STRUCTURE POUR L'ANNÉE 2022

Dans le cas où l'exercice de l'association est différent de l'année civile, préciser :

Date de début 01 / 09 / 2021 Date de fin 31 / 08 / 2022

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
60- Achat	3700 €	**70 – Vente de produits finis, prestations de services, marchandises**	
Achats d'études et de prestations de services	€	Prestation de services	21500 €
Achats non stockés de matières et de fournitures	€	Vente de marchandises	30000 €
Fournitures non stockables (eau, énergie)	€	Produits des activités annexes	1700 €
Fourniture d'entretien et de petit équipement	€		
Autres fournitures	3700 €	**74 – Subventions d'exploitation**	
61 – Services extérieurs	13000 €	Europe (à préciser)	€
Sous-traitance générale	€		€
Locations	€	Etat: (préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Entretien et réparation CTB	2500 €	FFT	300 €
Assurance	€	LIGUE	600 €
Documentation	€	Région(s)	
Divers formation cours tennis	10500 €		€
		DTC	3000 €
62 - Autres services extérieurs	2200 €	Département(s) CD 58	5000 €
Rémunérations intermédiaires et honoraires comptable	2200 €	Intercommunalité(s)	
Publicité, publication	€		€
Déplacements, missions	€		€
Frais postaux et de télécommunications	€	Commune(s) Ville de NEVERS	€
Services bancaires, autres	€		19000 €
63 - Impôts et taxes		Organismes sociaux (à préciser)	
Impôts et taxes sur rémunération	€		€
Autres impôts et taxes	€		€
64- Charges de personnel	62500 €	CNASEA (emplois aidés)	€
Rémunération des personnels	34000 €	Autres recettes (à préciser) PARCS	800 €
Charges sociales	€	**75 - Autres produits de gestion courante** cotisations reçues	15000 €
Autres charges de personnel	8500 €	Dont cotisations	€
65- Autres charges de gestion courante	€	Fonds propres club **76 - Produits financiers**	6000 €
66- Charges financières	19500 €	**77 - Produits exceptionnels**	€
67- Charges exceptionnelles	€	**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	€
68- Dotation aux amortissements (provisions pour renouvellement)	€	**79 - Transfert de charges**	€
86 – Emplois des contributions volontaires en nature	€	**87 - Contributions volontaires en nature**	5700 €
Secours en nature	€	Bénévolat	5000 €
Mise à disposition gratuite de biens	€	Prestations en nature	€
Prestations	€	Dons en nature	700 €
Personnel bénévole	5000 €		
TOTAL DES CHARGES	105900 €	**TOTAL DES PRODUITS**	105900 €

Certifié exact à Nevers Le 25/09/2021

M. Christophe LASSERRE Mme Laure BARBAU

Président Trésorier

Signature

ASRTT NEVERS TENNIS
8 Av. Patrick Guillat - 58000 NEVERS
www.tennis-nevers-asptt.fr
06 83 39 07 78

Signature

ASPTT NEVERS TENNIS
8 Av. Patrick Guillat - 58000 NEVERS
www.tennis-nevers-asptt.fr
06 83 39 07 78

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental des aéroclubs – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Aide à l'accession des jeunes aux activités liées à l'aéronautique
   - Soutien à la formation Brevet d'Initiation Aéronautique,
   - Dispenser les cours théoriques et pratiques nécessaires à une bonne préparation des élèves à l'examen du B.I.A.,
   - Visite de la base BA 702 d' Avord,
   - Initiation au pilotage pour les élèves lauréats au BIA.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines souhaitant se former au BIA,
- Tout public souhaitant découvrir l'activité.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
9 031 €	3 000 €	3 000 €	9 031 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL 2022

RECETTES		DEPENSES	
EN CAISSE au 01/01/2022			
1er Compte	3408,75		
2ème Compte	2620,35		
Interêts 2ème Compte	2,5		
Subvention Conseil Général	3000	Subvention Convention	3000
		Heure offerte réussite ABL	300
		1er Compte	3108,75
		2ème Compte	2622,85
TOTAL	9031,6	TOTAL	9031,6

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental d'aéromodélisme – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Fonctionnement du comité
   - Prise en charge partielle des coûts de fonctionnement du comité.

2. Développement et soutien des compétitions départementales, régionales et nationales
   - Favoriser et développer des compétitions dans la Nièvre,
   - Soutenir l'organisation de compétitions départementales, régionales et nationales,
   - Mutualiser les moyens avec les clubs organisateurs.

3. Soutenir les clubs affiliés
   - Soutenir les clubs qui organisent des manifestations publiques, des portes ouvertes et des journées découvertes dans le but de faire venir de nouveaux adhérents.
   - Intégrer de nouveaux clubs,
   - Initier les jeunes à l'aéromodélisme et favoriser la pratique de cette discipline.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés féminins et masculins de tout âge.
- Personnes souhaitant découvrir l'activité.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
604 €	600 €	600 €	600 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

BUDGET 2022					
Dépenses	Prévisionnel	Réalisé	Recettes	Prévisionnel	Réalisé
cotisations cdos	70.00 €		cotisations club.	4.00 €	
Bureautique+fonctionnement	134.00 €		produit exceptionel		
+ tenu de compte					
			Subvention CNDS		
Manifestation compétitions	200.00 €		Subvention CG	600.00 €	
dont championnat de France					
Comunication					
Frais de déplacement					
juges compétition					
Soutien clubs	140.00 €				
Operation jeunes	60.00 €				
Matériel pour formation					
Journée CDAM					
Total Dépenses			Total Recettes		
	604.00 €			604.00 €	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental d'athlétisme - Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Détection en amont du haut niveau dans le cadre du parcours de performance fédéral
   - Renforcer et assurer la continuité des résultats de l'élite départementale au niveau national et international.
   - Détecter les athlètes à fort potentiel et les impliquer dans la pratique de haut niveau.
   - Assurer un suivi sur le long terme de nos meilleurs athlètes à partir de 16 ans.
   - Offrir des conditions de perfectionnement technique aux moments clés de la saison
   - Mise en place de Pôles de découverte et d'initiation aux spécialités de l'athlétisme (accueillir dans ces pôles d'initiation des licenciés FFA de tout âge qui n'ont pas au sein de leurs clubs soit les installations nécessaires ou/et des entraîneurs spécialisés pour certaines activités : en exemple cage de lancer de marteau et disque / sautoir de saut à la perche ou hauteur / entraîneur spécialisé en marche athlétique).
   - Mise en place de Stages départementaux pluridisciplinaires organisés par le comité départemental d'athlétisme avec le soutien de l'encadrement technique des clubs permettant la rencontre des athlètes des différents clubs départementaux.

2. Éducation athlétique et équipes départementales
   - Mise en place du Pass'Athlé, le programme pédagogique mis en place par la FFA pour les enfants de 4 à 15 ans. La mise en place du Pass'Athlé dans un club assure un encadrement fiable et reconnu par la FFA, des entraînements accessibles, formateurs et motivants.
   - Pour les catégories U16, U14 et U12, mettre en avant les valeurs et le plaisir d'appartenir à une équipe départementale.
   - Offrir aux jeunes athlètes une formation et des entraînements adaptés à leur catégorie d'âge et à leurs capacités, dans le respect de leur intégrité physique.
   - Permettre aux jeunes d'explorer et de développer leurs capacités afin de leur permettre à terme de pouvoir exprimer leur plein potentiel.
   - Fidéliser nos athlètes par le renouvellement et la variété des contenus d'entraînement au fur et à mesure de leur croissance.
   - Déployer le Pass'Athlé dans les clubs d'ici la fin de l'olympiade.
   - Participer à des matchs inter-comités.
   - Organisation de stages U14 et U16.

3. Formation de l'encadrement des clubs
   - Décliner, sur le plan départemental, la mise en place de la nouvelle politique de formation de la FFA avec la création de l'OFA: Organisme de Formation de l'Athlétisme.
   - Former l'encadrement des clubs sur 4 domaines: dirigeants bénévoles – encadrement sportif – jury – organisateur d'événement sportif avec pour objectif la professionnalisation des dirigeants, entraîneurs et des officiels.

4. Forme, Santé et Bien-être

- Développer l'offre de pratique « forme&santé » via le running (en plus de la marche nordique) et par le biais de partenariat avec des établissements accueillant de futurs licenciés potentiels.
- Encourager et aider les clubs à s'ouvrir au public « forme&santé ».
- Positionner les clubs en tant qu'acteurs majeurs de la marche nordique dans le département.
- Aider les clubs dans leurs actions de promotion de la marche nordique.
- Améliorer la communication autour de la marche nordique à tous les échelons.

5. Promotion de l'athlétisme et développement territorial de la discipline
   - Promouvoir l'athlétisme dans tout le département, au travers de compétition festive, dynamique et innovante tout en respectant la rigueur réglementaire de l'athlétisme.
   - Élaborer et assurer la cohérence du calendrier départemental.
   - Mettre en valeur les compétitions importantes du calendrier départemental.
   - Offrir aux non licenciés des courses opens lors des compétitions sur piste.
   - Mutualisation de matériel technique à haute valeur financière (mise à disposition des clubs, pour l'organisation de compétition : d'un système de chronométrage électrique, de matériel de contrôle et mesure des engins de lancer, d'anémomètres, de matériel informatique pour la gestion des compétitions).

Public(s) visé(s) :

- Tous les licenciés masculins et féminines pratiquant l'athlétisme à partir de 6 ans,
- Dirigeants des associations, arbitres et entraîneurs,
- Hommes et femmes de tout âge souhaitant découvrir l'activité

Localisation :

Département de la Nièvre, région Bourgogne-Franche-Comté et territoire national.

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié,
- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
€	11 500 €	6 000 €	€

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

BUDGET PREVISIONNEL - 2022 COMITE DEPARTEMENTAL D'ATHLETISME DE LA NIEVRE

Dépenses			Recettes		
	INTITULÉ	MONTANT		INTITULÉ	MONTANT
605	Achats de matériel et équipements	25 000.00	706411	Prestation ASGU	1 600.00
60631	Matériel sportif	0.00	706412	Prestation ASF-USON	850.00
60632	Matériels informatiques	500.00	706413	Prestation AON	650.00
60633	Matériels divers	300.00	706421	Prestation MAIRIE DE NEVERS	750.00
60641	Fournitures de bureau	400.00	706422	Prestation RESEDA	1 500.00
60642	Fournitures informatiques	0.00	706423	Prestation CENTRE SOCIAL MEDIO ESGO	350.00
60681	Coupes médailles	400.00	706424	Prestation MEDIO CSC LA BARATTE	0.00
61321	Charges locatives CDOS	1 100.00	706425	Prestation PSC NIEVRE	6 000.00
6161	Assurances	600.00	706426	Prestation MARCHE NORDIQUE- CDASB	0.00
6182	Photocopies	300.00	706428	Prestations NEVERS TRIATHLON	400.00
6183	Documentation technique	0.00	70649	Prestation de service DIVERS	5 000.00
6233	Cadeaux	200.00	70731	Vente matériel sportif	800.00
62353	Promotion Sport Santé	0.00	709	Remise licences renouvelées	0.00
62513	Déplacements membres CDA 58	2 000.00	742	Conseil Régional	7 500.00
62516	Déplacements salariés	1 000.00	7421	Conseil Régional BFC	0.00
6252	Organisation stage departemental	3 000.00	743	Conseil Départemental	6 000.00
6256	Missions réceptions	1 000.00	7431	Conseil Départemental Nièvre	0.00
6261	Frais Postaux	0.00	7432	Conseil Departemental Nievre Top Perche	10 000.00
6262	Télécommunications	50.00	74412	Mairie de NEVERS Top Perche	10 000.00
62621	Orange mobile	450.00	74413	Agglo Nevers Top Perche	12 000.00
6271	Frais de tenue de compte et agios	100.00	7453	Préfecture de la Nièvre	6 000.00
6282	Adeex 58	250.00	7454	FDVA	2 000.00
6333	Formation professionelle continue	500.00	7455	Agence Nationale du Sport	20 000.00
6334	Formations professionnelles diverses	0.00	7481	Subvention FFA	2 000.00
641	Rémunération du Personnel	17 500.00	7482	Subvention LABFC	500.00
6451	Cotisations URSSAF Patronales	6 000.00	7483	Sponsor	1 000.00
6453	Cotisations retraite complémentaire	1 300.00	7484	Mécenat abandon frais KM	1 500.00
6481	Mutuelles santé	500.00	7501	Licences part FFA LABFC	45 000.00
6482	Prévoyance maintien salaire	120.00	7502	licences part CDA 58	16 000.00
65721	Aide organisation épreuve	2 000.00	7503	Cotisation club FFA LABFC	2 300.00

BUDGET PREVISIONNEL - 2022 COMITE DEPARTEMENTAL D'ATHLETISME DE LA NIEVRE

65722	Top Perche	45 000.00	7504	Remboursement licence LABFC	200.00
65723	Aide athlètes haut niveau	500.00	7582	Remboursement Stage Départemental	1 500.00
65811	Cotisation CDOS NIEVRE	70.00	7583	Remboursement divers	500.00
65812	Casico	50.00	76812	Intérêts Livret A	250.00
65821	Cotisations clubs FFA LBFC	2 300.00	76813	Intérêts Capciel	0.00
65823	FFA LABFC licences	45 000.00			
65871	Frais de stages athlètes	3 000.00			
65872	Frais de formations encadrements	1 860.00			
681	Dotations aux provisions	0.00			
68154	Dotations Amortissements Matériel	0.00			
689	Engagements à réaliser si subv attr	0.00			
	TOTAL DEPENSES	162 150.00		TOTAL RECETTES	162 150.00
		Résultat : 0.00			
86	Contributions volontaires en nature	0.00	87	Contributions volontaires en nature	0.00
	TOTAL	162 150.00		TOTAL	162 150.00

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de basket-ball – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Relance du basket sur le territoire départemental, fidélisation des jeunes licenciés et découverte de la pratique du basket dans les secteurs ruraux et/ou dépourvus de clubs.

- Mise en place d'actions promotionnelles à destination des jeunes sur l'ensemble du territoire, en ciblant notamment les clubs existants en difficulté.
- Avoir une école de mini-basket dans chaque club.
- Inciter les clubs à travailler sur la qualité de l'accueil, la qualité de la formation, la qualité de bien-être pour obtenir un label (reconnaissance de la fédération).
- Mettre en place de manière mensuelle des plateaux sur lesquels les jeunes peuvent apprendre et jouer.
- Proposer aux parents des séances de formation non qualifiante et accessible pour leur permettre de gérer un groupe d'enfants au cours des plateaux.
- Travailler sur des rassemblements de masse telle que la fête du mini-basket régionale.
- Travailler sur les opérations de développement (partenariat avec les centres sociaux, opération parrainage...).
- Mettre en place un événement majeur pour développer la culture basket au sein de notre département.
- Mettre en place des cycles basket dans les écoles volontaires en ciblant les zones blanches basket (pas d'infrastructures, pas de clubs,...).
- Participer activement aux actions basket en partenariat avec l'USEP.

2. Formation des cadres, dirigeants et officiels et uniformisation des contenus techniques

- Réalisation de documents techniques par la commission technique.
- Intervention du CTF dans les clubs sous forme de soirées techniques pour les catégories U11, U13.
- Mise en place de soirées techniques avec intervenants haut niveau.
- Délocalisation dans tout le département de la formation des brevets fédéraux.
- Mise en place d'échanges entraîneurs/ arbitres au cours de stages communs.
- Intégration des jeunes diplômés sur les stages départementaux et compétitions extérieures.

3. Détection des potentiels et développement du basket élite

- Découverte de l'activité basket dans les centres sociaux au travers de la pratique du 3C3.
- Investissement des jeunes dans l'organisation des différentes manifestations
- Détection faite par le CTF dans les clubs au cours des entraînements et matchs.
- Rassemblement des plus gros potentiels en moyenne "2 dimanches/mois" et 3 jours à chaque vacances scolaires.
- Réflexions faites par la commission technique pour regrouper les potentiels dans la même structure afin de leur permettre de jouer au meilleur niveau (mise en place de coopération territoriale de clubs).

- Mise en place de diverses actions pour définir les priorités à travailler sur les différentes catégories.
- Participation des sélections départementales à tous les tournois régionaux ou inter-régionaux.
- Suivi des joueurs et joueuses évoluant au niveau régional par les membres de la commission technique du comité.
- Mise en place d'épreuves individuelles permettant d'évaluer les jeunes joueurs.
- Démarchage auprès de tous les centres sociaux nivernais afin de proposer ce projet.
- Mise en place de cycles basket afin de découvrir les rudiments de la pratique.
- Mise en place de tournois locaux ou géographiques sous forme de 3C3.

4. Citoyenneté / Lutte contre les discriminations, les incivilités et les violences

- Sensibiliser, former et prévenir le plus grand nombre d'acteurs du monde sportif au sujet des différents comportements déviants et phénomènes de violences de toute nature (comportements discriminants, incivilités envers les officiels, harcèlement...) ainsi qu'au statut de Citoyen.
- Organisation du Tournoi Citoyen "Melting Day" (tirage au sort intégral des équipes) sur la journée citoyenne.
- Organisation d'un colloque citoyenneté sur cette journée citoyenne ouvert à toutes les disciplines.
- Mise en place de séances explicatives sur tous les aspects d'une organisation sportive (missions et rôles de chacun).
- Organisation des minis rencontres locales mixtes (licenciés/non licenciés) aboutissant à un travail collectif sur la journée citoyenne.
- Création d'un challenge du fair-play, valorisant ou pénalisant les clubs en fonction du nombre d'incivilités et/ou de violences tout au long de la saison sportive.

Public(s) visé(s) :

- clubs et licenciés du département,
- écoles et centres sociaux souhaitant pratiquer le basket-ball,
- dirigeants, officiels, arbitres entraîneurs,

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié,
- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
107 650 €	20 000 €	16 000 €	35 650 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	7 500	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	4 000
Achats matières et fournitures	6 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	1 500	74 - Subventions d'exploitation[2]	38 650
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	6 200	ANS FFBB "ex cnds"	11 650
Locations	4 000	FFBB + PLAN DE RELANCE	3 000
Entretien et réparation	1 000	FDVA	4 000
Assurance	300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	900		
62 - Autres services extérieurs	17 500	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 700	Conseil Départemental Nièvre	20 000
Publicité, publication			
Déplacements, missions	15 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	800		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	30 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	20 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	10 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	46 450	75 - Autres produits de gestion courante	65 000
		756. Cotisations	63 000
		758. Dons manuels - Mécénat	2 000
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	107 650	**TOTAL DES PRODUITS**	107 650
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	3 000	875 - Dons en nature	3 000
TOTAL	3 000	**TOTAL**	3 000

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif
Comité départemental de bowling – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Formations
   - formation et organisation « des passages de quilles » pour les joueurs et joueuses licenciées,
   - formations d'« Animateurs de Bowling » et d'Instructeurs fédéraux,
   - formations et suivi des arbitres régionaux,
   - prise en charge de tout ou partie des inscriptions et des frais de formations,
   - mise à disposition des clubs des encadrants et du matériel de formation.

2. Favoriser la pratique sportive handisport
   - organisation de journées découverte pour les personnes en situation de handicap,
   - intervention d'un instructeur fédéral.

3. Développement du bowling féminin
   - organisation de journées ou soirées découvertes réservées aux femmes,
   - organisation d'une compétition féminine,
   - prise en charge d'une partie du coût de la licence pour les femmes.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines de tout âge pratiquant le bowling,
- Dirigeants, bénévoles,
- Encadrants, animateurs,
- Officiels.

Localisation :

Département de la Nièvre, régions Bourgogne-Franche-Comté

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
2 700 €	2 500 €	1 500 €	1 500 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

CLUB : COMITE DEPARTEMENTAL DE LA NIEVRE			
BUDGET PREVISIONNEL 2022			
DEPENSES	**MONTANT**	**RECETTES**	**MONTANT**
ACHAT CARBURANT			
FOURNITURES D'ACTIVITES		VENTE D'EQUIPEMENT	
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	300	SUBVENTION MUNICIPALE	0
ACHATS DIVERS		SUBVENTION CONSEIL DEPARTEMENTALE	1500
		COUPONS SPORT ANCV	
		FFBSQ	200
PUBLICITES		COTISATIONS LICENCES	0
FRAIS DE REPAS ET D'HEBERGEMENT	600	MANIFESTATIONS SPORTIVES TOURNOIS	1000
DEPLACEMENTS DES DIRIGEANTS	100	DONS	
RECEPTION		INTERETS	
AFFRANCHISSEMENT			
TELEPHONE INTERNET			
ACHAT DE RECOMPENSE			
DROIT D'ENGAGEMENT	1500		
FORMATION COTISATIONS LICENCES	0		
DONS			
FRAIS BANCAIRES	200		
TOTAUX	**2700**	**TOTAUX**	**2700**

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif
Comité départemental de canoë-kayak – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Fonctionnement et communication du comité départemental
   - pérennisation du poste de cadre départemental intervenant sur l'organisation de manifestations, la mise en place de formations et de stages, le développement des commissions sportives et le soutien matériel et humain aux clubs.
   - afficher le logo du Département sur les textiles, documents et supports visuels du comité départemental.

2. Accès au haut niveau
   - encadrement des équipes régionales minimes en eaux vives et eaux calmes (achat de matériel spécifique adapté à la pratique du haut niveau, participations financières et administratives auprès des clubs pour l'inscription des jeunes).
   - organisation de stage de reprise et de week-end de perfectionnement.
   - organisation de formations pagaies couleurs spécifiques.

3. Sport pour tous et sport santé
   - Organisation de séquences de canoë-kayak dans les écoles primaires du département,
   - Organisation de séances canoë-kayak avec les centres sociaux en été,
   - Organisation de séances canoë-kayak avec des personnes atteintes de pathologies suivies par des associations (ex : Résédia).

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le canoë-kayak,
- Compétiteurs de niveau national et international,
- Élèves des écoles,
- Jeunes des centres sociaux,
- Personnes atteintes de pathologies membres d'associations.

Localisation :

Département de la Nièvre, régions Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est

Moyens mis en œuvre :

- 2 salariés,
- Bénévolat,
- Moyens matériels,

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
58 495 €	17 000 €	17 000 €	33 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	4 660	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	22 900
Achats matières et fournitures	4 000	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	660	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	33 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	4 005	CNDS Emploi sport / apprenti	8 500
Locations	1 860	CNDS actions spécifiques	2 500
Entretien et réparation	750	FDVA	5 000
Assurance	1 350	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	45		
62 - Autres services extérieurs	15 305	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	800	Conseil Départemental 58	17 000
Publicité, publication			
Déplacements, missions	13 700	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	805		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	34 525	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	23 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	11 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	525	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		755. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	35
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	2 560
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	58 495	**TOTAL DES PRODUITS**	58 495
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de cyclisme – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de la pratique du cyclisme de haut niveau
   - Organisation de formations et stages pour rendre les compétiteurs plus performants,
   - Développer l'encadrement des clubs,
   - Formations des arbitres,

2. Développement du cyclisme pour tous et sensibilisation au sport-santé
   - Développer la pratique féminine,
   - Organisation de journées découvertes dans les écoles primaires,
   - Organisation de journées découvertes à la pratique du BMX, notamment en établissements spécialisés
   - Ouverture de toutes les courses organisées aux féminines,
   - Sensibilisation à la diététique du sportif,
   - Organisation de formation PSC1,
   - Implication dans les actions telles que « Foutu cancer », « Octobre rose »...

3. Organisation de compétitions et développement de la pratique en compétition
   - Initier les jeunes à la pratique du cyclisme en compétition,
   - Accompagner les clubs lors des compétitions hors département,
   - Challenge du Conseil Départemental
   - Championnat de la Nièvre 1ère, 2ème et 3ème catégorie, juniors et cadets,
   - Championnat de la Nièvre Ecoles de vélo,
   - Championnat de la Nièvre de BMX,
   - Championnat de la Nièvre de cyclo-cross.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines de tout âge pratiquant le cyclisme en loisirs ou compétition.
- Publics souhaitant découvrir l'activité.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
12 200 €	7 600 €	7 400 €	9 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 20.... ou exercice du 01/11/21..... *au* 31/10/22.....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	1 200	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	0
Achats matières et fournitures	900	**73 - Dotations et produits de tarification**	0
Autres fournitures	300	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	10 200
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	1 400	Etat	1 000
Locations	350		
Entretien et réparation	700		
Assurance	150	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	200		
62 - Autres services extérieurs	9 000	Conseil-s Départemental (aux) :	7 600
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions	8 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres			
63 - Impôts et taxes	0	fonds propres	1 600
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	200	**75 - Autres produits de gestion courante**	1 600
		756. Cotisations	1 200
		758. Dons manuels - Mécénat	400
66 - Charges financières	0	**76 - Produits financiers**	0
67 - Charges exceptionnelles	0	**77 - Produits exceptionnels**	0
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	0	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés	0	**79 - Transfert de charges**	0
TOTAL DES CHARGES	11 800	**TOTAL DES PRODUITS**	11 800
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	2 500
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	500	871 - Prestations en nature	500
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	2 500	875 - Dons en nature	
TOTAL	3 000	**TOTAL**	3 000

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs simplifiée avec une association

ANNEXE I : LE PROJET

1. Organisation de manifestation sur l'ensemble du département et participation à différents rassemblements.

- Journée séniors
- Participation aux randos organisées par les clubs
- Participation aux assemblées générales des clubs
- Participation au séminaire de la Fédération Française de vélo
- Le savoir rouler en vélo
- Participation au congrès fédéral à Niort

2. Organisation de formations afin de développer un encadrement de qualité.

- Formation à l'éducation routière,
- La santé par le sport,
- Formation à l'éducation routière,
- Formation aux premiers secours PSC 1,
- Formation d'éducateur-moniteur-animateur club,
- Séminaire sécurité,
- Stages de mécanique.

3. Développer et promouvoir l'offre de pratique du cyclotourisme route et VTT auprès des jeunes du Département.

- Organisation du Critérium Jeunes à Guérigny,
- Participation au Critérium Régional Jeunes,
- Participation au Rassemblement des Jeunes,
- Participation à la Semaine Nationale et Européenne des Jeunes et d'éducation routière à Vesoul.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines de tout âge pratiquant en loisirs et/ou compétition
- Jeunes et adultes non licenciés souhaitant découvrir l'activité.

Localisation :

- Départements de la Nièvre et de Bourgogne-Franche-Comté

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
10 350 €	3 000 €	3 000 €	4 300 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

Comité départemental de Cyclotourisme de la Nièvre

Budget Prévisionnel 2022

Nature des dépenses	Projet 2021	Nature des recettes	Projet 2021
Assemblée Générale	1 350,00 €	Assemblée Générale	1 600,00 €
Crit Département Jeune Cyclo	950,00 €	Crit Département Jeune Cyclo	250,00 €
Crit Régional Jeune Cyclo	550,00 €	Crit Régional Jeune Cyclo	0,00 €
Cyclo Montagnarde	0,00 €	Cyclo Montagnarde	0,00 €
Sne Nle Europe Jeunes	1 450,00 €	Sne Nle Europe Jeunes	0,00 €
Fête du Vélo Baye	0,00 €	Fête du Vélo Baye	0,00 €
Journée Séniors	1 450,00 €	Journée Séniors	1 600,00 €
Réception, Convivialité	450,00 €	Réception, convivialité	
Récompenses	300,00 €	Récompenses	
Formation Cadres	1 300,00 €	Formation Cadres	
Frais de Fonctionnement	200,00 €		
Charges Locatives (CDOS)	1 300,00 €		
Achat de matériel	400,00 €		
Frais de bureau	250,00 €		
Frais Financiers (CCM)	100,00 €		
Fais de dépalcement	3 500,00 €		
Don P/Abandon de frais	-3 300,00 €		
Aide à création de club	100,00 €		
		Ristournes FFCT	2 600,00 €
		Subventions Conseil Départ	3 000,00 €
		Subventions CNDS	1 300,00 €
TOTAL :	**10 350,00 €**		**10 350,00 €**

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental d'équitation – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Formation continue des enseignants d'équitation
- développement des compétences et connaissances techniques,
- accompagner les cavaliers pratiquants.
- organisation de stages pédagogiques et pratiques.

2. Aide à l'organisation de la journée Equi-handicap
- accueil de publics jeunes et adultes en situation de handicap moteur et mental.

Public(s) visé(s) :

- jeunes et adultes en situation de handicap,
- cavaliers et enseignants des centres équestres de la Nièvre

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Salariés,
- Experts fédéraux,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
18 950 €	2 000 €	2 000 €	11 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

Libellé	Dépenses 2022	Recettes 2022
Prélèvement souscription Carte Bleue	50.00	
Retour CRE sur licences		1915.00
Intérets		35.00
Souscription annuelle compte	30.00	
Organisation stage perfectionnement cavaliers	2200.00	
Organisation stage perfectionnement enseignants	800.00	
Recettes stages perfectionnement		3000.00
Subvention Conseil Départemental Contrats d'objectifs		2000.00
Subvention ANS		9000.00
Organisation Challenge départemental 2022	3000.00	
Recette Challenge départemental 2022		3000.00
Aides aux Championnats départementaux	1370.00	
Soutient de clubs	1500.00	
Relance de l'activité	1500.00	
Développement des nouvelles disciplines	2000.00	
Balisage de chemins de randonnée	2500.00	
Accueil et découverte pour les publics sensibles	3000.00	
Journées équihandi	2000.00	
TOTAL	**18950.00**	**18950.00**

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental FSGT – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement des activités.
   - Organisation d'un stage de formation plongée à La Roche en Brénil,
   - Organisation de l'AG des Activiéts Athlétiques FSGT à Nevers,
   -Participation aux compétitions/championnats et prise en charge d'une partie des frais,
   - Rendre accessible le prix des licences,
   - Journées portes pour les jeunes pendant les vacances scolaires,
   - Accueil des personnes en situation de handicap,
   - Communication auprès des adhérents.

2. Santé par le sport.
   - Formation d'animateurs santé par le sport, sophrologie et Gym Forme Santé,
   - Création d'une section randonnées à Chaulgnes,
   - Mise en place de séances de sophrologie,
   - Développement tutorat d'animateurs et séances de marche nordique, randonnées, marche active, badminton...

3. Organisation de manifestations et animations en milieu rural et en entreprise.
   - Organisation d'une journée omnisports à l'Etang du Merle,
   - Découverte de la marche nordique et de la randonnée auprès des personnes âgées d'EPHAD,
   - Organisation de manifestations en milieu rural.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines de tout âge pratiquant en loisirs et/ou compétition
- Jeunes et adultes non licenciés souhaitant découvrir des activités,
- Éducateurs et animateurs licenciés,
- Personnes sédentaires, malades ou en situation de handicap.

Localisation :

Territoire du département de la Nièvre et de Bourgogne-Franche-Comté.

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
32 500 €	4 500 €	4 500 €	4 500 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		*RESSOURCES DIRECTES*	
60 - Achats	7800	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	4700
Achats matières et fournitures	7800	73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 – Subventions d'exploitation[2]	5000
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ére page	
61 – Services extérieurs	3500		
Locations	2400		
Entretien et réparation	800		
Assurance	200	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation	100		
62 – Autres services extérieurs	7700	Conseil.s Départemental(aux)	4500
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2500		
Publicité, publications			
Déplacements, missions	5200	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres			
63 – impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	500
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	19600
Licences	13500	756. Cotisations	17800
		758 Dons manuels - Mécénat	1800
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	3200
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	32500	**TOTAL DES PRODUITS**	32500
Excédent prévisionnel (bénéfice)	0	**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	0

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental Handisport – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Mise en place du dispositif « Choisis ton sport »
   - accompagner individuellement et prendre en charge tous les nouveaux licenciés,
   - mise à disposition du pôle matériel adapté,
   - organisation d'événements découvertes avec les clubs et de rencontres sportives,
   - animation de séances hebdomadaires Handisport auprès des établissements spécialisés.

2. Développement et promotion de la pratique sportive pour les jeunes
   - créer une École Multisports Handisport,
   - organiser des Journées "Sport en Famille" avec les Sessad,
   - accompagner les jeunes nivernais dans les rassemblements (stage, Jeux de l'avenir, etc) régionaux et nationaux Handisport,
   - proposer une session spécifique de "J'apprends à nager Handisport",
   - intervenir dans les classes ULIS

3. Développement territorial
   - mise en place du dispositif "Handisport à votre Rencontre" avec permanence et réunions d'information sur tout le département,
   - créer de nouvelles sections Handisport au sein des clubs valides,
   - accompagner les clubs dans leurs projets de développement sur l'accueil des personnes en situation de handicap et l'organisation d'actions spécifiques

4. Sensibilisation au Handicap
   - actions de sensibilisation dans les établissements scolaires, centre de loisirs, entreprises, collectivités,
   - intervention dans les formations du sport, de la santé et du social,
   - proposition de session d'initiation à la Langues des Signes Française (LSF) pour tous,
   - réalisation de clips vidéos de sensibilisation.

5. Communication
   - réalisation de plaquettes d'information et d'affiches promotionnelles,
   - nouveau site internet,
   - mise en valeur des acteurs du mouvement Handisport Nivernais par le biais d'interviews,
   - participation aux manifestations locales (Samedi Sport, Nuit du Handicap, Famillathlon, etc).

<u>Public(s) visé(s) :</u>

- Personnes en situation de handicap

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- 2 salariés,
- 2 volontaires,
- Bénévolat,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
85 000 €	12 000 €	5 000 €	32 266 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

BUDGET PREVISIONNEL - Budget Prévisionnel 2022 CD HANDISPORT 58

Dépenses			Recettes		
INTITULÉ		MONTANT	INTITULÉ		MONTANT
604	Achats d'études et prestations de services	0.00	7061	Interventions	4 000.00
605	Achats de matériel sportif	800.00	7062	Sensibilisations	4 550.00
6061	Photocopies	300.00	7063	Formations	4 000.00
6063	Fournitures d'entretien et petit équipement	1 000.00	7071	Manifestations	0.00
6064	Fournitures de bureau	250.00	740	Amortissement Subventions d'investissement	2 420.00
607	Carburant	950.00	741	Agence Nationale du Sport (ANS)	20 266.00
611	Charges locatives	1 800.00	742	ASP	3 000.00
615	Travaux, entretien et réparation	900.00	743	Conseil Départemental	12 000.00
616	Assurance	2 000.00	747	FFH	12 000.00
618	Formations	0.00	748	Autres subventions privées	5 000.00
623	Publicité, publications, cadeaux, divers	3 300.00	751	Dons	0.00
625	Déplacements, missions	1 300.00	752	Autres Subventions	7 164.00
6261	Réception	1 200.00	761	Produits financiers	600.00
6262	Frais Postaux, Télécommunication, Site internet	1 300.00	771	Produits Exceptionnels	0.00
627	Frais bancaires	0.00	787	Report de sub. non utilisées sur exercice antérieurs	10 000.00
628	Licences	1 500.00			
631	Contribution Formation Professionnelle	1 200.00			
641	Rémunération du Personnel	33 000.00			
6451	Charge de sécurité sociale et de prévoyance	20 000.00			
6452	Provision de CP + Charges patronales	0.00			
647	Médecine du Travail	200.00			
648	Autres charges de personnel, Service Civique	3 000.00			
650	Cotisations	200.00			
681	Dotations aux provisions	0.00			
68154	Dotations Amortissements Matériel Handisport	4 800.00			
68182	Dotations Amortissements Matériel de transport	6 000.00			
TOTAL DÉPENSES		85 000.00	TOTAL RECETTES		85 000.00
		Résultat : 0.00			
86	Contributions volontaires en nature	15 000.00	87	Contributions volontaires en nature	15 000.00
TOTAL		100 000.00	TOTAL		100 000.00

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de Judo – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de la pratique du judo pour tous
   - Organisation de rassemblements annuels départementaux spécifiques,
   - Découverte du jujitsu chez les seniors et vétérans,
   - Développement de la pratique du Taiso Judo Sport santé,
   - Mise en valeur de ces pratiques auprès des médias,
   - Organisation de la Coupe Ne waza ou circuit technique vétérans,
   - Initiation au judo pendant les vacances,
   - Invitations personnalisées sur des manifestations sportives,
   - Travail avec les maisons de quartier, les associations et le dispositif de réussite éducative.

2. Animations auprès des jeunes du Département de la Nièvre
   - Constitution d'une équipe d'enseignants (Equipe Technique Départementale),
   - Animations par secteurs géographiques du département,
   - Regroupement des groupes départementaux et du « Groupe Avenir »,
   - Éducation / formation / entraînements par échanges des professeurs,
   - Détection (organisation de stages) et accompagnement des benjamins-minimes (groupe avenir Nièvre), dans le but d'amener les meilleurs à la compétition.
   - Préparation et participation à la Coupe de France par équipes de départements Minimes Masculins Féminins.
   - Mise en place de stages départementaux et inter-départementaux minimes et benjamines,
   - Participation aux tournois Open régionaux,
   - Participation aux tournois hors département.

3. Formation et entraînement délocalisé : préparation et accession au haut niveau pour les cadets et juniors
   - Préparer des judokas nivernais à faire partie de la liste « haut niveau » et à entrer la filière Pôle Espoir,
   - Favoriser la participation sur les tournois extérieurs au département : tournois régionaux et nationaux,
   - Préparation et accession au haut niveau pour les cadets et juniors et les meilleurs minimes,
   - Formation de ceintures noires et augmentation des niveaux de grades,
   - Détection et accompagnement cadets et cadettes,
   - Mise en place de stages départementaux et régionaux, entraînements spécifiques de perfectionnement, par la commission sportive départementale qui établis les critères de sélection,
   - Participation aux frais de déplacement et d'hébergement des athlètes en stage régional ou national,

- Aide financière aux athlètes inscrits en Pôles (Espoir & France).

4. Formation ou aide à la formation du corps arbitral, des enseignants et des dirigeants
   - Maintenir à jour l'information dans les clubs sur les évolutions de la législation et des règles de fonctionnement,
   - Avoir au moins 2 féminines dirigeantes par club,
   -Pérennisation des structures clubs,
   - Formation ou aide à la formation du corps arbitral, des enseignants et des dirigeants.
   - Augmentation du nombre d'arbitres de niveau départemental,
   - Présence d'arbitres nivernais au niveau régional, et d'au moins un arbitre de niveau national,
   - Formation de ceintures noires.

5. Aide au fonctionnement du comité
   - Apporter une aide technique aux clubs,
   - Apporter une aide logistique aux diverses organisations, championnats, animations,
   - Favoriser la communication du comité et des clubs,
   - Coordonner les actions du Comité avec les diverses institutions et les partenaires institutionnels-Emploi d'un cadre technique dans le cadre d'un groupement employeur régional,
   - Participation aux activités éducatives, encadrement de stages,
   - Organisation technique et administrative des championnats et des stages,
   - Relation avec les instances institutionnelles du Comité (Conseil départemental 58, DDCSPP CDOS) et fédérales (Ligue de Bourgogne Franche-Comté, FFJDA, Comités Départementaux),
   - Relation privilégiée avec les clubs, les enseignants, les dirigeants,
   - Préparation, information et suivi des dossiers subventions,
   - Apporter une aide technique aux clubs,
   - Apporter une aide logistique aux diverses organisations et championnats,
   - Favoriser la communication du comité et des clubs.

6. Équipement en matériel pérenne
   - Mutualiser l'utilisation de ces matériels auprès de tous les clubs du département,
   - Prêt des tapis aux clubs du département pour organiser les championnats et les animations club en zone rurale et urbaine.

<u>Public(s) visé(s) :</u>
- Licenciés masculins et féminines de l'éveil judo aux vétérans,
- Personnes souhaitant découvrir l'activité lors des animations,
- Dirigeants d'associations et enseignants

<u>Localisation :</u>

Département de la Nièvre et région Bourgogne-Franche-Comté

<u>Moyens mis en œuvre :</u>

- 1 salarié,

- Enseignants diplômés d'État,
- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
44 050 €	10 000 €	10 000 €	15 300 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 2022 ou exercice du 1 er janvier .. *au* 31 décembre

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	6 300	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	4 500	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	1 800	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	24 200
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	2 000	ANS	4 700
Locations	1 500		
Entretien et réparation	150		
Assurance	300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	50		
62 - Autres services extérieurs	15 400	Conseil-s Départemental (aux) :	10 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 000		
Publicité, publication	1 000		
Déplacements, missions	12 200	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	200		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	3 800	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	3 800	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	9 500
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	2 700	**75 - Autres produits de gestion courante**	5 800
		756. Cotisations	3 800
		758. Dons manuels - Mécénat	2 000
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	200
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	30 200	**TOTAL DES PRODUITS**	30 200
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	10 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	200	871 - Prestations en nature	200
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	10 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	10 200	**TOTAL**	10 200

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de karaté – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Formation des instructeurs – professeurs

- Organisation de stages départementaux de qualification pour les gradés, les professeurs et les assistants des professeurs au sein des clubs (Arbitrage et juges de grades).
- Organisation de formations d'instructeurs de karaté (diplômes DAF et AFA, CQP, DIF).

2. Mise en place de stages d'experts nationaux

- Organisation de stages avec des experts nationaux hauts gradés pour l'ensemble des licenciés du département (minimum 2 stages par saison sportive).

3. Organisation de compétitions

- Frais inhérents à l'organisation de coupes et championnats (frais médicaux – matériels – locations – récompense) et frais d'arbitrage.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le karaté en loisirs et compétitions,
- Professeurs, arbitres, juges et gradés.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié,
- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
8 955 €	3 200 €	3 200 €	6 200 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

COMITE DEPARTEMENTAL DE KARATE DE LA NIEVRE

BUDGET PREVISIONNEL POUR LA SAISON 2021-2022

RECETTES		DEPENSES	
COTISATION fEDERALE	1155	ACHAT MEDAILLES - COUPES	200
PASSAGE DE GRADES	600	ORGANISATION PASSAGE GRADES	300
RETROCESSESION FFKDA	1000	ORGANISATION COMPETITIONS	300
SUBV CONSEIL DEPART.	3200	FRAIS ARBITRAGES	500
SUBV FDVA	1000	FRAIS DE DEPLACTS	500
SUBV ANS	2000	RECEPTION DES TIERS	300
		FOURNITURES DE BUREAU	200
		FOURN. PRODUITS PHARMACIE	30
		FRAIS POSTE	50
		FRAIS PORT SUR ACHATS	50
		TELEPHONE	45
		FRAIS MEDICAUX	200
		FRAIS BANQUECONSEIL DEPART	80
		REMBT CLUBS CONSEIL DEPART.	3200
		REMBT CLUBS FDVA	1000
		REMBT CLUBS ANS	2000
TOTAL	**8955**		**8955**

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de natation - Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de nouvelles pratiques
   - organisation d'une journée promotionnelle de water-polo.
   -soutien aux manifestations (et notamment d'eaux libres).

2. Participation à la Coupe des Départements
   - constitution d'une équipe féminine et d'une équipe masculine de 11 nageurs pour se confronter aux autres départements.

3. Développement de l'école de natation
   - détection et suivi dès le plus jeune âge des nageurs prometteurs.
   - mise en place de journées de regroupement.
   - participation aux meetings de fin de saison.

4. Formation des éducateurs, des officiels et des jeunes
   - formation d'entraîneurs pour garantir et développer les activités des clubs.
   - promotion des métiers de la natation dans les clubs ; notamment par le BNSSA.
   - aide au financement d'UC du Moniteur Sportif de Natation (remplace les BF 1, 2 et 3).

Public(s) visé(s) :

- Licenciés des catégories jeunes,
- Jeunes ou adultes souhaitant suivre des formations d'officiels, d'éducateurs.
- Licenciés participant aux compétitions,

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
7 030 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget de l'association

Année 20.... ou exercice du 01/07/21..... *au* 30/06/22.....

demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	650	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	1 450
Achats matières et fournitures	150	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	500	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	5 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf, 1ère page	
61 - Services extérieurs	620		
Locations	500		
Entretien et réparation			
Assurance	120	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	1 110	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		DE LA NIEVRE	5 000
Publicité, publication	160		
Déplacements, missions	550	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	400		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	4 650	**75 - Autres produits de gestion courante**	800
		756, Cotisations	800
		758, Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	65
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	7 030	**TOTAL DES PRODUITS**	7 315
Excédent prévisionnel (bénéfice)	285	**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de pétanque – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de la pétanque en milieu rural
   - mise à niveau des dirigeants aux nouvelles règles de discipline (stage des membres de la commission de discipline départementale),
   - formation d'arbitres, dirigeants et éducateurs aux directives fédérales,
   - recrutement de nouveaux arbitres,
   - organisation de stages initiateurs et mise à niveau des éducateurs
   - mise en place de concours aînés et vétérans.

2. Développement de l'activité en faveur des jeunes
   - organisation de stages d'initiation et de perfectionnement,
   -organisation de championnats départementaux et régionaux en individuel, doublettes et triplettes dans les catégories benjamins/minimes et cadets/juniors.

3. Développement de la pratique féminine
   - multiplication des compétitions féminines avec des manifestations ludiques et sportives importantes.
   - augmentation des compétitions mixtes en doublettes (1 homme + 1 femme) et triplettes (2 hommes + 1 femme).
   - organisation de stage et épreuves de sélection pour conduire l'élite régionale et nationale
   - organisation de compétitions telles que Journée de la Femme (1 licenciée + 1 non licenciée) ou marathon féminin sur 1 journée.
   - organisation de championnats départementaux, régionaux et nationaux, tir de précision.
   - création d'une compétition (1 homme + 1 femme + 1 jeune).
   - création de la Journée de la Rose.
   - formation d'arbitres féminines.

4. Développement de la pratique chez les personnes en situation de handicap
   - participation du plus grand nombre de personnes en situation de handicap aux compétitions spécifiques mais aussi aux compétitions « valides »,
   - organisation de journées spécifiques au boulodrome,
   - organisation de stages d'initiation et de perfectionnement,
   - formations d'initiateurs et éducateurs,participation à la Journée du Handicap,
   - entraînement réservé au Boulodrome de Nevers,
   - licence offerte pour les personnes en situation de handicap,
   - matériel adapté offert.

<u>Public(s) visé(s) :</u>

- Dirigeants, arbitres et éducateurs répartis sur l'ensemble du département

- Jeunes licenciés filles et garçons de 8 à 17 ans,
- Ensemble des licenciées féminines
- Personnes en situation de handicap.

Localisation :

Département de la Nièvre,
France entière pour les compétitions

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié,
- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
138 170 €	10 000 €	8 000 €	11 200 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] prévisionnel de l'association

Année 20 22 ou exercice du 01/11/2021 au 31/10/2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		*RESSOURCES DIRECTES*	
60 - Achats	13900	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	3200
Achats matières et fournitures	8100	73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	5800	74 – Subventions d'exploitation[7]	11200
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
61 – Services extérieurs	13500		
Locations	7000		
Entretien et réparation	500		
Assurance	1500	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation	4500		
62 – Autres services extérieurs	59400	Conseil.s Départemental(aux)	8000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1000	FDVA	2000
Publicité, publications	200		
Déplacements, missions	58100	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	1200
Services bancaires, autres	100		
63 – Impôts et taxes	900		
Impôts et taxes sur rémunération	900		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	17500	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	13500	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	4000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante	30170	75 – Autres produits de gestion courante	108660
FFPJP	21100	756. Cotisations	108660
LIGUE CDOS	9070	758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières	300	76 – Produits financiers	110
67 – Charges exceptionnelles	1500	77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	1900	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	138170	**TOTAL DES PRODUITS**	123170
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 – Emplois des contributions volontaires en nature	0	87 – Contributions volontaires en nature	15000
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	15000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 – Dons en nature	
TOTAL	138170	TOTAL	138170

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de roller – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Organisation des passages de roues « École de Roller ».
- Organisation, sur deux jours, des tests et des remises des diplômes pour l'ensemble des participants.

2. Perfectionnement des adhérents.
- Organisation de stages de perfectionnement dans différentes disciplines et catégories,
- Déplacements et stages inter-régionaux.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines de tout âge pratiquant en loisirs et/ou compétition
- Jeunes et adultes souhaitant être formés à l'encadrement

Localisation :

Territoire du département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
2 900 €	1 000 €	800 €	800 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

Année 20..... ou exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		***RESSOURCES DIRECTES***	
60 - Achats	200	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1300
Achats matières et fournitures	100	73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	100	74 – Subventions d'exploitation[6]	0
61 – Services extérieurs	0	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseils Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	1580	Conseil.s Départemental(aux)	600
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1100		
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions	480	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres			
63 – impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		***RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET***	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	1780	TOTAL DES PRODUITS	*1900*
Excédent prévisionnel (bénéfice)	120	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		***RESSOURCES DIRECTES***	
60 - Achats	0	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	600
Achats matières et fournitures		73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 – Subventions d'exploitation[3]	400
61 – Services extérieurs	0	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance		Conseils Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	915	Conseil.s Départemental(aux)	400
Rémunérations intermédiaires et honoraires	575		
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions	340	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres			
63 – impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	0
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		***RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET***	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	915	TOTAL DES PRODUITS	*1000*
Excédent prévisionnel (bénéfice)	85	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de rugby – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Promotion de la pratique Ecole de rugby (de U6 à U12) féminine et masculine
   - Favoriser les rencontres entre les EDR de chaque club du CD58.
   - Mise en place d'un socle commun de pratique grâce à la mise en place de journées techniques ouvertes à tous les pratiquants ainsi que la mise en place des ateliers fédéraux.
   - Participer au Tournoi organisé par la Ligue.
   - Perfectionner les encadrants et la qualité de leur enseignement.
   - Organisation d'entraînements communs, où les jeunes participent sans notion de club.
   - Organisation d'une formation fédérale spécifique pour les encadrants sur les catégories EDR.
   - Organisation de rencontres sous forme de tournois sur chaque club possédant une EDR.
   - Organisation de rencontres avec les départements limitrophes : Allier, Cher, Saône-et-Loire et Yonne.

2. Aide au déplacement des équipes départementales
   - Déplacements des jeunes pour des rencontres inter-sélections, d'entraînements communs, stages.
   - Permettre un plus grand nombre de joueurs dans les sélections.
   - Augmenter le niveau de jeu en participant à des rencontres contre d'autres sélections.
   - Aider financièrement les clubs qui déplacent les jeunes pour les Centres de Perfectionnement Sportif (CPS ouverts aux M14,M15,F15,M16,F18,M19).
   - Favoriser la pratique du jeu à VII (pratique olympique) des sélections M13 M14 F15.
   - Déplacements au tournoi de rugby à VII pour M16 et M19.

3. Promotion du rugby féminin dans la Nièvre
   - Promouvoir et élargir la pratique du rugby aux féminines.
   - Valoriser le rugby féminin en continuant les compétitions dans la Nièvre.
   - Créer une équipe départementale de moins de 15 ans et pérenniser l'équipe de moins de 18 ans.
   - Pour les F15, participation au Challenge Régional une fois tous les deux mois dans chacun des départements de la région Bourgogne/Franche Comté (BGFC).
   - Mise en place de partenariat avec l'UNSS au niveau des clubs.
   - Mise en place du jeu à toucher dans plusieurs clubs et suivi d'une rencontre départementale.
   - Faire découvrir le rugby à un public féminin via les nouvelles pratiques : rugby à V et rugby à toucher.
   - Pratique spécifique pour les filles de F12 à F18.
   - Participation à un tournoi en dehors de la Ligue BGFC.
   - Mise en place des groupes exclusivement féminins lors des tournois EDR.
   - Travail entre fille lors des ateliers fédéraux.
   - Organisation de stages bi-départementaux féminins.

- Réalisation d'un tournoi d'équipes féminines en M15.

4. Organisation du Tournoi National du Nivernais
   - Tournoi pour les féminines de moins de 15 ans en concertation avec la FFR, et pour les moins de 14 ans masculin, servant de base des détections des joueurs potentiels Haut-Niveau.
   - Permettre aux jeunes Espoirs de se confronter à d'autres sélections.
   - Promouvoir le rugby dans la Nièvre.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le rugby de 6 ans à adultes

Localisation :

Département de la Nièvre, régions Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Grand Est

Moyens mis en œuvre :

- Salariés,
- Volontaires,
- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
43 100 €	15 500 €	8 500 €	15 500 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

BUDGET PREVISIONNEL

2021 - 2022

LES CHARGES

Détail des opérations	DEPENSES Propositions pour l'exercice 2021-2022
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	
Equipement	795,00
Récompenses et Trophées	400,00
Frais de réception	200,00
Total des dépenses de fonctionnement	**1 395,00**
CHARGES D'EXPLOITATION	
Assurance	450,00
Frais d'adhésion CDOS et charges	1 700,00
Lavage des maillots	300,00
Frais véhicule	600,00
Fournitures administratives	500,00
Frais postaux	100,00
Frais de reproduction	500,00
Frais téléphoniques + Internet	700,00
Total des Charges d'exploitation	**4 850,00**
CHARGES EXTERNES	
Frais de déplacement scolaire	1 500,00
Frais de déplacement sportif	3 000,00
Frais de déplacement et d'hébergement des sélections	3 500,00
Rassemblement jeunes et tournois	3 500,00
Tournois du Nivernais	3 000,00
Total des charges externes	**14 500,00**
CHARGES DE PERSONNEL	
Indemnités Laura	2 400,00
Salaires et charges de la secrétaire du Comité	9 000,00
Salaires de l'agent de développement Antoine	1 284,00
Salaires de l'agent Adrien	9 406,00
Total des charges de Personnel	**22 090,00**
DIVERS	
Frais banque	145,00
Cotisation	70,00
Taxe formation	50,00
Total divers	**265,00**
TOTAL GENERAL DES CHARGES	**43 100,00**

D Mechin Trésorier le 9/12/21

BUDGET PREVISIONNEL

2021 - 2022

LES PRODUITS

Détail des opérations	RECETTES Propositions pour l'exercice 2021-2022
SUBVENTIONS	
Conseil général	6 500,00
ANS	7 000,00
Comité de Bourgogne et FFR	9 000,00
Total des subventions	**22 500,00**
Cotisations des licenciés par club	5 850,00
Sponsoring	8 350,00
Reversements Comités Tournoi du Nivenais	3 000,00
Total des prestations	**17 200,00**
Participation clubs	500,00
Total des prélèvements	**500,00**
DIVERS	
Remboursement ligue - Fédération	2 400,00
Transfert de charges	500,00
Total des remboursements divers	**2 900,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**43 100,00 €**

D Péchin Trésorier le 9/12/21

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de ski – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de la pratique rollerski et ski nordique.
   - Organisation d'une nouvelle édition de l'épreuve « Cosne-Sancerre », inscrite au calendrier de la FFS.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le rollerski et provenant de différents département de la France.
- Personnes non licenciées souhaitant découvrir l'activité.

Localisation :

Département de la Nièvre.

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
3 130 €	700 €	650 €	2 750 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

Année 20..... ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		***RESSOURCES DIRECTES***	
60 - Achats	1000	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1300
Achats matières et fournitures	1000	73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 – Subventions d'exploitation[6]	1700
61 – Services extérieurs	150	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
Locations		ANS	1000
Entretien et réparation			
Assurance	150	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	1760	Conseil.s Départemental(aux)	700
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1510		
Publicité, publications		-	
Déplacements, missions	250	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres			
63 – Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante	220	75 – Autres produits de gestion courante	200
		756. Cotisations	
		758 Dons manuels - Mécénat	200
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		***RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET***	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	3130	TOTAL DES PRODUITS	*3200*
Excédent prévisionnel (bénéfice)	70	Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de sport-adapté – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Fonctionnement et développement d'une plateforme multisports visant à proposer aux personnes en situation de handicap différentes activités sportives.
   - promouvoir l'inclusion du public en situation de handicap mental et/ou psychique au sein des clubs.
   - développer l'offre de pratique pour ce public en associant les clubs volontaires à la plateforme.

2. Développement et pérennisation du challenge inter-établissements (en différenciant les challenges « jeunes » et « adultes »).
   - proposer d'inclure dans les projets d'établissements un volet spécifique « challenge ».
   - sélection des disciplines en fonction des demandes et des spécificités.
   - organisation, tout au long de l'année, de rencontres de disciplines uniques.
   - clôture de l'année par l'organisation d'un événement multisports réunissant toutes les disciplines des différentes rencontres de l'année.

3. Formation et développement
- mise en place de formations AQSA (Attestation de qualification Sport Adapté) et Aisance aquatique sport adapté.
- développement d'un pôle compétition.
- aide aux clubs affiliés ou en cours d'affiliation.

Public(s) visé(s) :

- personnes en situation de handicap mental et/ou psychique souhaitant pratiquer une activité physique,
- bénévoles et salariés des associations sportives,
- comités départementaux et associations sportives volontaires,
- établissements (IME) volontaires.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié,
- Bénévolat,
- Educateurs des établissements,
-Educateurs clubs sportifs et comités,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
63 000 €	15 000 €	8 000 €	61 600 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	10 000	70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	6 000	73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	4 000	74 - Subventions d'exploitation[2]	61 600
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	9 800	fdva	10 000
Locations	6 500	ANS "ex cnds"	15 000
Entretien et réparation		ANS - emploi ESQ	17 600
Assurance	1 000	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	2 300		
62 - Autres services extérieurs	8 200	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 000	Conseil Départemental Nièvre	10 000
Publicité, publication	2 000		
Déplacements, missions	5 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	200		
63 - Impôts et taxes	0	CPAM	1 000
Impôts et taxes sur rémunération		ARS	1 000
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	34 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	23 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	7 000	Autres établissements publics	7 000
Autres charges de personnel	4 000	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	1 000	75 - Autres produits de gestion courante	1 000
		756. Cotisations	1 000
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		76 - Produits financiers	
67 - Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	400
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		79 - Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	63 000	TOTAL DES PRODUITS	63 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif Comité départemental de sports boules – Années 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de la pratique féminine
   - participation de licenciées féminines aux compétitions régionales,
   - aide aux frais de déplacements pour la participation à ces compétitions,
   - formations et animations sur les nouvelles pratiques proposées par la Fédération,
   - promouvoir la mixité dans les clubs.

2. Relance de l'activité
   - organisation de nouvelles animations et manifestations pour faire revenir les joueurs dans les clubs,
   - prise en charge d'une partie des coûts des licences,
   - mise en place de stages et de formation.

3. Développement de la pratique Boule Raffa Volo (sport santé, loisirs, bien-être)
   - faire connaître cette pratique adaptée aux personnes âgées mais s'adressant à un public jeune et adulte dans le cadre du sport santé loisirs,
   - mise en place de formation et initiations par le salarié du comité régional Bourgogne-Franche-Comté.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant en compétitions ou loisirs le sport boules,
- jeunes licenciés,
- licenciés de 55 ans et plus,
- ensemble des clubs du département.

Localisation :

Département de la Nièvre,
France entière pour les compétitions

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
28 900 €	3 000 €	3 000 €	6 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] prévisionnel de l'association

Année 2022 ou exercice du 01/10/2021 au 30/09/2022

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		*RESSOURCES DIRECTES*	
60 - Achats	2700	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	1000
Achats matières et fournitures	2000	73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	700	74 – Subventions d'exploitation[2]	8500
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
61 – Services extérieurs	1300		
Locations	1000		
Entretien et réparation		FDVA ANS	4500
Assurance	300	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	5350	Conseil.s Départemental(aux)	3000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2400		
Publicité, publications logiciels	200		
Déplacements, missions	2000	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres+ tel interne5	750		
63 – Impôts et taxes	0	Ligue BFC	1000
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		75 – Autres produits de gestion courante	13350
Aides aux actions dans les clubs	5000	756. Cotisations	8500
Adhésions et licences	8500	758 Dons manuels -Fonds propres	4850
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	22850	TOTAL DES PRODUITS	22850
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental de tennis de table – année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement du tennis de table féminine
   - Organisation de tournois exclusivement féminins (licenciées et non licenciées),
   - Communiquer sur l'existence des clubs, de l'accueil des féminines sur des créneaux spécifiques
   - Organisations de stages spécifiques féminins (joueuses déjà licenciées),
   - Organisations de journées « Joue avec tes copines »
   - Organisations de journées « joue avec ta maman » - « joue avec ta soeur » - « joue avec ta femme » avec système de garderie pour les enfants.
   - Organisation de séances spécifiques pour les féminines.

2. Développement du tennis de table auprès des jeunes
   - Organisation du « Premier Pas Pongiste » pour le public scolaire,
   - Participation de 10 enfants aux compétitions de niveau national en individuel,
   - Organisation de stages pour les joueurs confirmés et débutants,
   - Renforcement de l'encadrement technique (Arbitrage, Entraînement)
   - Participation à la journée "Famillathlon".

3. Développement du tennis de table en milieu rural
   - Campagne de promotion de l'activité (distribution de tracts),
   - Contact avec les organismes susceptibles d'accueillir un club (Communes),
   - Promotion des pôles d'entraînement de Varzy, Moulins-Engilbert et Saint-Léger des Vignes.

4. Aide au fonctionnement du comité départemental
   - Pérennisation du poste d'animateur technique départemental,
   - Renouvellement de balles (conformité avec le règlement),
   - Organisations de compétitions,
- Gestion administrative, sportive et technique du comité départemental.

5. Organisation du Challenge Patrick Grobarcik

<u>Public(s) visé(s) :</u>

- Licenciés masculins et féminines de tout âge à partir de 4 ans,
- Non licenciés masculins et féminines de tout âge souhaitant découvrir l'activité.

<u>Localisation :.</u>

Département de la Nièvre, y compris les zones rurales,

France pour les compétitions de niveau national.

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié,
- Bénévolat,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
68 000 €	12 000 €	9 500 € *	14 000 €

* Ce montant tient compte de l'aide accordée pour l'organisation du Challenge Patrick Grobarcik (500 € en application du règlement des aides aux manifestations sportives).

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 20~~22~~ ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	12 000	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	3 000
Achats matières et fournitures	3 000	**73 - Dotations et produits de tarification**	10 000
Autres fournitures	9 000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	14 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	1 400	CNDS	3 000
Locations	1 000		
Entretien et réparation	100		
Assurance	300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	8 600	Conseil-s Départemental (aux) :	11 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 500		
Publicité, publication			
Déplacements, missions	6 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	100		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	33 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	21 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	11 000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	1 000	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	10 000	**75 - Autres produits de gestion courante**	20 000
		756. Cotisations	19 000
		758. Dons manuels - Mécénat	1 000
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles	3 000	**77 - Produits exceptionnels**	1 000
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	20 000
TOTAL DES CHARGES	68 000	**TOTAL DES PRODUITS**	68 000
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	2 000	871 - Prestations en nature	2 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	2 000	875 - Dons en nature	2 000
TOTAL	4 000	**TOTAL**	4 000

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif
Comité départemental UFOLEP 58 – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Fonctionnement du comité
   - accompagner les clubs administrativement dans leurs manifestations (dossier de demande d'autorisation préfectorale,...),
   - proposer des outils de communication pour promouvoir les manifestations,
   - Développement et gestion d'un pool matériel mutualisé mis à disposition des associations pour faciliter l'organisation (sécurité, gestion administrative, cérémonie, communication et autre matériel lié à l'activité),
   - post manifestation : co-évaluation de l'action (à partir d'outils adaptés).
   - déclinaison de l'action nationale "Opération découverte" qui consiste à accompagner nos clubs dans la conquête de nouveaux adhérents.

2. Mise en place du dispositif « Ufostreet »
   - Accompagner des structures pour développer une offre de pratique sportive pour 11/15 ans en déclinant l'action nationale UFOSTREET pour créer des partenariats locaux.
   - Corriger et réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive.
   - Amener les structures à proposer une pratique régulière et organisée.
   - Proposer une offre de pratique sportive pour 11/15 ans et plus particulièrement ceux des territoires carencés.
   - A partir des complexes multisports de proximité du territoire, proposer un événement qui s'appuie prioritairement sur les activités en lien avec l'environnement des cultures dites urbaines (activités Street, hip hop, double duch, streetwork, RDV bien être). La mise en place de l'événement doit se faire obligatoirement en lien avec une structure locale.

3. Proposer au public féminin une offre de pratique adaptée et de proximité dans un objectif de santé et bien être
   - Proposer aux adhérents des associations la mise en place d'activité encadrée par un professionnel qui vise à : préserver le capital santé de l'adulte de plus de 45 ans ; entretenir le potentiel et les qualités physiques de l'adulte ; inciter le public sédentaire à pratiquer régulièrement une activité physique ; développer l'emploi des éducateurs sportifs dans le département.

<u>Public(s) visé(s) :</u>

- Associations et licenciés UFOLEP,
- participants aux manifestations sportives,
- jeunes filles et garçon de 11 à 15 ans,
- femmes de 45 ans et plus

Localisation :

Département de la Nièvre,
Zones rurales,
Quartiers prioritaires de la Ville.

Moyens mis en œuvre :

- salariés,
- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
122 733€	9 500 €	9 500 €	29 450€

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

budget

2022 BUDGET GLOBAL UFOLEP NIEVRE

Charges

Compte	Libellé	*Prévisionnel*	Réalisé
60621000	Carburant	*2 000,00 €*	
60624000	Fournitures administratives	*376,00 €*	
60624100	Photocopies	*1 637,26 €*	
60624200	Fournitures impression	*120,00 €*	
60660000	Produits pharmaceutiques	*130,00 €*	
60681000	Petits matériels pour activités	*2 320,00 €*	
60682000	Achats récompenses	*3 356,00 €*	
60686000	Petit matériel et outillage	*7 796,50 €*	
60687000	Matériel informatique	*365,40 €*	
60700000	Achats pour cession	*106,00 €*	
60682000	Achat fournitures COVID 19		
61320000	Locations immobilières	*2 323,46 €*	
61350000	Location mobilières		
61552000	Entretien matériel de transport	*1 550,00 €*	
61560000	Maintenance	*573,00 €*	
61610000	Assurance multirisques		
61630000	Assurance transport	*1 400,00 €*	
61680000	Assurance Autre risque (CAP)	*1 650,00 €*	
61840000	Cotisations	*190,00 €*	
61850000	Frais de colloques et séminaires	*1 000,00 €*	
61820000	Documentation générale et technique	*374,00 €*	
-	-		
-	-		
62150000	Personnel affecté à l'établissement	*1 390,96 €*	
62360000	Catalogues et imprimés	*700,00 €*	
62380000	Pourboires, dons courants		
62410000	Transport de biens		
62420000	Transport des personnes		
62510000	Voyages et déplacements (professionnels)	*6 399,60 €*	
62510003	Frais de déplacement des élus	*13 270,00 €*	
62610000	Frais d'affranchissements	*1 126,91 €*	
62620000	Frais de télécommunications	*230,40 €*	
62700000	Services bancaires et assimilés	*160,00 €*	
62814001	Engagement national et régional		
62880000	Autres prestations	*35 026,33 €*	
62310000	Publicité, annonce, insertions		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
63780000	Taxes diverses		
64*	Charges de personnel	*53 736,20 €*	
65160000	SACEM/SPRE	*2 716,21 €*	
65614000	Licences diverses		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
65700000	Subvention aux associations	*3 900,00 €*	
66800000	Autres charges financières		
67100000	Charges exceptionnels		
68150000	Dotation aux provisions pour risque		
68174000	Dotation créances douteuses		
68*	Dotation aux amortissements	*4 946,31 €*	
-	-		
-	-		
-	-		
	Total charges	**153 725,56 €**	

Produits

Compte	Libellé	*Prévisionnel*	Réalisé
70610000	Part. compétion nationale		
70630000	Part. aux frais de transport	590,00 €	
70700000	Cessions	115,00 €	
70831000	Locations mobilières		
70840000	Mise à disposition de personnel	34 021,54 €	
70883000	Manifestatons diverses	6 897,86 €	
-	-		
-	-		
74100003	Subvention UFOLEP nationale	5 483,90 €	
74200000	Subvention Région		
74300000	Subvention département	11 500,00 €	
74400000	Subvention communes		
74830002	Subvention DDCSPP	6 000,00 €	
74887000	Subvention préfecture	2 000,00 €	
-	-		
-	-		
-	-		
75600000	Droits d'inscriptions	14 100,00 €	
75610000	Affiliation	659,96 €	
75621000	Licences	12 226,30 €	
75730000	Formation - Produits des stages	47 331,00 €	
-	-		
-	-		
-	-		
77100000	Produits exceptionnels	12 800,00 €	
77500000	Produits des cessions d'éléments d'actif		
-	-		
-	-		
78150000	Reprise sur provisions exploitation		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
-	-		
	Total produits	**153 725,56 €**	

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif
Comité Départemental UNSS 58 – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Le sport comme outil d'éducation en promouvant les valeurs de respect, de solidarité, de dépassement de soi et d'éducation à la santé.

2. L'accessibilité à tous, sans aucune forme de discrimination.

3. Un sport innovant qui en prend en compte l'évolution des attentes des élèves.

4. Un sport responsable, éthique et solidaire qui favorise l'engagement citoyen des élèves.

Public(s) visé(s) :

- Collégiens et lycéens du département

Localisation :

Département de la Nièvre,
Région Bourgogne-Franche-Comté et France entière pour les compétitions.

Moyens mis en œuvre :

- salarié,
- enseignante détachée,
- professeurs d'EPS,
- moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
155 724 €	44 000 €	43 000 €	99 690 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 2022 ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	97 830	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	51 534
Prestations de services	95 000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	99 690
Achats matières et fournitures	2 500	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
Autres fournitures	330	ARS	9 000
61 - Services extérieurs	41 490	FDVA	11 000
Locations	41 000		
Entretien et réparation			
Assurance	490	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs	550	Conseil-s Départemental (aux) :	44 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publication		Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	2 000
Déplacements, missions			
Services bancaires, autres	550		
63 - Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes			
64 - Charges de personnel	15 854	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
Rémunération des personnels	15 854	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Charges sociales		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	33 690
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	4 500
		756. Cotisations	4 500
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	155 724	**TOTAL DES PRODUITS**	155 724

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	5 000	871 - Prestations en nature	5 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	
TOTAL	5 000	**TOTAL**	5 000

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
Comité départemental USEP 58 – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Proposer des rencontres sportives mettant l'enfant en situation d'acteur.
   - Relancer l'activité sportive dans les associations après 2 années marquées par la crise sanitaire.
   - Organiser des rencontres sportives et associatives sur tout le territoire nivernais pour chaque cycle d'enseignement.
   - Décliner les opérations nationales de l'USEP notamment : "à l'USEP l'athlé ça se vie! » "USEPathlon", "P'tit Tour à vélo"
   - Permettre à chaque enfant du département l'accès à des pratiques sportives non présentes sur son territoire.
   - Former des animateurs USEP par des stages départementaux, régionaux et nationaux.

2. Accompagner les associations dans la démarche de valorisation du patrimoine sportif et naturel du département.
   - Mise à disposition de matériel sportif dans 3 pôles ressources : Nevers, Clamecy, Château-Chinon pour permettre l'organisation de cycles sportifs diversifiés adaptés à la spécificité des projets locaux.
   - Organisation de rencontres dans des sites patrimoniaux pour les faire connaitre et les mettre en valeur : Circuit de Nevers Magny-Cours, maison de la nature et de la faune sauvage, CRAPA de St Léger, forêt des Bertranges, parc Rosa Bonheur, bases activital de Baye, des Settons...
   - Diffusion lors de ces rencontres de documentation liée au patrimoine nivernais.
   - Incitation des associations à découvrir les sites naturels aménagés par le Conseil Départemental.

3. Mailler le territoire nivernais afin de développer la vie associative.
   - Structuration du comité départemental en secteurs géographiques.
   - Organisation en début d'année de réunions de secteurs pour mettre en lien les associations locales.
   - Construction au sein des secteurs de calendriers de rencontres de proximité.
   - Diffusion par le comité départemental de documents descriptifs d'actions citoyennes : assemblée d'enfants, label associatif, bureau enfants, rencontres cogérées…
   - Accompagnement des associations choisissant de mettre en place ce type de manifestations : déplacements du délégué pour l'aide à la mise en œuvre, prêt de matériel, de ressources pédagogiques.

Public(s) visé(s) :

- Enfants des écoles publiques du département de 3 à 11 ans (mixité garçons/filles)
- Instituteurs.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- 1 salarié mis à disposition,
- Bénévolat,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
113 532 €	18 500 €	18 500 €	55 500 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 2022 ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	25 600	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	10 280
Achats matières et fournitures	25 600	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	55 500
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	3 400	Agence Nationale du Sport	5 000
Locations	800	PDASR	8 000
Entretien et réparation		FDVA	2 000
Assurance	1 500	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	1 100	Bourgogne Franche Comté	4 000
62 - Autres services extérieurs	57 900	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	2 500	Nièvre	18 500
Publicité, publication	750		
Déplacements, missions	54 650	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres		Contrat de ville	6 000
63 - Impôts et taxes	0	CC Les Bertranges	1 500
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	2 000
64 - Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	8 500
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante	26 632	**75 - Autres produits de gestion courante**	33 752
		756. Cotisations	33 752
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	14 000
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
TOTAL DES CHARGES	113 532	**TOTAL DES PRODUITS**	113 532
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	190 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	115 000	871 - Prestations en nature	115 000
862 - Prestations	85 000		
864 - Personnel bénévole	190 000	875 - Dons en nature	85 000
TOTAL	390 000	**TOTAL**	390 000

[1] Ne pas indiquer les centimes d'euros.

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Poursuite du développement de l'école d'escrime en loisirs et compétition.

- Séances d'escrime pluri-hebdomadaires à destination de tout public (de 4 ans "éveil à l'escrime" à Vétérans).

- Organisation de stages de compétiteurs pendant les vacances de Toussaint, d'hiver et de printemps.

- Formation pendant les vacances de Toussaint, d'hiver et de printemps.

- Organisation de stages pour les compétiteurs pendant les vacances de Toussaint, d'hiver et de printemps plus un supplémentaire fin août .

- Participation et déplacements aux compétitions.

2. Organisation de compétitions et de tournois.

- Tournoi Nièvre - Cher - Allier pour les jeunes catégories M9 à M13 - filles et garçons.

- Challenge "La Botte de Nevers" pour les catégories M11à M15 - filles et garçons.

- Championnat de Bourgogne Franche-Comté – Catégories M17, M20 et Seniors - Hommes et Dames, y compris par équipes.

- Tournois qualificatifs aux tournois nationaux de M17 à vétérans.

3. Développement de l'escrime en milieu universitaire.

- Cours hebdomadaires au SUAPS.

4. Développement de l'escrime dans les centres sociaux et aérés.

- Séances de découverte de l'escrime avec des groupes de 8 à 16 personnes venant de centres de sociaux et de loisirs, pendant ou en dehors des vacances scolaires (séances d'1h30 encadrées par un Maître d'Armes).

5. Escrime santé.

- Poursuite des interventions avec les groupes de résidents des foyers ADAPEI de Coulanges les Nevers, Cosne sur Loire et Corvol l'Orgueilleux (6 personnes par groupe + un ou deux éducateurs spécialisés). Séances

d'1h30 programmées à la salle et encadrées par un maître d'Armes durant la plupart des vacances scolaires :

- Formation d'un éducateur pour escrime et cancer du sein et escrime sur ordonnance.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines de tout âge pratiquant en loisirs et/ou compétition,

- Jeunes et adultes non licenciés souhaitant découvrir l'activité,

- Publics accueillis par les dispositifs escrime et cancer et escrime sur ordonnance,

- Résidents des foyers ADAPEI de Coulanges les Nevers, Cosne sur Loire et Corvol l'Orgueilleux,

- Publics accueillis au sein des centres sociaux et de loisirs à partir de 7 ans,

<u>Localisation :</u>

- Agglomération de Nevers,
- Département de la Nièvre
- Bourgogne-Franche-Comté et France entière (pour les compétitions).

<u>Moyens mis en œuvre :</u>

- 4 salariés (encadrement effectué par un ou deux maîtres d'Armes - diplômé d'État)
- Bénévolat,
- Moyens matériels.

Charges du projet	***Subvention du Département de la***	***Somme des***

(en euros)	*Nièvre (en euros)*		*financements publics affectés au projet (en euros)*
	Montant demandé	*Montant accordé*	
143 700 €	*21 000 €*	*20 500 €*	*107 490 €*

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

Année 20..... ou exercice du 01/09/2021 au 31/08/2022.....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		***RESSOURCES DIRECTES***	
60 - Achats	52000	**70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	
Achats matières et fournitures	40000	**73 – Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	12000	**74 – Subventions d'exploitation[1]**	0
61 – Services extérieurs	4000	Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ére page	
Locations	0	AGENCE NATIONALE DU SPORT	2690€
Entretien et réparation	1000		
Assurance	3000	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	7800	Conseil.s Départemental(aux)	21000
Rémunérations intermédiaires et honoraires			
Publicité, publications	0	-	
Déplacements, missions	7500	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres	800	VILLE DE NEVERS	19800€
63 – impôts et taxes	0	AGGLOMERATION DE NEVERS	41000€
Impôts et taxes sur rémunération		REMBOURSEMENT FLUIDE	23000€
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	83000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	55000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	28000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante		**75 – Autres produits de gestion courante**	13000
		756. Cotisations	13000
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières		**76 – Produits financiers**	
67 – Charges exceptionnelles		**77 – Produits exceptionnels**	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		**78 – Reprises sur amortissements et provisions**	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		**79 – Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		***RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET***	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	147300	**TOTAL DES PRODUITS**	*147300*
Excédent prévisionnel (bénéfice)	147300	**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	*147300*

1 **L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs.**

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif Comité départemental des clubs omnisports – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Fonctionnement global du comité
   - Soutien aux dirigeants et aux clubs (informations, communication, organisation de débats…),
   - Représentation de l'omnisports et de ses clubs (participation aux réunions, organisation des AG),- Incitation et aide à la mise en place de services civiques,
   - Aide à l'organisation de manifestations (exemple forum des associations)
   - Mutualisation du matériel.

Public(s) visé(s) :

- Clubs omnisports affiliés,
- Licenciés des clubs omnisports,
- Dirigeants, bénévoles.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
3 365 €	1 000 €	1 000 €	3 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] prévisionnel de l'association

Année 20 22 ou exercice du ..... au .....

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		***RESSOURCES DIRECTES***	
60 - Achats	1070	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures	1070	73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 – Subventions d'exploitation[2]	3000
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
61 – Services extérieurs	110	FDVA	2000
Locations			
Entretien et réparation			
Assurance	110	Conseil.s Régional(aux)	
Documentation			
62 – Autres services extérieurs	2120	Conseil.s Départemental(aux)	1000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	900		
Publicité, publications	700		
Déplacements, missions	500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations :	
Services bancaires, autres	20		
63 – Impôts et taxes	0		
Impôts et taxes sur rémunération			
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	0	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels		L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales		Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Aides privées (fondation)	
65 – Autres charges de gestion courante	65	75 – Autres produits de gestion courante	350
		756. Cotisations	150
		758 Dons manuels - Mécénat	200
66 – Charges financières		76 – Produits financiers	15
67 – Charges exceptionnelles		77 – Produits exceptionnels	
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées		78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	
TOTAL DES CHARGES	3365	TOTAL DES PRODUITS	3365

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectifs
District de Football de la Nièvre – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Détection et perfectionnement des jeunes joueurs et joueuses
   - détection par secteur des meilleurs jeunes,
   - participation des jeunes nivernais à des stages régionaux,
   - mise en place de centre de perfectionnement par secteur pendant les vacances scolaires,
   - développement des sections sportives,
   - labellisation Ecole de Foot FFF,
   - accompagnement des écoles de foot en milieu rural.

2. Lutte contre la violence et les incivilités / valorisation de l'esprit sportif « séniors » et « jeunes »
   - inculquer à chacun le respect de l'autre et ainsi permettre aux rencontres de football de se dérouler dans les meilleures conditions possibles.
   - poursuivre les actions avec les clubs de D1 à D4 à travers un dialogue renforcé avec les acteurs, une évaluation des comportements, des formations et du suivi.
   - accompagnement du dispositif de prévention de la DDJS de lutte contre la violence et les incivilités.
   - valorisation de l'esprit sportif jeune à travers le « Programme Educatif Fédéral », projet à long terme d'éducation des jeunes à l'esprit sportif et à la citoyenneté.

3. Développement du football diversifié
   - promotion et développement du futsal et du football loisirs (favoriser la création de sections futsal, organisation de plateaux, tournois, du critérium foot loisirs…)
   - développement du football féminin,
   - formation d'arbitres spécifiques,
   - découverte des pratiques diversifiées du football (foot-golf, foot-pétanque, futnet...)

4. Partenariat de la Coupe du Conseil Départemental
   - organisation de la Coupe du Conseil Départemental séniors en intégrant les coupes jeunes, de l'Amitié, Vétérans et Féminines.
   - valorisation de la compétition par une remise d'une dotation en équipement et d'un trophée,
   - communication autour de l'événement.

<u>Public(s) visé(s) :</u>

- Jeunes joueurs et joueuses de 11 à 15 ans,
- Ensemble des licencié(e)s jeunes et séniors,
- Educateurs et dirigeants,
- Parents des jeunes,
- Jeunes et séniors non licenciés souhaitant découvrir l'activité (futsal, loisirs…),
- Arbitres.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Salariés,
- Volontaires,
- Bénévolat,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
296 700 €	30 000 €	30 000 €	57 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 20.... ou exercice du 01/07/2021.. *au* 30/06/2022..

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats	23 200	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	100 900
Achats matières et fournitures	23 200	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures		**74 - Subventions d'exploitation[2]**	142 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	20 250	ANS	11 000
Locations	3 800		
Entretien et réparation	10 100		
Assurance	2 300	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	4 050		
62 - Autres services extérieurs	46 550	Conseil-s Départemental (aux) :	30 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	18 500		
Publicité, publication	700		
Déplacements, missions	24 000	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	3 350		
63 - Impôts et taxes	8 100		
Impôts et taxes sur rémunération	1 800		
Autres impôts et taxes	6 300	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	166 950	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	133 300	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	16 000
Charges sociales	33 100	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	550	Aides privées (fondation)	85 000
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	33 800
		756, Cotisations	800
		758, Dons manuels - Mécénat	33 000
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	200
67 - Charges exceptionnelles	150	**77 - Produits exceptionnels**	100
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	31 500	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	7 700
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	12 000
TOTAL DES CHARGES	296 700	**TOTAL DES PRODUITS**	296 700
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	150 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	150 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	150 000	**TOTAL**	150 000

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif
Association GE ADESS 58 – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Déplacement des éducateurs

- Permettre à toutes les structures nivernaises sur le territoire d'avoir des intervenants sportifs et socioculturels sans subir intégralement les coûts des déplacements des intervenants.
- Développer l'emploi des animateurs du GE ADESS 58 à temps partagé entre plusieurs structures sans avoir de coûts de déplacement prohibitifs pour les utilisateurs tout en indemnisant les intervenants.

Une remise est effectuée aux adhérents du GE sur les frais de déplacement facturés mensuellement sur la base de :
80 % de remise pour toute séance égale ou supérieure à 2 heures
55% de remise pour les séances d'1h30
30% de remise pour les séances d'une heure

Les frais de déplacement sont remboursés aux salariés (et facturés aux clients) sur la base de 30 centimes du kilomètre. Cette aide indirecte aux adhérents est indiquée dans la convention de mise à disposition signée entre l'adhérent et le GE et la remise est clairement identifiée dans la facture émise en fin de mois.

Public(s) visé(s) :

- Tous les adhérents (personnes morales) au Groupement d'Employeurs bénéficiant de remises pour l'intervention des intervenants sportifs

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- 87 Salariés,
- Bénévolat,
- Moyens matériels et informatiques.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
1 431 500 €	49 000 €	49 000 €	229 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] de l'association

Année 20.22 ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - demande pluriannuelle

Suppression du budget - demande pluriannuelle

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	55 400	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	1 194 900
Achats matières et fournitures	48 000	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	7 400	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	229 000
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	10 600	fonjep jeune	7 300
Locations	4 800		
Entretien et réparation	4 200		
Assurance	1 600	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation		BFC EMPLOI ASSOCIATIF	4 700
62 - Autres services extérieurs	109 200	Conseil-s Départemental (aux) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	6 800	Nièvre	49 000
Publicité, publication	200		
Déplacements, missions	98 500	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	3 700		
63 - Impôts et taxes	40 500		
Impôts et taxes sur rémunération	23 000		
Autres impôts et taxes	17 500	Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	4 000
64 - Charges de personnel	1 215 000	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	1 025 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	161 000
Charges sociales	175 000	Autres établissements publics	3 000
Autres charges de personnel	15 000	Aides privées (fondation)	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	3 800
		756. Cotisations	3 800
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières		**76 - Produits financiers**	300
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	800	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	700
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	2 800
TOTAL DES CHARGES	1 431 500	**TOTAL DES PRODUITS**	1 431 500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE[3]			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature		**87 - Contributions volontaires en nature**	
860 - Secours en nature		870 - Bénévolat	3 000
861 - Mise à disposition gratuite de biens et services	1 000	871 - Prestations en nature	1 000
862 - Prestations			
864 - Personnel bénévole	3 000	875 - Dons en nature	
TOTAL	4 000	**TOTAL**	4 000

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Assurer l'entretien des terrains et l'aménagement immobilier
   - Amendement du terrain (engrais),
   - Traitements : mauvaises herbes, Traitement spécifique des lauriers (sur 4 mois), mousses sur les greens, maladies saisonnières (chenilles processionnaires, intervention d'entreprises extérieures), traitements spécifiques suite aux intempéries.
   - Remplacement des arbres vieillissants ou morts,
   - Aménagement du terrain : amélioration ou difficulté supplémentaire du jeu,
   - Aménagement de terrasses, Plantation d'arbres,
   - Réfection du green n°2
   - Création d'un ruisseau paysager

2. Participation aux frais de fonctionnement
   - Eau – énergies (électricité, éclairage, chauffage),
   - Loyer secrétariat et vestiaire
   - Téléphonie
   - Achat de lubrifiants et de carburants (gazole, essence destiné au fonctionnement des engins tels que le tracteur, le quad, les 4 tondeuses),
   - Leasing tondeuses et matériels équipements et amortissements.

3. Entretien général du matériel
   - Entretien de l'ensemble du matériel qui précède : ex. : affutage des lames des tondeuses,
   - Entretien du système d'arrosage des greens et investissements dans divers équipements d'optimisation de la gestion de l'eau.

4. Animation de l'École de Golf
- Organisation de séances d'enseignement du golf pour les enfants,
- Déplacements et engagements

5. Organisation et accueil de compétitions

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le golf

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Salariés (secrétariat, jardiniers),
- Bénévolat,
- Moyens matériels

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
397 500 €	85 000 €	85 000 €	111 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

Projet n°....

6. Budget[5] du projet

Année 2022 ou exercice du ..... au .....

Budget supplémentaire - projet pluriannuel

Suppression du budget - projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats	60 000	**70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services**	265 500
Achats matières et fournitures	37 000	**73 - Dotations et produits de tarification**	
Autres fournitures	23 000	**74 - Subventions d'exploitation[2]**	111 000
		Etat : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf. 1ère page	
61 - Services extérieurs	59 200		
Locations	37 900		
Entretien et réparation	14 900		
Assurance	5 800	Conseil-s Régional(aux) :	
Documentation	600		
62 - Autres services extérieurs	21 300	Conseil-s Départemental (aux) :	111 000
Rémunérations intermédiaires et honoraires	9 000		
Publicité, publication	500		
Déplacements, missions	7 400	Communes, communautés de communes ou d'agglomérations:	
Services bancaires, autres	4 400		
63 - Impôts et taxes	1 400		
Impôts et taxes sur rémunération	1 400		
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (CAF, etc. détailler) :	
64 - Charges de personnel	207 400	Fonds européens (FSE, FEDER, etc.)	
Rémunération des personnels	152 000	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	55 400	Aides privées (fondation)	
Autres charges de personnel		Autres établissements publics	
65 - Autres charges de gestion courante		**75 - Autres produits de gestion courante**	0
		756. Cotisations	
		758. Dons manuels - Mécénat	
66 - Charges financières	16 000	**76 - Produits financiers**	
67 - Charges exceptionnelles		**77 - Produits exceptionnels**	
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	32 000	**78 - Reprises sur amortissements et provisions**	
69 - Impôt sur les bénéfices (IS); Participation des salariés		**79 - Transfert de charges**	
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	397 300	**TOTAL DES PRODUITS**	376 500
Excédent prévisionnel (bénéfice)		**Insuffisance prévisionnelle (déficit)**	20 800

Annexe à la convention pluriannuelle d'objectif
Association USON Tennis – Année 2022

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Développement de l'école de tennis
   - développement du tennis destiné aux plus petits avec le maintien de 2 créneaux pour le mini-tennis et le baby-tennis.
   - maintien du financement du club à hauteur de 50 % pour les cours de mini-tennis (à partir de 4 ans) et de baby-tennis (enfants de 3 ans) par un moniteur et une monitrice diplômés.
   - achat de matériel neuf pour l'école de tennis.
   - organisation de séances découvertes pour les nouveaux arrivants.
   - séances découvertes gratuites pour les écoles de l'Agglomération : accueil au club, mise à disposition d'un moniteur et goûter offert.

2. Développement de la pratique féminine
   - participation financière du club pour les entraînements des meilleures jeunes joueuses féminines du club.

3. Développement du tennis de haut niveau
   - maintien du pôle compétitions.
   - entraînements club aux jeunes filles et garçons les plus performants.
   - mise en place d'une détection club en lien avec le comité régional Bourgogne-Franche-Comté
   - accompagnement et entraînements complémentaires des jeunes détectés pris en charge par le club.
   - prise en charge par le club de la communication, de la logistique et des déplacements de l'équipe 1 féminine dans sa division de qualification à la division nationale (DQDN3).
   - prise en charge par le club des entraînements hebdomadaires de l'équipe 1 féminine animés par un éducateur diplômé.

Public(s) visé(s) :

- Licenciés masculins et féminines pratiquant le tennis à partir de 3 ans,
- Licenciés masculins et féminines pratiquant le tennis en compétition,
- élèves des écoles de l'agglomération participant aux séances découvertes.

Localisation :

Département de la Nièvre

Moyens mis en œuvre :

- Bénévolat,

- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	Subvention du Département de la Nièvre (en euros)		Somme des financements publics affectés au projet (en euros)
	Montant demandé	Montant accordé	
33 586 €	5 000 €	5 000 €	6 026 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

U.S.O.N. TENNIS

Budget prévisionnel de la saison 2021-2022

		Budget 2020-2021				Budget 2020-2021
Produits d'activités			**Achat Marchandises et Matériels**			
Produits vendus			6061 - Eau	- 800,00 €	-	770,55 €
			6062 - Carburant			
7060 - Adhésions	13 500,00 €	12 174,00 €	6062 - Achat balles	- 1 700,00 €	-	1 710,78 €
7080 - Engagements tournois - buvette	6 500,00 €	6 004,65 €	6063 - Achat petits équipements	- 2 500,00 €	-	1 808,98 €
7081 - Recettes soirées / évènements	3 000,00 €	- €	6064 - Fournitures administratives			
7083 - Locations extérieures	900,00 €	295,00 €	6071 - Achat buvette	- 3 000,00 €	-	2 381,82 €
			6131 - Location de matériel			
			6150 - Entretien réparation	- 4 000,00 €	-	3 042,55 €
Subventions d'exploitation			6156 - Maintenance	- 300,00 €	-	196,54 €
			6160 - Assurance	- 1 650,00 €	-	3 175,68 €
743400 - Subvention Nevers	500,00 €	1 800,00 €	6210 - Rémunérations personnel extérieur	- 2 100,00 €	-	317,80 €
744000 - Subvention Sermoise sur Loire	250,00 €	250,00 €	6221 - Rémunérations Ligue Bourgogne			
745000 - Subvention Conseil Départemental	5 000,00 €	5 000,00 €	6226 - Honoraires comptables	- €	-	900,00 €
746000 - Subvention Ligue Bourgogne	50,00 €	50,00 €	6230 - Publicité - Communication	- 1 000,00 €	-	2 592,59 €
746001 - Subvention ANS (Balles via Comité)	276,00 €	276,00 €	6234 - Cadeaux - lots riffles			
747000 - Tennis à l'école	- €	- €	6238 - Divers - dotations tournoi	- 800,00 €	-	655,00 €
748000 - Subvention FFT	- €	2 244,00 €	6250 - Déplacements - missions			
			6257 - Réceptions	- 1 000,00 €		
			6260 - Frais postaux	- 100,00 €		
Autres produits			6270 - Services bancaires	- 75,93 €	-	75,93 €
			6280 - Frais divers	- 60,00 €	-	60,00 €
751000 - Partenariats	3 000,00 €	2 566,00 €	6281 - Cotisations - Inscriptions équipes	- 3 483,00 €	-	2 733,00 €
758000 - Produits divers de gestion courantes			70800 - Engagements Tournois	- 68,00 €	-	68,00 €
758100 - Dons	- €	1 200,00 €				
76800 - Produits Financiers sur Livret	10,00 €	8,48 €				
7510 - Produits des exercices antérieurs						
777100 - Amortissement subvention Investissement			6611 - Intérêts des Emprunts	- 1 100,00 €	-	1 100,00 €
706200 - Vente Produits USON Tennis	600,00 €	1 472,00 €	6720 - Annulation produits antérieurs			
			681120 - Dotations amortissements	- 9 441,07 €	-	9 441,07 €
Total	33 586,00 €	33 340,13 €	Total	- 33 178,00 €	-	31 030,27 €

Convention annuelle d'objectifs
SASP USON Rugby Plus – Année 2022

ENTRE :

Le Département de la Nièvre
Hôtel du Département – 58039 NEVERS CEDEX
représenté par Monsieur le Président en exercice du conseil départemental, Monsieur Fabien BAZIN,
dûment habilité à signer la présente convention par délibération du 23 mai 2022,

ci-après dénommé " le Département de la Nièvre "

ET :

La société « USON Rugby Plus », Société Anonyme Sportive professionnelle
5, rue Denis Papin – 58640 VARENNES-VAUZELLES
représenté par son Président Monsieur Régis DUMANGE,
N° SIRET : 51 391 792 200 017

ci-après dénommée " le bénéficiaire "

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE :

Avec plus de 46 000 licenciés représentant 23% de la population, plus de 600 associations sportives et 44 comités départementaux, le sport nivernais est un vecteur de développement. Il contribue également à tisser du lien social entre les personnes et contribue au bien-vivre et à la bonne santé des nivernais.

Depuis de nombreuses années, le département de la Nièvre s'associe à l'ensemble des acteurs du mouvement sportif à travers, entre autres, la signature de conventions d'objectifs partagés.

Considérant le projet initié et conçu par le bénéficiaire conforme à son objet statutaire ;

Considérant la politique de soutien aux acteurs du mouvement sportif du Département de la Nièvre ;

Considérant que les objectifs partagés entre le bénéficiaire et le Département de la Nièvre, présentés en annexe I, participent à cette politique.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques du Département de la Nièvre et du bénéficiaire dans la mise en œuvre des projets partagés définis en annexe I à la présente convention.

Le Département de la Nièvre contribue financièrement à ce projet d'intérêt économique général, conformément au règlement (UE) n°360/2012 du 25 avril 2012 de la Commission européenne[1]. Il n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

ARTICLE 2 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour une durée d'un an au titre de l'année 2022 et prendra fin au 31 décembre 2022.

ARTICLE 3 – MONTANT DE LA SUBVENTION

Pour l'année 2022, le Département de la Nièvre contribue financièrement à la réalisation des objectifs mis en œuvre par le bénéficiaire pour un montant de 40 000 euros.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.
Ces coûts peuvent être majorés, le cas échéant, d'un excédent raisonnable constaté dans le compte-rendu financier prévu à l'article 5. Cet excédent ne peut être supérieur à 5 % du total des coûts du projet effectivement supportés.

ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le règlement se fera en une fois après examen et approbation de la présente convention lors d'une commission permanente et de sa signature par les parties.

Pour l'année 2022, le Département de la Nièvre verse un montant de 40 000 euros.

Les versements sont effectués sur le compte suivant :

Titulaire du compte : USON Rugby Plus SASP
Domiciliation : 5, rue Denis Papin – 58640 VARENNES-VAUZELLES
Code établissement : 30003 Code guichet : 02311
N° de compte : 00020007484 Clé RIB : 91

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

1° Mettre en œuvre l'objectif partagé pour lequel la subvention est attribuée ;

2° Fournir les états financiers ou, le cas échéant, les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes ;

3° Fournir le rapport d'activité et le bilan détaillé de la réalisation des objectifs ;

1 Relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général.

4° Fournir sur demande du Département de la Nièvre, toutes pièces supplémentaires jugées nécessaires par ce dernier pour exercer le contrôle sur pièces et sur place ;

À cet égard, le bénéficiaire s'engage à transmettre au Département de la Nièvre tous documents et renseignements qu'il pourra lui demander dans un délai d'un mois à compter de la demande.

5° Le bénéficiaire s'engage à faire figurer de manière lisible le Département de la Nièvre sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention (apposition du logotype).
Les logotypes du département à utiliser sont à demander à l'adresse suivante : imprimerie@nievre.fr

Le bénéficiaire informe sans délai le Département de la Nièvre de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe le Département de la Nièvre sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise au département contre décharge.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Le Département de la Nièvre se réserve le droit de ne pas verser la subvention au bénéficiaire ou d'en ordonner le reversement partiel ou total dans les hypothèses indiquées ci-après :

1° En cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un des engagements et obligations issues des présentes ;

2° En cas d'inexactitude sur les informations fournies et déclarations faites par le bénéficiaire ;
3° En cas de cessation de l'ensemble de son activité ou de l'activité pour laquelle le projet défini à l'article 1 précité est réalisé ;

4° En cas de transfert de l'activité hors du Département ;

5° En cas de non présentation au Département de la Nièvre par le bénéficiaire de l'ensemble des documents prévus à l'article 5 précité.

Le Département de la Nièvre informera le bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 7 – CONTRÔLE DU DÉPARTEMENT

Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle sur place et sur pièces peut être diligenté à tout moment par le Département de la Nièvre.

Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées.
Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de la Nièvre contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96- 314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de la Nièvre peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu au dernier alinéa de l'article 3 ou la déduire du montant de la nouvelle subvention en cas de renouvellement.

ARTICLE 8 – RENOUVELLEMENT

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés dans l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 7 des présentes.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification susceptible d'être apportée à la présente convention financière devra faire l'objet d'un avenant soumis à la signature des deux parties.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 10 – ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrantes de la présente convention.

ARTICLE 11 – FACULTÉ DE RÉSILIATION PAR LE BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire pourra demander la résiliation de la présente convention en cas de motif sérieux et légitime, notamment en cas d'impossibilité de poursuivre les activités pour lesquelles la subvention a été obtenue ou de difficultés ne lui permettant plus d'assurer la marche normale de l'exploitation.

La demande de résiliation devra être effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise en mains propres contre décharge en respectant un préavis d'un mois.

ARTICLE 12 – CLAUSE RESOLUTOIRE

À défaut d'exécuter l'une ou l'autre obligation de la présente convention, et un mois après une sommation d'exécuter restée sans effet, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département de la Nièvre, et ce, même en cas d'exécution postérieure à l'expiration de ce délai.

En tant que de besoin, l'affaire pourra être déférée au juge des Référés territorialement compétent pour constater le manquement et déclarer acquise la clause résolutoire.

Dans le cas d'une résiliation de la présente convention pour une cause imputable au Bénéficiaire, le Département de la Nièvre se réserve le droit de réclamer le reversement des subventions perçues, sans préjudice d'autres dommages et intérêts.

ARTICLE 13 – RECOURS

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable.
Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations afin de résoudre tout différend.

À défaut de règlement amiable, le Tribunal Administratif de Dijon sera seul compétent pour connaître du contentieux.

La présente convention est établie en deux exemplaires.

Fait à Nevers, le

Pour le Département de la Nièvre,
Le Président du conseil départemental,
Monsieur Fabien BAZIN.

Pour l'USON Rugby Plus SASP,
Le Président Directeur Général,
Mr Régis DUMANGE.

ANNEXE I : LE PROJET

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1er de la présente convention :

1. Fonctionnement du Centre de Formation USON
- Développer et améliorer le suivi sportif et scolaire des joueurs,
- Communiquer par le sport de haut niveau,
- Mener des actions d'intégration et d'objectifs professionnels,
- Mener des actions d'initiation à la pratique du rugby en lien avec les établissements scolaires,
- Mener des actions ludiques auprès du grand public et profit de causes d'intérêt général,
- Développer une Académie d'excellence U16 et U18 en attirant des jeunes joueurs issus de tout le territoire.

Public(s) visé(s) :

- Toute personne entrant dans le cadre décrit ci-dessus.

Localisation :

Département de la Nièvre, région Bourgogne-Franche-Comté, France entière pour les compétitions

Moyens mis en œuvre :

- Salariés,
- Moyens matériels.

Charges du projet (en euros)	**Subvention du Département de la Nièvre (en euros)**		**Somme des financements publics affectés au projet (en euros)**
	Montant demandé	**Montant accordé**	
12 605 000 €	40 000 €	40 000 €	688 000 €

ANNEXE II : BUDGET DU PROJET

Année ou exercice 2022

5. Budget[1] prévisionnel de l'association

Année 20__ ou exercice du ...01/07/2021 au ...0/06/2022...

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		*RESSOURCES DIRECTES*	
60 - Achats	835	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	10 429
Achats matières et fournitures		73 – Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures	835	74 – Subventions d'exploitation[2]	788
		État : préciser le(s) ministère(s), directions ou services déconcentrés sollicités cf 1ère page	
61 – Services extérieurs	669		
Locations	383		
Entretien et réparation	185		
Assurance	85	Conseil.s Régional(aux)	50
Documentation	16		
62 – Autres services extérieurs	903	Conseil.s Départemental(aux)	40
Rémunérations intermédiaires et honoraires	475		
Publicité, publications	97		
Déplacements, missions	194	Communes, communautés de communes ou	
Services bancaires, autres	137	Ville de Nevers	320
63 – Impôts et taxes	483	Agglomération	278
Impôts et taxes sur rémunération	200		
Autres impôts et taxes	283	Organismes sociaux (Caf, etc. Détailler)	
64 – Charges de personnel	7 848	Fonds européens (FSE, FEDER, etc)	
Rémunération des personnels	5 322	L'agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Charges sociales	2 348	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	178	Aides privées (fondation)	100
65 – Autres charges de gestion courante	224	75 – Autres produits de gestion courante	36
		756. Cotisations	36
		758 Dons manuels - Mécénat	
66 – Charges financières	100	76 – Produits financiers	
67 – Charges exceptionnelles	120	77 – Produits exceptionnels	300
68 – Dotation aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées	1 423	78 – Reprises sur amortissements et provisions	
69 – Impôts sur les bénéfices (IS) ; Participation des salariés		79 – Transfert de charges	684
TOTAL DES CHARGES	12 605	TOTAL DES PRODUITS	12 237
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	368

DELIBERATION N° 20

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Martine GAUDIN

RAPPORT: **EVENEMENT MAD JACQUES VELO MORVAN 2022 - PROMOTION DU DEPARTEMENT DE LA NIEVRE**
(- Fonction 3-Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sport et loisirs - Politique développement local)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment les articles L.1111-4 et L.3211-1,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- D'APPROUVER le principe d'un partenariat avec la société SAS DAVAI, organisatrice de l'évènement Mad Jacques Vélo Morvan 2022 pour la promotion du Département de la Nièvre, pour un montant de 6 000 €,

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toutes pièces relatives à l'application de cette décision.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-63133-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Madame Martine GAUDIN

RAPPORT: **ACTUALISATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DES VÉLOROUTES ET DE L'INTERMODALITÉ VÉLO-TRAIN DE LA NIEVRE (2021-2027)**
(- -)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.1111-9, L.1111-9-1 et L.3211-1,
VU le Code de la Voirie Routière, et notamment ses articles L.131-1 et suivants relatifs aux routes départementales,
VU le Code de l'Urbanisme, et notamment son article L.331-3 relatif à la part départementale de la taxe d'aménagement,
VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, notamment l'article 15,
VU la Stratégie et le règlement d'intervention « itinérances et activités de pleine nature » votés par délibération 24 du Conseil départemental du 25 mars 2019,
VU la délibération 19 de la Commission permanente du 10 mai 2021 approuvant le schéma directeur des véloroutes et de l'intermodalité de la Nièvre vélo + train 2021-2027,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- D'APPROUVER l'actualisation du schéma directeur des véloroutes et de l'intermodalité de la Nièvre vélo + train 2021-2027 et ce plan de financement pour le « Jalonnement des 11 itinéraires stratégiques gares <> centres <> véloroutes » :

	Dépenses estimées (HT)		Recettes estimées	
2022	Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Pouilly-sur-Loire Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Fourchambault - Nevers Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Bec d'Allier – Nevers EuroVelo 6 <> La Machine	17 545 €	Région (40%) :	14 676 €

2023	EuroVelo 6 <> Imphy EuroVelo 6 <> Saint-Léger-des-Vigne EuroVelo 6 <> Decize Compteur Saint-Jacques à vélo	12 845 €	Etat (40%) : (à confirmer)	14 676 €
2024	Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Cosne-sur-Loire (en lien avec le projet de véloroute Loire rive droite) Tour de Bourgogne <> Cercy-la-Tour Tour de Bourgogne <> Corbigny Tour de Bourgogne <> Clamecy	6 300 €	Autofinance-ment :	7 338 €
	Total	36 690 €		36 690 €

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à solliciter les subventions prévus par le plan de financement pour le jalonnement des 11 itinéraires stratégiques gares <> centres <> véloroutes auprès de l'État, de la Région BFC et de l'Europe,

- D'APPROUVER le plan de financement de la part cyclable du réaménagement du pont de Vieille Loire à Decize, support de l'EuroVelo 6 :

Dépenses (Montant en € HT)		Recettes (Montant en € HT)		
Études réglementaires et maîtrise d'œuvre	500 000	Région BFC	1 000 000	13 %
		État	3 000 000	40 %
Travaux	7 000 000	Fonds propres CD 58	1 500 000	20 %
		Autre	2 000 000	27 %
Total	7 500 000	Total	7 500 000	100 %

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à solliciter les subventions prévues par le plan de financement de la part cyclable du réaménagement du pont de Vieille Loire à Decize, support de l'EuroVelo 6 auprès de l'État, de la Région BFC et de l'Europe,

- D'APPROUVER le principe de supprimer les références à la Loire en Bourgogne sur l'EuroVelo 6, en rabattement et en section courante,

- D'AUTORISER Monsieur le Président du Conseil départemental à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de ces opérations.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62934-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

Schéma directeur des véloroutes et de l'intermodalité vélo+train de la Nièvre 2021-2027

Actualisation mai 2022

Photos : Traces TPI/Pbourgeon ; CD58/Saholet, francevelotourisme

Sommaire

Avant propos	3
260 km de véloroutes à faire vivre	6
Liaisons véloroutes <> pôles touristiques et urbains disposant de gares situés à moins de 10 km à développer	10
Nouvelles véloroutes à l'étude	42
Compléter l'observation de la fréquentation	46



Avant propos



Le Département conduit une politique cyclable essentiellement touristique depuis plusieurs années et gère près de 260 km de véloroutes appartenant à "l'EuroVelo 6", au "Tour de Bourgogne à vélo" (V51) ou à "Saint-Jacques à vélo via Vézelay" (V56).

Ces itinéraires développent l'activité économique du territoire par les milliers de touristes qu'ils attirent chaque année. Ils accueillent également une forte fréquentation de loisirs des habitants proches.

Cependant, ils ont deux principales lacunes :

- Leurs accès depuis les bourgs et les gares de la Nièvre sont peu sécurisés et jalonnés. Cela pénalise l'accueil des itinérants et restreint les possibilités de pratiquer l'intermodalité vélo + train,
- Les traversées de villes répondent imparfaitement aux besoins de mobilité à vélo des habitants de la Nièvre, dont 1 % des déplacements se font à vélo aujourd'hui d'après l'INSEE[1]. Or, le potentiel du vélo est considérable pour leur procurer autonomie de déplacement (jeunes notamment), pouvoir d'achat (moyen de locomotion peu onéreux), bénéfices pour la santé, développement économique (vente/réparation de vélos, tourisme) sans surcroît de nuisances environnementales (pollutions, gaz à effet de serre…).

Sur la période 2021-2027, le Département entend consolider les acquis et développer des itinéraires stratégiques avec ses partenaires :

- Faire vivre les véloroutes existantes : entretien, services, communication,
- Développer des liaisons cyclables sécurisées entre les véloroutes et les pôles urbains et touristiques dotés de gares, ces liaisons étant structurantes pour la mobilité quotidienne des Nivernais(e)s et l'intermodalité vélo + train,
- Étudier de nouvelles véloroutes,
- Compléter l'observation de la fréquentation.

1. L'objectif du plan vélo national est de 9 % de déplacements à vélo en 2024

Avant, pendant et après le schéma directeur

A quoi sert un schéma directeur ?

Le schéma directeur est un outil de programmation et de planification permettant à la collectivité de définir une politique d'aménagement et de programmer ses investissements dans un plan pluriannuel. Ce schéma facilite également la coordination des services et les opérations de communication sur le territoire. Le Département mobilise un budget pour la mise en œuvre du schéma.

Sa durée et son suivi

Le schéma directeur est défini par le Département pour 6 ans et sera actualisé à mi-parcours.
Son suivi est assuré par un comité de pilotage constitué des intercommunalités et des principales villes de la Nièvre, des Départements limitrophes, de la Région Bourgogne-Franche-Comté, des associations concernées. Ce comité organise le dialogue entre les collectivités afin que leurs réseaux respectifs proposent des itinéraires continus et homogènes par leur niveau de qualité, leur sécurité...

Les grandes lignes de son élaboration

En 2020, le Département a étudié deux types d'itinéraires cyclables (voir carte page suivante) :
- Les liaisons véloroutes <> pôles touristiques et urbains disposant de gares,
- De nouvelles véloroutes : Saint-Jacques à vélo via Vézelay (V56) ; EuroVelo 6 <> Via Allier ;
Tour de Bourgogne <> Puisaye <> Loire à vélo ; V56 <> EuroVelo 6 par Nevers.

Son intégration au Plan vélo de la Nièvre

Un plan vélo, dont les travaux débutent en 2021, complétera ces réalisations par une démarche collective en vue de développer une offre cyclable plus globale, aménagements et services, sur tout le territoire, à destination de la population locale et des visiteurs.

Les itinéraires du schéma directeur

En 2021, la Nièvre dispose de **260 km de véloroutes** (à faire vivre) **:**

> EuroVelo 6 : 70 km, principalement sur le canal latéral à la Loire, entre Nevers et Saint-Hilaire-Fontaine.

> Tour de Bourgogne à vélo (V51) : 120 km, sur le canal du Nivernais, entre Surgy et Decize.

> Saint-Jacques à vélo via Vézelay (V56) : 70km, sur routes à faible trafic entre Vézelay et La Charité-sur-Loire.

En outre, la Loire à vélo longe le territoire dans le Cher, sur près de 60 km et deux itinérances VTT existent : Grande traversée du Massif central / Morvan, rigole d'Yonne.

Liaisons véloroutes <> pôles touristiques et urbains disposant de gares situés à moins de 10 km (à développer) :

> Loire à vélo / EuroVelo 6 : Cosne-sur-Loire, Pouilly-sur-Loire, La Charité-sur-Loire, Nevers (par Fourchambault et par le Bec d'Allier)

> EuroVelo 6 : Imphy, Saint-Léger-des-Vignes, Decize, La Machine,

> Tour de Bourgogne : Cercy-la-Tour, Corbigny, Clamecy

Nouvelles véloroutes (à l'étude)

> Tour de Bourgogne <> Puisaye <> Loire à vélo

> EuroVelo 6 <> Via Allier

> V56 <> EuroVelo 6 par Nevers.



260 km de véloroutes à faire vivre

Entretien

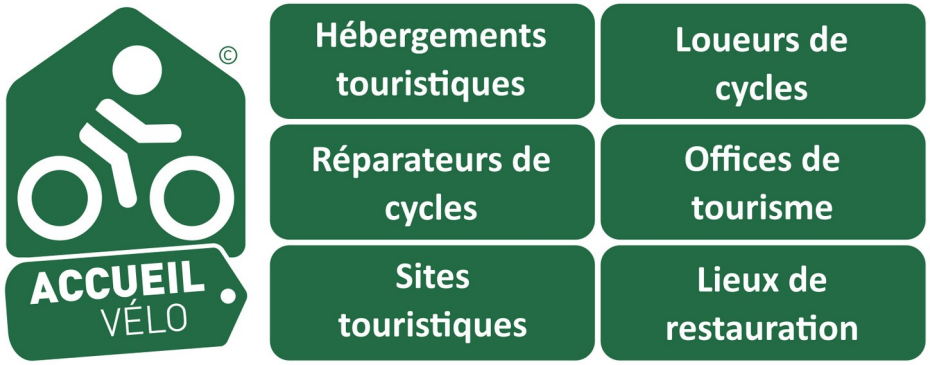
Le Département s'est doté de compétences qui lui permettent de gérer les véloroutes dont il assume la maitrise d'ouvrage.

- Aménagement
  - Etudes d'opportunité et faisabilité
  - Etudes de sécurité et de signalisation
  - Réalisation : pose de signalisation, travaux d'infrastructure

- Entretien pour maintient la qualité de l'infrastructure tout au long de l'année
  - Surveillance
  - Interventions : fauche, reprise de revêtement, interventions ponctuelles en cas de chute d'arbres, réparations…

Services Accueil Vélo

Par l'intermédiaire de Nièvre Attractive, les professionnels situés à moins de 5 km d'un itinéraire cyclable éligible à la marque Accueil Vélo sont accompagnés pour offrir un accueil adapté aux besoins des cyclistes itinérants.
Contact : severine.cailliau@nievre-attractive.com



Prestataires touristiques Nièvre marqués Accueil Vélo (Source Nièvre Attractive - Mars 2021)

	Hébergements touristiques	Loueurs / réparateurs de cycles	Offices de tourisme	Sites touristiques	Restaurants	
6	24	1	5	5	2	37
le tour de Bourgogne à vélo	14	2	1	1	0	18
GRANDE TRAVERSÉE DU MASSIF CENTRAL	6	1	0	0	0	7
	44	4	6	6	2	62

Communication

- Via francevelotourisme.com et la Région Bourgogne France Comté, les territoires de la Nièvre alimentent la promotion des grandes itinérances à vélo aux 2 échelons : national et européen (EuroVelo 6, Tour de Bourgogne, Grande traversée du Massif central à VTT).
- Pour les véloroutes en devenir (Saint-Jacques à vélo…) la communication est assurée par un partenariat entre le Département, Nièvre Attractive, les intercommunalité et leurs offices de tourisme.
- Plusieurs éditeurs proposent ces itinérances à leur catalogue.

Principaux outils de communication disponibles
https://www.francevelotourisme.com/itineraire/eurovelo-6-bale-nevers **Guide**s EuroVelo 6 de Bâle à Nevers en Bourgogne Franche Comté ; EuroVelo 6 Ouest-France ; EuroVelo 6 Routard ; Petit Futé Loire Bourguignonne
https://www.francevelotourisme.com/itineraire/le-tour-de-bourgogne-a-velo Carte touristique ; **Guides** Petit Futé et Routard du Canal du Nivernais
Site et carnet de route en préparation Topoguide Pirola « Langs Oude Wegen Maastricht - Aken - Nevers »
https://www.francevelotourisme.com/itineraire/grande-traversee-du-massif-central-a-vtt Carte d'appel

Actualités 2021

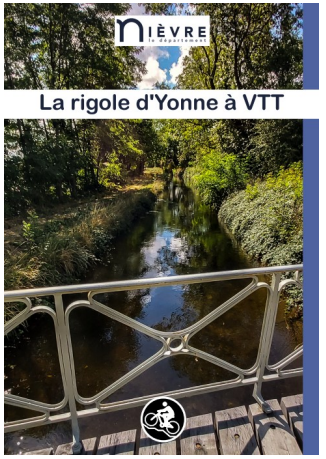
- Achèvement de Saint-Jacques à vélo via Vézelay (V56) entre Vézelay et la Charité-sur-Loire en mai 2021
  - La Nièvre est le 2e département au nombre de km de véloroutes ouverts en 2021
  - Elle a réalisé 100% des itinéraires du schéma national sur son territoire (comme 6 des 7 autres départements de BFC)
- Création des fiches rando Saint-Jacques à vélo (juin 2021) et rigole d'Yonne (avril 2021)
- Inauguration de Saint-Jacques à vélo prévue les 31 mai et 1er juin 2022 à Vézelay et la Charité-sur-Loire



Saint-Jacques à vélo via Vézelay

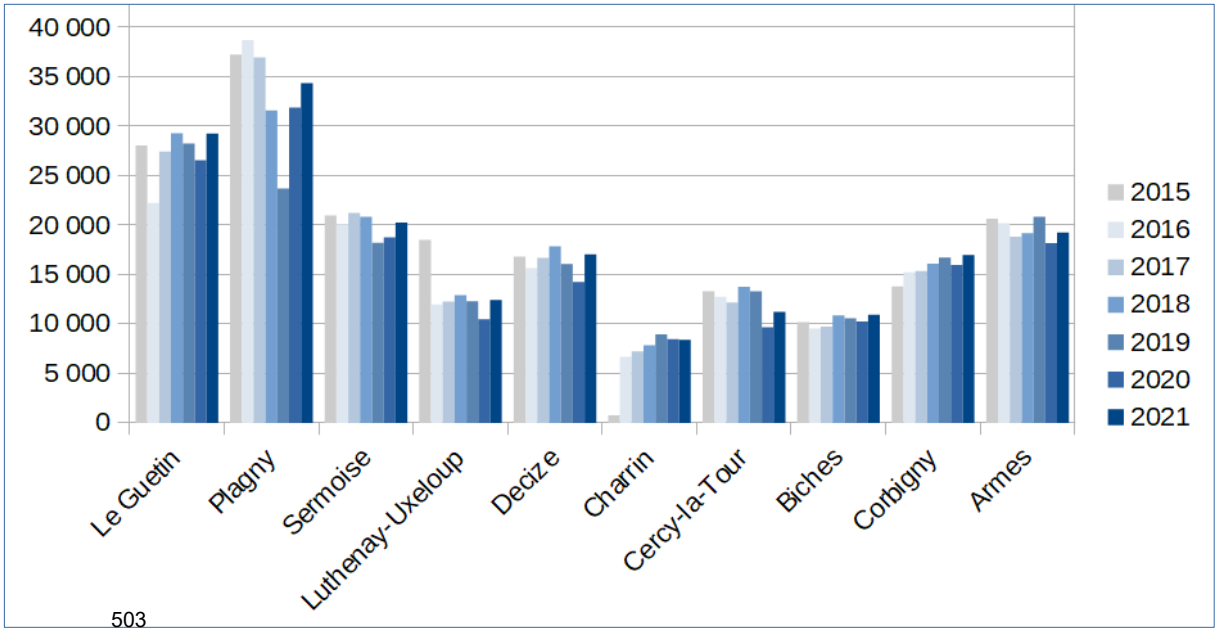


Saint-Jacques à vélo via Vézelay


La rigole d'Yonne à VTT

- Accueil vélo : 6 hébergements marqués

- Les 10 comptages automatiques montrent une relative stabilité de la fréquentation sur 7 ans



Liaisons véloroutes <> pôles touristiques et urbains disposant de gares situés à moins de 10 km

à développer

- Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Cosne-sur-Loire
- Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Pouilly-sur-Loire
- Loire à vélo / EuroVelo 6 <> La Charité-sur-Loire
- Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Fourchambault - Nevers
- Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Bec d'Allier - Nevers
- EuroVelo 6 <> Imphy
- EuroVelo 6 <> Saint-Léger-des-Vigne
- EuroVelo 6 <> Decize
- EuroVelo 6 <> La Machine
- Tour de Bourgogne <> Cercy-la-Tour
- Tour de Bourgogne <> Corbigny
- Tour de Bourgogne <> Clamecy

Rappel des enjeux

L'étude pour améliorer la cyclabilité du territoire de la Nièvre réalisée en 2020 avec Traces TPI a révélé les principaux enjeux suivants en vue d'offrir de meilleures infrastructures cyclables.

Enjeux	Liaisons concernées
Jalonner des itinéraires cyclables	Toutes les liaisons
Qualifier l'accueil des usagers en développant l'offre en équipements / services dédiés aux cyclistes	Toutes les liaisons
Assurer une continuité des aménagements cyclables sur les ponts	Cercy-la-Tour, la Charité-sur-Loire, Cosne-sur-Loire, Decize, Imphy, Nevers, Pouilly-sur-Loire
Qualifier la circulation des vélos dans les zones de rencontre, zones 30	la Charité-sur-Loire, Clamecy, Corbigny, Cosne-sur-Loire, Decize, Imphy, Nevers, Pouilly-sur-Loire
Connecter les zones de rencontre aux aménagements cyclables périphériques	la Charité-sur-Loire, Clamecy, Corbigny, Cosne-sur-Loire, Decize, Nevers
Aménager des itinéraires cyclables en centre-bourg	la Charité-sur-Loire, Cercy-la-Tour, Corbigny, Cosne-sur-Loire, Decize, Pouilly-sur-Loire
Sécuriser des traversées cyclables sur route à forte circulation	la Charité-sur-Loire, Decize, La Machine, Saint-Léger-des-Vignes
Aménager des itinéraires cyclables sur routes à fort trafic	la Charité-sur-Loire, Cosne-sur-Loire, Decize, Imphy, Nevers
Aménager des itinéraires cyclables sur routes à trafic modéré	Clamecy, Decize, Imphy, Nevers, Pouilly-sur-Loire
Sécuriser les tournes à gauche	Cercy-la-Tour, Decize, La Machine
Aménager des itinéraires cyclables sur rond-point	Decize, Saint-Léger-des-Vignes
Développer la mobilité cyclable au quotidien sur des itinéraires à vocation loisirs / tourisme	Clamecy, Cosne-sur-Loire, Decize, Nevers, La Machine, Imphy, Saint-Léger-des-Vignes

Fiches par liaison

- Pour chacune des liaisons à améliorer, les préconisations sont présentées en deux étapes :
  - Une présentation cartographique de la liaison et un rappel des enjeux cyclables de son environnement proche,
  - Une synthèse des recommandations d'aménagement, identifiant les maitrises d'ouvrage potentielles et chiffrées lorsque cela est possible.
- La réalisation de ces liaisons est programmée en deux temps :
  - Mieux guider les cyclistes itinérants, inciter les cyclistes Nivernais à un usage plus fréquent du vélo et du vélo+train
    => **Jalonner les itinéraires stratégiques** gares <> centres <> véloroutes (Département en tant que maître d'ouvrage)
  - Ouvrir l'usage du vélo et de l'intermodalité vélo+train à un public plus large (enfants, adultes remis en selle…)
    => Sécuriser les liaisons stratégiques gares <> centres <> véloroutes par **des aménagements cyclables ou d'apaisement du trafic** (en partenariat avec les collectivités concernées)

- Des fiches en annexe décrivent les différents types d'aménagements préconisés.

PHASE A - Court terme – Calendrier et plan de financement du jalonnement des liaisons véloroutes <> villes / gares et du complément de comptage

	Action	Coûts estimés	Recettes estimées
2022	Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Pouilly-sur-Loire Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Fourchambault - Nevers Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Bec d'Allier – Nevers EuroVelo 6 <> La Machine	17 545 €	Région (40%) : 14 676 € A confirmer : Etat (40%) : 14 676 € Reste à charge : 22 014 € à 7 338 €
2023	EuroVelo 6 <> Imphy EuroVelo 6 <> Saint-Léger-des-Vigne EuroVelo 6 <> Decize Compteur Saint-Jacques à vélo	12 845 €	
2024	Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Cosne-sur-Loire (en lien avec le projet de véloroute Loire rive droite) Tour de Bourgogne <> Cercy-la-Tour Tour de Bourgogne <> Corbigny Tour de Bourgogne <> Clamecy	6 300 €	
	Total	36 690 €	36 690 €

PHASE B – Moy./long terme - Budget estimé : aménagement des liaisons véloroutes<>villes/gares

N° opération	Liaison / Secteur	Itinéraire
SV58-1	Cosne-sur-Loire <> Loire à vélo / EuroVelo 6	Loire à vélo / EuroVelo 6
SV58-6	Pouilly-sur-Loire <> Loire à vélo / EuroVelo 6	Loire à vélo / EuroVelo 6
SV58-21	La Charité-sur-Loire <> Loire à vélo / EuroVelo 6 = Saint-Jacques à vélo via Vézelay	Mixte
SV58-23	Nevers <> Loire à vélo / EuroVelo 6 <> Saint-Jacques à vélo via Vézelay	Mixte
SV58-25	Imphy <> EuroVelo 6	EuroVelo 6
SV58-32	Saint-Léger-des-Vignes <> EuroVelo 6	EuroVelo 6
SV58-38	Continuité EuroVelo 6 à Decize	EuroVelo 6
SV58-49	La Machine <> EuroVelo 6	EuroVelo 6
SV58-52	Lamenay-sur-Loire <> Decize	EuroVelo 6
SV58-55	Cercy-la-Tour <> Tour de Bourgogne à vélo	Tour de Bourgogne à vélo
SV58-59	Corbigny <> Tour de Bourgogne à vélo	Tour de Bourgogne à vélo
SV58-63	Clamecy <> Tour de Bourgogne à vélo	Tour de Bourgogne à vélo
TOTAL	**9 000 000,00 €**	

NB : l'aménagement cyclable/piétons du pont de Vielle Loire à Decize est estimé à 7M€

Liaison à Cosne-sur-Loire

Commune concernée : Cosne-sur-Loire (10 102 habitants)

Comptage Eurovelo 6 : Saint Satur
- Cumul 2018 : 23 901 passages
- Moyenne journalière 2018 : 65

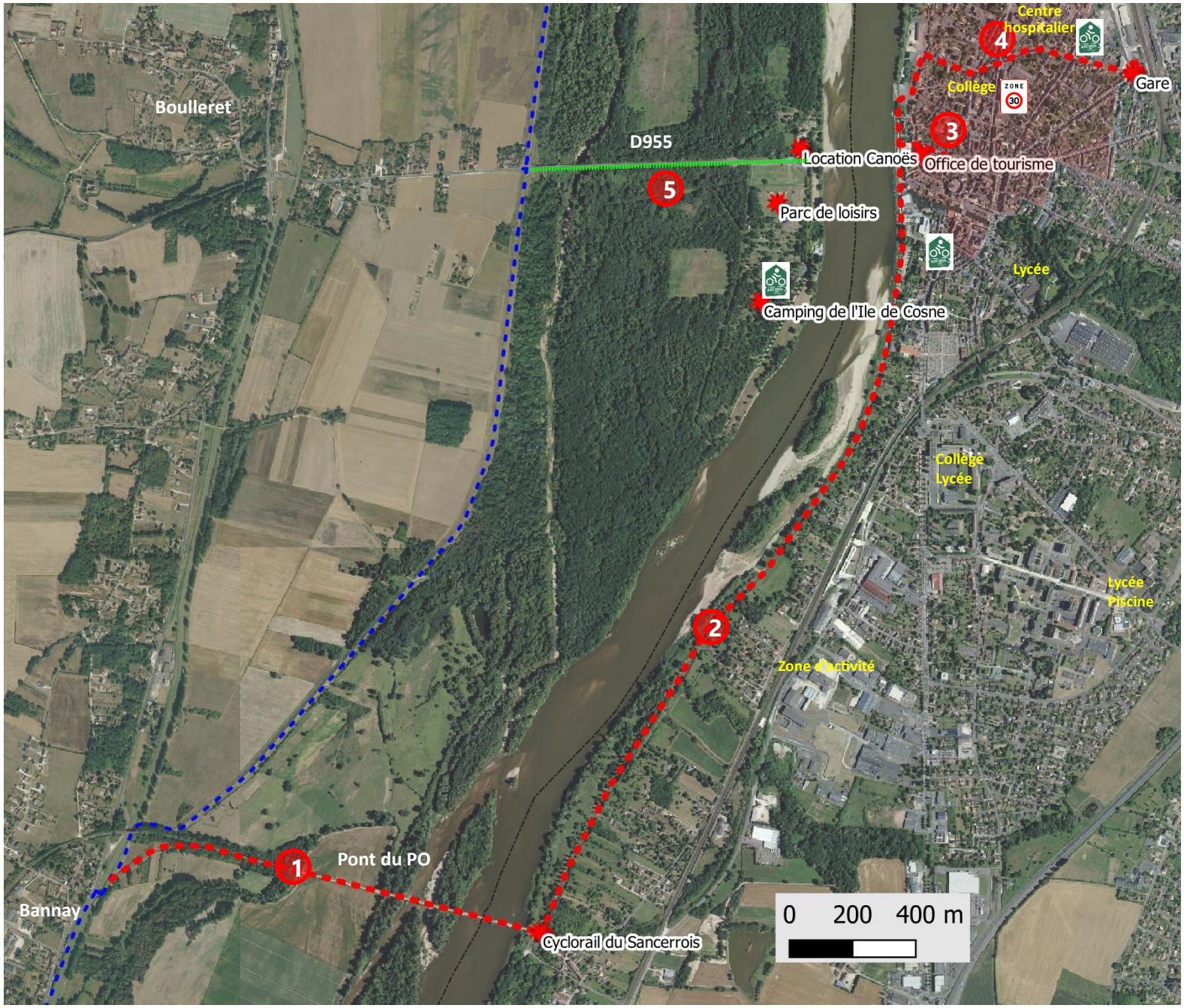
Longueur liaison : 5,5 km

Pôles desservis par la liaison :
- Le cyclorail du Sancerrois
- Centre historique, commerces, services
- Office de tourisme (label accueil vélo),
- 4 hébergements labelisés accueil vélo sur la commune dont 3 sur le centre-bourg ou l'ile de Cosne (Cher)
- Gare

Type d'usagers attendus
- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☑ Déplacements quotidiens

Sections homogènes :
1. Le Pont du PO (projet)
2. Les quais de la Loire (en cours)
3. Liaison office de tourisme (réalisé)
4. Liaison gare (jalonné)
5. Liaison Loire à vélo rive gauche (Cher)

Enjeux :
Connecter Cosne-sur-Loire par un itinéraire entièrement sécurisé en valorisant le pont du PO, véritable belvédère sur la Loire.



Cosne-sur-Loire
Synthèse des recommandations

- Aménager l'itinéraire d'accès à la Loire à vélo
  cf. Appel à projets vélos et Territoires Cœur de Loire :

  Jonction Pont du PO – Réseau Loire à vélo : 1 418 333 € HT
  Maitrise d'ouvrage Cosne-sur-Loire
  - Tranche 1 : axe tribunal/ Port Aubry : 697 420 € HT
  - Tranche 2 : Port Aubry / Loire à vélo : 720 913 € HT (à confirmer)

- Avoir une approche concertée avec le Département du Cher et la Région Centre Val de Loire pour le développement d'un itinéraire cyclable sur le pont du PO.

- Intégrer la problématique de la sécurisation des mobilités douces sur le pont de la RD 955 dans le cadre de la prochaine étude de rénovation du pont
  - maitrise d'ouvrage départementale

- Envisager un jalonnement cyclable dans les deux sens gare / Loire par les rues commerciales plutôt qu'en contournement du centre (3 500 € HT).
  - Maitrise d'ouvrage Cosne-sur-Loire ?

- Développer du stationnement des vélos de courte durée au centre-ville (budget 7 500 € HT) et longue durée à la gare (budget 15 000 € HT).
  - Maitrise d'ouvrage Cosne-sur-Loire ?



Liaison à Pouilly-sur-Loire

Commune(s) concernée(s) :
Couargues (Cher - Loire à vélo)
Pouilly-sur-Loire (1 672 habitants)

Comptage Eurovelo 6 : Couargue
- Cumul 2018 : 27 309 passages
- Moyenne journalière 2018 : 75

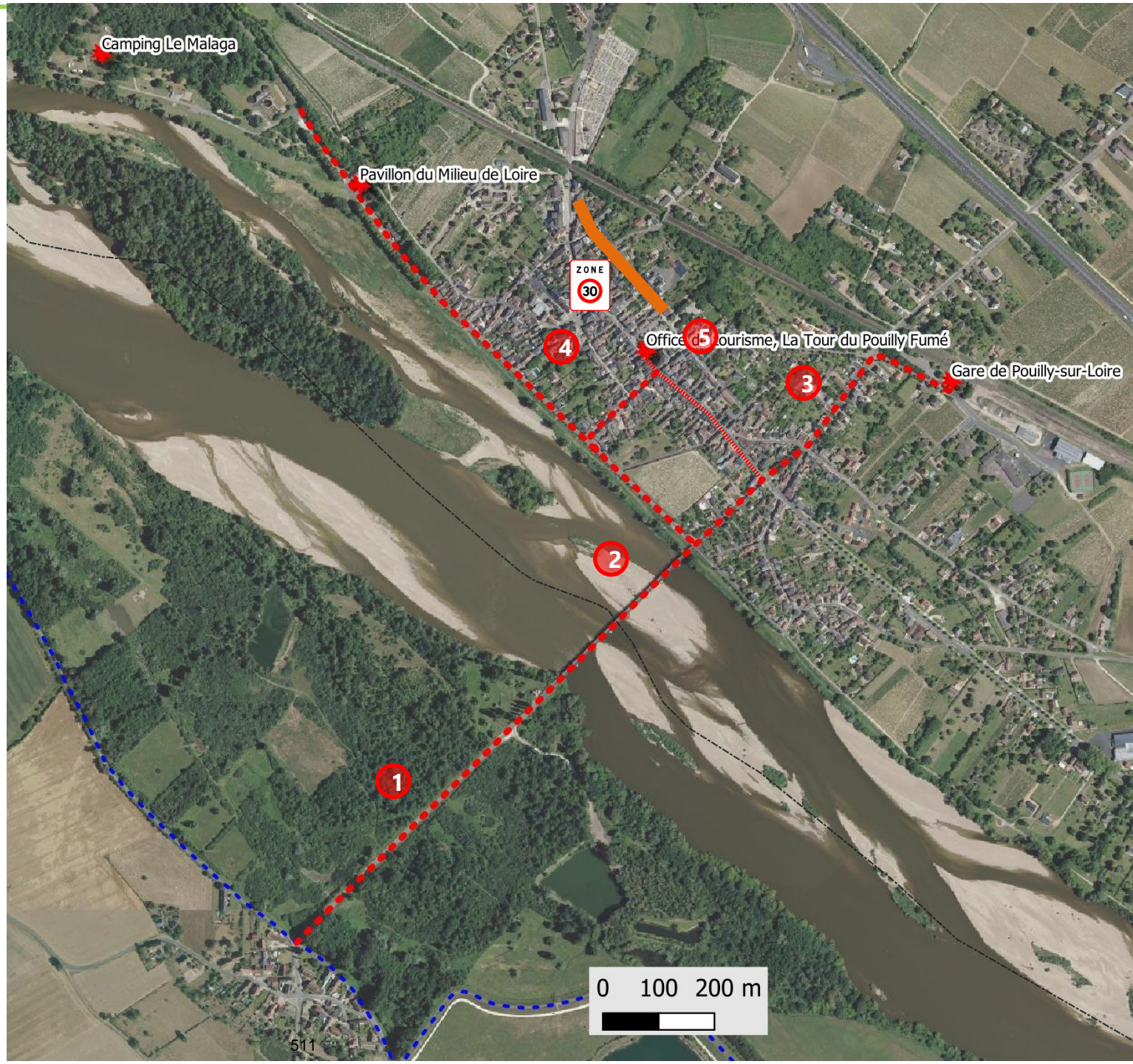
Longueur liaison : 1,6 km

Routes empruntées :
1. D59 (Cher) 600 mvj, 4% poids lourds
2. D59 Pont par le Département du Cher
3. Avenue Jean Jaurès, Avenue de la gare – D28 487 mvj 10% poids lourds
4. Quai du docteur Jules Sebillotte, Quai Jules Pabiot (D243)
5. D28A, rue Waldeck Rousseau

Pôles desservis par la liaison :
- Pouilly-sur-Loire bourg
- Camping ***
- Pavillon du Milieu de Loire
- Pouilly-sur-Loire, pôle commercial autour de la rue Waldeck Rousseau
- Office du tourisme (label accueil vélo), Tour du Pouilly Fumé
- Gare

Type d'usagers attendus
- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☐ Déplacements quotidiens

Enjeux :
Connecter la gare, les pôles touristiques des quais de Loire et le centre-bourg de Pouilly-sur-Loire.



Pouilly-sur-Loire
Synthèse des recommandations



Département du Cher et pont de Loire

- Créer une chaussée à voie centrale banalisée sur la D59 et le pont de Loire (Maitrise d'ouvrage : Département du Cher - budget : 26 000 € HT)

Commune de Pouilly sur Loire

cf. Appel à projets vélos et Territoires Cœur de Loire et plan de revitalisation Cœur du centre-bourg

- Envisager un jalonnement cyclable des différents pôles touristiques de la commune (budget : 3 500 €)
- Créer un cheminement piéton / cycle en bord de Loire (cf. étude de revitalisation du centre-bourg)
- Intégrer la présence de cyclistes dans le projet de revitalisation du centre-bourg en développant une zone de rencontre
- Développer le stationnement des vélos de courte durée au centre-bourg (budget : 2 500 €)
- Développer le stationnement longue durée à la gare (budget : 15 000 €)

Liaison à la Charité-sur-Loire

Commune(s) concernée(s) :
La Chapelle-Montlinard (Cher - Loire à vélo)
La Charité-sur-Loire (4 965 habitants)

Comptage Eurovelo 6 : Couargues
- Cumul 2018 : 27 309 passages
- Moyenne journalière 2018 : 75

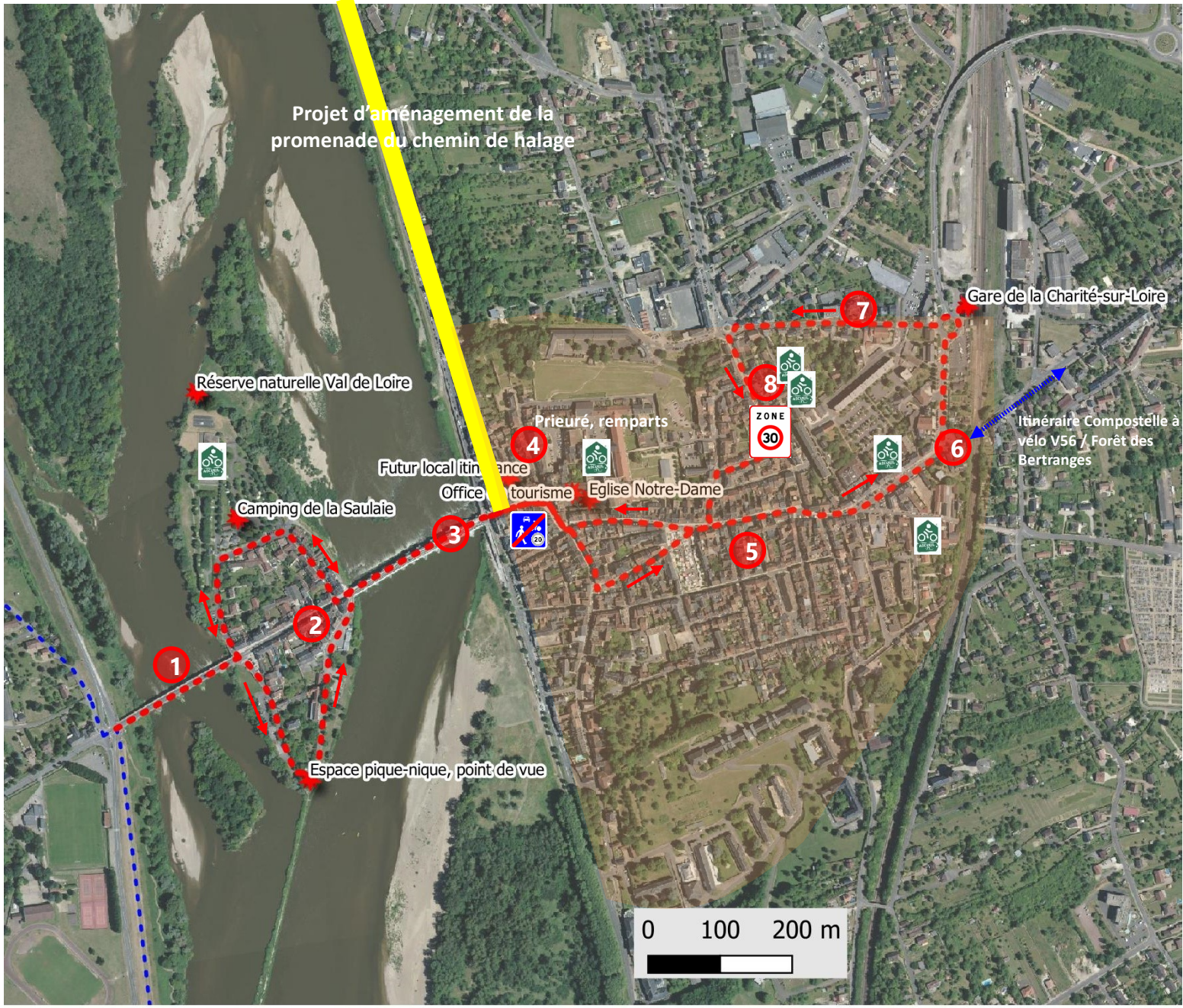
Longueur liaison : 1,9 km

Routes empruntées :
1. Pont de Fonte N151 (Cher) 3415 mvj
2. Faubourg de Loire par Quai Romain Mollot, quai Léopold Sédar Senghor
3. Passerelle Pont de Pierre
4. Rue du Pont et Place des pêcheurs
5. Rue de la Verrerie, Rue Camille Barrère., Grande Rue François Mitterrand pour la descente
6. Avenue Gambetta, Avenue de la gare
7. Rue des Ecoles
8. Rue de Paris

Pôles desservis par la liaison :
- Faubourg de Loire : Camping (label accueil vélo) avec bassin d'été ouvert à tous, espaces de détente
- Centre historique (label accueil vélo),office de tourisme (label accueil vélo), commerces, services
- 4 hôtels, gîtes, chambre d'hôtes labelisés accueil vélo sur la commune
- Gare

Type d'usagers attendus
- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☑ Déplacements quotidiens

Enjeux :
- Signaler la liaison depuis la Loire à vélo
- Sécuriser la traversée du Faubourg de Loire et connecter la gare, par la zone 30 du centre-bourg.



La-Charité-sur-Loire
Synthèse des recommandations

- Étudier la faisabilité d'une chaussée à voie centrale banalisée sur le Pont de Fer (maitrise d'ouvrage État)
- Aménager les traversées cyclables de la rue Augier
- Mettre le quai Léopold Sédar Senghor, la rue Morizet en double sens cyclable (cf. étude en cours maitrise d'ouvrage commune).
- Prévoir un aménagement urbain marquant une transition entre la route nationale et la rue du Pont afin de marquer une continuité pour les mobilités douces entre la passerelle et la zone de rencontre
- Instaurer et signaler le double sens cyclable des rues du centre-bourg
- Redimensionner la voirie de la rue Gambetta pour apaiser la circulation et améliorer la cohabitation vélos / voitures.
- Développer une chaussée à voie centrale banalisée sur la rue des Écoles (en projet).
- Sécuriser le passage sous-terrain de l'Avenue Gambetta afin d'assurer une continuité de l'itinéraire Compostelle à pied et à vélo (cf. étude itinérances en cours).
- Jalonner l'itinéraire depuis la Loire à vélo dans les deux sens (5 000 € HT)
- Développer le stationnement des vélos de courte durée au centre-bourg (budget : 7 500 €).
- Développer le stationnement des vélos de longue durée à la gare (Budget à définir pour la requalification d'un futur local « itinérance » dans le cadre de l'étude itinérance en cours).

La maitrise d'ouvrage des actions est communale.



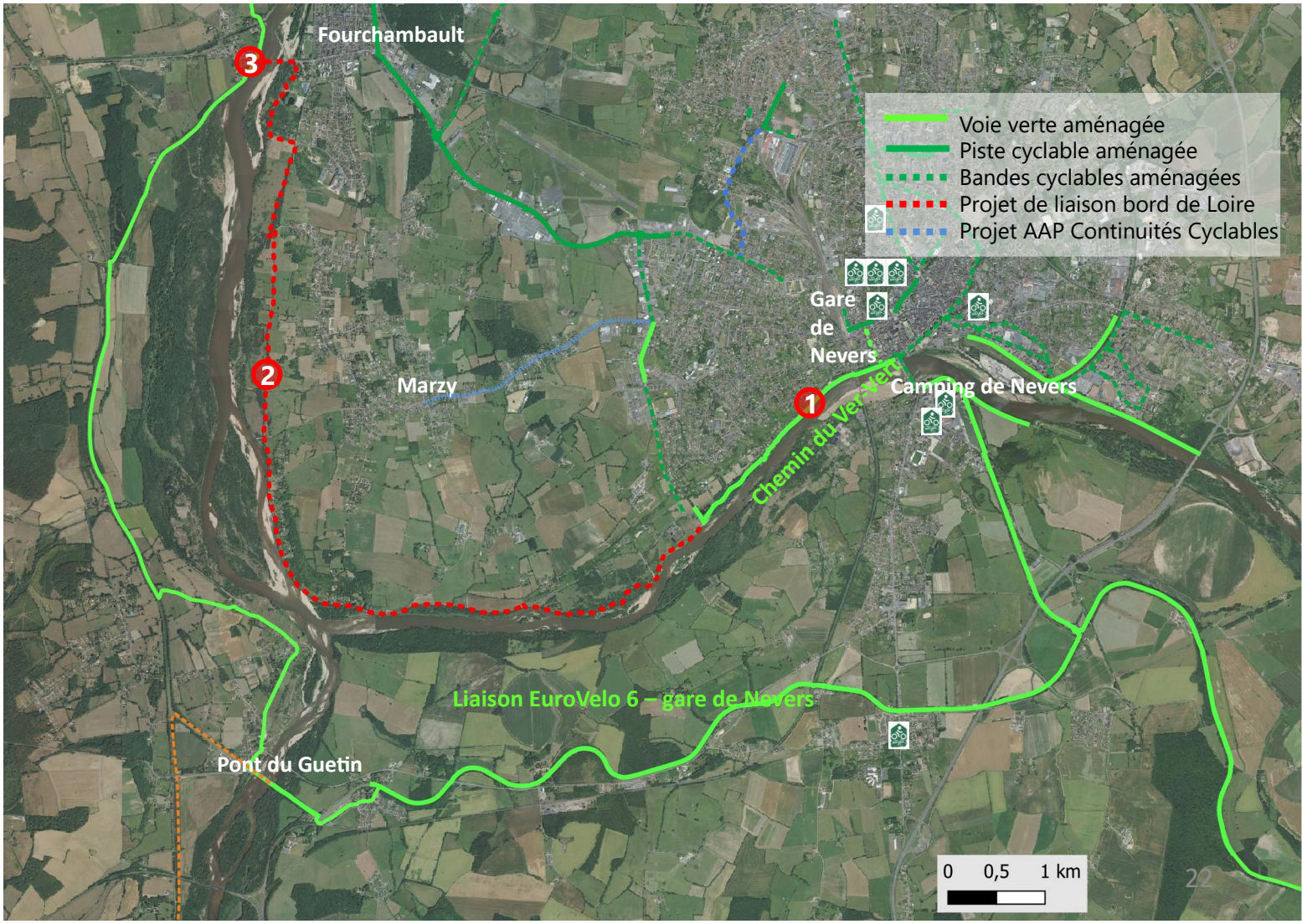
Liaison à Nevers par Fourchambault et les bords de Loire

Les préconisations du présent schéma reprennent les orientations sur schéma cyclable dont l'agglomération de Nevers est dotée.

L'aménagement des bords de Loire est l'un des principaux projets du schéma directeur cyclable, son aménagement est encore à l'étude. Cet itinéraire sera également le support de l'itinéraire Saint-Jacques à vélo.

Il est envisagé par l'agglomération de Nevers :

1. RD504 de Nevers à Fourchambault via Marzy : Projet d'aménagements cyclables quand la largeur de la chaussée le permettra. Cet itinéraire s'appuie sur le sentier du Ver-Vert menant au Bec d'Allier, aménagé 1 km après le pont de Loire.
2. À l'extrémité de la Rue Côte de Conflans, il existe un chemin qui rejoint Fourchambault, qui sera étudié pour un aménagement en voie verte.
3. Ajouter de la signalisation indiquant la présence de cyclistes au pont de Fourchambault.
   - Le pont est géré par le département de la Nièvre. Il a une portée de 390 mètres, une chaussée de 6m et des trottoirs de 1m. Le trafic est de 9900 véhicule par jour en moyenne, ce qui est un véritable danger pour la pratique du vélo.



Dans un 1er temps, le jalonnement entre Fourchambault et la gare de Nevers pourrait emprunter les aménagements cyclables aménagés le long de la RD40.

Liaison à Nevers par le Bec d'Allier

- **Commune concernée** : Nevers
- **Comptage à Plagny** :
  - Cumul 2018 : 31 506
  - Moyenne journalière 2018 : 87
- **Longueur liaison** : 15 km dont 1,7 km sur le réseau cyclable d'agglomération du pont de Loire à la gare ou sur voie verte gérée par le Département.

La liaison entre la Loire à vélo (Cuffy) et Nevers se fait par un itinéraire en voie verte qui suit le canal latéral à la Loire à partir du pont du Guétin, limite départementale entre le Cher et la Nièvre puis le Canal de jonction. A partir du Pont de Loire, l'itinéraire emprunte le réseau cyclable de l'agglomération jusqu'à la gare. Cet itinéraire sera également valorisé dans le cadre du départ de l'itinéraire Via Allier.

- Le logo « Loire à vélo » n'apparait qu'à partir du kilomètre 0 de la « Loire à vélo » situé à Cuffy.
- Coté Cher, la liaison à Nevers 15 km est indiquée sans faire référence au logo EuroVelo 6.
- Sur la Nièvre, l'itinéraire est jalonné avec le logo EuroVelo 6. Il faut noter que les pôles indiqués dans la signalisation ne sont pas hiérarchisés et que les distances ne figurent pas.

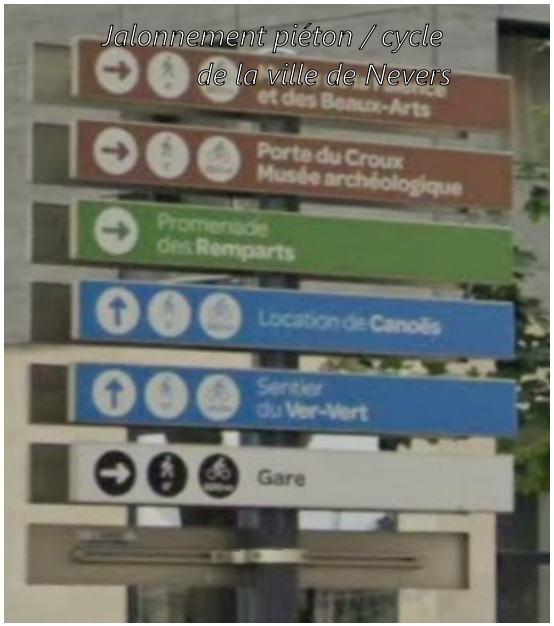
Au pont de la Loire, l'itinéraire est aménagé de bandes cyclables. La liaison à la gare se fait ensuite par la promenade des Remparts puis l'avenue Général de Gaulle qui présente une piste cyclable bidirectionnelle puis un double sens cyclable.

- L'agglomération de Nevers dispose d'un jalonnement piéton / cycle ne faisant pas figurer l'identifiant cyclable réglementaire ni un rappel à l'EuroVelo 6

- **Type d'usagers attendus**
  - ☑ Touristes
  - ☑ Cyclistes itinérants sur l'intégralité de la liaison
  - ☑ Loisirs
  - ☑ Déplacements quotidiens

Enjeux

- Harmoniser le jalonnement de la liaison entre le pont du Guetin et la gare de Nevers.
- Prévoir un jalonnement de l'itinéraire bord de Loire intégrant un identifiant « Saint-Jacques à vélo via Vézelay »



Jalonnement piéton / cycle de la ville de Nevers



Jalonnement sur le pont canal du Guétin

Agglomération de Nevers
Synthèse des recommandations



Jalonnement côté Cher

1. Fourchambault - gare de Nevers

- Jalonner la liaison le long de la RD40
- Les bords de Loire : prévoir un jalonnement de l'itinéraire intégrant un identifiant « Saint-Jacques à vélo via Vézelay »



Jalonnement sur le Canal latéral à la Loire

2. La liaison Loire à vélo <> gare de Nevers, sur 15 km (dont 1,7 km en agglomération)

Cet itinéraire servira prochainement également d'accès à Saint-Jacques à vélo via Vézelay (mai 2021) et à la Via Allier (juin 2021) dans le Cher.

- Harmoniser le jalonnement de la liaison entre le pont du Guetin et la gare de Nevers :
  - Améliorer le rabattement vers et depuis la Loire à vélo, en signalant les mêmes pôles dans le Cher et la Nièvre,
  - Ajouter la référence à l'EuroVelo 6 sur la totalité de la liaison,
  - Créer le rabattement vers et depuis Saint-Jacques à vélo via Vézelay et la Via Allier dans le Cher.

Liaison à Imphy et sa gare

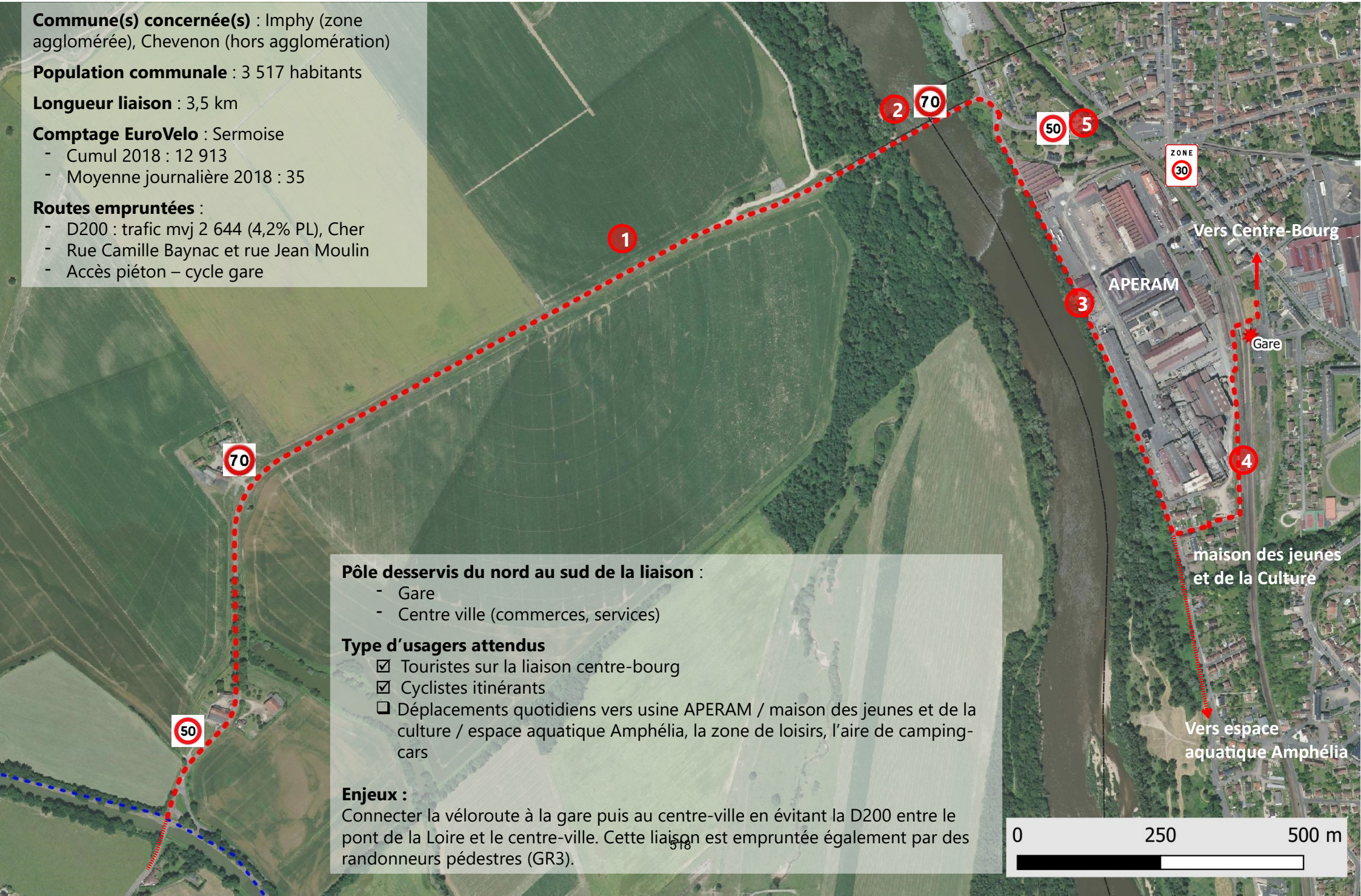
Commune(s) concernée(s) : Imphy (zone agglomérée), Chevenon (hors agglomération)

Population communale : 3 517 habitants

Longueur liaison : 3,5 km

Comptage EuroVelo : Sermoise
- Cumul 2018 : 12 913
- Moyenne journalière 2018 : 35

Routes empruntées :
- D200 : trafic mvj 2 644 (4,2% PL), Cher
- Rue Camille Baynac et rue Jean Moulin
- Accès piéton – cycle gare



Pôle desservis du nord au sud de la liaison :
- Gare
- Centre ville (commerces, services)

Type d'usagers attendus
- ☑ Touristes sur la liaison centre-bourg
- ☑ Cyclistes itinérants
- ❑ Déplacements quotidiens vers usine APERAM / maison des jeunes et de la culture / espace aquatique Amphélia, la zone de loisirs, l'aire de camping-cars

Enjeux :
Connecter la véloroute à la gare puis au centre-ville en évitant la D200 entre le pont de la Loire et le centre-ville. Cette liaison est empruntée également par des randonneurs pédestres (GR3).

Imphy
Synthèse des recommandations

- Créer une chaussée à voie centrale banalisée sur la RD200 et son prolongement rue Camille Baynac (maitrise d'ouvrage Conseil départemental)
- Jalonner l'itinéraire dans les deux sens

  Budget : 77 000 € (Signalisation verticale et horizontale)

  Maitrise d'ouvrage Conseil départemental : 57 000 € HT

  Maitrise d'ouvrage commune ou EPCI : 20 000 € HT

- Étudier la possibilité d'aménager la rue Daniel Petit en zone 30 afin d'améliorer la cohabitation vélos et véhicules motorisés et permettre un accès direct aux commerces par la place des Martyrs

<u>À la gare</u>

- Autoriser le double sens cyclable sur la rue d'accès (avenue Henri Masson)
- Équiper les escaliers d'accès au quai de rampe d'accès pour vélos

  Budget : 1 000 €
- Prévoir des équipements sécurisés de stationnement des vélos de longue durée.

  Budget : 15 000 €
- Rendre le passage sous-terrain moins anxiogène (éclairage, fresque)

<u>En centre-bourg</u>

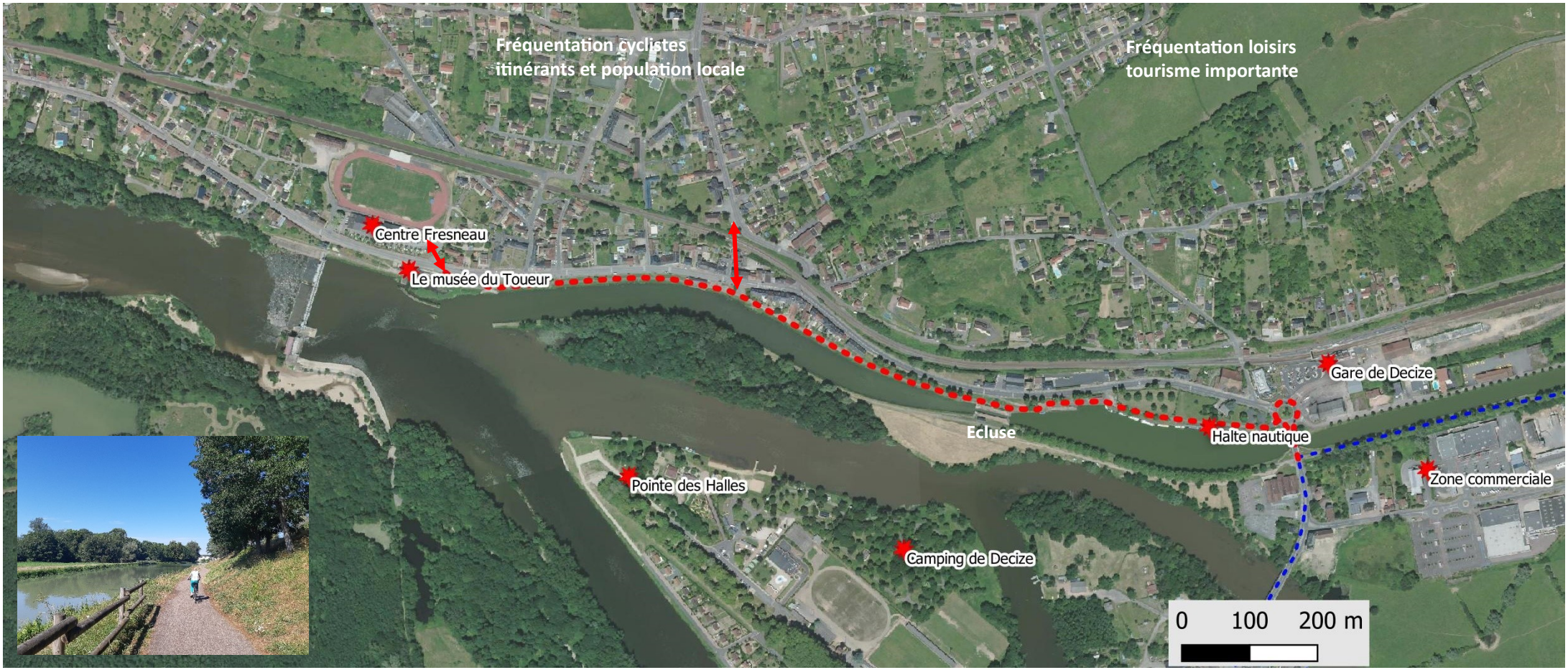
- Développer des stationnements pour les vélos

  Budget : 5 000 €

La maitrise d'ouvrage des actions hors RD200 est communale.



Saint-Léger-des-Vignes



Commune concernée : Saint-Léger-des-Vignes (1 901 habitants)

Comptage Canal Latéral à la Loire Pont de Vaux

- Cumul 2018 : 17 862 passages
- Moyenne journalière 2018 : 49 passages

Longueur liaison : 1,3 km

Routes empruntées :

- Chemin de halage canal du Nivernais

Pôle desservis du nord au sud de la liaison :

- Gare
- Le musée du site du Toueur
- Le centre Fresneau
- Le centre-bourg

Type d'usagers attendus

- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☑ Déplacements quotidiens

Des enjeux croisés avec le Plan de Croissance Touristique, la stratégie Loire Itinérances, le Plan Climat Sud Nivernais

- Aménager l'espace Confluence sur le site du Toueur
- Qualification du centre Fresneau
- Qualifier le halage pour sécuriser les mobilités au quotidien et les traversées de la D981.

Saint-Léger-des-Vignes
Synthèse des recommandations

Améliorer la bande de roulement du chemin de halage
- Maitre d'ouvrage : communauté de communes ou commune
- 1300m – 70 000 €HT

Éclairer le chemin de halage pour développer les mobilités douces au quotidien
- Maitre d'ouvrage : communauté de communes ou commune
- 1300m = 160 000 € HT

Élargir la traversée de l'écluse du Port St Thibault pour faciliter le passage des vélos sur la rive opposée
- Autorisation du gestionnaire (VNF) Maitre d'ouvrage : communauté de communes
- Budget de 15 000 € HT

Sécuriser les traversées de la D981 au niveau du centre Fresneau (dans le cadre du projet de rond-point)
- Maitre d'ouvrage : communauté de communes ou commune

Sécuriser l'accès à la gare par un passage sous la D981 en évitant le rond-point
- Maitre d'ouvrage : communauté de communes
  création d'une rampe d'accès,
  mise en œuvre d'un revêtement dur type enrobé (100m)
  mise en place de garde-corps (70 m)
- Budget : 40 000 € HT

Jalonner l'itinéraire : Budget de 1 500 € HT

Développer du stationnement pour les vélos (Budget de 3 500 € HT)



Decize

Commune(s) concernée(s) : Decize (5 519 habitants)

Comptage Canal Latéral à la Loire Pont de Vaux

- Cumul 2018 : 17862 passages
- Moyenne journalière 2018 : 49 passages

Longueur liaison : 3 km

Routes empruntées, sections homogènes :

1. D978A, Route de Moulins
2. Port de la Jonction
3. Pont de la Loire du 152e RI
4. Boulevard Voltaire, Rue de la République
5. Pont de la Vieille Loire
6. Quai de l'Europe / Avenue du 14 juillet / rue de Virlogueux
7. Pont de l'Aron
8. Avenue du 14 juillet
9. Pont du Canal et rond-point de la gare

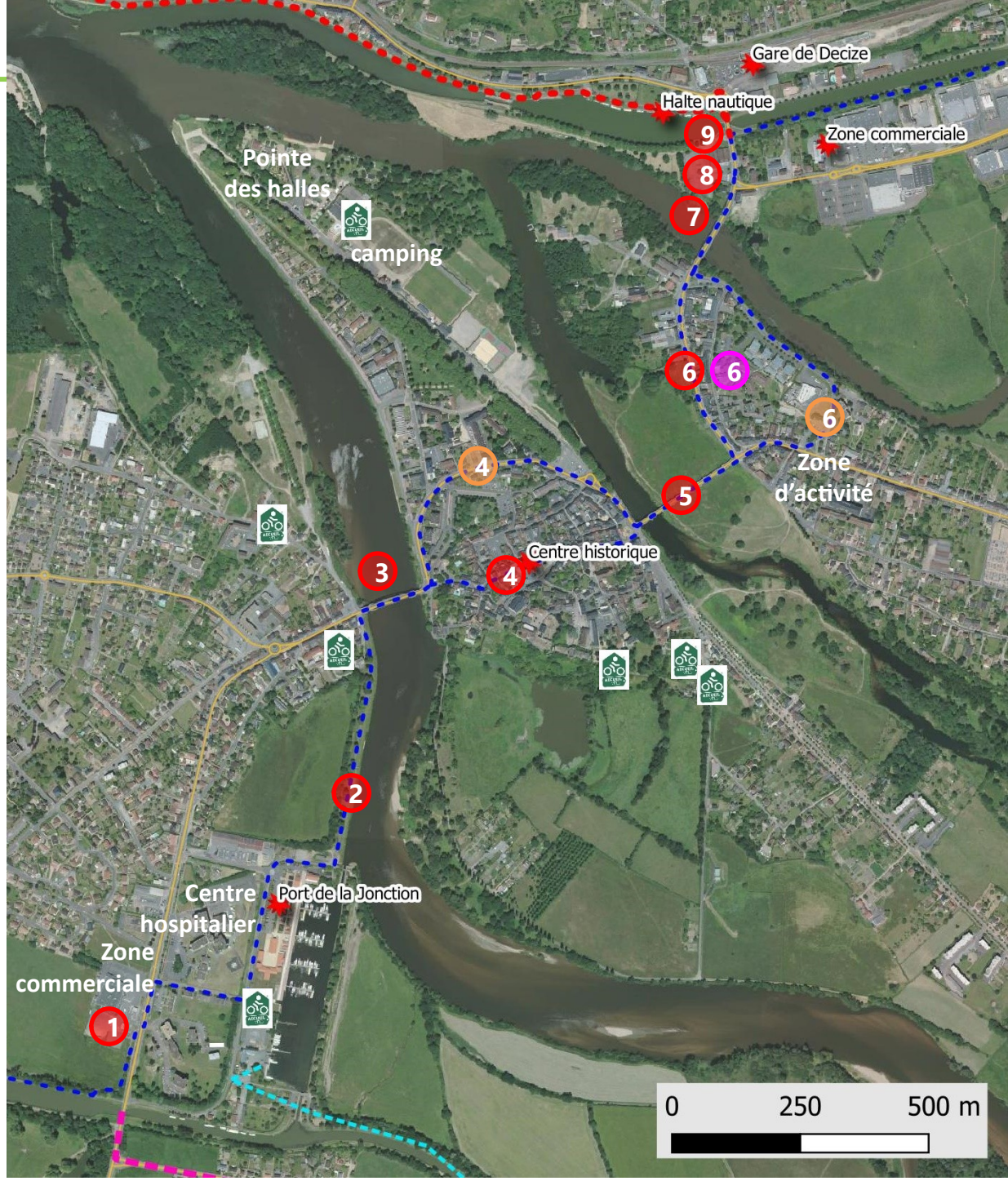
Pôle desservis du nord au sud de la liaison :

- Port de la Jonction
- Centre historique, commerces, services
- Camping / pointe des Halles
- Zone commerciale
- Gare
- Un loueur de vélos, le camping et 5 hôtels, gîtes, chambre d'hôtes labelisés accueil vélo sur la commune

Type d'usagers attendus

- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☑ Déplacements quotidiens

:



Decize
Synthèse des recommandations

1. Mettre en œuvre une traversée en deux temps protégée par un îlot central
   - Maitre d'ouvrage : Conseil départemental : 25 000 € HT

2. Créer une piste cyclable sur le large trottoir de la RD978A (2,5m de large) dissociée des piétons jusqu'à la rue de la Jonction (100m),
   - Maitre d'ouvrage : Commune ou communauté de communes : 10 000 €HT

3. Mettre en œuvre une voie centrale banalisée rue de la jonction pour renforcer la présence de l'EuroVelo6

   Maitre d'ouvrage : Commune ou communauté de communes : 5 000 € HT

4. Mener une étude passerelle en encorbellement sur pont du 152e RI, à minima aménager le tourne à gauche
   - Maitre d'ouvrage : Département – Étude à prévoir

5. Jalonner l'EuroVelo6 par la zone de rencontre dans le sens Vieux Pont de Loire au Port de la Jonction
   - Maitre d'ouvrage : Commune ou communauté de communes : 2 500 € HT

6. Sécuriser les mobilités douces entre le futur aménagement du pont de la Vieille Loire et le centre-bourg, l'office de tourisme.
   - maitre d'ouvrage : Commune ou communauté de communes - Budget cf. étude passerelle.

7. Création de la passerelle sur le Vieux pont de Loire
   - Maitre d'ouvrage : Département - Budget cf. étude passerelle

Prévoir une passerelle provisoire pour le franchissement de la vieille Loire

Maitre d'ouvrage : communauté de communes - 50 000 € HT



Decize
Synthèse des recommandations

8. Créer une piste cyclable sur l'avenue du 14 juillet
   Maitre d'ouvrage : Commune - 120 000 €

9. Envisager une piste cyclable sur pont de l'Aron (115m)
   Maitre d'ouvrage : Conseil départemental – Étude à prévoir

10. Créer une piste cyclable bidirectionnelle (160m) à intégrer à mise en œuvre rond-point RD136
   Maitre d'ouvrage : Commune - 50 000 €

11. Créer une passerelle sur le Canal (25m)
   Maitre d'ouvrage : Conseil départemental - 300 000 € HT

12. Sécuriser le rond-point de la gare
   Maitre d'ouvrage : Commune - 40 000 € HT (hors acquisition foncière)

Conforter l'itinéraire par du marquage au sol
   Maitre d'ouvrage : Communauté de communes - 7 000 € HT

Développer le stationnement des vélos de courte durée
   Maitre d'ouvrage : Commune – 4 500 € HT

Développer le stationnement des vélos de longue durée (gare)
   Maitre d'ouvrage : Commune - 15 000 € HT

Qualifier l'accès au quai de la gare par la pose de gouttières
   Maitre d'ouvrage : Commune - 2 000 € HT



Liaison Champvert - La Machine

Commune(s) concernée(s) : La Machine (3 395 habitants)

Comptage Voie Verte Canal du Nivernais – Tour de Bourgogne :

- Cumul 2018 : 17 862
- Moyenne journalière 2018 : 49

Longueur liaison : 6,3km

Routes empruntées :

- Voie Verte La Machine
- RD 136
- Voie communale commune de Champvert

Pôle desservis du nord au sud de la liaison :

- Centre-bourg La Machine
- Musée de la Mine, Puit des Glénons
- Base de loisirs Etang Grenetier
- Port de la Copine, gîtes insolites le Petit Robinson (label Accueil vélo)

Type d'usagers attendus

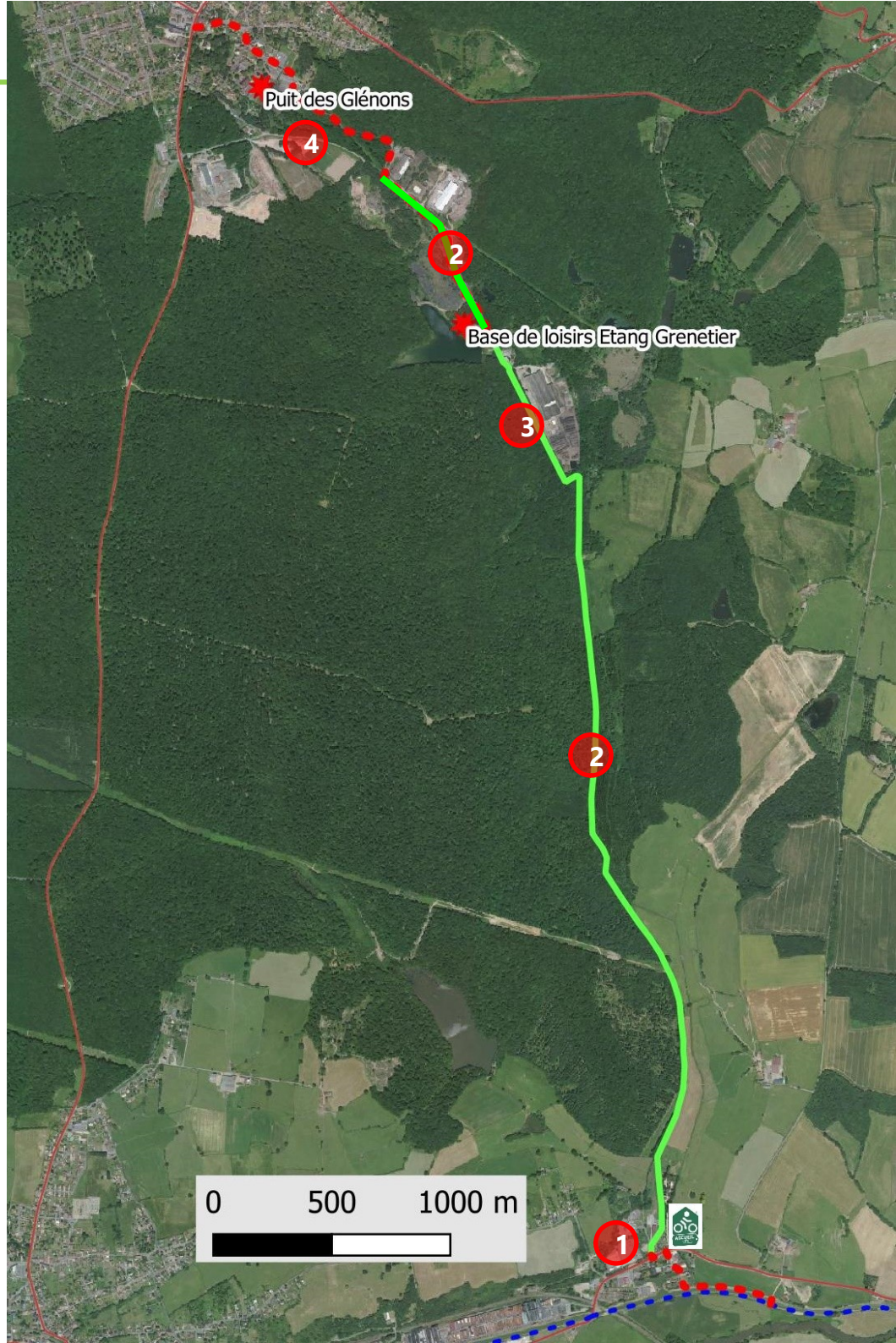
- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☑ Déplacements loisirs

sections homogènes :

1. RD 136 Port de la Copine
2. Voie Verte revêtue de La Machine
3. Voie Verte non revêtue contournement usine SPCI
4. Voies communales vers centre-ville de la Machine

Les enjeux de la liaison

- Sécuriser la connexion entre le Canal et la Voie Verte
- Assurer un confort de roulement sur le contournement de l'usine SPCI
- Valoriser le site minier de la Machine (cf. plan de croissance)



La Machine
Synthèse des recommandations

1. Revêtir la section de contournement de la zone industrielle de Pré Charpin (550m)
   - Maitre d'ouvrage : Commune ou communauté de communes - 55 000 € HT

2. Reprendre le jalonnement vieillissant de l'itinéraire en intégrant la base de loisirs de l'étang Grenetier dans la signalisation.
   - Maitre d'ouvrage : communauté de communes - 7 000 € HT (court terme)

Développer le stationnement des vélos de courte durée au centre-bourg et sur le site du musée

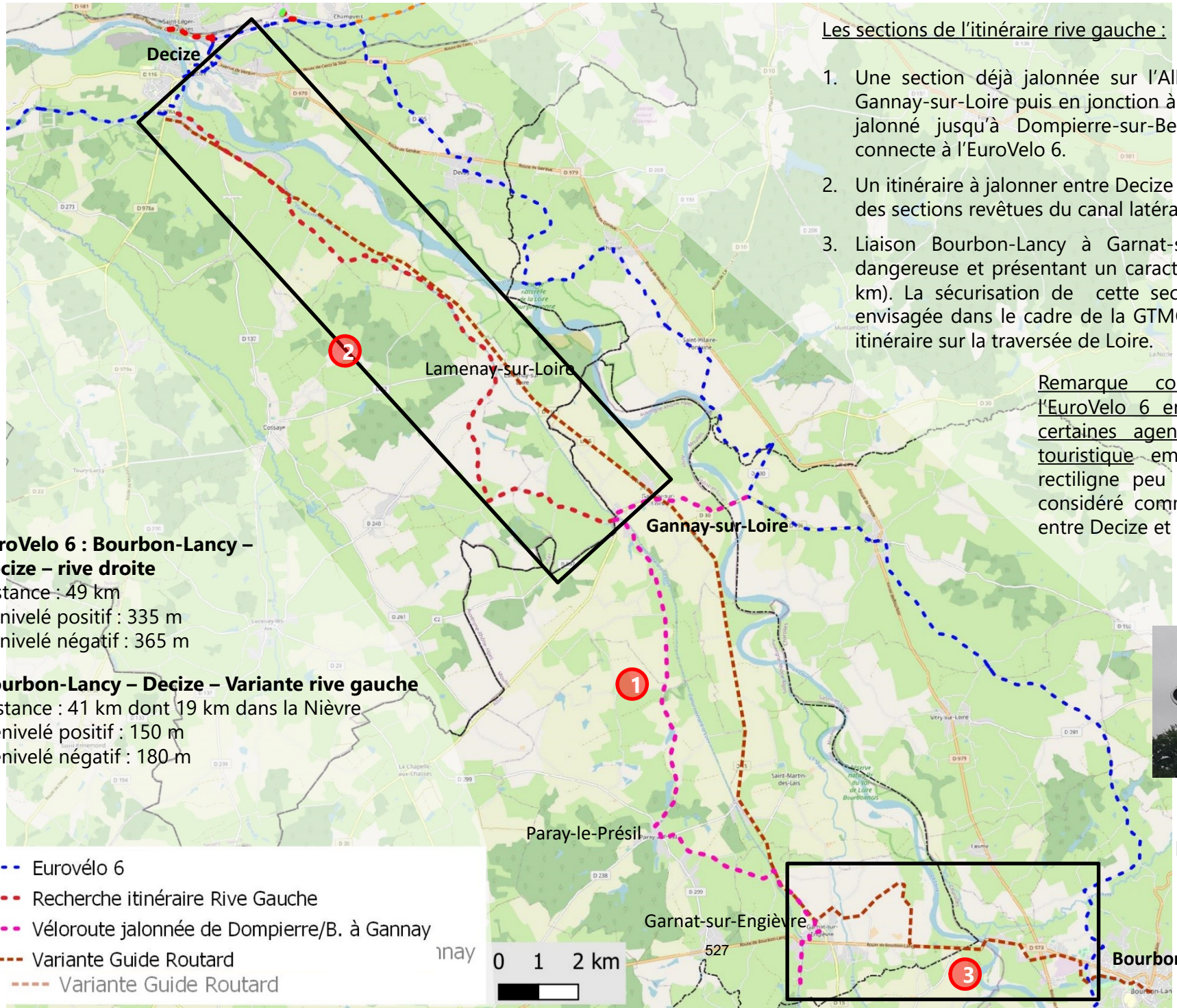
Maitre d'ouvrage : Commune – 2 500 € HT

Développer le stationnement des vélos de longue durée à l'étang Grenetier

Maitre d'ouvrage : Commune - 15 000 € HT



L'EuroVelo 6 entre Bourbon-Lancy et Decize



EuroVelo 6 : Bourbon-Lancy – Decize – rive droite
Distance : 49 km
Dénivelé positif : 335 m
Dénivelé négatif : 365 m

Bourbon-Lancy – Decize – Variante rive gauche
Distance : 41 km dont 19 km dans la Nièvre
Dénivelé positif : 150 m
Dénivelé négatif : 180 m

Les sections de l'itinéraire rive gauche :

1. Une section déjà jalonnée sur l'Allier de Garnat-sur-Engièvre à Gannay-sur-Loire puis en jonction à l'EuroVelo 6. Cet itinéraire est jalonné jusqu'à Dompierre-sur-Besbre puis Digoin ou il se connecte à l'EuroVelo 6.
2. Un itinéraire à jalonner entre Decize et Gannay-sur-Loire valorisant des sections revêtues du canal latéral à la Loire (19 km).
3. Liaison Bourbon-Lancy à Garnat-sur-Engièvre sur la RD 973 dangereuse et présentant un caractère rectiligne peu agréable (3 km). La sécurisation de cette section pourrait également être envisagée dans le cadre de la GTMC VTT qui emprunte le même itinéraire sur la traversée de Loire.

Remarque concernant la variante à l'EuroVelo 6 en rive gauche promue par certaines agences de voyage ou guide touristique emprunte la RD 116, route rectiligne peu agréable. Cet itinéraire est considéré comme une étape de transition entre Decize et Bourbon-Lancy.



Jalonnement rive gauche de la Loire sur le département de l'Allier véloroute Dompierre/B. à Gannay/L.

Itinéraire rive gauche Loire
Synthèse des recommandations

Développer un itinéraire de valorisation du Canal latéral à la Loire sur la communauté de communes Sud Nivernais de Decize à Gannay-sur-Loire s'inscrivant dans la continuité de la véloroute aménagée sur le Département de l'Allier vers Dompierre-sur-Besbre.

Un itinéraire de 19,5 km sur la communauté de communes Sud Nivernais

- Voies communales : 11 km (Decize, Cossaye, Lamenay/Loire, Gannay/Loire)
- Halage du canal latéral de Nogent à : 8,5 km, dont 5,5 km revêtus, 3 km empierrés

1. **Conventionner avec VNF** pour proposer un itinéraire sur le halage du canal latéral à la Loire sur les deux sections concernées (Decize et Cossaye).
2. **Jalonner l'itinéraire** : 10 000 €
3. **Reprise revêtement** : A envisager à moyen terme sur la section empierrée (budget de 200 000 € hors étude maitrise d'œuvre, reprises de berges éventuelles, sécurisation des écluses)
4. **Communiquer** auprès des éditeurs de guides touristiques pour informer de cette amélioration du parcours qu'ils conseillent déjà.



Jalonnement rive gauche de la Loire sur le département de l'Allier



La liaison à Cercy-la-Tour et sa gare

Commune(s) concernée(s) : Cercy-la-Tour

Population communale : 1 763 habitants

Comptage Tour de Bourgogne :
- Cumul 2018 : 13 759
- Moyenne journalière 2018 : 38

Longueur liaison : 1,3 km

Routes empruntées :
- D10, Avenue Louis Coudant (1km) : trafic mvj 3395 (7,2% PL)
- Voie communale : rue de la gare (300m)

Pôle desservis du nord au sud de la liaison :
- Halte nautique, espace pique-nique, sanitaire - point d'eau
- Centre historique
- Camping, Piscine, Office de tourisme
- Commerces, services, cafés-restaurants
- Zone pavillonnaire et quartier du Clairs logis
- Gare

Type d'usagers attendus
- ☑ Touristes
- ☑ Cyclistes itinérants
- ☑ Déplacements quotidiens

6 sections homogènes :
1. Quai Antoine Lacharme
2. Pont de l'Aron
3. D10, Avenue Louis Coudant
4. Pont de l'Alène
5. D10, Avenue Louis Coudant (sud Pont de l'Alène)
6. Rue de la Gare

Variante par le quartier du Clairs-Logis sur voiries communales pour des déplacements quotidiens à partir des zones d'habitations.

+	-
Itinéraire sur voies apaisées	Plus long de 200m
	Moins linéaire
	Evite les commerces



Cercy-la-Tour
Synthèse des recommandations

Développer une zone 30 sur le quai Lacharme et le pont de l'Aron (travaux en cours)

Matérialiser par des pictogrammes au sol la traversée des cyclistes entre le chemin de halage et le quai Lacharme.

Aménager des bandes cyclables vers le camping et la piscine (150m)

Budget prévisionnel : 4 000 € HT

Projet d'aménagement de pistes cyclables sur l'avenue Louis Coudant

Point de vigilance : il est préférable d'avoir une zone 30 bien aménagée et une voie partagée entre véhicules motorisés et cyclistes que des bandes cyclables trop étroites.

Jalonner le camping, les commerces et services, la gare à partir de la véloroute

Budget prévisionnel : 4 000 € HT

Développer le stationnement des vélos courte durée devant les commerces

Budget prévisionnel : 2 500 € HT

Développer le stationnement des vélos de longue durée avec abri à la piscine et à la gare

Budget prévisionnel : 20 000 € HT

La maitrise d'ouvrage des actions est communale.



Liaison à Corbigny et sa gare

Commune(s) concernée(s) : Corbigny (1 498 habitants), Chitry-les-Mines, Chaumot

Longueur liaison : 4,1 km (gare) / 4,8 km (abbatiale)

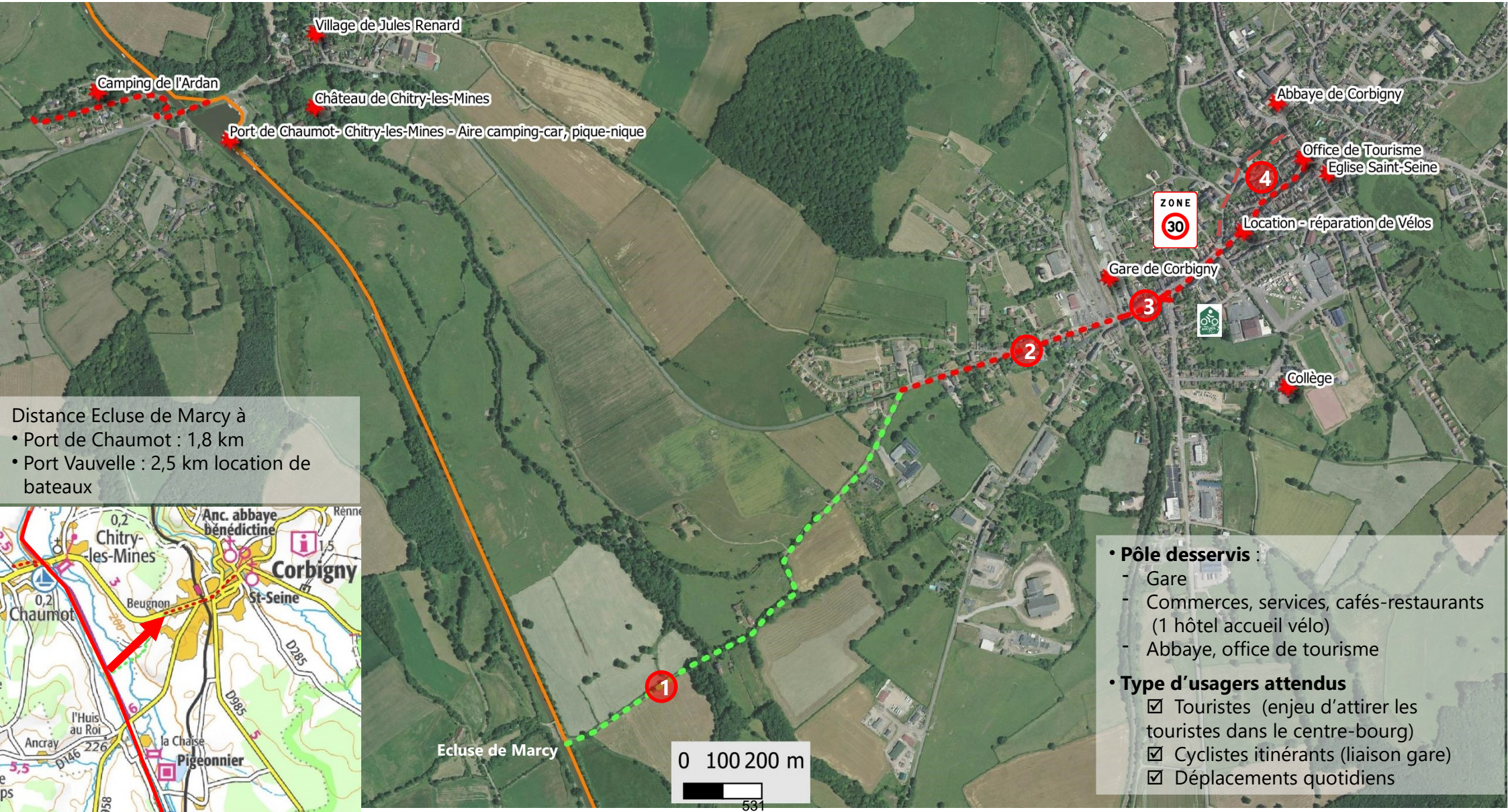
Comptage Tour de Bourgogne :

- Cumul 2018 : 16 095 passages
- Moyenne journalière 2018 : 44

Routes empruntées :

- D977bis : trafic mvj = 2202 dont 8,76(% poids lourds)
- chemin rural (Chaumot) et voie communale (Corbigny)

Liaison Camping de l'Ardan : Parcelle AC48



Distance Ecluse de Marcy à

- Port de Chaumot : 1,8 km
- Port Vauvelle : 2,5 km location de bateaux

- **Pôle desservis** :
  - Gare
  - Commerces, services, cafés-restaurants (1 hôtel accueil vélo)
  - Abbaye, office de tourisme
- **Type d'usagers attendus**
  - ☑ Touristes (enjeu d'attirer les touristes dans le centre-bourg)
  - ☑ Cyclistes itinérants (liaison gare)
  - ☑ Déplacements quotidiens

Corbigny
Synthèse des recommandations

Aménager le centre-bourg en zone de rencontre afin de permettre un meilleur partage de l'espace et une valorisation des commerces et sites touristiques.

Développer le stationnement des vélos courte durée devant les commerces

Budget prévisionnel : 3 000 € HT

Développer le stationnement des vélos de longue durée avec abri à l'abbaye

Budget prévisionnel : 10 000 € HT

La maitrise d'ouvrage des actions est communale.

Jalonner l'itinéraire vers la gare et le centre-bourg

Budget prévisionnel : 4 000 € HT Maitrise d'ouvrage départementale



La liaison à Clamecy et sa gare

- **Commune concernée** : Clamecy, 3 823 habitants
- **Comptage Tour de Bourgogne** :
  - Cumul 2018 : 19 115
  - Moyenne journalière 2018 : 53
- **Longueur liaison** : 1 km

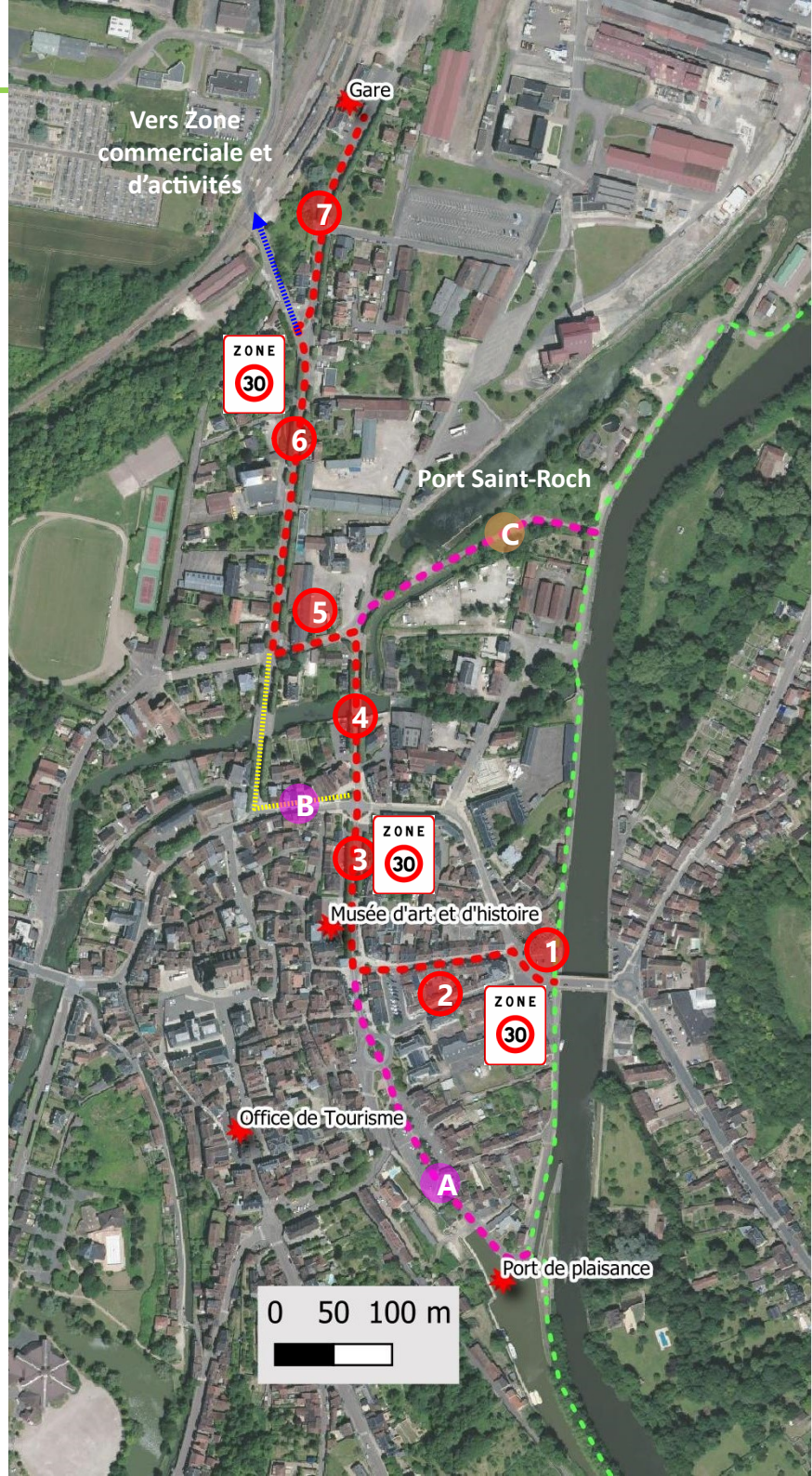
Un itinéraire principal permet de relier le centre bourg et la gare alors que deux autres possibilités d'accès au sud par le port de plaisance (A) et au nord par le Port Saint-Roch (B)

Une variante à l'itinéraire principal par l'Avenue Jean Jaurès (C) permet un accès à la gare notamment pour les piétons.

- **Routes étudiées** :
  1. Quai du Perthuis (projet de réaménagement), Tour de Bourgogne
  2. Rue Marie Davy ou Rue de la Gravière
  3. Avenue de la République
  4. Avenue de la République
  5. Rue du Port Saint-Roch
  6. Avenue du Général Leclerc (D144) : trafic mvj 1171 (3,5% PL)
  7. Rue de la gare

  A. Quai des Jeux (accès sud)
  B. Rue Jean Jaurès (variante d'accès à la gare)
  C. Port Saint-Roch (accès nord) à envisager à long terme

- **Pôles desservis du nord au sud de la liaison :**
  - Centre ville (commerces, services, musée)
  - Usine Solvay (100 emplois)
  - Gare
- **Type d'usagers attendus**
  - ☑ Touristes sur la liaison centre-bourg
  - ☑ Cyclistes itinérants sur l'intégralité de la liaison
  - ☑ Déplacements quotidiens sur l'intégralité de la liaison et plus particulièrement vers les espaces à vocation économique au nord de la gare



Clamecy
Synthèse des recommandations

1. Dans le cadre du programme de requalification des quais, aménager une traversée de type zone apaisée, plateau traversant permettant de sécuriser la traversée entre la promenade du Canal et la zone de rencontre.

2. Créer une zone de rencontre sur les rues du centre-bourg (rue Marie Davy, rue de la Gravière) et autoriser le double sens cyclable.

3. Permettre aux cyclistes de se placer en position avancée au feu tricolore de la rue Jean Jaurès
   - Par un feu cyclable placé sur le feu piéton
   - Par un sas cyclable marqué au sol

4. Avenue de la République
   - Apaiser la vitesse en zone 30 par des aménagements urbains
   - Agrandir la zone 30 sur l'ensemble de l'itinéraire.

5. Rue du Port Saint-Roch
   - Apaiser la vitesse en zone 30 par des aménagements urbains
   - Agrandir la zone 30 sur l'ensemble de l'itinéraire.

6. Avenue du Général Leclerc, D144
   - Proposer un aménagement urbain rendant cette rue compatible avec son classement en zone 30. L'emprise permet d'intégrer des aménagements cyclables.
   - Agrandir la zone 30 sur l'ensemble de l'itinéraire y compris carrefour de la gare.

Rue Jean Jaurès : Apaiser la vitesse en zone 30 par des aménagements urbains
Quai des Jeux : Qualifier l'itinéraire de liaison vers le centre-bourg
Développer le stationnement des vélos courte durée devant les commerces - Budget prévisionnel : 3 000 € HT
Développer le stationnement des vélos de longue durée au Port et à la gare- Budget prévisionnel : 20 000 € HT
La maitrise d'ouvrage des actions est communale.

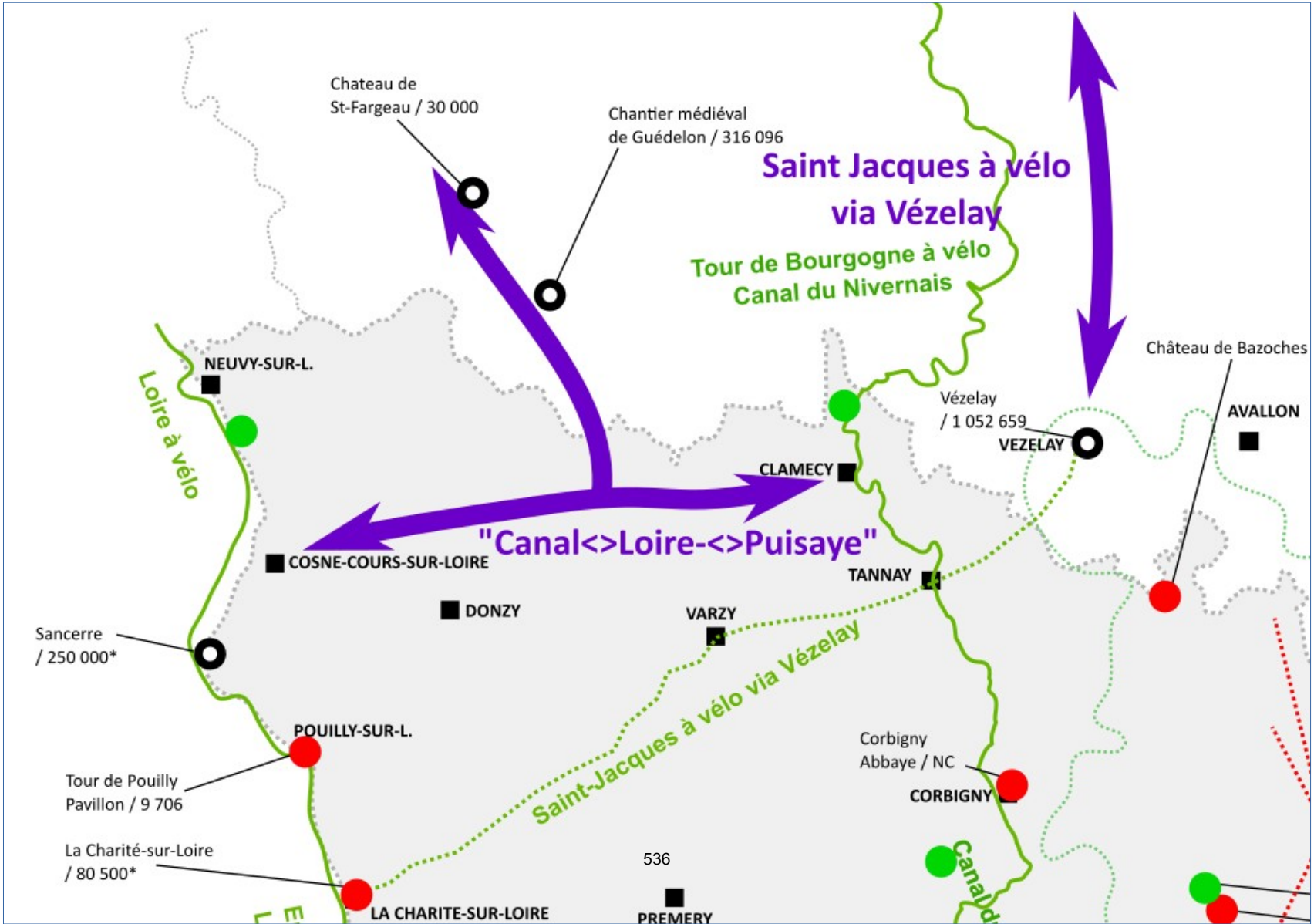
Jalonner l'itinéraire vers la gare - Budget prévisionnel : 1 500 € HT



Nouvelles véloroutes à l'étude

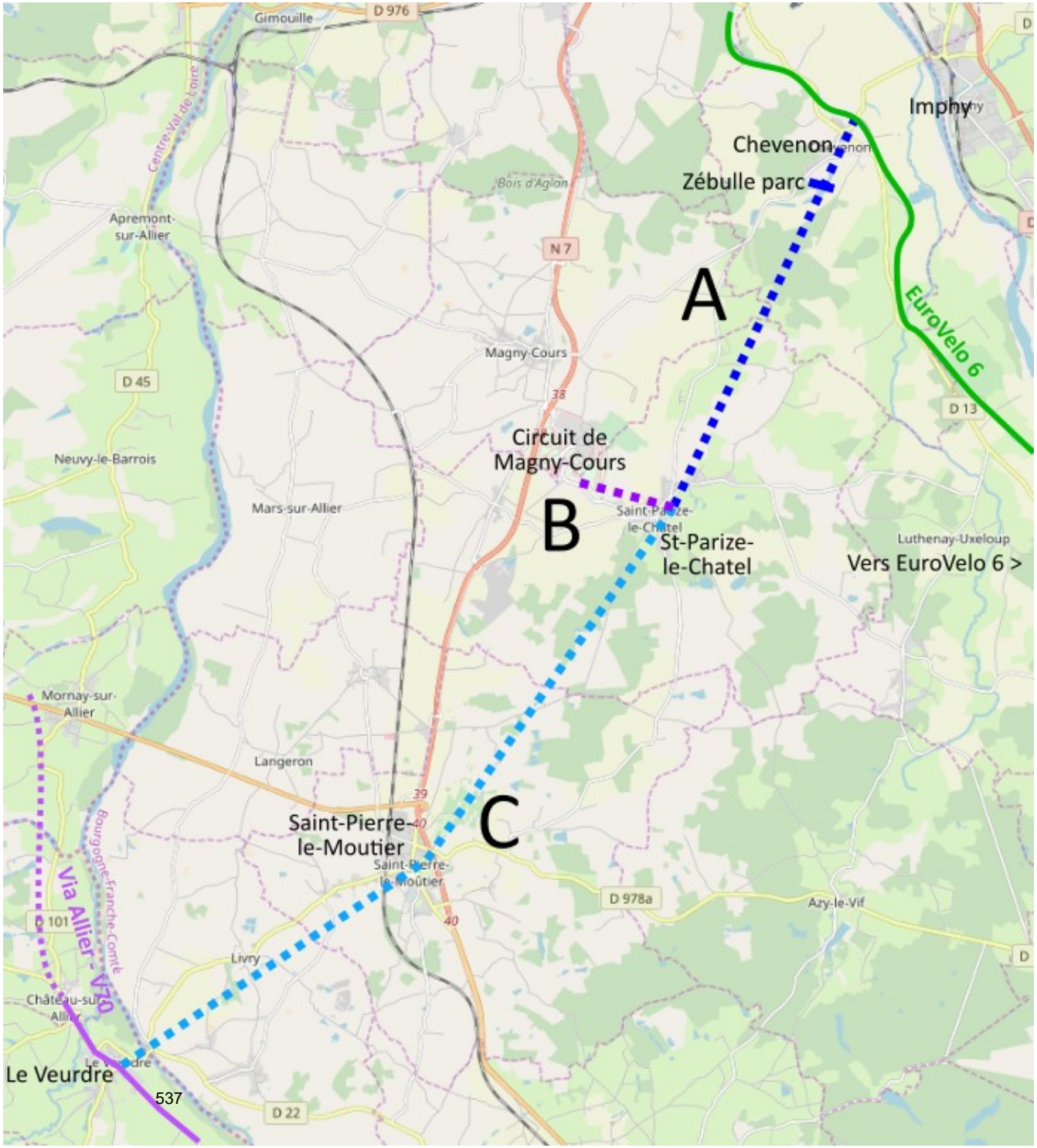
Tour de Bourgogne à vélo <> Puisaye <> Loire à vélo

- L'intérêt d'un itinéraire Loire à vélo <> Canal du Nivernais <> Puisaye est techniquement avéré par ces opportunités : touristiques et patrimoniales (Guédelon, Puisaye…), foncières (chemins de fer, chemins ruraux, routes à faible trafic)
- Une étude de ces potentiels a débuté en 2020, qui reste à achever pour présenter une réflexion stratégique aux collectivités concernées en vue de définir le tracé et l'aménagement d'un itinéraire.



EuroVelo 6 <> Via Allier

- En 2020, la communauté de communes Loire Allier souhaitait connecter Magny-Cours à l'EuroVelo 6.
- L'opportunité de relier la Via Allier, en cours d'aménagement, à l'EuroVelo 6 a conduit le Département à étudier la faisabilité d'une liaison Chevenon – Le Veurdre, proposant coûts, financements et maîtrises d'ouvrage possibles.



Véloroute Loire rive droite

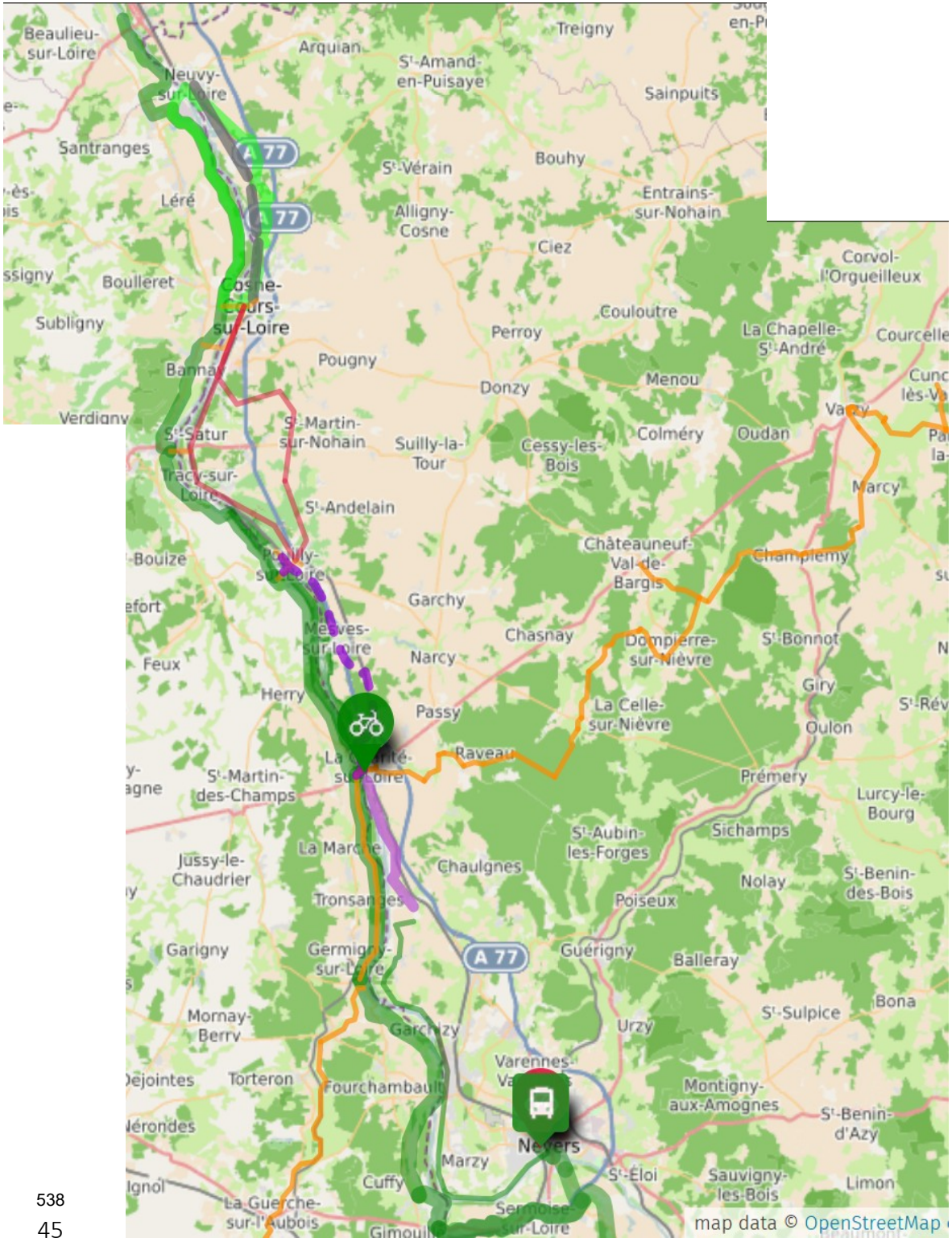
Entre Nevers et Neuvy-sur-Loire, les collectivités ont créé ou vont créer une succession d'itinéraires cyclables aux vocations diverses : loisirs, utilitaire, itinérante (voir cartes jointes).

Des barreaux est – ouest sont également en cours de réalisation ou d'étude pour relier la Loire à vélo.

Il paraît donc pertinent de développer une véloroute complète en rive droite, reliée aux réseaux cyclables locaux pour développer tous les usages du vélo au bénéfice de la population et des visiteurs.

La maîtrise d'ouvrage des travaux serait à partager entre collectivités concernées, en fonction des compétences techniques et des opportunités de financement, les intercommunalités ou communes pouvant plus facilement mobiliser des cofinancements que le Département.

L'organisation du projet doit être précisée en 2022 entre les intercommunalités, les villes et le Département.



Compléter l’observation de la fréquentation

1/ Analyse du dispositif de recueil

A/ LES OBJECTIFS DE L'OBSERVATION

Les objectifs d'observation **ne sont pas clairement explicités** :

- Finalité de l'observation : quantifier, qualifier, comparer…
- Cibles de l'observation : usages quotidiens, usages tourisme, usages loisirs
- Les segments observés : touristes, résidents, habitants

L'analyse du rapport réalisé par le service mobilité en 2018 et la localisation des sites de comptage fait ressortir **3 objectifs clés** :

- Observation de la section « Loire en Bourgogne » - EV6 V51 TDB
- Observation de la section « Canal du nivernais » - V51 TDB
- Observation à 90% sur voie verte

Ainsi, le dispositif de recueil est positionné de telle sorte qu'il observe principalement :

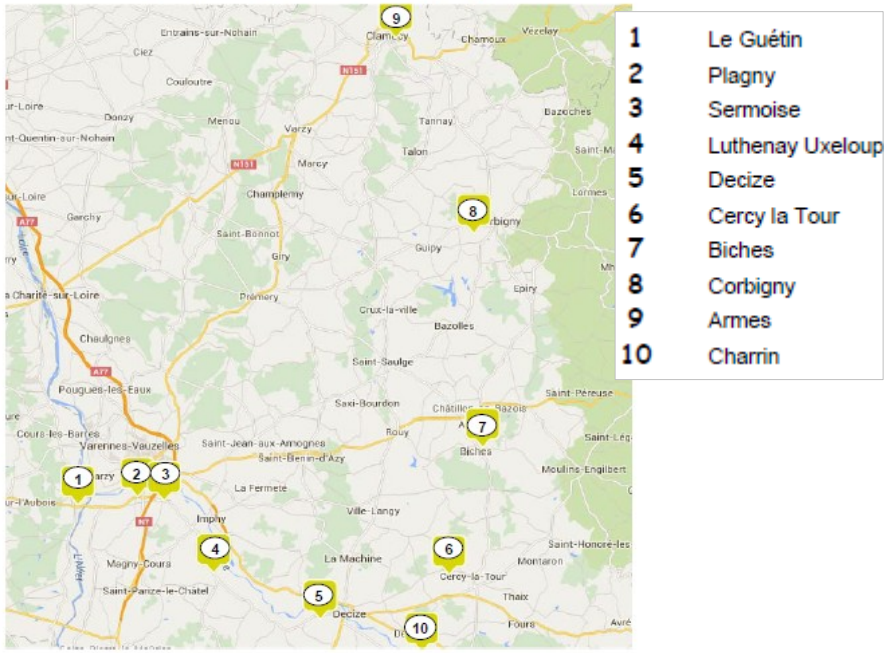
- **Les usages touristiques**
- **Les usages loisirs**
- **Les usages « véloroute »**

Les **usages quotidiens ne sont pas la cible** du dispositif d'observation mis en place : pas de comptage dans le centre de Nevers, à proximité de Zones d'Activités (ex: Varennes-Vauzelles) ou sur d'autres espaces périurbains/centre-ville (la Charité, Cosne S/ Loire, Decize…).

L'observation prospective n'est pas ciblée, aucun comptage exploratoire n'est réalisé sur d'autres secteurs que les véloroutes (ex : future V56 « Saint-Jacques à Vélo »).

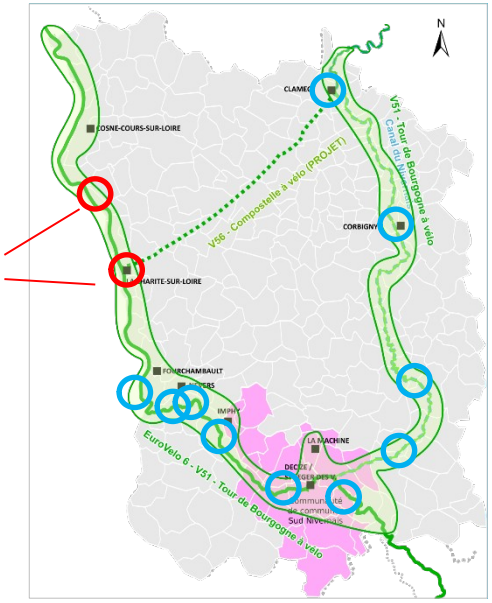
Aujourd'hui, le dispositif **permet l'observation de la fréquentation des véloroutes** existantes du département **sur tous usages (pas de distinctions possibles)**

Localisation des sites de comptages



La localisation géographique des compteurs, bien répartie sur les véloroutes situés à une distance moyenne de 20,4km.

Un intérêt fort de compléter le parc de compteurs par 1 à 2 compteur(s) au niveau de La Charité et de Pouilly (côté 58) afin d'analyser la dynamique des flux en lien avec la véloroute située dans le Cher mais aussi (sur la Charité) en prévision de « Saint-Jacques à vélo ».



Source : Bilan comptage 2017 – CG Nièvre

1/ Analyse du dispositif de recueil

B/ LES INDICATEURS DISPONIBLES

A partir des données collectées, les indicateurs disponibles sont détaillés « en vert » et indisponibles « en rouge » :

Indicateurs	Analyse par « point de comptage »	Analyse à l'échelle des « véloroutes » du département	Analyse globale départementale
QUANTITATIF Fréquentation en passages cumulés (visites cumulées)	> Nbre passages cumulés > Poids du point de comptage dans la fréquentation cumulée de la véloroute > Poids dans la fréquentation cumulée départementale observée > Répartition temporelle des passages cumulés (mois, jour…) > Pic de fréquentation (passages cumulés) > Evolution temporelle comparées des passages cumulées	> Nbre passages cumulés > Poids dans la fréquentation cumulée départementale observée > Répartition temporelle des passages cumulés (mois, jour…) > Pic de fréquentation (passages cumulés) > Evolution temporelle comparées des passages cumulées > Portions les plus fréquentées en cumulé	> Aucun n'indicateur n'est réalisé en dehors **des véloroutes** aucune mesure ne permet de savoir quelle est la part de la fréquentation « hors véloroute » > **L'analyse réalisée est bien celle des véloroutes de la Nièvre** et non celle du « vélo dans la Nièvre »
QUANTITATIF Fréquentation en nombre d'usages (visite)	Les mesures actuelles ne permettent pas de passer des passages cumulés au nombre d'usages réels. En effet, il conviendrait pour cela de mesurer pour chaque compteur : > La marge d'erreur « déplacement » au regard de l'observation des déplacements (le taux d'aller-retour, le taux d'aller simple) > La marge d'erreur « flux » : au regard du poids de chaque compteur dans l'usage réel de la véloroute.		
QUANTITATIF Fréquentation en usagers (visiteurs)	Sans la clé de conversion « fréquence d'usages/ usager », il n'est pas possible de savoir combien d'usagers uniques empruntent les véloroutes		
Qualitatifs	Sans enquête qualitative, il n'est pas possible de qualifier > Les types d'usagers : résident / touriste > Le type d'usage : loisirs / domicile-travail / tourisme / itinérance		

Un dispositif qui permet d'évaluer la présence « d'une » fréquentation et de mesurer ses dynamiques et évolutions saisonnières et annuelles mais qui ne permet pas de traduire un nombre d'usages et d'usagers réel.
Une traduction dans les rapports annuels à rechercher davantage en évolution de type « indice »(base 100 année x) plutôt qu'en valeur absolue qui n'est pas significative.

Source : Bilan comptage 2017 – CG Nièvre

1/ Analyse du dispositif de recueil

C/ STRATEGIE D'OBSERVATION

La couverture géographique et la représentativité des données

- Espacement moyen de 11 km
- Un recueil situé dans la limite « haute » des bonnes pratiques et un questionnement sur la pertinence d'un espacement aussi faible

Compteurs de la véloroute du Canal Latéral à la Loire

ECOCOMPTEUR LE GUETIN

- Date installation : 01/01/2009
- Lieux de pose : Pont canal le Guétin

*Qualité donnée** ★★☆

- Un compteur situé en décalé des zones de fréquentation dense et des lieux d'arrêt après le pont canal. Cela n'exclut pas un important taux d'aller/retour
- Un lieu très fréquenté en tourisme et en loisirs : une pluralité de segments

7,8 km

ECOCOMPTEUR PLAGNY

- Date installation : 01/01/2009
- Lieux de pose : Port de Plagny

★☆☆

- Un compteur situé en contre-halage (de l'autre côté du port) qui limite les lieux d'arrêt mais n'exclut pas les aller-retour et les déplacements pendulaires au regard de la proximité avec Plagny/Sermoise et la proximité de Nevers
- Un intérêt d'observation et de comparaison avec les compteurs du Guetin et de Sermoise mais des difficultés d'interprétation objective sans étude complémentaire

6 km

ECOCOMPTEUR SERMOISE

- Date installation : 15/11/2013
- Lieux de pose : Pont Forêt de Sermoise

★★☆

- Un compteur situé sur le halage et dans une zone rurale
- Une proximité de Nevers qui peut complexifier la l'analyse des résultats
- Pas de points d'arrêt ni de commerces

11 km

ECOCOMPTEUR LUTHENAY

- Date installation : 13/10/2014
- Lieux de pose : Ecluse 14

★★☆

- Un compteur situé sur le halage et dans une zone rurale
- Une proximité de plusieurs sites patrimoniaux et entre Nevers et Decize (point étape)
- Un compteur intéressant à suivre sur le segment tourisme/loisirs

19 km

ECOCOMPTEUR DECIZE

- Date installation : 15/11/2013
- Lieux de pose : Pont de Vaux

★★☆

- Un compteur situé sur le halage et dans une zone rurale
- Une proximité de plusieurs sites patrimoniaux et entre Nevers et Decize (point étape)
- Un compteur intéressant à suivre sur le segment tourisme/loisirs

11 km

ECOCOMPTEUR CHARRIN

- Date installation : 21/09/2015
- Lieux de pose : Levée de Loire

★★★

- Un compteur situé sur le halage et dans une zone rurale et naturelle en proximité de Loire et proche de Decize
- Un compteur en voie partagée, intéressant à suivre sur le volet « itinérant »

Qualité donnée : 5*2 niveau de fiabilité de la donnée en « passages » du fait de l'emplacement et niveau estimé de marge d'erreur entre la donnée « passage » et la donnée « usage »*

49

1/ Analyse du dispositif de recueil

C/ STRATEGIE D'OBSERVATION

La couverture géographique et la représentativité des données

- Espacement moyen de 32 km
- Un recueil situé dans la limite « moyenne » des bonnes pratiques et un dispositif spatial qui apparaît efficace

Véloroute Canal du Nivernais

ECOCOMPTEUR ARMES/ CLAMECY

- Date installation : 01/01/2009
- Lieux de pose : Ecluse 45

35 km

ECOCOMPTEUR CORBIGNY

- Date installation : 01/01/2009
- Lieux de pose : Ecluse double 25/26

34 km

ECOCOMPTEUR BICHES

- Date installation : 01/01/2009
- Lieux de pose : Ecluse 19 villars

26 km

ECOCOMPTEUR CERCY LA TOUR

- Date installation : 01/01/2009
- Lieux de pose : Ecluse 31

*Qualité donnée**

★★☆

- Un compteur situé sur le halage dans une péri-urbaine à proximité de L'Yonne
- Une proximité de Clamecy dilue les usages entre itinérants et loisirs/tourisme qui intègre a priori de nombreux A/R

★★☆

- Un compteur situé sur le halage dans une zone rurale
- Pas de points d'arrêt ni de commerces mais une situation géographique à proximité de de Corbigny qui peut diluer les usages entre itinérants et loisirs/ tourisme qui n'exclut pas des A/R

★★★

- Un compteur situé sur le halage dans une zone rurale et naturelle
- Pas de points d'arrêt ni de commerces
- Un compteur intéressant sur le segment « itinérant »

★★☆

- Un compteur situé sur le halage en périphérie d'un village et à proximité de Decize (30km aller compatible sortie journée)
- Des déplacements loisirs / tourisme qui peuvent engendrer de de nombreux Aller/Retours
- Un compteur intéressant à suivre sur le segment tourisme/loisirs mais une analyse objective compliquée sans une observation approfondie des déplacements (AS ou AR)

Qualité donnée : niveau de fiabilité de la donnée en « passages » du fait de l'emplacement et niveau estimé de marge d'erreur entre la donnée passage et la donnée « usage »*

543

50

2/ Analyse des données collectées

A/ DES DONNEES BRUTES AUX DONNÉES CORRIGÉES

Une vérification des données qui se limite à l'observation des valeurs manquantes.

D'autres éléments pourraient être intégrés afin d'affiner et de mettre en perspective les données :

- Nettoyage des données nocturnes (a minima entre 22h et 5h du matin)
- Intégration des données de météo (relevé journalier de Météo France de type « suivi météorologique de chantier »)
- Intégration des manifestations sportives (à travers les autorisation préfectorales)

Une méthode de reconstitution des données manquantes qui doit être complétée et croiser 2 conditions pour plus de fiabilité :

- La moyenne journalière observée sur l'année précédente (méthode actuelle cf. Bilan 2018)
- La dynamique de fréquentation observée sur l'année en cours (mois précédent et mois suivant) au cours du calcul du taux de variation entre l'année d'analyse et l'année de base pour la reconstitution
- Facultatif : pondération liée aux conditions météo (cf. intégration de données météo) pour sécuriser davantage les extrapolations.

Le croisement de ces 2/3 conditions permettant une meilleure finesse des données reconstituées.



Un dispositif qui permet d'évaluer la présence « d'une » fréquentation et de mesurer ses dynamiques et évolutions saisonnières et annuelles mais qui ne permet pas de traduire un nombre d'usages et d'usagers réel.

B/ DES DONNÉES CORRIGÉES AUX DONNÉES CONVERTIES

Le dispositif d'observation actuelle ne permet pas de passer des données corrigées (passages cumulés) au données converties (usages réels cumulés ou usagers uniques).

En effet, il conviendrait pour cela de mesurer sur chaque compteur (à défaut un panel de compteurs choisi efficacement) plusieurs marges d'erreur :

- La marge d'erreur « déplacement » qui converti les passages en usages par la correction du taux d'aller-retours. Cette marge d'erreur peut être significative notamment pour les écocompteurs à proximité des centres-bourgs (ex : compteur d'Armes avec 51% passage « in » et 49 % passage « out » en 2018). La mesure de ce taux de conversion pourrait s'effectuer par des journées d'observation terrain (notamment les dimanches et samedi) ou par des enquêtes aux parkings des sites de départ.
- La marge d'erreur du « double -comptage » : au regard du poids de chaque compteur dans l'usage réel de la véloroute. En effet, il est possible que certains compteurs soient fréquentés en lien avec d'autres compteurs (ex : Guetin + Plagny + Sermoise et donc 1 usage réel a un poids de 3 => risque de surestimation de fréquentation) alors que d'autres compteurs peuvent être fréquentés en « autonomie » de façon indépendante sans lien avec les autres compteurs (ex: Luthenay) et donc 1 usage réel a un poids de 1 => risque de sous-estimation. Il est ainsi important de réaliser une correction des double-comptes issus des passages mesurés.
- La marge d'erreur des usages « hors compteur » permettant de connaître le taux d'usage de la véloroute qui s'effectue en dehors des zones de comptage.

A partir de ces 3 données de conversion, il est ensuite possible de venir consolider des données locales et globales de fréquentation des véloroutes indépendamment et entre elles.

Un passage des données corrigées aux données converties et consolidées qui ne pourrait s'effectuer que par la mise en place de protocole d'observation in situ.

Contact / Suivi :

Service patrimoine naturel

environnement@nievre.fr / 03 86 60 58 79






ANNEXE

Principes d'aménagement et fiches techniques



PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT CYCLABLE

La sécurisation des itinéraires de liaison entre les véloroutes, les centres-bourgs et leurs gares est essentielle à la diffusion des cyclistes vers les territoires traversés.

L'objectif touristique initial des collectivités croise des enjeux importants de mobilités cyclables au quotidien. Des cheminements cyclables attrayants, sûrs et continus sont une condition préalable pour que le vélo soit plus souvent utilisé comme moyen de transport.

Le contexte actuel rappelle que la place du vélo est et sera croissante dans les prochaines années y compris en milieu rural, ce qui nécessite une plus grande prise en compte des cyclistes dans les aménagements actuels et futurs.

Aujourd'hui le cheminement d'un cycliste qui quitte l'EuroVelo 6 ou le Tour de Bourgogne manque de continuité. Il passe d'une voie verte à une route partagée, traverse une zone 30 ou une zone de rencontre sans fluidité.

Les communes de la Nièvre doivent accorder une place plus importante dans leur paysage, aux aménagements cyclables afin d'assurer une lisibilité et une continuité de ces derniers.

Sécuriser un itinéraire cyclable peut prendre différentes formes et doit être envisagé au cas par cas. Les liaisons entre l'EuroVelo 6 ou le Tour de Bourgogne, les centres-bourgs et leurs gares doivent constituer de véritables dorsales cyclables.


Illustration du principe de lisibilité d'un itinéraire cyclable

Les zones de rencontre et zones 30

L'enjeu est de développer des centres-bourgs apaisés et accroitre ainsi la sécurité des cyclistes mais également des piétons, des personnes à mobilité réduite …

Les principales raisons de l'insécurité ressentie par les cyclistes en ville sont le différentiel de vitesse entre le trafic motorisé et les cyclistes ainsi que le volume de ce trafic. En réduisant les vitesses, les zones à circulation apaisée offrent aux cyclistes un confort et une sécurité accrus.

- Dans ces conditions, **la cohabitation, sur le même espace, des cyclistes et du trafic motorisé peut être préconisée sans avoir recours aux aménagements** cyclables traditionnels.
- Il faut cependant **veiller à assurer une continuité d'aménagement pour les cyclistes** au-delà des limites de la zone de rencontre ou de la zone 30 **afin que ces secteurs ne soient pas des « ilots ».**
- **Dans les zones 30 comme dans les zones de rencontre, le double sens cyclable est généralisé** (décret du 30 juillet 2008). Toutes les chaussées sont à double sens pour les cyclistes, sauf dispositions différentes prises par l'autorité investie du pouvoir de police. Les entrées et sorties de cette zone sont annoncées par une signalisation et l'ensemble de la zone est aménagé de façon cohérente avec la limitation de vitesse applicable



548

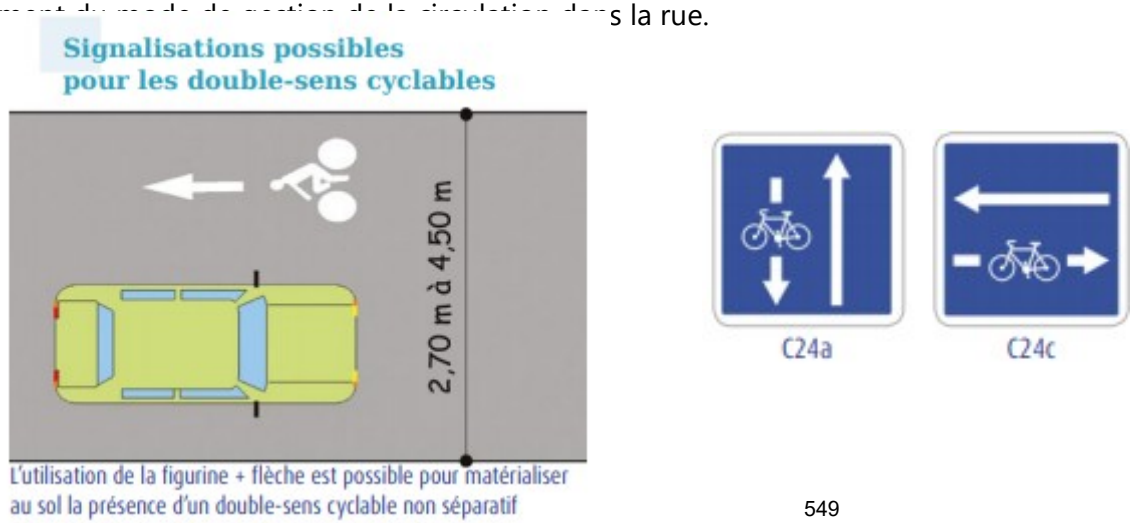


Le double sens cyclable

Le principe de généralisation du double sens cyclable vise à simplifier la compréhension de la règle par les usagers et donc à développ**er des réflexes d'attention systématiques** dans des voies empruntées à faible vitesse. Même dans les rues étroites (3 m de large), le double sens cyclable est possible. Il est cependant nécessaire de bien communiquer sur le dispositif auprès d'une population essentiellement locale.

- En section courante, si besoin, quelques pictogrammes suffisent à rappeler la présence des vélos en double sens.
- Les entrées / sorties sont à traiter avec précaution pour gérer au mieux les mouvements tournants et assurer une bonne visibilité entre usagers. Dans tous les cas, il est important d'assurer la meilleure co-visibilité possible,

  Un pictogramme cycliste avec une flèche, voire le marquage d'une ligne continue sur quelques mètres peuvent indiquer l'entrée d'un double sens cyclable.
- Les panneaux C24a et C24c, rappelant aux automobilistes qu'ils peuvent rencontrer des cyclistes circulant en sens inverse sont censés être inutiles mais ils peuvent toutefois être utilisés temporairement lors de la mise en service de l'aménagement afin d'alerter sur le chang[illegible]s la rue.



Source : CEREMA



Rendre plus lisible l'itinéraire

Développer les zones de rencontre en centre-bourg pour améliorer la place des vélos

Les zones de rencontre sont à développer sur les espaces publics où la vie locale est développée et prépondérante. Cette démarche permet de développer la mixité des usages sur ces zones. **Les piétons sont autorisés à circuler sur la chaussée** sans y stationner **et bénéficient de la priorité sur les véhicules**. La circulation y est donc pacifiée et le double sens cyclable ne présente pas de contrainte.

Aucun aménagement spécifique aux cyclistes n'est nécessaire dans ces espaces, car la rue est partagée.

Dans les rues étroites fréquemment rencontrées dans les centres-bourgs des communes étudiées, il parait opportun de traiter l'aménagement pour que la perception soit celle d'un véhicule sur espace piéton et non d'un piéton sur une chaussée.

Il peut être envisagé de matérialiser au sol la notion de partage de l'espace, surtout dans des territoires ruraux où l'automobiliste est encore peu habitué à circuler sur des voiries apaisées.

Le double sens cyclable peut être matérialisé au sol par pictogramme.



Source : CEREMA



550

Rendre plus lisible l’itinéraire

Matérialiser une trajectoire cyclable sur un carrefour complexe

Le concept de trajectoire matérialisée pour les cycles a été introduit dans le Code de la route par le décret du 2 juillet 2015. Il donne la possibilité aux gestionnaires de voirie d’indiquer au sol une trajectoire conseillée au cycliste.

- Arrêté du 23 septembre 2015 relatif à la modification de la signalisation routière en vue de favoriser les mobilités actives

Le recours à un tel marquage vise à faciliter le repérage des cyclistes et à attirer l’attention des autres conducteurs sur la présence potentielle d’un nombre élevé de cyclistes sur cette trajectoire. Ce marquage est possible soit à l’aide de doubles chevrons, soit à l’aide de doubles chevrons et de figurines vélos.

- En section courante, il est possible de matérialiser une trajectoire cycliste éloignée du bord droit de la chaussée sous forme de chevrons + flèches. Elle peut être utilisée par exemple en rue étroite pour légitimer un positionnement central du cycliste.
- Il est également possible de signaler le numéro d’un itinéraire par marquage, ce qui peut être utile pour les personnes qui ne se repèrent pas facilement.



Source : CEREMA



Aménager des itinéraires sur route à trafic modéré

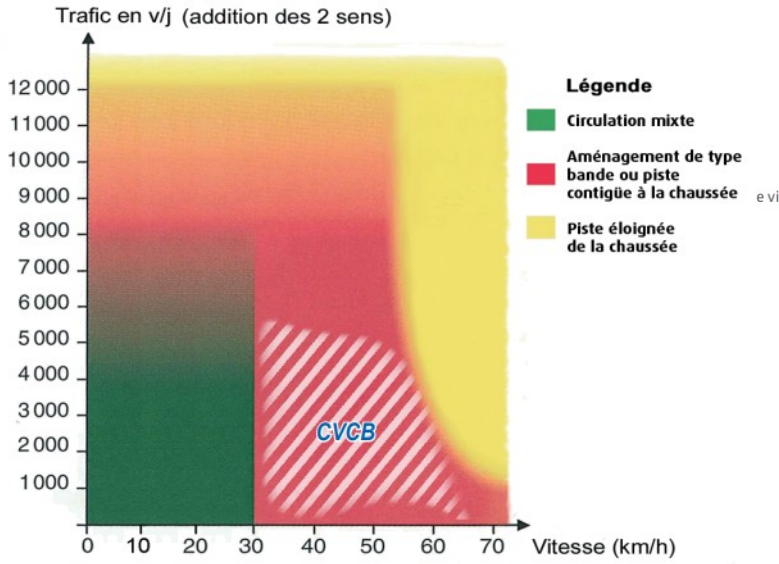
L'exemple de la chaussée à voie centrale banalisée (CVCB)

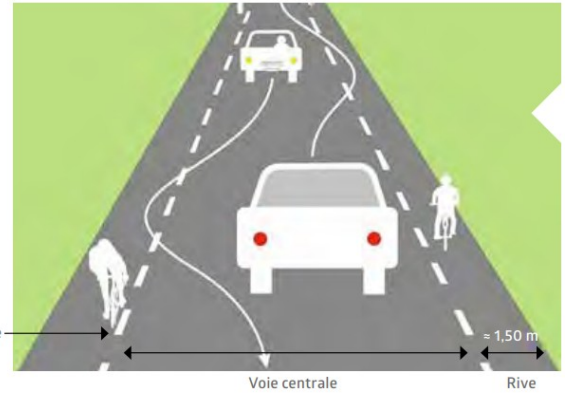
« La chaussée à voie centrale banalisée vise à améliorer les conditions de circulation des cyclistes, notamment lorsque les aménagements cyclables classiques se révèlent impossibles à réaliser. »

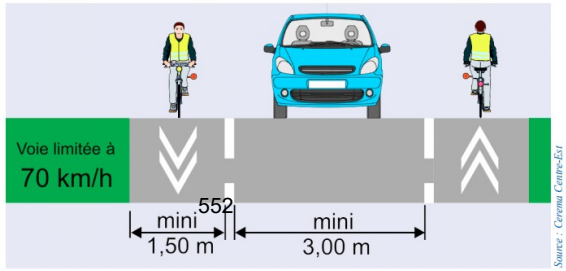
Les véhicules motorisés circulent sur une voie centrale bidirectionnelle et les cyclistes sur les accotements revêtus appelés rives (1,5 m de large environ). La largeur de la voie ouverte aux véhicules motorisés étant insuffisante pour permettre le croisement, ces derniers empruntent ponctuellement la rive lorsqu'ils se croisent.

- Cet aménagement nécessite une voie de 6m de large et une réduction de la vitesse à 70 km/h pour des routes à moins de 5 000 véhicules par jour en moyenne dans les deux sens (cf. illustration ci-dessous).

Schéma indiquant le domaine d'emploi possible de la CVCB









Aménager des itinéraires sur route à trafic modéré

L'exemple de la chaussée à voie centrale banalisée (CVCB)

Dans un premier temps nous recommandons d'imposer des doubles chevrons en rive d'une CVCB. Ils ont l'avantage d'encourager le cycliste à se positionner au centre de la rive. À terme, dans une phase ultérieure d'entretien, une fois l'aménagement bien appréhendé par les automobilistes comme les cyclistes, ce marquage ne sera plus nécessaire.

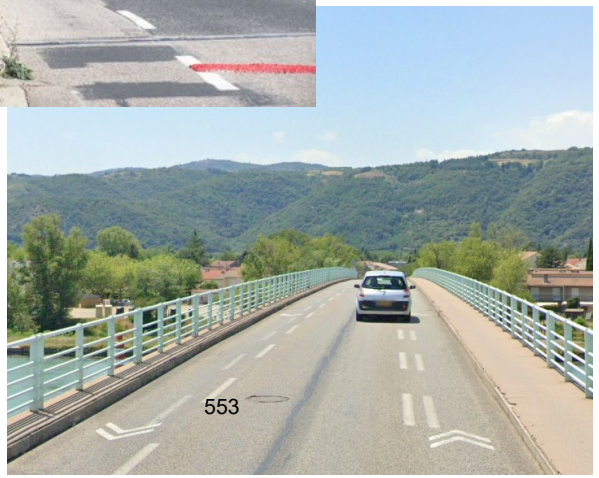
Cet aménagement doit être accompagné par des efforts de communication afin de sensibiliser les usagers motorisés. Une signalisation est à mettre en œuvre à chaque entrée d'aménagement ainsi qu'une communication presse.



Exemple signalisation de sensibilisation, agglomération de Toulouse



RD 10 Dieulouard (54)



La-Roche-de-Glun (ViaRhôna)



Franchissement des ponts

La voie centrale banalisée

Cet aménagement peut également être envisagé pour assurer une continuité cyclable sur les franchissements de ponts.



Des réalisations provisoires pour assurer une continuité

Dans le cadre d'un évènementiel, ou de façon temporaire au cours d'une saison touristique, des systèmes de pontons flottants peuvent être proposés pour sécuriser un franchissement de rivière.





Homogénéiser la signalisation sur les véloroutes et voies vertes



Source : Fiche n°28 CEREMA

La signalisation de direction à l'attention des cyclistes assure la double fonction de leur donner direction de la destination choisie et de confirmer de loin en loin qu'ils se trouvent sur une liais convenant à leurs besoins.

La signalisation doit répondre au besoin de lisibilité de la continuité de l'itinéraire choisi.

Pour ce qui concerne la signalisation des aménagements cyclables, le logotype est un dessin lib identifiant un itinéraire touristique. Il peut être utilisé sur des panneaux de type Dv (directionne vélo) dans le cadre précis fixé par l'instruction interministérielle de signalisation routière (IISR).

Sur le département de la Nièvre, les parcours peuvent faire référence à cinq itinéraires EuroVelo6, Loire à vélo, Tour de Bourgogne, Via Allier, Saint-Jacques à vélo

À noter que le logo de la Loire à vélo intègre le logo de l'EuroVelo6

Lorsque plusieurs logos sont nécessaires, il est recommandé de proposer un cartouche sur la partie supérieure du mât. Le logo de l'EuroVelo6 sera systématiquement placé à gauche, puis le logo des véloroutes nationales puis régionales …

Dans le cas où un seul logotype est utilisé, celui-ci peut être inséré directement dans le panneau directionnel.

Pour être efficace, la signalisation cyclable de l'itinéraire doit se concentrer sur les pôles essentiels et sur des informations pérennes : indications des villes et des bourgs, des sites touristiques ou de loisirs majeurs.





- L'Instruction interministérielle relative à la signalisation de direction (circulaire du 22 mars 1982) définit la hiérarchisation des pôles (numérotation des pôles) et les règles de dominance des pôles entre eux. Les pôles sont définis par leur population + 50% du nombre de lits touristiques.
- Le pôle le plus important sera placé en haut, le pôle de proximité en bas.

La signalisation des antennes



Les antennes servent, depuis l'itinéraire principal, à desservir les pôles d'intérêt touristique et de services (gares, pôles d'hébergements) situés à proximité (moins de 5km).

- La signalisation des antennes relève de la signalisation cyclable mais les ensembles ne comportent pas l'identifiant de l'itinéraire.
- La signalisation de jalonnement cyclable est inscrite à l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, 5e partie, articles 91-1 à 91-6.

  Les panneaux de signalisation cyclable de type Dv sont de forme rectangulaire, sur fond blanc et comportent un listel vert.

  Les inscriptions sont de couleur verte, en caractères droits majuscules (L1) ou italiques (L4).

  Le symbole SC2 (pictogramme cycliste) est normalement orienté vers la gauche. Il est orienté vers la droite lorsque le panneau indique une direction vers la droite.

- **Le jalonnement doit être continu et homogène jusqu'au pôle de destination, quel que soit le gestionnaire de la voirie.** Il doit être **prévu dans les deux sens** afin de desservir l'itinéraire ou le quitter.



Sécuriser le stationnement des vélos

Complémentaire à la création des itinéraires cyclables, le stationnement des vélos est facteur de développement de l'usage du vélo de la population locale et d'amélioration de l'accueil des touristes. Il faut différentier le stationnement de courte durée du stationnement longue durée.

Le stationnement de courte durée

Il est nécessaire dans les centres-bourgs devant les commerces, les restaurants, les offices de tourisme, sur les sites touristiques et de loisirs. Il est préférable de développer plusieurs petits parkings proches des lieux à desservir plutôt qu'un seul grand parking.

Le type de stationnement :

- **l'arceau « simple » ou U inversé est le type d'équipement adapté pour un stationnement sécurisé et accessible de courte durée** (attache aisée au niveau du cadre et à la roue limitant grandement le risque de vol ou de vandalisme).
- Un logo vélo sur le mobilier permettra de rappeler l'usage du mobilier.
- **Le stationnement type pince roue est à éviter car il détériore les vélos.**

Recommandation dimensionnement d'un arceau

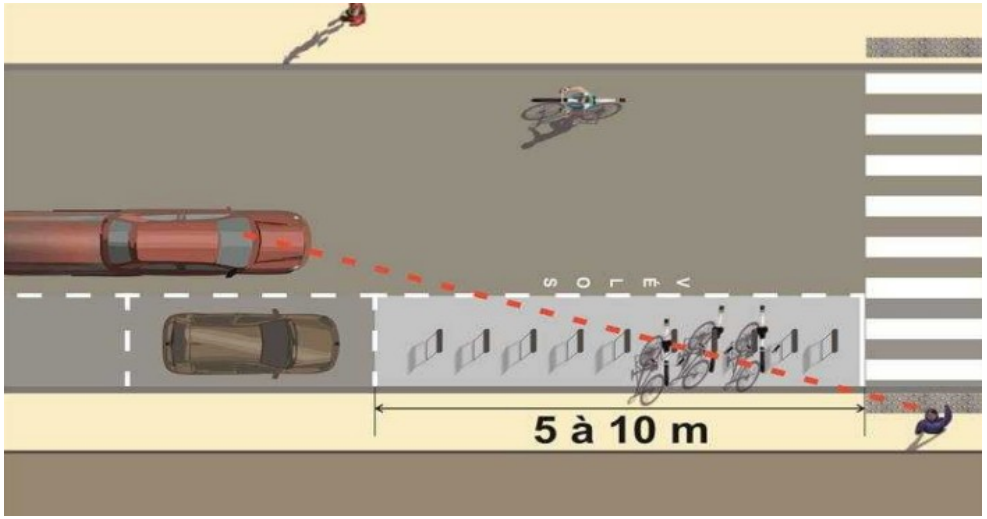
- Largeur réduite afin de permettre l'appui d'un vélo tout en évitant de prendre trop de place dans le paysage urbain en absence de vélos. Pour autant sur les sites accueillant des cyclistes itinérants, il faudra veiller à garder un espacement suffisant pour que 2 vélos avec sacoches stationnent cote à cote.
- Les arceaux sont placés en parallèle et espacés de 1m et à 70 cm du bord d'un mur. Une zone de dégagement à l'arrière du vélo de 1,80m environ est recommandée pour pouvoir manœuvrer sans difficulté.
- Hauteur de 70 cm minimum hors sol afin d'être bien perçu par les piétons en absence de vélos.



Sécuriser le stationnement des vélos

Rappel de la réglementation décret n° 2015-808 du 2 juillet 2015 : **Une opportunité pour développer le stationnement des vélos.**

- **Interdiction des places de parking à moins de 5 mètres en amont des passages piétons** sauf si cet emplacement est réservé aux véhicules non motorisés (vélos, cycles à pédalage assisté, engins de déplacement personnel).
- Les mairies ont toutefois du temps pour faire les aménagements puisqu'elles ont au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026 pour mettre aux normes les emplacements de stationnement.



Source : CEREMA



Sécuriser le stationnement des vélos

Le stationnement de longue durée (approche touristique)

Le stationnement sécurisé à l'abri des intempéries et en libre service de type box permet aux cyclistes de laisser leur vélo et leurs équipements (sacoche, sac …) sans surveillance durant une activité, une visite de site ou village.

Le stationnement doit permettre ;

- de stationner son vélo en sécurité,
- de laisser des affaires personnelles (sacoches ….) en consigne,
- de recharger les batteries de son téléphone, de sa tablette …
- de recharger les batteries de son VAE.





Qualifier l'accueil dans les gares

L'accueil

Les gares et leurs esplanades n'offrent souvent pas le meilleur visage touristique du territoire. Ces dernières doivent être envisagées et qualifiées comme des portes d'entrée des communes.

- Sur le site de la gare, un espace d'information dédié aux cyclistes est à mettre en place et à valoriser. Dans de nombreuses gares, des espaces d'affichage muraux sont à valoriser.
- Accéder aux quais, les escaliers doivent systématiquement être équipés à minima d'un système de goulotte y compris pour les passages aériens (Decize par exemple).
- Sur le quai, une identification du positionnement préférentiel pour les cyclistes souhaitant embarquer leur vélo est à mettre en œuvre.

Le stationnement longue durée (approche utilitaire)

Pour le développement des mobilités alternatives à la voiture au quotidien, stationner facilement son vélo durant la journée de manière sécurisée à la gare est essentiel.

- Le stationnement en libre accès (type arceaux) couvert et gratuit cible les usagers quotidiens du train qui possède un vélo de faible valeur.
- Le stationnement fermé, réservé aux abonnés, permet un accès sécurisé par badge ou clé.

Parking à vélos sécurisé et en accès libre en gare de Saint-Pierre-des-Corps (37)







Développer l'usage du vélo au quotidien sur les voies vertes

Le revêtement

- La qualité du revêtement, roulant, sans projection est essentielle à un usage quotidien de l'itinéraire.
- Un traitement qualitatif des connexions de la voie verte au réseau viaire et aux pôles de services est à mettre en œuvre et jalonner.

L'éclairage

- Pour un usage toutes saisons de l'itinéraire, l'éclairage de celui-ci est essentiel sur les sections urbaines.

L'entretien

- L'entretien participe à la crédibilité de l'aménagement en particulier, le balayage qui doit s'effectuer plus particulièrement en automne et hiver (les feuilles mortes très glissantes en hiver dissuadent les cyclistes).







68

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Mme Blandine DELAPORTE

RAPPORT: **SITE DE LA MAISON DES INGÉNIEURS A BAZOLLES - DÉCLARATION D'INUTILITÉ EN PRÉVISION DE SON DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL**
(- Fonction 6-Réseaux et infrastructures - Politique autres infrastructures)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment son article L.3211-1,
VU la concession de la section du canal du Nivernais du P.K. 15,895 (Cercy-la-Tour) au P.K. 73,360 (Sardy-les-Epiry) ainsi que de Vaux, de Baye, Neuf et Gouffier, et de la rigole d'Yonne, en application des décrets du 28 juillet 1972 et du 26 juillet 1973 approuvant le cahier des charges de la concession et son avenant n°1,
VU le relevé de décision de la rencontre du 24 novembre 2021 organisée par la Communauté de communes Amognes Coeur du Nivernais visant à engager la procédure jusqu'au déclassement du site de la Maison des Ingénieurs,
VU l'avis du domaine sur la valeur vénale du site de la Maison des Ingénieurs rendu le 17 février 2022,
VU le rapport de Monsieur le Président du Conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- **D'ÉMETTRE** un avis favorable sur l'inutilité du site de la Maison des Ingénieurs à Bazolles, unité foncière d'un seul tenant d'une contenance totale de 13 050 m² située 12-14 route de l'Etang à Baye, commune de Bazolles, dans le cadre de la gestion de la partie concédée du canal du Nivernais,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout document visant à solliciter l'État pour la prise d'un arrêté ministériel portant déclaration d'inutilité de l'ensemble parcellaire constituant le site de la maison des Ingénieurs à Bazolles en vu de l'aliénation de ce bien au profit de la Communauté de communes Amognes Cœur du Nivernais.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62632-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : M. Daniel BARBIER

RAPPORT: **CONSTRUCTION DE L'EHPAD DE FOURCHAMBAULT - RENOUVELLEMENT DE LA GARANTIE D'EMPRUNT OCTROYÉE EN 2009 A ADEF RESIDENCES SUITE A RENÉGOCIATION DE PRÊT**

(- Fonction 0-Services généraux - Politique finances)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
et notamment ses articles L.3211-1, L.3231-4 et L.3231-4-1,
VU le Code Civil et notamment son article 2298,
VU la délibération n° 1 de la Commission permanente du 19 janvier 2009 accordant une garantie d'emprunt à l'association ADEF RÉSIDENCES pour la construction de l'EHPAD de Fourchambault, à hauteur de 50 % de son prêt de 9 200 000 € souscrit auprès du Crédit Foncier,
VU la délibération n° 8 de la Session départementale du 28 novembre 2016 instaurant un règlement intérieur relatif à l'octroi des garanties d'emprunt par le département,
VU la délibération du Conseil départemental du 1er juillet 2021 portant délégation de l'assemblée départemantale à la Commission permanente,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DECIDE :

- **DE GARANTIR** à hauteur de 50%, soit 2 927 897,13 €, le contrat de prêt d'un montant de 5 855 794,26 € renégocié auprès de ARKEA Banque par l'ADEF RESIDENCES pour la construction de l'EHPAD de Fourchambault au taux fixe de 1,23 % sur 19 ans,

- **DE VALIDER** les caractéristiques de cet emprunt selon les données fournies par la banque,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tout document utile.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-62950-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DE LA NIEVRE
DELIBERATION de la COMMISSION PERMANENTE
du CONSEIL DEPARTEMENTAL
Seance du lundi 23 mai 2022

RAPPORTEUR : Monsieur Wilfrid SEJEAU

RAPPORT: **CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC KEREN PRODUCTION - MODIFICATION DE L'IMPUTATION COMPTABLE**

(- Fonction 9-Développement économique - BA Circuit de Magny-Cours)

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LA COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code du Sport et notamment son article L.113-2,
VU la délibération n° 13 de la Commission permanente du 25 avril 2022 attribuant notamment une subvention de 8 000 € à la société Keren Production pour la réalisation du documentaire« Tico Martini, la légende de Magny-Cours »,
VU le rapport de Monsieur le Président du conseil départemental,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

DÉCIDE :

- DE MODIFIER l'imputation comptable des 8 000 € HT attribués à la société Keren Production pour la réalisation du documentaire« Tico Martini, la légende de Magny-Cours » en considérant que l'imputation relève de la prestation et non de la subvention. La convention de partenariat actée lors de la Commission permanente du 25 avril 2022 reste valide,

- **D'ACTER** que cette participation est imputée au budget annexe de Magny-Cours.

Adopté à l'unanimité
Pour : 34
Contre : 0
Abstentions : 0
NPPV : 0

Le Président du conseil départemental,



Réception en Préfecture le 23 mai 2022
Identifiant : 058-225800010-20220523-63558-DE-1-1
Délibération publiée le 25 mai 2022